REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXVe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME LX. — 1er NOVEMBRE 1865.

IMPRIMERIE E. J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXVe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME SOIXANTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1865

11.534

054
R3274
1865 v.6

DU

GOUVERNEMENT PARLEMENTAIRE

EN ANGLETERRE

DEPUIS 1806 JUSQU'A LA RÉFORME DE 1830

I.

PITT ET LA POLITIQUE ANGLAISE JUSQU'A LA MORT DE GEORGE III.

Il sera toujours très difficile d'écrire l'histoire; mais en vérité, dans les conditions où les auteurs qui s'y sont essayés ont été souvent placés, il semble que c'était impossible. Pour de longues périodes des temps modernes, pour des événemens mémorables et dont tout le monde connaît les résultats, des documens certains n'existent pas, ou, s'il en existe, ils sont inconnus. On est obligé de prendre les faits tels que les fournit la commune renommée ou tels que les recompose l'esprit de système. Ceux qui ne voient dans l'histoire qu'un travail littéraire, qui n'aspirent qu'à l'honneur déjà rare de raconter les faits extérieurs d'une manière claire et vive, de tracer un peu au hasard des portraits animés et naturels, et de relever le tout par des réflexions bien pensées et bien dites sur le caractère des individus et des nations, sur le train des choses humaines et sur la moralité qui en jaillit, pouvaient à la rigueur se contenter des sources d'informations où jusqu'à notre temps il leur

a été permis de puiser. Il n'est pas prouvé que les grands historiens de l'antiquité en aient eu à leur disposition de beaucoup plus abondantes, et bien leur a pris d'être pour la plupart des peintres incomparables ou des moralistes éloquens : ils ont pu, à force de talent, dissimuler ce qui manque à leurs chefs-d'œuvre. Des artistes médiocres et réduits à dire platement ce qu'ils savaient et à n'en pas savoir plus qu'ils n'en disaient n'auraient laissé souvent que des récits arbitraires ou superficiels, pleins de lacunes et d'obscurités, qui n'auraient ni mérité ni captivé la confiance. Voyez, dans les mains généralement inhabiles des modernes, ce qu'est devenu pendant bien des années l'art historique. Ces hommes de lettres de profession, qui jadis entreprenaient la narration des événemens politiques, n'ayant pas et ne pouvant acquérir une connaissance exacte de ce qu'ils voulaient raconter, tâchaient de se trouver les qualités d'imagination et de style qui pouvaient y suppléer. Forcés de s'en tenir à l'extérieur des choses, ils cherchaient l'intérêt à défaut de la vérité, car l'intérêt c'est le talent qui le donne, tandis que la vérité c'est le savoir. Or, à tout prendre, ils doutaient moins de leur talent que de leur savoir.

Le savoir, en effet, ne dépend pas toujours de nous; il faut avoir où le prendre, et nous ne créons pas à volonté les matériaux dont nous construisons l'édifice. Ce sont ces matériaux qui ont trop souvent fait défaut; il a fallu bâtir en l'air ou former d'élémens imaginaires un simulacre de réalité. Aussi, lorsque de nouvelles sources sont découvertes, lorsque des mémoires inédits, des pièces ignorées paraissent au jour, quel nouvel aspect prennent les événemens les plus connus! Comme il devient nécessaire de récrire une histoire mainte fois écrite! J'ignore si c'est une impression qui me soit particulière, mais je ne puis lire les ouvrages des historiens du second ou du troisième ordre des temps antérieurs au nôtre, sans entrer en doute sur la vraisemblance même de leur récit et sans me demander s'il est possible que les choses se soient passées comme ils le disent.

C'est qu'effectivement il n'est pas aisé de savoir comment se sont passées les choses. Les personnages historiques ne dressent pas procès-verbal de leurs actions. Leur vie ne se déroule pas en présence d'un sténographe qui prenne note de toutes leurs paroles, ni d'un photographe qui reproduise tous leurs gestes. La sphère du gouvernement se meut au-dessus de nos têtes, et nos yeux rarement y pénètrent. Lors même que les affaires publiques deviennent réellement publiques, qu'elles se décident en plein champ ou en plein forum, les hommes préparent leur rôle dans l'ombre; ils ne donnent pas les motifs de leurs déterminations. L'exécution des moindres

desseins dépend souvent, dans les affaires comme à la guerre, de circonstances que sait l'administration et qu'elle ne divulgue pas. Le public attribue au caprice ce qui a été l'ouvrage de la nécessité. L'arbitraire tient moins de place qu'on ne croit dans les choses du monde. Là même où règne la publicité des états libres, le secret enveloppe les mouvemens intérieurs des partis et ce que leurs dispositions cachées imposent à leurs chefs, et il faut encore bien de la sagacité pour expliquer leur conduite et les péripéties du drame qui semble avoir eu des millions de spectateurs. Les mêmes événemens interprétés par les lettres de Cicéron ou par ses harangues ne semblent plus les mêmes événemens, et si les premières nous manquaient, comprendrions-nous bien les secondes? Or la plupart du temps nous n'avons rien qui ressemble aux unes et aux autres, et nous sommes obligés de nous en tenir aux narrations artificielles des auteurs ou aux conjectures de notre propre esprit. Les lecteurs de notre temps ont peine à s'y résigner; pour eux, l'histoire est moins un ouvrage de littérature que de politique; ils y cherchent les nouvelles des siècles comme dans un journal, et ils ont mieux aimé qu'on leur rendît les romans historiques que l'histoire romanesque.

Ce dénûment de documens originaux n'est pas fort à craindre pour l'historien de la moderne Angleterre. On est surpris, pour peu qu'on étudie les annales de son gouvernement, de la multitude de renseignemens exacts et précis que laissent après eux ceux qui y ont participé. On a remarqué souvent que la littérature anglaise n'était pas aussi riche en mémoires que la nôtre, et il est vrai que dans ces deux derniers siècles elle n'offre qu'un petit nombre d'écrits analogues à ce que l'on appelle de ce nom chez nous. Ce que nos voisins désignent ainsi se compose le plus souvent de pièces, de notes ou de courtes éphémérides complétées et commentées d'ordinaire par une ample correspondance. La lecture de ces recueils est assez ingrate; mais dans beaucoup de cas on en peut tirer une histoire authentique qui semble par momens le calque de la réalité. Plusieurs causes contribuent à procurer aux curieux cette richesse d'informations. Les gouvernemens libres sont pour ainsi dire des gouvernemens collectifs, et ils agissent devant témoins. Les membres des deux chambres sont acteurs dans le drame, ou forment un chœur qui prend part à l'action. Ce sont des spectateurs intéressés, qui reçoivent au moins une part de la confidence des secrets de l'état, et pour peu qu'ils gardent note de ce qu'ils ont vu ou qu'ils en rendent compte dans leurs lettres, ils écrivent pour l'histoire. Le régime parlementaire est une suite de négociations continuelles, un congrès toujours subsistant, un conclave toujours ouvert. Comme pour en enregistrer plus fidèlement les actes, certaines particulari-

tés des mœurs anglaises donnent aux hommes politiques plus d'occasions de laisser des preuves écrites de leurs intentions et de leurs démarches. Ils ne se claquemurent pas dans Londres, et à Londres ils ne s'isolent pas dans leurs bureaux ou leur cabinet. Au milieu du tracas des affaires, ils vont à la campagne, visitent leurs amis, font des séjours aux eaux ou aux bains de mer, et c'était ainsi même avant que les chemins de fer fussent inventés. De là de fréquentes nécessités pour ces politiques voyageurs, pour ces ministres ambulans, de correspondre entre eux, de s'adresser des questions, des avertissemens, jusqu'à des nouvelles. Les billets mêmes où ils se donnent rendez-vous, où ils se communiquent l'objet, le jour et l'heure d'une conférence ou d'un conseil, peuvent servir à fixer une date, à établir le lien des causes et des effets, à déterminer la part de chacun dans une délibération importante. Ceux qui hors de la capitale leur donnent l'hospitalité, ceux qui font une promenade à cheval avec eux, tiennent souvent un journal de leurs conversations. Ces entretiens entre gens de même parti ou de partis divers prennent souvent le caractère d'une entrevue dont on a soin de constater les détails ou les résultats. Les conseils de cabinet eux-mêmes ne sont pas de simples causeries qui ne laissent aucune trace. Souvent le premier ministre ou celui qui a provoqué la réunion y présente un rapport où les questions sont exposées, les solutions discutées. Robert Peel n'y manquait jamais, et la série de ses *memorandum* spéciaux, éclaircis et complétés par les débats auxquels ils ont donné lieu, font le grand intérêt de ses mémoires, si instructifs pour qui veut apprendre l'art de traiter méthodiquement les grandes affaires. Les avis opposés y sont souvent résumés et motivés dans une lettre ou une note communiquée aux membres du gouvernement. Les délibérations prises sont presque toujours mentionnées avec les noms des délibérans sur des minutes qui forment comme les archives du cabinet. Enfin, quand il faut obtenir l'agrément du roi ou lui rendre compte de l'état d'une affaire, la communication est rarement orale et directe, et le premier lord de la trésorerie entretient avec le prince un commerce épistolaire. Le roi ne tient guère de conseil privé que pour donner une forme régulière à des décisions prises antérieurement dans le cabinet. Les ordres en conseil ont seuls un caractère obligatoire pour les sujets britanniques; les résolutions du cabinet, qui n'est guère qu'un comité du conseil privé, ne sont valables que pour les ministres et ceux de leurs subordonnés auxquels ils les notifient. Ainsi une grande partie du gouvernement se résout en une procédure écrite. Ajoutons que les deux premiers rois de la maison de Brunswick ne parlaient pas anglais, ou le parlaient si mal que Walpole, si

longtemps dépositaire de leur confiance, ne communiquait avec eux qu'en latin. Ainsi s'est établi le mode sommaire et laconique de communication usité entre le prince et le chef de son conseil. George III parlait bon anglais, et il aimait à se mêler de ses affaires. Cependant il voyait très peu ses ministres, et les plus importantes se traitaient par écrit entre M. Pitt et lui. C'est par lettre que le premier obtint le renvoi du chancelier, lord Thurlow (1792). C'est par lettre qu'il fit décider le départ de lord Malmesbury comme négociateur avec la France (1796). Et lorsqu'après dix-sept ans d'une laborieuse et brillante administration, il résolut d'y mettre un terme, si le roi se refusait à ses vues libérales en faveur des catholiques, la proposition, le refus et la démission, tout fut épistolaire (1801). Du premier jour où la correspondance s'engagea jusqu'à celui où un nouveau ministère fut formé, c'est-à-dire pendant une crise ministérielle de cinquante-deux jours, sur lesquels la folie du roi n'en prit que dix, M. Pitt ne le vit pas avant le dernier, c'est-à-dire avant l'audience de congé où il remit le sceau de l'échiquier.

Ces singularités contribuent à expliquer comment depuis peu on a réussi à exposer avec beaucoup d'exactitude, jour par jour quelquefois, et même dans l'occasion heure par heure, les événemens tant publics que secrets de l'histoire du gouvernement britannique dans ce siècle. C'est ainsi qu'en écrivant son intéressante vie de Pitt, lord Stanhope a pu composer un ouvrage d'un genre nouveau, dont l'imitation tentera les écrivains qui ont plus de conscience que d'amour-propre. C'est une histoire où l'historien s'efface. Il se retire dans la coulisse toutes les fois qu'il peut mettre en scène et faire parler le héros et les autres personnages de la pièce, et il le peut souvent, grâce à la masse considérable de témoignages contemporains, presque toujours authentiques, dont il a pu disposer. Lorsqu'il tient ainsi dans ses mains la preuve écrite, il la donne textuellement ou l'analyse de si près qu'il n'y ajoute rien du sien. Il ne s'amuse point à faire en son nom un récit travaillé à l'effet, à prodiguer les portraits brillans et les réflexions ambitieuses. Il fait du talent dont il a donné tant d'excellentes preuves le plus sobre usage, ne suppléant à l'éloquence des faits que lorsque la nécessité l'y contraint, mais en ayant l'air de se borner à rechercher curieusement les autorités et les citations, à les ranger avec ordre, à les comparer avec soin, à les interpréter avec justesse, il compose, sans pour ainsi dire y prétendre, le récit le plus instructif, le plus complet, le plus attachant et le plus vrai.

Aussi qu'arrive-t-il? Lord Stanhope est plus consciencieux qu'impartial. Du moins sa juste admiration pour un homme d'état qui

n'a peut-être pas été surpassé dans son pays va-t-elle jusqu'à rehausser de louanges égales toutes les parties de son caractère et de sa conduite, et il lui décerne ou peu s'en faut l'infaillibilité politique; mais il est tellement sincère, attentif, exact, qu'il met dans les mains du lecteur tous les moyens de juger, s'il y a lieu, autrement que lui, et dans les occasions très rares où nous oserions risquer une appréciation différente de la sienne nous ne consulterions pas un autre livre que le sien.

Un mérite analogue se révèle dans les essais sur les administrations de la Grande-Bretagne de 1783 à 1830 laissés par sir George Cornewall Lewis (1). Le ministre et l'écrivain dont la politique et les lettres déplorent également la perte prématurée, le philosophe qui a participé à la renaissance des études logiques en Angleterre, l'helléniste qui a publié les premiers commentaires sur des textes fraîchement découverts, l'historien qui est entré en lice avec Niebuhr au sujet des antiquités primitives de Rome, le publiciste qui a porté dans la politique spéculative les lumières que donnent l'érudition et l'expérience, l'ami de Tocqueville qui a été directeur de *la Revue d'Édimbourg* et chancelier de l'échiquier, n'a pas composé des administrations de son pays une histoire suivie et complète; mais ses essais détachés, qui se rejoignent aisément, que lie ensemble le fil d'un esprit méthodique et consistant, offrent un ensemble de faits et de jugemens qu'on n'aurait pu, sans des recherches multipliées, recueillir et rapprocher. Aussi, avec son secours et celui de quelques autres ouvrages de moindre valeur, il nous semble facile de réunir ici quelques traits d'une esquisse du gouvernement de l'Angleterre durant une période assez récente, et cependant peu connue, celle qui s'est écoulée depuis la fin de Pitt et de Fox jusqu'au ministère de la réforme.

I.

Les deux grands noms que nous venons d'écrire ont longtemps absorbé toute l'attention de quiconque voulait étudier l'Angleterre dans sa dernière et terrible lutte contre la France. Cependant cette lutte n'a pas fini avec eux, puis elle a été suivie d'une paix d'un demi-siècle, bienfait inoui pour les deux pays et pour le monde. Il n'y a donc que justice à s'enquérir de ce qu'ont fait et de ce qu'ont valu les successeurs de Pitt et de Fox. Aussi bien ce recueil a-t-il déjà envers l'un et l'autre assez largement acquitté sa dette. Depuis les excellens travaux de M. de Viel-Castel sur les deux Pitt,

(1) *Essays on the Administrations of Great Britain from 1783 to 1830*, by sir George C. Lewis, 1864.

la *Revue* a plus d'une fois retouché le portrait du fils de Chatham, et ce n'est pas à moi de dire quelle main a pris soin de relever en contraste l'image de son rival (1).

Les circonstances de ces derniers temps devaient, même parmi nous, donner des partisans à la mémoire de Pitt. Les adversaires des révolutions étaient en faveur. Le temps est loin (comment a-t-il pu exister jamais?) où une assemblée sérieuse déclarait solennellement, « au nom du peuple français, que Pitt, ministre de George III, était l'ennemi du genre humain. » Et, commentant dignement ce texte, Barrère, qui ornait de bel esprit le jacobinisme, croyait peindre pour l'histoire en représentant Pitt « comme un jeune esclave d'un roi en démence, insensible à toute autre gloire que celle des oppresseurs, qui n'a de la politique que les crimes, du gouvernement que les calculs, de la fortune que l'avarice, de la renommée que les intrigues. » Voilà une heureuse suite d'antithèses et de la rhétorique bien placée!

Ces absurdités sont bien passées. On place en France Pitt à son rang, plus haut peut-être. Il règne encore une prétention à l'esprit de gouvernement qui lui est très avantageuse, et lui aussi, il profite de la réaction. Ce n'est pas que j'aie rien à objecter aux excellens et solides articles qu'ici même M. Calmon a consacrés à l'examen de son administration en le considérant surtout comme chancelier de l'échiquier (2). Pitt avait sur les finances d'un grand état autant de lumières qu'aucun de ses prédécesseurs et presque toutes celles qui avaient commencé à se répandre de son temps. Ses illusions mêmes sur l'amortissement étaient celles de plus d'un grand esprit, et tout au moins doit-on reconnaître encore que l'existence d'un fonds de rachat annuel de la dette est une garantie d'ordre et un signe de prévoyance; mais c'est surtout en lui l'homme politique qui faisait le grand financier. La fermeté, la hardiesse, la persévérance, donnaient seules une pleine efficacité aux conceptions de son esprit pour le rétablissement et le maintien de la fortune publique, ou pour la création des ressources extraordinaires qui devaient soudoyer une guerre universelle. C'est le caractère et la volonté qui ont fait de lui un ministre des finances hors ligne.

Quelques louanges cependant qu'il ait méritées sous ce rapport, il nous paraît toujours que son administration se divise de droit en trois époques, qui peuvent être appréciées différemment. Nous sommes de l'avis de lord Macaulay. La première, celle qui s'étend de 1784 à 1792, est celle qui peut être admirée sans restriction. Plu-

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1854 et du 1er janvier 1856.
(2) Voyez la *Revue* du 15 mai et du 1er juin 1864.

sieurs des reproches de Burke sur la manière dont elle se forma subsistent sans doute. Les menées qu'il encouragea, les faiblesses qu'il courtisa, les préjugés qu'il exploita étaient peu dignes de lui; en un mot, il arriva par une intrigue; mais ce qu'il voulait renverser, le cabinet de la coalition, était lui-même une intrigue, et il faut de bonne heure s'habituer à trouver dans Pitt ce qui se rencontre d'ordinaire chez les hommes prédestinés au gouvernement, une conviction si profonde et si naïve de leur droit de commander aux autres, que pour eux l'intérêt de leur puissance se confond avec l'intérêt public, et qu'ils croient rendre service à l'état en satisfaisant à tout risque leur ambition. Il est juste qu'ils soient les maîtres, tout est juste pour qu'ils le deviennent. Il y a du César, c'est-à-dire du tyran, chez eux tous.

Du moment que la guerre de la révolution est commencée jusqu'aux approches de la paix d'Amiens, une nouvelle période s'ouvre. Pitt est appelé à donner des preuves de résolution, d'activité et de courage qui le font apparaître avec une grandeur inattendue. C'est l'époque dramatique de sa vie, celle qui a excité les plus fortes haines et par conséquent les plus vives admirations. Il s'en faut pourtant que ces neuf années de gouvernement soient irréprochables. Son énergie eut souvent à compenser les fautes de son jugement. Il ne se forma peut-être jamais une idée juste de la révolution française, et, sans cesse dépassé par elle, il lui fit face plus par son caractère que par la justesse de ses vues. Incertain entre la guerre de principes, que Burke demandait à grands cris, et la guerre de droit commun, qui était plus dans ses idées, il proportionna rarement les moyens au but. On a, non sans raison, critiqué ses plans d'expédition sur le continent. Le débarquement en Hollande finit d'une manière honteuse par l'effet d'une double faute. Il s'était complétement trompé sur les dispositions de la nation qu'il espérait soulever. Il avait opéré dans une saison beaucoup trop avancée. C'était le moment même où le général Bonaparte revenait d'Égypte. Il venait changer la scène, et quand il se fut emparé du souverain pouvoir et qu'il offrit la paix, Pitt ne se douta même pas de la différence infinie d'une assemblée révolutionnaire au général victorieux qui la disperse à coups de baïonnette pour régner en sa place. Il ne vit dans Bonaparte que l'incarnation du jacobinisme, *l'enfant et le champion de ses atrocités*. Jamais, à l'entendre, il n'avait été moins à propos de négocier; jamais il n'y avait vu plus de danger. La guerre vaillamment continuée donnait toute espérance d'obtenir enfin une *complète sécurité*. C'est ainsi qu'il parlait dans un de ses plus violens et mémorables discours. Il le prononçait au milieu de février 1800, et cinq mois après il songeait

à changer de collègues pour traiter avec celui qui venait, il est vrai, de remporter la victoire de Marengo.

Il ne subsiste rien en effet de cette fable, longtemps accréditée, de l'acharnement systématique de Pitt à perpétuer la guerre. Il n'est pas vrai qu'il ait cru qu'elle dût être éternelle, ni que, voyant la paix inévitable, il n'ait pas voulu la faire. Il n'a point laissé cette besogne à d'autres comme indigne de lui; l'honneur de l'accomplir le touchait au contraire. Ce n'était pas sans effort qu'il avait haussé toutes les facultés d'une nature régulière, d'un esprit calme et rangé, aux nécessités d'une situation pleine de troubles et de périls. L'administration intérieure, là le portait son goût, son aptitude, son génie. Il aurait voulu gouverner de sang-froid un peuple qui obéît de même.

On le sait maintenant, la vraie cause de sa retraite, et elle lui fait honneur, fut l'impossibilité d'obtenir quelque chose pour les catholiques. Il y tenait, non-seulement par des idées de justice et de tolérance, mais encore, mais surtout, parce qu'en réunissant l'Irlande à la Grande-Bretagne il n'avait pas cru pouvoir mener à bien cette utile entreprise sans donner des espérances aux Irlandais de la communion romaine. Le lord-lieutenant Cornwallis s'était engagé en son nom, et l'honneur, comme la probité, lui faisait une loi de tenir cet engagement. Malheureusement ici les fautes abondent. Il l'avait pris, cet engagement, à la légère, sans s'assurer des moyens de le remplir. Il ne pouvait ignorer l'opposition obstinée du roi à toute mesure qui affaiblirait la domination protestante, et il ne s'était nullement occupé de vaincre cette opposition, ou du moins de la préparer à céder. La jugeait-il invincible? Ses promesses alors n'étaient ni sincères ni sérieuses. Se flattait-il au contraire d'en avoir raison? Je le crois; il se sentait parvenu au point où rien dans le gouvernement n'aurait dû l'arrêter. Il négligea donc de persuader le roi : il n'aurait pas osé le violenter; mais il était l'homme nécessaire, et, sans négociation comme sans lutte, il espérait être écouté. Cela pour lui allait de soi. Or il se trompait. Pendant qu'il laissait, avec autant de respect que de dédain, le roi dans son repos, sa dignité et son ignorance, le chancelier le trahissait, informait de tout George III, et le munissait d'objections que venait corroborer encore la casuistique de deux archevêques. Pitt l'ignorait, et lorsqu'il adressa au roi cette lettre dont j'ai déjà parlé, il semblait supposer que cette affaire allait comme une autre se décider par un accord épistolaire. A la réponse prompte et raisonnée du roi, il ne sut que réaliser la menace de sa démission, renonçant sur-le-champ à l'ébranler par de nouvelles instances, à le lasser par la difficulté de lui trouver un successeur, l'aidant même à se passer

de lui en lui donnant dans Addington un ministre selon son cœur. Dira-t-on qu'il ne pensait pas qu'Addington ni le roi iraient jusqu'au bout? Mais quand il vit que la chose était sérieuse, que le roi était passionnément décidé, si passionnément que sa tête n'y résista point pendant quelques jours, il fut tellement surpris qu'il fut troublé. Il craignit d'avoir pour jamais aliéné le roi, planté dans cet esprit inflexible et agité une idée fixe avec tous ses dangers, et alors, chose incroyable, il renonça dans le présent et dans l'avenir à l'émancipation des catholiques comme condition de gouvernement. Il prit avec lui-même l'engagement de ne plus l'exiger. Il fit plus, il voulut que le roi en fût instruit, et si ce prince ne lui eût pas de très bonne foi préféré Addington et l'eût prié de retirer sa démission, je ne vois pas sous quel prétexte elle aurait été maintenue. On est allé jusqu'à dire qu'il s'attendait à être rappelé, et que l'inflexibilité du roi fut pour lui un nouveau sujet d'étonnement. Ce qui est certain maintenant, c'est qu'il se promit bien alors de ne plus troubler le repos ni la raison de son souverain par la moindre exigence en faveur des catholiques. Cette détermination lui fait peu d'honneur sous tous les rapports. J'en avais bien lu quelque chose dans une lettre de Fox; mais je savais avec quelle crédulité malveillante deux rivaux politiques admettent toute chose l'un sur le compte de l'autre. Il faut bien le dire, la correspondance de Fox ne respire pas l'impartialité : il n'accorde rien à son noble adversaire, pas même l'estime; mais cette fois il ne le calomniait pas. Il était vrai que l'auteur de la réunion de l'Irlande à l'Angleterre renonçait, pour ne pas faire de peine à un roi dont il n'était ni aimé ni compris, à proposer jamais une mesure de justice et de réparation qu'il avait promise. Sur cette grande question, qui allait pendant vingt-huit ans devenir la pierre de touche de toutes les politiques, Pitt déclarait s'abstenir désormais.

Nous arrivons à la dernière partie de sa vie politique, celle qu'il commence attendant sur son banc à la chambre des communes l'occasion d'un retour au pouvoir. Opposant de cœur, ministériel de langage pendant ces trois années d'expectative, on pourrait bien voir dans cette conduite, équivoque à dessein, une crainte mesquine de se compromettre et d'envenimer les blessures que sa retraite avait pu laisser dans le cœur ou l'orgueil du roi. Il met en avant l'intérêt de l'état, qui ordonne d'appuyer le pouvoir avant tout, les dangers de la politique de l'opposition, les griefs qui le séparent d'elle, enfin le repos et la santé du roi, qui veulent et légitiment tous ces ménagemens. C'est à merveille; mais sitôt que la patience lui échappe, qu'il voit l'opinion des chambres et du public ébranlée, il ne s'inquiète plus d'agiter l'état, d'ébranler le pouvoir,

de provoquer une crise ministérielle ou électorale, et de pactiser avec l'opposition au risque de causer au roi un nouvel accès de folie. Il donne l'assaut au ministère avec toutes les forces d'une coalition. Je ne le lui reproche pas; mais comment concilier avec ce franc jeu de la stratégie parlementaire les scrupules et les hésitations de la conduite qui a précédé, de la conduite qui a suivi? Cette coalition formée pour combattre, il consent un peu tard à la maintenir pour gouverner; il annonce que si le roi l'appelle, il lui proposera la formation d'un cabinet où Fox lui-même trouvera sa place. Lord Stanhope a répété qu'il était sincère dans ce dessein; lord Macaulay accorde la sincérité, mais regrette de ne la pas voir accompagnée de la persévérance. Je ne sais pas même, quant à moi, si Pitt fut sérieux. Il connaissait le roi, il savait que dès sa jeunesse ce prince avait eu pour ambition de soustraire le choix de ses ministères aux nécessités parlementaires, qu'il détestait l'opposition, particulièrement l'opposition whig, et Fox plus que toute l'opposition whig. Eh bien! dans une lettre adressée à lord Eldon et destinée à être lue par le roi, Pitt propose et motive la formation d'un cabinet où lord Grenville et Fox siégeraient avec lui; mais il promet de ne plus importuner sa majesté de l'affaire des catholiques, et, en la priant de prendre ses vues en considération, il ajoute que si elle a des objections à quelque partie de son plan, il est prêt à consentir à ce qu'elle décidera, et à obéir, *si elle lui commande de former un plan d'administration qui n'encourrait pas les mêmes objections.* C'était mettre le roi bien à l'aise. C'était, d'une part, promettre ce qu'il n'était pas sûr d'obtenir de Grenville et de Fox, et quant à lui c'était se rendre sans condition. Une fois assuré d'avoir dans tous les cas un ministère dont Pitt serait le chef, le roi pouvait parler en maître. Aussi il commence par le rejeter bien loin, et ne veut pas même le recevoir, afin de lui faire sentir combien ses propositions lui déplaisent. A ce refus d'audience, Pitt, moins accommodant sur les procédés que sur la politique, ne veut pas écrire davantage et dit qu'il renonce. Le roi cède aussitôt, comme peut-être il eût cédé sur tous les autres points à la même menace. Pitt, qui ne l'avait pas vu depuis trois ans, lui parle raison et obtient grâce pour Grenville et quelques amis de Fox. Il en reste là, quoiqu'il dût bien penser que les whigs ne se sépareraient pas de Fox, ni les Grenville des whigs. S'il ne le pensait pas, c'est qu'il était tombé, à l'égard du roi, de la prérogative royale et des règles de l'existence parlementaire, dans un état d'esprit peu digne de lui. Aussi abandonna-t-il aussitôt toute idée de coalition et accepta-t-il le pouvoir à des conditions qu'il avait d'avance déclarées mauvaises.

Faut-il le regretter? C'est une autre question. Le consentement

du roi n'aurait pas rendu la coalition plus facile. Pitt ne voulait être que le premier, Fox ne voulait pas qu'il le fût. Si l'un ou l'autre avait cédé, la combinaison à coup sûr n'eût pas été trouvée praticable. Fox n'a pas plus paru y croire que la désirer, et il avait raison.

Voilà donc Pitt réduit à lui-même; c'est une extrémité qu'il avait prévue, lorsqu'il disait à lord Eldon qu'il apprendrait à cet homme orgueilleux (lord Grenville) que pour le service et avec la confiance du roi il pouvait marcher sans lui, quoiqu'il pensât que dans l'état de sa santé cela pouvait lui coûter la vie. Néanmoins la politique doit tenir compte de tous les faits; sa santé déclinante en était un. Il y avait plus de courage que de sagesse à le négliger. Aussi, en admirant un héroïque dévouement au bien de l'état, on ne peut s'empêcher de reconnaître ici cette présomption téméraire, cette outrecuidance de la supériorité qui se croit toute-puissante. Il y a quelque chose de l'exaltation fébrile d'un homme déjà malade dans cette entreprise désespérée qu'il forme presque seul de gouverner l'Angleterre et de disputer l'Europe à Napoléon. S'il n'était seul en effet, il était séparé des plus importans de ses anciens collègues. Il n'avait plus avec lui ni Grenville ni Windham; une accusation flétrissante allait le priver de Dundas, qui d'ailleurs avait fait retraite à la chambre des lords. Seul à la chambre des communes avec Castlereagh, Pitt y représentait le cabinet tout entier. Aussi, malgré tous les soins de lord Stanhope pour le montrer encore égal à lui-même, les derniers efforts d'une noble éloquence et d'un noble caractère laissent percer des signes de décadence. Comme son père, il ne doit pas être jugé sur son dernier ministère. On a bien dit, pour en relever le souvenir, qu'ayant trouvé les rivages de l'Angleterre menacés par l'armée de Boulogne, il les délivra en l'envoyant sur les bords du Danube, grâce à la formation d'une nouvelle coalition continentale; mais la coalition fut vaincue, et il en mourut de douleur. Son aspect était effrayant pendant les derniers mois de sa vie. « C'est son visage d'Austerlitz, » disait Wilberforce.

Fox était peut-être, comme homme, supérieur à Pitt : il ne le valait pas comme homme de gouvernement, il était moins complet. Il lui manquait cet équilibre entre les facultés de l'esprit, les dons du caractère, les émotions de l'âme et le pouvoir de la raison, enfin cette possession de soi-même qui résiste aux entraînemens et aux caprices, toutes ces qualités qui, justement proportionnées, rendent même la médiocrité capable des affaires publiques, et qui, portées à un certain degré d'élévation, rapprochent celui qui les réunit de l'idéal de l'homme d'état. Il y avait dans son esprit, son talent, sa vie, il y avait dans sa manière, pour emprunter une expression aux

peintres, quelque chose de *lâché*, de l'incorrection dans la grandeur. Ces défauts ne sont pas toujours incompatibles avec la gloire politique. Ils n'ont point empêché Chatham de s'immortaliser en trois ans de ministère; mais la fortune n'a jamais accordé à Fox une situation où le pouvoir pût mettre en relief ses plus éminentes qualités. Il est toujours resté comme ministre au-dessous de sa supériorité naturelle. Le temps lui a manqué pour faire autre chose que des efforts, et, même mieux servi par les événemens, il n'aurait probablement jamais égalé dans la conduite des affaires son heureux rival pour la suite, la constance, la dignité, le commandement. En lui succédant au gouvernement, il ne le fit donc pas oublier, et son court ministère, pour n'avoir pas été sans honneur, ne sera point pourtant de ceux qui laissent une trace brillante dans l'histoire. Lui non plus, il ne put rien faire pour les catholiques, quoiqu'il n'y renonçât pas, et, s'il avait vécu trente jours de plus, il aurait eu dans la bataille d'Iéna sa bataille d'Austerlitz.

Lorsqu'il commençait à sentir le déclin de ses forces, il disait à son neveu lord Holland, sur qui il projetait de reporter le fardeau des affaires étrangères : « Ne me trouvez pas égoïste, jeune homme; mais l'abolition de la traite et la paix sont deux si glorieuses choses que je ne puis les abandonner même à vous. Si je peux les mener à bien, alors je me retirerai. » La traite est morte de sa main; mais dans ses derniers jours il désespérait de la paix. Il accusait de fourberie la manière de négocier de la France. Il ne paraît pas cependant que l'empereur fût alors éloigné de désirer la paix; seulement, selon son usage, s'il la voulait comme fin, il était loin d'en vouloir les moyens. A la mort de Fox, il cessa d'y croire. Il le supposait, pour avoir été l'ennemi d'une guerre de principe contre la révolution française, encore plus pacifique qu'il n'était et soupçonnait ses collègues de l'être moins. C'était une erreur. Le négociateur, lord Lauderdale, qui l'impatientait par une manière formaliste de discuter, était plus disposé aux concessions que Fox lui-même, et le cabinet n'avait changé ni d'intentions ni de principes; mais toute confiance avait disparu. Le ton des notes inspirées par l'empereur contrastait avec les conversations de M. de Talleyrand, qui a toujours ambitionné de signer une paix avec l'Angleterre. Pas plus avant qu'après la mort de Fox, lord Lauderdale n'avait été autorisé à céder la Sicile au roi Joseph, ni à traiter sans nul égard pour la Russie, qui venait de renoncer à faire une paix séparée. La négociation fut rompue au moment même où l'empereur partait pour la campagne de Prusse. La cause immédiate de la guerre était précisément l'offre qu'il avait faite de rendre le Hanovre au roi d'Angleterre. Jusqu'à la fatale année 1813, les coalitions, sans cesse for-

mées, brisées, refaites contre nous, n'en étaient pas venues à sacrifier tous leurs différends d'intérêts à la seule pensée de nous nuire, et l'on pouvait les diviser encore. C'est ce qui longtemps nous a sauvés. La révolution n'avait pas créé l'unité de l'Europe contre la France : c'est le fruit le plus amer de la politique impériale.

II.

Ni lord Grenville, qui était alors premier ministre, ni Fox, qui dirigeait les affaires étrangères, ni lord Howick, qui lui succéda, n'entendaient la guerre comme Burke l'avait imaginée et fait accepter à demi à Pitt irrité par la révolution française. Le temps ne se prêtait pas à liguer les monarchies du continent contre une monarchie nouvelle qui ne donnait que de bons exemples de pouvoir absolu. Il fallait se borner à lancer avec plus ou moins de succès et d'à-propos des expéditions navales sur les points où l'on pouvait atteindre l'influence de la France et ce qui lui restait de colonies. On ne visait plus qu'à rivaliser avec notre grandeur continentale par la grandeur maritime. C'est même du temps de Fox, pendant que se nouaient les premières négociations de M. de Talleyrand et de lord Yarmouth, que l'amirauté anglaise avait frappé de l'interdit d'un blocus fictif tous les ports du continent depuis Brest jusqu'à l'Elbe (16 mai), et Napoléon, vainqueur à Iéna, n'avait pas tardé à répondre par une fiction encore plus forcée en déclarant les îles britanniques en état de blocus (21 novembre). Ces armes étaient les seules qui restassent de part et d'autre, alors que, privée successivement de tous ses alliés, l'Angleterre était contrainte de souffrir après Iéna Eylau, après Eylau Friedland, et de laisser poser à Tilsitt les premières bases de la monarchie universelle.

Mais à cette époque le ministère était changé. Sa courte administration n'avait pas jeté un grand éclat. Ses expéditions lointaines avaient mal réussi; à l'intérieur, il avait sans nécessité prononcé une dissolution du parlement qu'il n'avait pas mieux conduite que motivée. Comme tous ceux de sa race, lord Grenville avait de la hauteur et de la sécheresse, il s'entendait peu à se faire et à garder des amis; chef d'une administration prise dans le parti qui passait pour populaire, il ne savait pas traiter avec l'opinion publique. Cependant tout indique qu'il se serait maintenu dans le parlement devant une opposition décomposée. Il songeait même à se fortifier par d'utiles alliances, celle de Canning notamment, le seul des anciens collègues de Pitt qui eût l'oreille de la chambre des communes, si tout à coup la royauté ne fût intervenue. Il est remarquable que pendant près de trente ans l'émancipation des catholi-

ques ait été à peu près la seule question de politique intérieure qui agitât le gouvernement. Sans cesse reprise, ajournée, délaissée, perdue, elle faisait et défaisait les ministères. Fox et ses collègues s'étaient résignés à l'écarter pour un temps par les mêmes raisons qui avaient décidé Pitt à l'abandonner sans retour. Ils ne trouvaient pas dans l'opinion des chambres et du public un appui suffisant pour faire violence aux préjugés du roi; mais l'Irlande leur avait bien fait crédit pour une session : sa patience n'allait pas plus loin. Des réunions se formaient, des pétitions se signaient, et le lord-lieutenant, le duc de Bedford, ne pensait pas que cette agitation pût être apaisée, si quelques satisfactions partielles n'étaient accordées à de justes mécontentemens. Telle avait toujours été la pensée du cabinet; il espérait, par des mesures de détail, relever peu à peu les catholiques à l'égalité de droits. Le duc de Bedford en proposait deux principales, leur admission — aux fonctions de shériff et dans le service militaire — aux mêmes conditions que tous les autres sujets du roi. Un conseil fut tenu le 9 février 1807; nous avons la délibération écrite. Les ministres furent d'avis que des pétitions qui ramèneraient dans les chambres la question de l'émancipation, résolue négativement par un vote tout récent, ne seraient que dommageables à la cause; mais demander que les catholiques pussent être shériffs, c'était essentiellement retraiter toute la question; les déclarer aptes à recevoir toute commission dans l'armée, ce n'était que leur reconnaître un droit déjà consenti en principe plusieurs années auparavant pour le service militaire en Irlande. L'avis unanime y fut d'introduire une clause à cet effet dans le *Mutiny bill*, c'est-à-dire dans la loi qui autorise annuellement le maintien d'une armée sous le drapeau. Les mémoires de lord Holland contiennent une peinture piquante de l'intérieur du conseil où fut prise une résolution si simple. Une dépêche conforme fut préparée pour le lord-lieutenant; mais aussitôt la correspondance obligée commença avec le roi. La minute de la délibération et de la dépêche lui fut adressée. Comme il perdait la vue, il fit écrire par son secrétaire intime une réponse où l'on ne croit pas reconnaître son style ordinaire. Il s'y montrait fort mécontent d'avoir à statuer sur de telles propositions, et il refusait. Nouveau conseil, nouvelle délibération qui passe sous les yeux du roi avec une lettre de lord Grenville à l'appui. Cette fois, par sa réponse du 12, le roi consent à l'insertion dans le *Muting bill;* mais il ne dissimule pas sa répugnance, il déclare qu'il ne peut faire un pas de plus, et compte bien que cette preuve de condescendance le préservera d'être désormais affligé (*distressed*) par quelque nouvelle proposition relative au même objet.

Peu de jours après, le duc de Bedford écrit que les comités catholiques demandent si parmi les grades accessibles à leurs coreligionnaires est compris celui de général d'état-major; le conseil est d'avis que les termes : *toute commission et toute nomination militaire*, n'admettent point d'exception. Un nouveau dossier est expédié au roi, qui le retourne sans observation. On se hâte de l'écrire en Irlande. Le lendemain, lord Howick (1), puis lord Grenville voient le roi. Il dit au premier que la mesure lui répugne beaucoup, mais qu'il en a autorisé la proposition; il ne dit rien au second, et le même jour en conséquence lord Howick fait à la chambre des communes la motion convenue. Huit jours après cependant, le roi à son lever parla publiquement contre le bill; il ajouta qu'il croyait avoir dit à lord Howick qu'il ne consentait plus à ce qu'il fût présenté. Ce silence de toute une semaine montrerait bien, à défaut de toute autre preuve, qu'il y avait eu changement d'avis et non malentendu. Le cabinet était fondé à donner une démission en masse; c'était l'avis de lord Howick, de lord Holland et de Windham. Grenville et la majorité voulurent patienter encore, et communication fut donnée au roi d'une délibération par laquelle ses *serviteurs confidentiels* (c'est la formule) lui faisaient respectueusement connaître que leur intention n'était plus d'insister sur la clause annoncée, mais qu'alors ils désespéraient d'empêcher les pétitions catholiques de venir devant la chambre, que dans le débat ils parleraient comme par le passé, chacun suivant son opinion personnelle, et qu'ils ne pouvaient lui cacher que l'état grave de l'Irlande pourrait les obliger à lui proposer dans l'occasion les mesures qu'ils jugeraient réclamées par les circonstances. Il leur répond par une note dans sa forme ordinaire, mais assez étendue, qu'étant décidé à ne faire aucune concession aux catholiques, il lui faut l'assurance positive que ses serviteurs confidentiels ne lui feront plus à l'avenir de propositions semblables. Cet engagement que Pitt avait eu la faiblesse de prendre, mais du moins de son plein gré, on ne pouvait le prendre à commandement. A une exigence qui semble digne d'un despote de l'Asie, il n'y avait qu'une réponse à faire : le ministère la fit, il se retira (mars 1807).

On a toujours cru que le roi avait sciemment marché vers ce but. Ce prince, toujours si malheureux quand on lui parlait des catholiques, qu'on n'osait insister dans la crainte de troubler sa raison, semblait exploiter cette crainte qui lui servit à brider Pitt, Fox, Grenville, Castlereagh, Canning, et deux fois à se débarrasser de cabinets diversement importuns. Dans cette dernière circonstance,

(1) Plus connu sous le nom de lord Grey.

il avait, dit-on, pris conseil des chefs de l'opposition tory, lord Eldon et Spencer Perceval. Lord Eldon fut chancelier dans le nouveau cabinet. Le vieux duc de Portland, qui avait commencé sa carrière par être le chef nominal d'un ministère whig, voulut la finir en l'étant d'un ministère tory. Il avait d'avance écrit au roi pour s'offrir à lui. Il fut accepté et premier lord de la trésorerie. On sait que lorsque ce poste est occupé par un pair du royaume, celui de chancelier de l'échiquier n'y peut être réuni, parce qu'il ne sort pas de la chambre des communes. Il revint de droit à M. Perceval. C'était, comme Pitt, comme Fox, le second fils d'un membre de la chambre haute, lord Egmont, et, ainsi que beaucoup de jeunes gens de sa condition, il avait commencé par le barreau; Pitt lui-même avait ainsi débuté. Quoiqu'il n'eût pas obtenu une grande éminence dans sa profession, Perceval, nommé procureur-général sous le ministère d'Addington, en avait été le plus utile défenseur. C'était un homme d'un honorable caractère, mais d'un esprit étroit et violent, qui n'avait guère d'un ministre que le talent de la discussion. Parfaitement agréable au roi par ses préjugés politiques et religieux, il les soutenait avec une vivacité mordante, une grande fécondité d'argumens, et toutes les ressources d'un *debater* consommé. Sans avoir pu jamais atteindre au renom d'un homme d'état, il resta jusqu'à sa mort le chef d'un cabinet où siégeaient pourtant Canning et Castlereagh; mais ces deux élèves de M. Pitt, encore jeunes, dès longtemps rivaux et bientôt ennemis, n'avaient peut-être qu'une opinion commune, ils étaient tous deux favorables aux catholiques. C'en était assez pour leur interdire le premier rang dans le gouvernement. La grande qualité de lord Castlereagh, c'était la solidité. Dénué de toute espèce de talent, il discutait froidement et pesamment; mais il allait droit au but. Avec un esprit d'une étendue et d'une élévation moyennes, il avait un jugement sûr, une fermeté à toute épreuve, une dignité et un sang-froid inaltérables. Canning au contraire, du même âge que lui, mais destiné à rester toujours jeune, était par nature un homme de lettres, d'un talent facile, d'une facile imagination, mais qui, s'il ne fût resté qu'un écrivain, n'aurait jamais approché de la perfection. Il en approcha davantage comme orateur; du moins sa parole animée et brillante, hardie, passionnée même, charmait-elle ceux qui l'écoutaient sans les convaincre toujours. Élevé comme en serre-chaude par M. Pitt, gâté par le faible que ce grand ministre avait pour lui, agité d'une ambition hâtive, il portait une sorte d'inquiétude dans toutes les situations comme dans toutes ses idées, et aspirait toujours à quelque changement de fortune ou de politique qui ranimât son ardeur en flattant sa vanité. Aussi, avec tous les signes extérieurs de la supériorité, devait-il se voir constamment devancé par lord Castlereagh,

dont il ne put jamais comprendre ni le mérite ni le succès. C'était entre eux deux la lutte de l'éclat et de l'autorité.

Malgré l'impopularité des catholiques, le dernier ministère était sorti des affaires honorablement. Les principes constitutionnels étaient pour lui dans son différend avec la couronne, et une chambre élective se sent toujours portée du côté de ceux qui sont tombés en victimes de la prérogative royale. Les anciens collègues de Fox provoquèrent donc un vote qui leur donnât raison contre la couronne, et l'on croyait tellement qu'ils l'emporteraient que Canning alla jusqu'à menacer la chambre d'une dissolution pénale. Le cabinet fut vainqueur; mais il n'avait que 22 voix de majorité, et la dissolution devenait nécessaire. Elle se fit sous le double cri : *point de papisme et notre bon vieux roi* (*no popery, the good old king*)! Ce prince, frappé de cécité, menacé de démence, sans aucune qualité aimable et brillante, était, de l'aveu de lord Holland, l'homme le plus populaire de son royaume. La révolution française avait rendu l'Angleterre monarchique et donné aux préjugés de la bigoterie le pas sur ceux de l'incrédulité. Aussi l'opposition ne gagna-t-elle pas aux élections nouvelles. Les whigs y firent quelques pertes sensibles que ne compensèrent pas pour eux les succès clair-semés du radicalisme réformiste, qui se personnifiait alors dans sir Francis Burdett. Les premières divisions de la chambre manifestèrent une majorité décidée en faveur du cabinet.

Lord Howick était le chef de l'opposition. Loyal, fier, éloquent, entraîné quelquefois par l'ardeur de son esprit, il était cependant le guide le plus éclairé, le plus imposant et le plus sûr; mais la mort du comte Grey, son père, l'appela bientôt à la chambre haute, et l'embarras fut grand de lui trouver un successeur. Un parti qui comptait au premier rang Sheridan, Windham, Whitbread, Tierney, lord Henri Petty (1), choisit pour chef ou guide parlementaire (*leader*) George Ponsonby. Sa réputation s'était faite dans le parlement d'Irlande; il était donc nouveau dans celui d'Angleterre, et son inexpérience des choses et des hommes s'y trahit plus d'une fois. C'était un mérite terne, une médiocrité sérieuse : des qualités nécessaires à sa nouvelle situation, il n'avait guère que celle d'être toujours prêt au débat et rompu à la pratique des assemblées; mais il ne gouvernait pas son parti, il ne le soutenait point par ces grands succès personnels qui rendent un parti fier de son chef. Cependant il conserva cette première position dix ans et ne la perdit qu'à sa mort, sans qu'on ait jamais prouvé que parmi ceux qu'on aurait pu lui préférer aucun eût fait mieux que lui.

Perceval, quoique retenu quelquefois par l'esprit calme de Cas-

(1) Le dernier marquis de Lansdowne.

tlereagh et l'esprit éclairé de Canning, ramena le gouvernement dans les voies de ce torysme plein d'âcreté et d'intolérance que Pitt lui-même n'avait jamais professé sans restriction, et qui, depuis la fin de sa grande administration, avait cessé de peser sur les conseils de l'Angleterre. Il va sans dire que la cause ingrate des catholiques, cette cause d'autant plus honorable à soutenir qu'elle n'avait pour elle que la justice, car au fond ni le sentiment ni l'intérêt public ne l'appuyait, reçut les premiers coups. Lorsque lord Grenville annonça une motion en leur faveur, il rencontra pour adversaire lord Moira, qui avait été ministre avec lui, et qui, pour ne rien compromettre, demanda lui-même l'ajournement. Cet incident était grave, parce que lord Moira était l'ami du prince de Galles, réputé jusqu'alors partisan de la tolérance religieuse; mais les whigs, parmi lesquels le prince avait longtemps voulu être compté jusqu'à se dire l'ami de Charles Fox et à porter ses couleurs bleu et chamois, les whigs, qui l'avaient toujours soutenu dans les embarras d'une position humiliante, lui témoignant plus de bienveillance que d'estime, le négligèrent pendant leur ministère. Ses protégés n'avaient presque rien obtenu. Enfin le cabinet n'avait pu le suivre dans ses desseins vindicatifs contre sa femme. Il avait toujours des dettes, et son désordre incorrigible l'obligeait à se ménager toujours avec le roi et son gouvernement. Le prince de Galles déclara donc aux whigs et à lord Holland, qui fut chargé de le faire expliquer, que sur les questions de tolérance ses sentimens étaient toujours les mêmes, mais qu'il ne prendrait jamais parti dans une question contre les désirs du roi, et qu'il était impossible à un fils de s'associer à une mesure qui ne pouvait être agitée sans risquer de mettre son père en démence. De cette défection date le refroidissement entre le prince et les whigs, qui l'ont pour la plupart toujours accusé d'un manque de foi. On dit que, revêtu du pouvoir royal, se trouvant un jour rapproché hors de toute étiquette du duc de Bedford, il lui dit : « Vous ne me donnez pas la main, Johny? — Quand vous aurez tenu votre parole, » répondit le fier Russell. Ainsi les catholiques payèrent à leur manière les dettes du prince de Galles, et ils n'y gagnèrent que d'excellens articles dans la *Revue d'Édimbourg* et les célèbres *Lettres de Peter Plymley*, qui commencèrent la réputation de Sydney Smith.

Ce sont ces agitations, stériles sans doute, mais où se révèlent au naturel les sentimens divers et contrastés d'un peuple libre, que l'empereur apparemment jugeait du haut d'un trône environné d'une gloire silencieuse, lorsqu'il disait vers ce temps au corps législatif : « Je désire la paix maritime. Mon ressentiment n'influera jamais sur mes déterminations; je n'en saurais avoir contre une

nation jouet et victime des partis qui la déchirent, et trompée sur la situation de ses affaires comme sur celle de ses voisins. » Et trois jours après il abolissait le tribunat.

III.

Les mesures déjà fort peu conformes au principe de la liberté des mers que la tradition britannique et les précédens cabinets avaient autorisées furent soutenues et redoublées avec acharnement par la nouvelle administration, et des ordres en conseil se succédèrent, de plus en plus attentatoires aux droits des neutres. On attribue l'énorme abus qui fut fait de ces principes, fort contestables par eux-mêmes, à l'influence d'un pamphlet remarquable et populaire que, sous ce titre *la Guerre déguisée*, un écrivain du nom de Stephen avait publié contre la libre navigation. Ces mesures, souvent impuissantes et toujours odieuses, étaient presque les seules représailles que l'Angleterre pût opposer aux victoires ininterrompues du conquérant qui menaçait de lui fermer tous les rivages de l'Europe. Cependant on essaya quelque chose de plus efficace ou qui du moins frappât davantage les imaginations. Canning, toujours ardent et peu scrupuleux à la recherche des coups d'éclat, inventa l'expédition de Copenhague.

Pour justifier cet acte injustifiable, il a toujours soutenu que des avis sûrs lui avaient révélé l'existence d'un accord secret entre les deux empereurs réunis à Tilsitt, accord en vertu duquel le Danemark aurait été occupé par nos troupes et sa marine confisquée pour l'usage de la France. Ces avis, dont il ne voulut jamais divulguer la source, paraîtraient lui avoir été donnés par un émigré français qui a laissé une réputation d'intrigant, et qui peut-être avait imaginé les secrets qu'il a livrés. On est toujours crédule dans le sens de sa haine, et le cabinet anglais accueillit aisément l'avis d'un nouveau rapt du ravisseur du continent. La conséquence était d'avertir le Danemark et de le couvrir de la protection de l'Angleterre. Au lieu de cela, une escadre partit avec des troupes de débarquement pour exiger la remise de la flotte danoise, et, sur le refus du régent du royaume, Copenhague fut bombardé. C'était la capitale d'un état neutre qui depuis plusieurs années ne prenait de précautions militaires que contre la France.

Cet exploit criminel et facile put flatter cependant en Angleterre les passions de la multitude. Vainement l'opposition, grossie de plus d'un allié nouveau, invoqua la justice universelle et l'honneur britannique : elle ne put même faire comprendre que cette triste victoire n'était pas moins inutile qu'elle était odieuse. Dans les fureurs

d'une grande guerre, le moindre succès est bien venu, quelque prix qu'il coûte, surtout quand on est fatigué des triomphes sans cesse renouvelés de l'adversaire.

Cependant des événemens se préparaient qui devaient un jour offrir pour notre malheur à l'Angleterre de meilleures compensations. La fatale idée de soumettre de manière ou d'autre à son empire la péninsule dont nous séparent les Pyrénées avait pris possession de l'esprit de Napoléon. Une armée était allée réduire le Portugal aux lois du blocus continental; une armée avait pénétré jusqu'au cœur de l'Espagne. La maison de Bragance avait fui en Amérique; la maison de Bourbon s'était rendue prisonnière. Un frère de Napoléon se croyait roi, mais il l'était d'un peuple en insurrection. Un peu plus de cent ans s'était écoulé depuis qu'une armée anglaise avait été envoyée pour provoquer et soutenir un mouvement national en Espagne contre un petit-fils de Louis XIV. L'exemple paraissait à suivre; l'opinion se déclarait. Le ministère obéit; il dirigea trente mille hommes en Portugal. C'est ce ministère obscur et dont l'histoire saura à peine le nom qui fit ces deux grandes choses : porter la guerre dans la Péninsule et la donner à conduire à sir Arthur Wellesley.

Sans doute ce ministère et Canning lui-même, qui s'est attribué l'honneur de l'entreprise, ne prévoyaient pas l'importance de ce qu'ils venaient de faire, et qu'un jour ce serait près des frontières maritimes du Portugal que s'arrêterait pour la première fois la fortune de Napoléon; mais, plus imprévoyante encore, l'opposition fit retentir la chambre de ses plaintes. Les Espagnols avaient bien été vainqueurs à Baylen, et les Anglais à Vimiero; mais, grâce à la généreuse convention de Cintra, l'armée française s'était retirée avec ses armes et son honneur saufs. On disait donc perdu tout le profit de la victoire. Napoléon entrait dans Madrid; les forces anglaises, après avoir pénétré en Espagne, étaient obligées de rétrograder, et sir John Moore tombait sans vie sous les murs de la Corogne. Armés de ces derniers échecs, Grenville et Ponsonby éclataient dans les deux chambres avec une telle violence que le cabinet troublé se divisait, que Canning voulait donner sa démission, et que les ministres, s'accusant les uns les autres, disaient en confidence à leurs amis que c'en était fait de la guerre d'Espagne. Ainsi ils songeaient à abandonner ce qui devait relever la gloire de l'Angleterre et commencer la ruine de leur ennemi. Enfin on crut à un changement qui se serait peut-être accompli sans la force que donnait au ministère la faveur du roi. Voilà la sagesse humaine, voilà comme se font bien des grandes choses; voilà comme le pouvoir d'en faire est quelquefois donné par de mesquines causes

aux premiers venus. « Je suis convaincu que ces gens-ci ou tous autres, écrivait lord Grenville, peuvent, avec l'influence du roi, commander une majorité dans le parlement..... Ce serait une ambition perverse que de désirer l'apparence et la responsabilité du gouvernement du pays, en ayant la certitude qu'une intrigue de cour serait incessamment à l'œuvre avec tous les moyens de lui enlever tout pouvoir d'être réellement utile. » Aussi le parlement finit-il sa session le 21 juin 1809, laissant le ministère en place et Napoléon à Vienne, prêt à livrer la bataille de Wagram. Sa laborieuse et sanglante campagne de 1809 touchait au terme, et, quoique la journée de Talavera coïncidât avec celle de Wagram, l'Angleterre ne pensait pas que la balance fût égale, si elle n'opérait, un peu tard à ce qu'il semble, une diversion en nous attaquant chez nous. Une tentative fut donc faite sur Anvers, connue sous le nom d'expédition de Walcheren, et malgré l'expérience du dernier débarquement en Hollande le commandement fut donné au frère de Pitt, à lord Chatham, qui n'y trouva pas à réparer sa renommée.

Sa retraite précipitée est un de ces revers qui laissent rarement les cabinets unis. Canning éclata. Il y avait déjà quelques mois qu'il s'était plaint que lord Castlereagh fût un mauvais ministre de la guerre; il avait demandé au duc de Portland que le marquis de Wellesley le remplaçât. Maintenant le duc, forcé lui-même à la retraite par une attaque d'apoplexie, laissait vacante la première place, et Canning la réclamait comme revenant de droit au véritable chef de la majorité dans les communes; mais lord Castlereagh, qui l'accusait de l'avoir attaqué sans l'avertir, lui demanda satisfaction. Canning, en rejetant tout le mystère sur le duc de Portland, qu'il avait, disait-il, prié de ne rien cacher à son collègue, accepta le défi; ils se battirent, essuyèrent chacun deux coups de feu et furent séparés. Cependant ils ne pouvaient plus rester ministres, et Perceval, après avoir fait à lord Grenville et à lord Grey une offre de coalition qui ne pouvait être acceptée, devint premier lord de la trésorerie, avec lord Wellesley pour les affaires étrangères et lord Hawkesbury pour le département de la guerre. Ils remplaçaient Canning et Castlereagh, mais ne les remplaçaient pas à la chambre des communes.

Il y fallait tenir tête à un formidable orage. Sur aucun point de l'horizon européen ne brillait pour l'Angleterre un rayon d'espoir. Le vainqueur de Talavera, maintenant lord Wellington, avait été par des forces supérieures obligé à un mouvement de retraite. Le désastre de Walcheren était un grief accablant. Lord Chatham compliqua ses fautes militaires par des fautes politiques. Trois fois, en voulant le défendre, le ministère fut mis en minorité. Il ne put

sauver Chatham, qui abandonna son poste de grand-maître de l'artillerie; mais il échappa pour lui-même à un vote de censure, grâce à une majorité de 48 voix. Lord Wellesley aurait désiré un résultat contraire. Étranger aux désastres de la dernière campagne, il espérait que la retraite du cabinet l'appellerait à la mission d'en former un nouveau. Déjà il avait essayé vainement de faire rentrer Canning; on s'était sans plus de succès adressé à lord Castlereagh, à lord Sidmouth (c'était le titre de pairie d'Addington). Le cabinet resta donc tel qu'il était, faible, ébranlé, divisé, mais soutenu par un complaisant respect pour un roi infirme et septuagénaire qui oscillait entre la décrépitude et la folie.

Cependant jamais, comme le remarque sir George Lewis, les espérances qui pouvaient soutenir l'Angleterre dans sa lutte contre Napoléon n'étaient tombées si bas peut-être qu'à la fin de l'année 1809 : il était le maître partout; l'Espagne même, évacuée par les Anglais, n'opposait plus que des bandes de partisans, faciles apparemment à disperser. La paix avec l'Autriche allait être cimentée par un mariage qui, en couronnant la fortune de l'empereur, pouvait fonder sa dynastie. « Enfin, n'ayant plus d'adversaire digne de lui, de la bataille de Wagram à celle de Smolensk (1), plus de trois années il resta sans combattre. » Mais des yeux clairvoyans auraient pu déjà reconnaître et dans cette campagne même de 1809, et peut-être dès la campagne de Pologne, les effets de ce mal terrible, de ce délire particulier attaché à la toute-puissance. Il commençait à croire son génie infaillible, sa force illimitée, ses ressources inépuisables, sa fortune à jamais fixée. C'est l'illusion fatale qui d'Alexandre fit un dieu.

Et cependant le chef médiocre et débile de la seule nation qu'il estimât entre ses ennemis s'affaissait sous l'atteinte d'une démence plus humble et moins funeste. Au mois d'octobre 1810, le roi George III perdit la raison, qu'il gardait si péniblement, pour ne la retrouver jamais.

Il fallut songer à un bill de régence, et le prince de Galles fut investi de l'autorité royale avec quelques restrictions qui devaient expirer au bout d'une année. Il ne pouvait disposer des hautes charges de la cour, mais il avait le libre choix des ministres. Il fit faire à lord Grey et à lord Grenville l'offre inacceptable de s'adjoindre à Perceval et à ses collègues, et sur leur refus il n'alla pas plus loin. Une triple expérience permettait encore de s'attendre au rétablissement du roi, et le régent ne pouvait, disait-il, supporter l'idée qu'en recouvrant la raison son père ne se vît entouré que

(1) Du 6 juillet 1809 au 17 août 1812.

de serviteurs nouveaux. Une telle vue aurait suffi pour ramener le trouble dans son esprit. L'année écoulée, tout espoir de guérison était évanoui, et lord Wellesley, qui depuis longtemps supportait impatiemment l'autorité de Perceval, déclarait qu'il ne pouvait continuer à servir sous lui. Quoique les talens de lord Wellesley lui aient toujours donné plus de réputation que de crédit dans le parlement, il croyait le moment venu pour lui de passer à la tête du gouvernement. Il demandait la formation d'un cabinet sur cette double base, l'émancipation des catholiques et une impulsion plus vigoureuse imprimée à la guerre d'Espagne. La gloire naissante de son frère devait être à la fois l'instrument et le but de sa puissance personnelle; mais le prince aima mieux envoyer son frère le duc d'York aux deux lords whigs, qui cette fois encore ne jugèrent pas la proposition sincère ni sérieuse. C'était toujours une coalition à former avec le cabinet existant, et ils s'y refusèrent péremptoirement. Il paraît cependant que le prince aurait vraiment désiré leur concours, car leur refus l'irrita, et fut peut-être l'origine de la malveillance constante qu'il témoigna depuis lors à son ancien parti. Wellesley ne doutait pas que les cartes ne dussent lui revenir : il s'attendait à former un cabinet où lui et Canning se seraient partagé la direction des deux chambres; mais sa démission était bien et dûment acceptée, les sceaux de secrétaire d'état des affaires étrangères étaient donnés à lord Castlereagh, qui les garda jusqu'à sa mort, et Perceval resta le maître.

Ce ne fut pas pour longtemps. Quelques mois après, Perceval était assassiné par un furieux dans le vestibule de la chambre des communes. Le ministère fut remis en question (mai 1812); mais il songeait à se maintenir en prenant pour chef lord Hawkesbury, maintenant lord Liverpool. On se serait adjoint volontiers Wellesley et Canning; mais ils refusaient, si l'émancipation des catholiques n'était admise en principe. On allait se décider à rester comme l'on était, quand le 21 mai la chambre vota, à quatre voix de majorité, une adresse pour la formation d'une forte et puissante administration. Lord Wellesley fut cette fois autorisé à présenter un plan de gouvernement. Lord Liverpool et ses collègues ayant à leur tour refusé d'y accéder, il proposa à Grenville et à Grey d'entrer dans une combinaison où trouveraient place lord Moira, lord Erskine et Canning, et d'y amener quatre de leurs amis, si le conseil était de douze membres, cinq s'il était de treize; mais Grenville et Grey ne virent dans cette association qu'un équilibre de forces contraires, et la guerre d'Epagne n'était pas pour eux sans objection. Wellesley se retira alors de la lice. Appelé à son tour, lord Moira ne fut pas plus heureux. Il donnait satisfaction aux whigs sur les princi-

pales questions politiques, mais il n'était pas autorisé à promettre le changement des grands officiers de la cour, qui devait suivre celui des ministres. Les négociations furent rompues. On a demandé souvent si elles n'auraient pu être utilement suivies, si, en se montrant plus concilians et plus empressés, Grenville et Grey n'auraient pas pu rouvrir honorablement les portes du pouvoir à leur parti, et faire ainsi jouir plus tôt l'Angleterre des bienfaits d'une administration libérale. Il est certain que, du commencement de 1801 au milieu de 1812, l'Angleterre ne paraissait pas condamnée au torysme à perpétuité, comme elle l'a paru pendant les quinze années suivantes; mais lord Grenville était revenu de l'ambition : dégoûté du pouvoir, il nourrissait contre les personnes royales une incurable défiance. « J'ai été une fois trahi par le roi, écrivait-il à son frère en 1811, et ne me sens nullement en goût d'offrir à son fils une occasion d'en faire autant, quand j'ai si peu de raison de douter qu'il soit dans la même disposition. » Lord Grey n'avait pas moins de répugnance à s'engager sans prendre toutes ses sûretés. Or la manière dont le prince-régent se conduisit dans toutes ces négociations, le vague et l'obscurité de son langage personnel, sa conduite récente et surtout sa conduite postérieure répandent un nuage sur sa bonne foi ou plutôt sur sa parfaite résolution dans ses rapports avec les whigs. Pendant qu'on traitait avec eux en son nom, il disait, suivant de bons témoignages, qu'il aimerait mieux abdiquer que de s'allier complètement avec eux. Il n'est que trop vrai que Sheridan, celui des whigs qui a joui de sa plus constante faveur, travaillait sourdement à les écarter du pouvoir. Comme son caractère, sa réputation, ses désordres lui interdisaient toute importante situation dans le gouvernement, il n'aimait pas que son parti y pénétrât et prévalût sans lui. Satisfait d'entretenir sa popularité par ses discours et son crédit par ses intrigues, il prenait un malicieux plaisir à voir ses amis politiques aussi impuissans que lui à s'emparer du ministère.

IV.

C'est donc au mois de juin 1812 que lord Liverpool reforma cette administration réservée à une si brillante fortune, et qui, dans ses élémens essentiels, devait se conserver jusqu'en 1827. Lord Sidmouth y entra comme ministre de l'intérieur, Vansittart comme chancelier de l'échiquier, et lord Castlereagh eut la direction des débats dans la chambre des communes.

Lorsqu'on lit à cette époque les discours de l'opposition, ses journaux, ses écrits, les articles toujours notables de la *Revue d'Édimbourg*, on voit l'opinion libérale s'engager de plus en plus contre la

guerre d'Espagne, et cette malveillance à l'égard d'une entreprise qui chaque jour intéressait davantage la nation, qui satisfaisait son orgueil et devait lui assurer un grand rôle dans le succès définitif de la coalition, ne contribua pas peu au discrédit, à la longue impopularité du parti whig et de sa politique. En effet, tandis qu'on persistait dans la tradition d'une opposition routinière à la guerre continentale, les événemens avaient en quelque sorte parlé un autre langage. Au moment même où le continent tout entier s'abaissait sous son vainqueur, le seul asile qui restât à la résistance, c'était ce promontoire de quelques lieues de large qui, coupé et défendu par les lignes célèbres de Torres-Vedras, offrait à l'extrémité sud-ouest de l'Europe l'inexpugnable position d'où Wellington arrêtait et forçait à la retraite une armée commandée par l'illustre Masséna. Il faut voir, dans un des livres les plus saisissans et les plus dramatiques de l'histoire de M. Thiers, comment pour la première fois le drapeau impérial fut contraint de reculer, comment le Portugal, envahi à deux reprises, ne fut jamais conquis. Depuis lors, l'égalité se rétablit peu à peu entre les deux belligérans dans la Péninsule, et bientôt la bataille de Salamanque fit pencher la balance contre nous; elle se livrait au moment où Napoléon, ayant passé le Niémen, préludait par le combat de Mohilow à la marche victorieuse qui devait le conduire à sa perte.

Quoiqu'il fût loin de la prévoir, il ne se dissimulait pas la gravité de la partie qu'il allait jouer. La vérité se dérobe rarement tout entière aux grands esprits que la passion semble aveugler, et ils n'en sont que moins excusables de ne pas regarder ce qu'ils entrevoient. Un fait que je ne trouve dans aucun historien prouve combien, avant de s'enfoncer dans le nord, l'empereur tenait à régler les affaires qu'il laissait derrière lui et à se débarrasser de toute préoccupation des dangers secondaires. Au moment d'entreprendre une campagne dirigée en apparence contre le commerce de l'Angleterre et pour fermer à son pavillon les ports de la Russie, il fit ouvrir par le duc de Bassano avec le cabinet britannique une négociation tendant à un traité particulier, à une paix locale sur les bases suivantes : l'indépendance et l'intégrité, 1° du Portugal sous la maison de Bragance, 2° du royaume de Naples et de la Sicile, qui resteraient séparés, chacun des deux états demeurant à son possesseur actuel, 3° enfin du royaume d'Espagne sous sa présente dynastie. A ces conditions, les forces militaires et navales de la France et de l'Angleterre quitteraient l'Espagne, le Portugal et les Deux-Siciles. Lord Castlereagh répondit que, si la dynastie était celle au nom de laquelle le gouvernement de Cadix exerçait son autorité, le prince-régent était prêt à entrer en négociations. Ainsi il n'eût pas été impossible que, du consentement de l'Angleterre

Murat régnât à Naples; mais l'empereur voulait des trônes pour toute sa famille, et il partit pour prendre le commandement de son armée.

Les événemens qui suivirent, en absorbant toute l'attention, en excitant toutes les espérances de l'Angleterre, étaient seuls propres à donner force et vie au ministère, car dès sa formation il n'avait gagné que d'une voix la question préalable sur une motion de lord Wellesley en faveur des catholiques, et dans l'autre chambre une motion analogue de Canning avait obtenu la majorité. Cependant le sort de la question dépendait aussi des événemens de la guerre. Selon que les nouvelles faisaient plus ou moins craindre un débarquement en Irlande, les esprits penchaient plus ou moins vers la liberté religieuse. « Notre gouvernement est une *anémocratie*, disait Sydney Smith : il dépend des vents favorables ou contraires à la sûreté de l'Irlande. » Aussi, lorsque les désastres de la Bérésina furent connus, les droits des catholiques durent-ils peu à peu retomber en oubli. Quand on ne craignait plus l'empereur, on craignait le pape. Une nouvelle tentative en leur faveur par M. Grattan, après un premier accueil favorable, rencontra bientôt les obstacles accoutumés, et par la voix de Ponsonby l'opposition déclara la motion abandonnée.

Malgré la guerre qui éclata bientôt entre l'Angleterre et les États-Unis, et qui était due tout entière à la violence insoutenable des procédés tolérés ou prescrits par le conseil privé en matière de droit maritime, le cabinet n'eut pas à s'inquiéter beaucoup de ce résultat de ses fautes; lui-même en avait rougi un moment, et il avait révoqué, quoique trop tard, ces ordres en conseil, si justement odieux aux Américains. Mais qu'importait la violation des principes de droit maritime? Elle rentrait trop dans la passion actuelle du peuple anglais pour que le parlement n'épousât pas la querelle du cabinet, et les adresses qui approuvaient sa conduite furent votées sans division. Les questions parlementaires étaient tombées au rang des choses indifférentes. La politique de la guerre, la politique bien moins justifiable d'une intervention par les armes dans le gouvernement de la France, paraissait destinée à l'emporter, et la faveur de l'Europe, non pas seulement des gouvernemens, mais des peuples, semblait l'accompagner dans chacun de ses progrès. Peut-être les rois furent-ils dans la vérité lorsqu'ils consentirent à appeler la bataille de Leipzig la bataille des nations.

Le 4 novembre 1813, le parlement s'assembla. L'empereur Napoléon était encore à Paris, et il n'était pas encore entré en campagne, lorsque, selon l'usage, la session fut prorogée pour les fêtes de Noël; elle le fut au 1er, puis au 14 mars, et, quand les deux chambres se réunirent, ce fut pour assister à la prise de Paris et à l'abdication de Fontainebleau.

On conçoit qu'il n'y eut plus de débats sérieux soit sur les affaires intérieures d'un pays qui arrivait enfin par la victoire et par la paix au but d'une lutte si longue, si douloureuse, si formidable, soit sur l'existence d'un ministère qui, sans crainte et sans relâche, avait voulu ou soutenu toutes les choses qui après tout avaient triomphé. L'Angleterre avait été assez heureuse pour ne traiter qu'avec le premier consul, et, en détrônant l'empereur, sa conduite était un peu moins énorme que celle de ces cours du continent si jalouses des droits monarchiques et du principe de l'inamissibilité des couronnes. La restauration de la maison de Bourbon, sans être en soi un acte fort populaire dans la nation anglaise, était cependant une conséquence assez naturelle des théories qui avaient mis souvent les gouvernemens de la révolution française hors du droit des gens. L'opposition avait pour ainsi dire bouche close. L'événement démentait tous ses pronostics; la fortune s'était jouée de ses menaces. En protestant contre les événemens, elle se serait rendue suspecte au pays, et ceux qu'on appelait les *whigs napoléonistes* se défendaient d'avoir jamais mérité ce nom.

Ce n'est pas que le succès justifie tout ce qu'il a couronné. La guerre de la Péninsule a pu être l'objet de plausibles critiques. Canning, qui passe pour en avoir été l'inventeur (*the originator*), et lord Wellesley, qui l'adopta chaudement pour profiter de la gloire de son frère, ont souvent accusé les ministres de la poursuivre négligemment et comme à contre-cœur. Ceux-ci voyaient en effet que l'honneur des armes anglaises y était engagé, et que leur armée, opérant isolément, mal secondée par la jalousie des Espagnols, pourrait succomber sans utilité pour la cause générale, si l'empereur eût dirigé en Espagne des forces suffisantes, et s'il n'avait fait une sorte de diversion contre lui-même en jetant toute son armée dans le nord. L'entreprise des Anglais était donc hasardeuse et pouvait être vaine; mais les événemens en ont autrement décidé, et il faut reconnaître que la résistance de l'Espagne a, moralement du moins, imprimé le mouvement à la résistance de l'Europe. « Les flammes de Moscou et de Saragosse, a dit Benjamin Constant, ont été l'aurore de la liberté du monde. » Nous ne pouvons, pour nombreuses raisons, partager cet enthousiasme; mais nous croyons pouvoir dire que, tant que la France n'a pas eu les peuples contre elle, c'est-à-dire au temps des guerres de la révolution, elle a tenu tête à l'Europe, et qu'elle n'a succombé qu'au jour où les égaremens d'une politique sans contrôle et sans frein sont parvenus à faire entrer les nations dans la ligue des rois. Or ce mouvement de la nationalité européenne, l'Espagne en donna le premier signal, et l'Angleterre, en la soutenant par la voix de sa tribune, en lui donnant l'appui de ses armées et de son nom, n'a sans doute pas été

inutile à l'effort universel qui devait nous surmonter un jour, et par là elle a sa part dans nos malheurs; mais ceux-là en sont les vrais auteurs qui ont combattu à Leipzig.

Il n'en fut pas de même lors de la guerre de 1815. Après une année passée en fêtes triomphales, le parlement d'Angleterre, rentrant dans le cours de ses occupations régulières, discutait un bill pour l'exclusion des blés étrangers, afin d'assurer aux agriculteurs un prix rémunérateur malgré la concurrence dont les menaçait le retour de la paix, lorsqu'il apprit que l'empereur avait quitté l'île d'Elbe et marchait sur sa capitale. Il y avait alors assurément plus d'un doute à former sur le parti qu'on devait prendre, plus encore sur le parti qui serait adopté. Bien des esprits alors, et celui de Napoléon fut du nombre, crurent que les grandes puissances se diviseraient, que le cœur leur manquerait pour recommencer l'œuvre étrange de donner à la France un gouvernement à main armée. On se trompait. Le congrès de Vienne fut unanime, et quand Wellesley voulut rejeter sur les ministres la faute de l'incident qui troublait le monde, quand Whitbread essaya d'empêcher l'Angleterre de s'engager dans une querelle de dynastie, des majorités écrasantes donnèrent au cabinet gain de cause et pouvoir de soutenir la querelle de la coalition. Lord Grenville se sépara de lord Grey pour appuyer contre lui le parti de la guerre.

La courte campagne qui se termina dans les champs de Waterloo donna à la Grande-Bretagne une beaucoup plus forte part dans la seconde chute de l'empire. Le nom de Wellington reste attaché à nos désastres. La valeur anglaise fournit seule à l'armée prussienne le temps de nous porter le coup fatal. Enfin le sort voulut que dans la proscription de Napoléon le rôle le plus important et le plus ingrat échût à sa plus constante ennemie. La triste mission de choisir les geôliers d'un grand homme et de veiller à la captivité de cet éternel prisonnier de guerre laissera toujours un odieux souvenir sur ceux qui l'ont acceptée et remplie. L'Angleterre se trouva ainsi plus compromise qu'elle n'aurait dû l'être dans le triomphe réactionnaire de 1815. Toutes ces restaurations qui sur le continent semblaient à l'envi travailler à faire haïr leur puissance, et qui ont si follement concouru à rendre aux souvenirs impériaux la popularité que ne devrait jamais avoir le pouvoir absolu, même après sa chute, semblaient les clientes et les protégées de la patrie de Wellington. Il a pu y avoir de l'injustice dans cette assimilation de l'Angleterre aux monarchies de la sainte-alliance. M. de Viel-Castel, en particulier, a parfaitement montré combien la politique anglaise avait été en général, sous la restauration, sensée, judicieuse, comparativement modérée. Les Anglais ne dépassent

pas souvent le droit strict, mais ils l'appliquent en rigueur. Leur justice hautaine est sans cordialité ni bienveillance, et ce que l'intérêt public leur prescrit, ils l'exécutent sans ménagement. Ils ne se piquent pas de se faire pardonner leur victoire. Du moins le grand reproche à faire au parti tory, et surtout aux ministres qui l'ont représenté si longtemps, est-il de ne s'être pas dès le premier moment inquiétés de savoir si les peuples pour qui l'Angleterre venait, disait-elle, de prodiguer ses trésors et son sang avaient une âme à satisfaire, des douleurs à guérir, une fierté à ménager, des droits à garantir. Avec un orgueil indifférent, ils ont vu tous leurs alliés se ruer dans l'absolutisme, souriant quelquefois de leurs craintes, prenant en pitié leurs faiblesses, mais lents à les éclairer et à les retenir, et satisfaits de ne pas avoir les mêmes dangers à conjurer par les mêmes fautes. Que dis-je? on aurait cru par momens qu'une triste émulation les entraînait dans la même carrière, et qu'à force d'admirer les déclamations de Burke contre les révolutions, à force de frayer sur le continent avec les ministres des monarchies absolues, ils avaient contracté quelque chose de leurs préjugés et de leurs passions. Lord Castlereagh avait jusque dans le parlement des souvenirs du congrès de Vienne, et quelquefois à l'intérieur la politique répressive de lord Sidmouth fit tomber l'Angleterre au niveau des gouvernemens du continent.

Ces fautes vinrent en aide à l'opposition libérale. Elle en avait grand besoin. Elle avait en quelque sorte été battue avec nous dans les guerres de 1814 et de 1815. La victoire avait donné au ministère un capital de popularité qui semblait inépuisable; il prenait des airs de vainqueur même avec la constitution de son pays. Depuis 1792, la guerre avait suspendu les effets de cet esprit de réforme et d'amendement dont jusque-là les Burke et les Pitt avaient eux-mêmes donné l'exemple. Il semble que le devoir de leurs successeurs aurait été de reprendre la suite interrompue de leurs travaux, et de récompenser la nation de ses efforts pendant la guerre par les améliorations de la paix; mais les Anglais avaient-ils donc désappris dans la fréquentation des cours de l'Europe cette politique qui est aujourd'hui unanimement la leur? Du moins fut-ce l'opposition seule qui, prenant en main la cause de tous les dissidens, de tous les non-privilégiés, proposa successivement toutes les réformes que conseillaient les lumières du siècle et les progrès de la philosophie politique. Sur un seul point, la continuation de l'impôt sur le revenu, taxe extraordinaire qui avait toujours dû cesser avec la guerre, elle fut victorieuse, et l'on crut en France, je m'en souviens, que ce vote présageait un changement de gouvernement. Il n'en fut rien. Le ministère persista dans un système de

résistance invariable. Le mécontentement prit au dehors une forme hostile; la désastreuse année de 1816 produisit la disette; le blé dépassa le prix de 44 francs l'hectolitre. La misère amena la révolte. A l'une on répondait par des prohibitions, à l'autre par la force. L'*habeas corpus* fut suspendu comme au temps de la révolution française. Une collision violente de la *yeomanry* et du peuple ensanglanta les rues de Manchester et a laissé un tragique souvenir. Six actes de répression furent votés contre les rassemblemens tumultueux. Un complot n'en menaça pas moins la vie des ministres. Ces faits graves, mais mal appréciés dans leur cause, ramenèrent dans la classe puissante des propriétaires ruraux, amis ombrageux de l'ordre public, quelque chose des alarmes créées par la révolution française, et le cabinet y puisa la force dont il avait grand besoin. La crainte du désordre est le salut des mauvais gouvernemens.

L'accession de Canning, qui, las d'attendre son jour, avait accepté en 1816 la présidence du bureau du contrôle de l'Inde, n'avait pas beaucoup relevé l'ascendant parlementaire du cabinet, tandis que l'opposition, conduite par Tierney, qui avait succédé à Ponsonby, et renforcée par la verve puissante et le talent sarcastique de Brougham, assaillait avec une inutile supériorité une majorité inébranlable. Des juges éclairés accusaient le ministère d'être tour à tour arrogant et insignifiant; mais le torysme restait maître de ses positions, et continuait à creuser comme un fossé profond entre les hautes et moyennes classes d'une part et les masses populaires de l'autre. Il semblait encourager le radicalisme démocratique, qui, inquiétant à son tour l'esprit conservateur, valut encore au pouvoir une majorité prononcée aux élections de mars 1820. Cette dissolution avait été provoquée par la mort du roi. Après soixante ans de règne, ce prince, populaire par ses préjugés mêmes, influent par ses défauts, respecté pour ses infirmités, emportait la singulière gloire d'avoir, comme la reine Anne et sans y contribuer plus qu'elle, présidé au plus mémorable développement de la puissance de son royaume. Sa mort n'aurait eu nulle importance politique, car elle n'ajoutait rien au pouvoir de droit et de fait de la régence, si la situation et l'exigence de son successeur n'eussent provoqué une des plus étranges crises que le gouvernement anglais ait dû traverser; mais ici il peut être à propos, dans une seconde partie de ce travail, de faire un peu mieux connaître le nouveau roi.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(La seconde partie au prochain n°.)

UN PARASITE

A M. A. G...., EN SA MAISON DE CLOHARS, PRÈS QUIMPERLÉ.

Mon vieil ami, saluons ensemble, ne le voulez-vous pas? cet automne mourant. La saison des tempêtes est aussi pour vous celle de la méditation et des rêves. Or, ne me l'avez-vous point dit cent fois? rêver, c'est commencer d'être heureux. Là-bas, votre ciel est gris maintenant d'un bout à l'autre de l'horizon; votre belle couronne de futaies est dépouillée; les teintes jaunes se mêlent au violet sur vos bruyères flétries : c'est la triste harmonie du deuil. Le vent souffle, la mer déferle, le flot fait rage et se glisse en hurlant par toutes les anfractuosités de cette côte déchirée. Il est patient dans sa force, il met un siècle à se creuser un chemin dans le granit; mais il ne se lasse point d'avancer sans cesse. Il n'y a que deux ans, je le sais, qu'il est arrivé jusqu'au pied de la terrasse qui borde votre jardin; il la mord à présent en son âpre colère; chaque fois il entame la pierre, chaque fois il emporte un débris. — C'est là, vous en souvenez-vous? que nous étions assis, l'automne dernier, devant ces entassemens de roches minées, en face de la mer sauvage. Pour moi, je n'oublierai jamais l'expression de votre regard arrêté sur ces vagues. Que toute cette puissance aveugle et meurtrière de la nature est peu de chose! Rien n'est vraiment fort que l'âme humaine. Ami, vous m'avez confessé pourtant que le spectacle de cette mer sans bornes dans ses convulsions redoutables ne vous laissait pas toujours cette sérénité si belle, et que parfois votre âme en était troublée. Le soir, quand une ombre plus épaisse descend de ce ciel qu'à midi même aucun rayon ne peut plus percer, quand, sous ce lourd crépuscule, on n'aperçoit rien que l'écume des flots, pareille à un linceul mouvant qui couvrirait l'abîme d'où sort cette lamentation éternelle, — la nuit surtout,

quand la plainte grandit, que ce peuple de vagues déchirées se dresse et mugit à la fois dans un effroyable concert, alors vous laissez tomber votre visage dans vos mains et vous songez... Vous songez que dans le monde des vivans règnent aussi les ténèbres, que les mêmes tempêtes y sont déchaînées dans les cœurs, qu'on y souffre les mêmes déchiremens, qu'on s'y tord aussi dans les convulsions du désespoir, que la plainte seulement y est plus sourde et plus lointaine, car l'âme humaine est plus profonde que la mer.

Allons, mon cher et vieil ami, mon maître, c'est l'heure où les généreuses pensées qui vous sont si naturelles se changent en projets plus beaux encore et qui voudraient renouveler le monde; c'est l'heure où les images du beau et du vrai, qui ne cessent point de s'agiter dans votre esprit, prennent un corps et vous semblent pendant un moment des réalités saisissables; c'est l'heure où dame Utopie vient visiter en vous le plus noble de ses serviteurs. La fureur de ces flots qui se brisent vous ramène à ce débordement de misères et de maux qui sévit sur terre. Votre âme saigne, et vous rêvez de rendre les hommes meilleurs afin qu'ils soient plus heureux. Un tel rêve doit se dissiper dès que brille la clarté de l'aurore. Ne vous est-il pas arrivé de me dire le matin en souriant : J'ai eu des visions cette nuit? Je crois bien que vous aviez vu passer en foule les héros et les saints dans votre songe. On rêve tout éveillé quelquefois, on voit ces grandes figures se détacher sur le fond vague et mouvant de l'histoire. Que la perspective en est belle! Ces grands hommes nous apparaissent comme des géans au-dessus de la masse plate et confuse qui les environne, et qui n'est rien moins pourtant que cette humanité que vous aimez si fort... Toujours le même spectacle que celui de la mer. Sur neuf lames, il en est une, haute et superbe, qui s'élance du fond de l'abîme et bondit au-dessus de ses sœurs; mais regardez bien, les huit autres ne seront pas égales entre elles, car l'égalité n'est pas de ce monde. Voyez celle-ci qui se cabre, se rassemble dans un effort furieux, puis qui s'affaisse et qui tombe; celle-là monte tout droit, comme un mur d'airain, se fend tout à coup et s'écroule avec un fracas terrible. Un ressac soudain dans le gouffre, une roche aux mille pointes aiguës les soulève et les déchire. Ainsi de la vie humaine : une grande douleur, une conviction forte, une passion menacée, changent, refont et rehaussent les cœurs, jusqu'à ce qu'elles les brisent. Ah! mon ami, ne supprimons point la douleur : c'est elle qui nous ennoblit et nous relève. Elle naît de nos faiblesses, — mais elle est fille aussi de la foi trompée, du dévouement trahi, de l'amour qui désespère, de tous ces grands rayonnemens faits pour éclairer le monde — et qui jamais n'y brillent qu'un moment.

L'homme est ce qu'il est, il vaut ce qu'il vaut : éblouissant et triste mélange de misère et de grandeur, d'opprobre et de gloire, idole de lui-même, créature de Dieu. Tout pesé, l'on peut encore croire que le bien règne en ce monde; il est vrai que le mal y gouverne : c'est ainsi qu'ils ne vont point l'un sans l'autre, et c'est ainsi sans doute que les choses doivent aller.

Je viens justement de rencontrer sur mon chemin une de ces statues d'or et d'argile dont je vous parlais à l'instant, statue qui fut vivante, bien vivante, la moitié d'un dieu, puisque enfin c'était un homme, mais un demi-dieu de rang inférieur et qui porta longtemps le masque d'un bouffon. C'est à vous, mon ami, que je dois cette rencontre. Je l'ai faite en recherchant, sur votre prière, ce vieillard dont vous aviez perdu les traces depuis dix ans, et que vous aimez parce qu'il fut le maître de votre fille, de cette belle Charlotte qui n'est plus. Je l'ai donc retrouvé, votre bon M. Ribot. C'est lui qui m'a fait le récit que je vais vous rendre. Il enseigne toujours la musique pour un petit écu par leçon. Oh! la fière indigence! L'habit de M. Ribot a vingt ans, mais, qui le croirait? son cœur est du même âge. Quelle âme, quelle intelligence et quel pur sentiment de l'art enfouis dans cette vieillesse et cette pauvreté! Je lui dis : « Vous avez formé sans doute des élèves qui vous ont fait grand honneur? » Il me répondit en souriant que l'honneur n'avait pas été pour le maître. Je lui demandai s'il n'avait jamais rien composé : il me montra des cartons pleins. Je le suppliai de me faire entendre un fragment de ces belles choses à son choix, à sa fantaisie. « Dites aussi à votre heure, si vous voulez me persuader, répliqua-t-il; mais nous nous reverrons, et je vous promets de vous satisfaire. »

Nous causions tous deux depuis longtemps. Il me semblait que j'avais dû faire quelque chemin dans son cœur, et il avait ravi le mien; je lui parlais de vous, il me répondait vivement, la mémoire toujours présente et la voix souvent émue; je voyais bien qu'il vous gardait le meilleur souvenir; j'avais surpris deux fois, au nom de Charlotte, une larme dans ses yeux : j'ai donc cru que le moment était bon pour achever de remplir la mission que vous m'aviez donnée. J'ai tendu la main à M. Ribot, qui l'a prise, et là, sans détours, sans précautions même, comme il convient à deux honnêtes gens qui vont traiter une affaire de cœur et d'honneur ensemble, je lui ai proposé en votre nom de venir vivre à Clohars auprès de vous; mais il m'interrompit à l'instant. Il se leva, s'approcha brusquement de la fenêtre; il semblait respirer avec peine, il murmurait des mots sans suite que je ne pouvais saisir au passage. Je lui demandai si je ne l'avais pas offensé, tout prêt à lui en faire mes

excuses, car je sais que la misère est capricieuse et sensible. — Non, non, m'a-t-il dit, ce n'est point cela. Vous ne pouviez savoir quelle fibre vous alliez toucher dans ce pauvre vieux cœur. Oui, l'offre de notre ami est généreuse; mais je ne puis, je ne veux l'accepter. Ne suis-je pas bien?... Malheur à qui mange le pain d'autrui!

Il revint alors s'asseoir près de moi. — Écoutez, me dit-il; je vais vous conter une histoire qui vous expliquera mon refus... Il parla jusqu'à la nuit. Cette histoire, mon ami, je viens de l'écrire pour vous; elle est triste et poignante. La scène s'en déroule dans un monde d'exception, j'en conviens; mais elle est vraie, et je la crois vraisemblable, ce qui ne gâte rien. Songez, en la lisant, à la statue d'argile et d'or qu'une étincelle enflamme et consume; songez à la vague qui se gonfle, se pousse à la cime des flots, puis retombe et meurt en poussière sur l'écueil. La passion transfigure tout ce qu'elle touche, elle souffle où elle veut, vous le savez. Le héros de l'histoire de M. Ribot ne vous étonnera point. Vous l'avez connu, lui ou ses pareils, au milieu de cette vie parisienne multiple et diverse comme une mêlée. C'est là seulement que ces étranges compagnons sont possibles.

I.

Il se nommait Du Rosel; son portrait tient en deux mots : un grand appétit de bien-être, pas un écu vaillant, voilà l'homme. Une telle contradiction, qui n'est point rare, l'avait exposé, depuis qu'il était au monde, à de sensibles tiraillemens et jeté dans bien des vicissitudes; d'expérience en expérience, il en était venu à résumer sa vie dans cet axiome naïf et énergique qui va droit aux entrailles de la société : ici-bas, il faut faire tout afin de manger quelque chose. Et l'on peut dire que cet implacable et pitoyable appétit avait été tout à la fois pour Du Rosel le plus incommode des tyrans et le meilleur des maîtres, qu'il n'avait point fait que le gouverner seulement, mais qu'aussi il l'avait formé. C'est de lui que Du Rosel avait appris la modestie qui commence d'intéresser un amphitryon à qui l'on vient d'être présenté, la réserve qui le rassure, la complaisance qui le gagne, l'art des menus soins qui le charme, et par-dessus tout l'égalité d'humeur qui achève de le vaincre. A toutes ces précieuses qualités Du Rosel joignait la simplicité d'un enfant : c'est ce que nous allons prouver tout à l'heure.

Du Rosel revenait d'une lente promenade qu'il avait poussée jusqu'au jardin du Luxembourg. Si vous l'eussiez vu alors errant de

son pas égal et doux dans les allées, vous auriez été satisfait de la rencontre. Il s'en fallait bien que Du Rosel fût laid; il était encore passablement jeune, et il avait en vérité le meilleur air du monde, une belle tenue, une mise soignée et quelque figure. Ses traits ne manquaient point de régularité, son regard était intelligent, bien qu'un peu trouble et incertain. Voyez comme les physionomies ne mentent jamais! car Du Rosel enfin avait autant d'esprit et d'âme que personne; seulement son âme dormait. Le foyer était prêt, la flamme absente. On dit que tous les hommes ont une âme. Elle dort chez les uns, veille chez les autres; voilà toute la différence. Il en est chez qui on peut la tirer de cet engourdissement originel, mais combien d'autres en qui ce sommeil est invincible! Certes Du Rosel n'était point de ceux-là, et cependant il n'avait pas la curiosité des choses qu'il ne connaissait point, et par exemple il n'aimait guère la nature; au demeurant, pas un grain de poésie dans le cœur, mais plus d'un germe qui n'attendait peut-être que l'action féconde du soleil.

Ce n'était donc ni le ciel léger, ni l'air moite, ni le désir de voir le bourgeon craquer sur la branche, qui l'avaient attiré dans ces beaux lieux mis en fête par l'arrivée du printemps; c'était le sage dessein de se mettre en belle humeur pour le fin dîner qui l'attendait comme à l'ordinaire, tous les jours depuis six mois, chez le baron de Muzillac, un nouvel ami. Il prit sur le coup de cinq heures le chemin de l'hôtel de Muzillac, et il s'en allait en cadence, sans songer à mal ni peut-être à rien, lorsqu'en arrivant aux abords de la Seine, à l'extrémité de la rue des Saints-Pères, il aperçut quelques personnes arrêtées devant la boutique d'un brocanteur. On y voyait mille choses intéressantes, de vieilles faïences et de vieilles dentelles, deux ou trois rondaches et des casques, des oiseaux empaillés, sans parler des singes; mais ce que les curieux considéraient de préférence derrière la vitrine, c'était une estampe. Elle devait être fort comique, car ils riaient de tout leur cœur. Aussi Du Rosel ne manqua-t-il point de s'approcher pour la regarder à son tour. Et voilà ce qui montre bien l'excellence de sa nature : c'est qu'il se mit à rire comme tout le monde dès qu'il y eut jeté les yeux.

C'était une caricature dont la date remontait à un demi-siècle environ. Alors se formait, après une révolution, une société nouvelle qui, au rebours de l'autre, allait avoir plus de ridicules que de vices, et qui du premier coup se peignit dans ses mœurs et dans ses costumes. Elle gardait encore, comme un vieux levain de l'ancien régime, un reste d'amour pour la parure, et plût à Dieu qu'elle l'eût perdu sans marchander et qu'elle en fût venue tout de suite à

l'habit noir égalitaire! La génération présente pourrait au moins regarder sans rire les portraits de ses aïeux. Pour nous, il nous est doux de penser que nous ne saurions inspirer tant de gaîté à nos petits-enfans; mais le temps où cette caricature avait été faite était un beau temps pour les artistes malins. Aussi était-elle dessinée avec une verve endiablée; l'auteur l'avait ensuite coloriée de tous les feux du spectre solaire, pensant qu'ils n'étaient point de trop pour illuminer un si désopilant sujet.

Elle représentait trois personnages assis autour d'une table chargée de mets et de flacons, et tout d'abord un gros homme en habit rouge qui en occupait le milieu. Il portait un gilet blanc, des culottes aurore qui disparaissaient à demi sous la nappe. Quatre degrés de mentons fuyaient sous son énorme cravate, et des flots de la mousseline ses joues émergeaient comme deux promontoires. C'était le maître. Couteau et fourchette en main, il éventrait un pâté : de quel cœur! Ses paupières en clignotaient de plaisir, sa langue claquait et sautillait sur ses lèvres. En face de lui se tenait la dame du logis, sa digne épouse. Oh! le superbe embonpoint aussi, la terrible fraîcheur, et que d'attraits, mais indociles! Le *fourreau* du temps, un maigre, un pauvre fourreau bleu d'azur, qui avait mission de les contenir, faisait de son mieux, et pourtant comme on devinait bien que cette robuste beauté était une douce et modeste créature! Cette montagne était bien femme. Elle possédait, comme toutes ses pareilles, l'art de paraître commander à ses désirs. Il fallait voir le regard qu'elle attachait sur le pâté : que de timidité, que de pudeur dans cette convoitise! Toutefois elle était bien combattue et ne résistait plus qu'à peine, et s'il lui restait la force de ne considérer encore ce friand morceau qu'à la dérobée, au moins elle ne pouvait s'empêcher, d'un geste de sa main dodue, faite d'une chair rose et serrée, de le montrer au troisième convive. Celui-ci n'avait pas besoin de cette invitation pour le dévorer déjà des yeux.

Avec l'habit rouge, les culottes aurore du maître et le fourreau d'azur de la dame, la défroque verte du troisième convive achevait cette mêlée hurlante de couleurs. Le pauvre hère, il avait acheté cela d'un fripier qui s'en était servi dix ans pour enseigne. Cette misère était le fond du tableau et tout d'un coup le rendait sombre. Entre ces deux faces luisantes et fleuries, cette face blême faisait mal à voir. Quelle pâleur! quelle maigreur! quelle longueur! Ce compagnon de la triste figure s'élevait droit, immense, sans fin, au-dessus de ses deux amphitryons comme un peuplier dépouillé s'élève dans un bosquet au-dessus de deux gros ormeaux taillés en boule. Lorsque ses grands membres remuaient dans cette friperie verte qui les couvrait, on devait entendre comme un bruit sec de bois

mort; mais le personnage qui semblait fait de si peu de chair et de tant d'os n'était-il pas seulement un fantôme, une apparence? y avait-il quelqu'un dans cet habit-là? n'était-il point vide? On ne cessait d'en douter qu'en regardant le visage. Au moins voyait-on alors dans ce singulier édifice une partie vivante, une partie bien meublée : c'était la mâchoire. Quelles dents! quelles armes! quelles causes redoutables de jouissances et d'amertumes, de délices et de servitude! Qu'importent donc de longs jeûnes avec de pareils moyens de s'en venger quand vient l'heure? Dieu seul savait combien de duretés, de mépris et d'injures même le pauvre homme avait dévorés avant cette bonne chère dont il allait prendre sa part; mais l'injure s'oublie, les mépris passent, l'appétit reste. Au bas de la caricature, il n'y avait point de légende; on lisait seulement ces deux mots : *le Parasite.*

Et comment Du Rosel se serait-il reconnu dans ce pauvre diable? Qu'avaient de commun ces joues creuses avec ses joues arrondies, cette pâleur famélique avec les roses de son teint, et cette défroque verte avec son habit noir tout neuf? Oh! les temps barbares que ceux où les honnêtes gens sans bien qui s'asseyaient à la table des riches n'étaient point tournés, façonnés, vêtus comme eux! Alors l'égalité ne régnait pas vraiment dans nos mœurs. Les parasites aujourd'hui sont vêtus comme nos fonctionnaires et n'en diffèrent point. Non, Du Rosel ne pouvait sentir la moindre commotion intérieure à l'aspect de ce misérable. Il lui vint seulement l'idée que le dîner qu'il allait prendre chez le baron de Muzillac ne serait pas moins bien servi que celui-là. Pour les maîtres quelle différence! M. de Muzillac était un gentilhomme, ou, pour parler la sotte langue d'à-présent, un *gentleman* accompli; Mme de Muzillac était bonne et belle. Décidément ce gros homme à l'habit rouge et la dame au fourreau bleu paraissaient à Du Rosel de déplaisans personnages; il les salua d'une mine dédaigneuse en s'éloignant. Quant au parasite, il ne put se tenir de jeter sur lui un dernier regard; puis, ayant ri encore une fois, il leva doucement les épaules et passa.

Mme de Muzillac était dans son jardin; elle aspirait la senteur des lilas, regardait fleurir les narcisses, et sous la brise du printemps son sein se gonflait comme celui de la nature. Mme de Muzillac avait une belle chevelure brune et le teint fort uni et fort clair; elle avait aussi de doux yeux très fins, très brillans, volontiers humides, où l'on devinait un esprit romanesque assez souvent prêt à pleurer et un bon cœur, bien fait, toujours prêt à sourire. Sa bouche était charmante avec des lèvres du rouge le plus vif, humides comme ses yeux.

Elle avait de l'embonpoint, trop d'embonpoint peut-être, pourquoi ne pas l'avouer? Elle portait une robe de velours noir au cor-

sage ouvert; ses épaules étaient nues sous de la dentelle également noire. Elle errait à petits pas dans le jardin, la tête inclinée, et poussant du pied les grains de sable. Mille pensées, qui prenaient leur essor au plus profond de son âme, voletaient sur son visage; la pensée était partout en elle, autour d'elle, on la voyait s'attiser et briller dans son regard; elle frissonnait jusque dans les plis de ce velours qui balayait les allées. La jeune femme aurait prolongé jusqu'au soir cette méditation opiniâtre qui avait apparemment sa douceur, si tout à coup elle n'en avait été distraite par une ombre qui se dressait au milieu du chemin. Levant les yeux, elle reconnut Du Rosel, son hôte quotidien, qui se tenait devant elle, chapeau bas.

— C'est vous! dit-elle, je ne vous voyais pas. Êtes-vous donc là depuis longtemps?... Ah! je n'ai point de bonheur avec vous. Tous les jours, vous me surprenez à rêver. Ne me grondez point.

— Vous gronder, madame!

— Allez, ce n'est pas ma faute, si je ne puis chasser certains ressouvenirs du passé!

— Mais, madame, je ne songe guère...

— Bon! vous ne dites rien; mais je vois bien, à l'air de votre visage, que vous me désapprouvez...

Un soupir interrompit la phrase commencée : Du Rosel y fit écho. Ayant soupiré, il se tut. S'il plaisait à Mme de Muzillac de s'imaginer qu'elle était désapprouvée, il ne voulait point la contredire.

— Du Rosel..., reprit la jeune femme. — Dans cette appellation familière, il y avait bien des nuances; certes, quelque degré d'intimité qui eût régné entre Mme de Muzillac et vous, elle n'aurait jamais songé à vous appeler ainsi par votre nom tout court. — Du Rosel, ne trouvez-vous pas que c'est la plus étrange chose du monde que j'aie pris confiance en vous au point de vous faire voir ma tristesse? Je parie que vous ne savez pas pourquoi.

— Pourquoi? répéta-t-il, pourquoi, madame?

— Eh! oui, vous ne le savez point.

C'est ce qui était la vérité pure; non-seulement il ne le savait point, mais il ne s'en doutait même pas.

— Mon Dieu, dit-elle, rien n'est plus simple : j'ai deviné que vous étiez bon, voilà tout. Je vous avais vu quatre ou cinq mois sans y prendre garde; mais, un jour que nous causions ensemble, vous êtes tombé d'accord avec moi que les femmes ne sont point heureuses. Et vous avez dit cela d'un ton...

— Il est vrai, murmura Du Rosel; c'est que je le pensais.

— Ce qui est vrai, repartit vivement la jeune femme, c'est qu'un instant après M. de Muzillac s'étant avisé de soutenir le contraire, vous vous êtes rangé à son avis...

— Mais, madame, s'écria Du Rosel tout effaré, comment aurais-je pu faire autrement? Vous n'y songez pas.

— Oh! que si! fit-elle en secouant la tête et en souriant tristement; M. de Muzillac est un homme dangereux à contredire. Pourtant, quand on en a bonne envie;... mais je ne vous en veux pas. Je sais bien qu'en ce moment-là même le fond de votre pensée me restait fidèle, et que vous ne me contredisiez que pour plaire à mon mari. C'est ainsi que j'ai découvert que vous étiez bon. J'imagine aussi que vous êtes discret.

Du Rosel ne pouvait répondre qu'il ne l'était point; il en aurait été pourtant bien tenté, car il connaissait assez les femmes pour savoir que, lorsqu'elles se parent de leur tristesse, elles sont bien près d'en faire confidence. Mme de Muzillac avait observé que son parasite était discret. Redoutable signe! le pauvre Du Rosel ne voyait que trop bien poindre depuis quelque temps ce nuage importun dans le ciel jusqu'alors sans tache qui se déroulait au-dessus de sa tête. Il n'y a donc pas de bonheur sans mélange! Lui, Du Rosel, qui n'avait jamais rien entendu aux affaires de sentiment et qui croyait fermement qu'on n'aimait que dans les livres, il se voyait transformé en un confident d'amour, car voilà le rôle qu'on lui préparait! Il avait beau jouer serré pour l'éviter: le nuage approchait, grossissait; il en mourait de peur.

— Tenez, Du Rosel, dit Mme de Muzillac, cette solitude où l'on me fait vivre me tue. — Et sa douce voix, au timbre d'argent, s'altéra et s'assourdit, et sa main blanche serrait la main du parasite. — C'est la situation où je suis réduite qui me donne la tentation de parler enfin après cinq ans de regrets et de déceptions amères, continua-t-elle. Je suis lasse de ne me plaindre qu'à moi-même, et je ne vois que vous auprès de moi. Cette demeure est abandonnée et proscrite. On m'en a fait une prison... Jamais, jamais que vous!... Ah! j'étouffe du besoin d'ouvrir mon cœur devant un bon cœur comme le vôtre...

Elle s'arrêta. Du Rosel était muet; tout son sang se figeait dans ses veines à l'idée de ce qui allait suivre. Il se mit à tourmenter sa montre dans la poche de son gilet; ses regards se jetèrent avec désespoir vers les fenêtres de la salle à manger, qui étaient ouvertes et laissaient voir la table servie. Sept heures sonnaient, il avait faim.

— Du Rosel, reprit la jeune femme...

Elle s'interrompit encore une fois. Lui, il n'aurait point parlé pour l'empire du monde, car il devinait bien que Mme de Muzillac n'attendait de lui qu'un mot pour s'enhardir et continuer.

— Taisez-vous, au nom du ciel! dit-elle tout à coup. Voici mon mari!

Extrêmement grand, prodigieusement maigre, le geste sec, la

démarche saccadée, le front déjà tout sillonné de rides, le teint nuageux, le regard enfiévré, tel était M. de Muzillac. On devinait, rien qu'en le voyant, à quel personnage bilieux on allait avoir affaire. Il arrivait alors en riant. Sa bouche mince et serrée s'ouvrit tout à coup par le plus vilain rictus du monde; son rire faisait grand bruit. Il riait de tout. Il n'y avait pas dans le monde entier d'amphitryon ni de mari aussi joyeux que M. de Muzillac. Il s'avança vers sa femme et lui mit en riant un baiser au front. Elle frissonna, puis une rougeur bien incommode se répandit sur ses joues. Le baron tendit le bout des doigts à Du Rosel, et lui demanda, toujours en riant, s'il lui ferait l'honneur de s'asseoir à sa table encore ce jour-là. Or, comme Du Rosel s'y asseyait tous les jours depuis six mois, cette demande aurait bien pu passer pour un sarcasme. Du Rosel s'était souvent permis de penser, — car il pensait tout comme un autre, — que si M. de Muzillac avait été à sa place, pauvre comme lui, il eût pu faire un méchant homme. Étant riche, ce n'était qu'un homme méchant. Au demeurant, point d'estomac. Le baron n'avait soif et faim que de gaîté, il n'avait d'autre passion que de rire.

Et si quelqu'un était venu lui dire que ce rire infatigable n'était pas l'accent de l'enfer même, M. de Muzillac en aurait été bien surpris, car il se tenait pour véritablement infernal. De fait, il avait assez souvent à la bouche des propos bien faits pour épouvanter les âmes sensibles et tendres. Les femmes disaient de lui : « C'est un homme affreux. » Les hommes, ses semblables, disaient : « C'est un personnage incommode. » Les uns et les autres n'ignoraient point que M. le baron de Muzillac, grand tyran dans sa maison, se montrait plus qu'humain au dehors, dans les coulisses à la mode. De cette façon il avait acquis le double renom d'un libertin et d'un sceptique. Il n'en était point content. Cent fois Du Rosel l'avait vu, le soir, après dîner, dans son salon, qui était fort vaste, se promenant à grands pas, lançant vers le plafond qui figurait le ciel ses gestes violens, et disant en frappant du pied : — Que me parle-t-on de scepticisme? C'est une doctrine d'enfant. Ne rien croire sans rien nier, qu'est-ce que cela? Je ne suis point sceptique. Je ne doute pas, je nie. Je suis *riéniste*.

II.

Mme de Muzillac, en sortant de la salle à manger, ne manqua point de retourner au jardin. Passant devant un buisson de lilas blanc, elle y cueillit une branche en fleur, et alla s'asseoir dans un salon de verdure à quelque distance de la maison. L'hôtel de Muzillac était situé dans un quartier fort lointain; le jardin en était

vaste, planté de grands arbres et de bosquets épais : on y goûtait presque le silence des champs, car les rues avoisinantes devenaient désertes et muettes dès la tombée de la nuit; mais cette paix alors était bien troublée par le tapage que causait à l'intérieur de la maison l'entretien du baron de Muzillac et de son cher parasite, qui étaient demeurés à table. La jeune femme d'abord ne les écouta point; elle songeait encore, tout en portant par momens la branche de lilas à ses lèvres. Que de souvenirs cette grappe élégante, à la fraîche haleine, ne venait-elle pas réveiller dans son cœur! — Tous les matins, murmurait-elle, Marc de Carcoüet m'apportait un bouquet de lilas blanc...

La voix de M. de Muzillac éclata dans le même instant. Le baron pressait Du Rosel de goûter une certaine liqueur des îles, une rareté, une merveille. Du Rosel ne se donnait-il point les gants de se faire prier! Et le baron de rire. Le jardin tout entier retentissait du bruit de cette invitation, faite sur le ton d'un ordre moqueur. — Buvez, buvez, Du Rosel.

Puis un nouveau rire strident comme le son d'un fifre retentit dans la salle à manger. Apparemment que le pauvre Du Rosel s'était soumis et avait bu. M. de Muzillac lui annonça qu'ils allaient revenir au sujet de leur entretien. C'est que ce sujet était bien fait pour tenir un sceptique en belle humeur et en haleine. — Du Rosel, s'écria le baron, savez-vous bien ce que c'est qu'un politique?

En vérité, Du Rosel n'en savait mie et s'en souciait bien! Son hôte heureusement lui évita l'embarras de répondre.

— Écoutez-moi, dit le baron. Il est bon de vous instruire. Un politique, mais c'est tout simplement un homme qui, ne croyant à rien, est forcé de feindre toutes les croyances, ensemble ou successivement.

— Ensemble! fit observer Du Rosel, qui s'ingéniait à flatter l'amphitryon.

— Bien dit! reprit M. de Muzillac. Vous avez de l'esprit, Du Rosel. Un politique est donc un homme qui croit se devoir à la religion et à la morale, un homme qui veut donner l'exemple au moins par son langage, de telle sorte que la seule liberté qui lui reste est celle de démentir ses paroles par ses actions.

Du Rosel approuva vivement du geste.

— Je ne fais point fi de ces gens-là, continua M. de Muzillac. Je les aime plutôt, car ils me font rire; mais je n'en suis point. Vous voyez donc, simple Du Rosel que vous êtes, pourquoi je ne suis pas entré dans la carrière politique. On me dit que j'avais assez de biens pour la suivre et que j'y serais allé loin. Ce qui m'aurait manqué, c'est l'hypocrisie. Moi, déguiser ma pensée! moi, me contraindre! moi, me masquer! Jamais.

— Jamais, répéta Du Rosel, jamais.

Dans ce dernier mouvement d'éloquence indignée, M. de Muzillac s'était mis à marcher par la chambre. Mme de Muzillac aussi venait de se retrouver debout sous le berceau, qu'elle quitta pour gagner un endroit plus reculé du jardin. La philosophie de son mari lui faisait peur comme toujours, l'esprit de Du Rosel lui soulevait le cœur. — Le pauvre homme! dit-elle. Encore un commencement de rêve évanoui! encore un plaisir auquel il fallait dire adieu! Ses dispositions avaient bien changé. L'envie de prendre pour confident de ses secrets ennuis ce malheureux qui faisait métier de flatterie pour vivre venait de s'enfuir bien loin d'elle. Comment donc avait-elle pu penser que son mari souffrirait à ses côtés quelqu'un qui ne fût point sa chose, qu'il dédaignerait de s'emparer de ce Du Rosel, qu'il ne s'efforcerait point de mettre la main jusque sur cette proie chétive, de verser jusque dans cette coupe sans prix le fiel de ses doctrines amères? Comment avait-elle pu croire qu'il lui laisserait au monde l'ombre d'un ami, si misérable que fût cette ombre?

Depuis cinq ans, il avait ainsi éloigné d'elle tous ceux qui l'avaient aimée; les plus proches même n'avaient pu se résigner longtemps à subir la loi de la maison, qui était de tout entendre sans révolte et sans murmure. Dans son goût effréné pour la licence des discours, M. de Muzillac n'épargnait personne. Tous l'avaient quitté. Il n'était point jusqu'aux amitiés banales qui ne se fussent retirées une à une avec un froid sourire aux lèvres. Tout ce monde d'éclopés et de blessés par ces traits sanglans que le baron appelait ses libres propos s'en étaient allés émus d'une rancune mortelle, et souvent les effets s'en faisaient sentir à distance; mais lui, il n'en savait que rire, toujours rire. Depuis deux ans que son œuvre était achevée, il se promenait avec délices dans ses salons déserts, il se complaisait dans sa gloire et triomphait sur son îlot; mais elle le savait bien, elle qui le connaissait dans les replis de sa pensée, dans le secret de sa passion jalouse et sombre, dans le triple fond de son âme orgueilleuse et dure, — elle savait bien que ce qui lui agréait davantage dans cet abandon universel et dans ce châtiment, c'était de l'y avoir entraînée à sa suite, c'était, en faisant la solitude autour de lui, de l'avoir du même coup faite autour d'elle.

Longtemps il avait eu pour sa femme les terribles soins d'un tyran qui veille. Les hommes qui lui ressemblent recherchent dans le mariage autre chose que la satisfaction de l'intérêt, et pour les bienséances ils n'y songent point. Il l'avait prise pauvre; elle était bien née par hasard : il l'aurait épousée servante; il l'avait aimée! La mémoire qu'elle en gardait lui donnait le frisson. Heureuse en-

core de pouvoir opposer à ces cruels souvenirs d'autres images qu'elle ne chassait plus! Elle pressa de nouveau la branche de lilas sur sa bouche. Revenant alors sur ses pas, étonnée du grand silence qui avait succédé dans la maison au bruyant colloque du dessert, elle jeta les yeux vers la salle du dîner. Le baron, étendu sur un fauteuil, près d'une croisée, fumait un cigare. Du Rosel n'avait jamais aimé le tabac, herbe traîtresse, méchant poison qui endort les papilles du palais, rend l'appétit capricieux et tarit ainsi la vie dans la source de ses plaisirs. Il était là, machinalement accoudé sur la table, buvant à petits coups la liqueur des îles. Lui aussi, il se mêlait de rêver. Et à quoi, grand Dieu! pouvait bien rêver Du Rosel?

Mme de Muzillac ne le devinait point. En le voyant dans cette attitude singulière, il ne lui vint qu'une mauvaise pensée : elle se dit qu'il calculait mentalement sans doute le redoublement de faveur que ses complaisances nouvelles allaient lui mériter de la part du maître, et l'indignation qu'elle venait de concevoir contre lui n'en fut que plus vive. Quelle injustice! et comme elle se trompait! Est-ce que Du Rosel avait besoin d'un accroissement dans la faveur du maître? Est-ce qu'il ne la possédait pas tout entière? Et c'est là justement ce qui l'inquiétait, car il estimait qu'elle ne lui coûtait pas assez cher : quelques flatteries, voilà tout. Il avait connu tant d'honnêtes gens, avant le baron de Muzillac, qui ne le recevaient à leur table que comme un bouffon sur un théâtre! La facilité d'un tel hôte l'effrayait. A de certains momens, comme en celui-ci, il ne pouvait s'empêcher de craindre qu'on n'eût sur lui quelque dessein secret qui lui échappait; il se demandait ingénument en quoi il pouvait servir à un homme qui lui demandait si peu. C'est à cela qu'il rêvait.

En quoi il était utile au baron? En quoi Amphitryon pouvait se servir de Sosie? — Ah! si celui-ci l'ignorait, Mme de Muzillac ne le savait encore que trop bien! — Et d'abord le baron aimait Du Rosel, il l'aimait même d'une passion sincère; il s'était épris de lui dès qu'il l'avait vu. Où leur rencontre s'était-elle faite? En un bon lieu s'il en fut, aux festins d'un vieillard célèbre par sa richesse et sa gourmandise, un moderne Trimalcion. Et tout de suite M. de Muzillac de s'assurer sa conquête, d'amener, d'installer chez lui le nouvel ami après l'avoir présenté à la baronne, de lui donner la belle place, qui était vide depuis que le monde avait mis l'hôtel de Muzillac en quarantaine, le haut bout à la droite du maître, la place de l'affranchi de César... Et depuis lors, depuis six grands mois, Du Rosel servait à ravir M. de Muzillac au ciel.

Ni honneur, ni fierté, ni cœur, ni âme, il le croyait du moins, — rien qu'un estomac dans sa servilité naïve. La douce chose à voir,

le curieux sujet d'étude, la belle preuve contre la vertu, contre le sentiment et toutes les autres chimères! Le sceptique tenait là sous ses yeux un spécimen du genre humain dégradé tout entier dans la personne de son convive. O source toujours renaissante de délices et de discours! voilà donc à quoi Du Rosel lui était utile! A confirmer sa philosophie par un exemple!... Mais il lui était aussi d'un bien autre secours pour une chose bien différente, autrement délicate et cachée. Du Rosel était là, toujours là. Vraiment il ne déparait point la maison. Après tout, il était né de parens honnêtes, et l'on découvrait aisément un vernis d'éducation sur ses misères. Le baron se plaisait à dire de lui qu'il avait bonne façon et faisait figure. Il ajoutait avec un redoublement d'ironie que sa compagnie n'était point sans agrémens et bien d'autres badinages. Et Mme de Muzillac s'était crue le jouet d'un songe lorsqu'elle avait compris pour la première fois ce que son mari s'efforçait de lui faire entendre, lorsqu'elle s'était aperçue qu'il osait bien compter sur ce meuble vivant pour peupler sa solitude.

Le premier mouvement de la jeune femme à cette étrange découverte avait été ce qu'il devait être, du ressentiment et de la colère; puis tout cela s'était effacé. L'habitude était venue de voir et de regarder vivre à ses côtés ce pauvre Du Rosel. Un jour même, elle avait été bien surprise de trouver quelque chose qui ressemblait à de l'amitié pour lui dans un coin de son cœur. C'est alors que ce grand projet était né de lui confier une partie de ses chagrins, afin qu'il ne fût pas dit que personne ne les connaissait au monde : chétif et mélancolique dédommagement, dont la pensée venait de s'évanouir à peine éclose, dernière ressource d'une âme affolée par l'abandon et qui ne sait où se prendre...

Mais le baron et Du Rosel sortaient alors de la maison. La jeune femme, qui n'était nullement désireuse d'une rencontre, se hâta de battre en retraite sous le berceau, et s'y assit dans l'ombre. Ils passèrent. M. de Muzillac l'avait vue. Il marchait en silence, un peu en avant de son compagnon. Mme de Muzillac soupira d'aise quand elle fut bien sûre qu'ils avaient gagné tous deux le bout du jardin.

L'air était d'une pureté parfaite. Ce ciel resplendissant d'étoiles, cet été prématuré, la fraîcheur du feuillage encore nouveau, les fleurs et cette brise du soir muette et paresseuse qui succède aux journées chaudes, tous ces enchantemens continuaient d'exercer leur puissance magique sur l'âme de la jeune femme, ouverte aux impressions et aux songes; mais il est une senteur plus pénétrante et plus profonde que les lilas et les chèvrefeuilles, parure brillante de la terre : c'est la terre elle-même quand elle laisse sortir de son

sein les rayons qui l'ont échauffée durant le jour et se couvre de rosée comme d'une sueur divine. De tous les grands parfums de la nature, celui-là est le seul qu'on puisse connaître et respirer dans un faubourg de Paris, à deux pas d'un océan de pierres et d'hommes. Une vapeur invisible, chargée de cette senteur vivante, s'élevait du fond des bosquets autour de Mme de Muzillac, et elle en demeurait enivrée et comme assoupie. Aussi n'entendit-elle point les pas de son mari et de Du Rosel qui s'approchaient de sa cachette; elle ne vit pas le premier s'avancer dans le berceau, tandis que Du Rosel se tenait à l'entrée, près de la porte de feuillage. Seulement elle sentit tout à coup un bras qui s'appuyait au dossier de sa chaise : elle n'eut point de peine à deviner la présence de son mari, car une telle familiarité ne pouvait sans doute être prise par un autre. Ce ne fut pas un heureux réveil.

Comme la main du baron se trouvait ainsi tout près de la chevelure de sa femme, elle s'avança machinalement et l'effleura; mais M. de Muzillac s'interrompit aussitôt dans cette caresse banale. Il y avait un abîme entre cette main crispée et ces boucles légères comme il y en avait un entre ces deux âmes. Si la beauté de Mme de Muzillac n'avait pas cessé peut-être de plaire au baron, il n'en était pas de même de ses pensées. Il les connaissait toutes; il n'ignorait pas qu'il n'en avait jamais été le maître, et c'est à quoi il ne se résignait point. Cette désapprobation constante, sans bruit, sans paroles même, qui se trahissait à peine par une rougeur, par une échappée du regard, lui causait une rancune furieuse. Souvent il avait dit à la jeune femme avec sa terrible amertumé : Vous êtes mon ennemie! Elle s'en défendait les larmes aux yeux : il riait; mais il est de ces ennemis qu'on s'est faits avec tant d'art et tant de peine, toujours tristes, toujours muets, qu'on ose rarement, si bien armé qu'on soit, attaquer en face.

— Laura, dit le baron, j'ai un bon conte à vous faire. Il s'agit de votre cousin de Carcouët. Oh! je tiens de quoi vous égayer.

Pas un mot, les lèvres de la jeune femme se serrèrent pour échapper à la tentation de s'ouvrir. Pas un geste, tout son corps se raidit pour ne point tressaillir. Tout au plus le baron put-il sentir comme un poids plus lourd pressant la chaise. Peut-être bien aussi que Laura pâlit; mais la nuit la protégeait.

— Carcouët a chanté une nouvelle palinodie, ma chère, reprit le baron tout en lançant dans l'air une gerbe de notes plus aigres et plus dures encore que son rire accoutumé. Carcouët, vous vous en souvenez bien, a d'abord été philosophe, puis dévot. Il s'était refait philosophe. Eh bien! le voilà redevenu dévot. Les vents sont inconstans et ils tournent. C'est le propre d'un bon pilote de leur céder

au lieu de leur tenir tête. — Mais savez-vous ce que c'est que Carcouët, mon cher Du Rosel?

— Si je le sais, monsieur! répliqua Du Rosel tout en réprimant un grand bâillement. Sans doute, puisque vous venez de nous le dire. C'est un cousin de Mme de Muzillac.

— C'est un gentilhomme gazetier qui serre de près la fortune, s'écria M. de Muzillac. Il fait ce qui est de bonne guerre, il vend ses croyances; c'est pourquoi il a toujours grand soin d'en nourrir quelqu'une afin d'avoir toujours quelque chose à vendre. Oh! c'est un habile compère! Qui aurait jamais pensé cela de lui quand il était jeune et ne songeait qu'aux tendres idylles? C'est votre cousin germain, ma chère Laura?

— Le fils de mon oncle, dit Mme de Muzillac d'une voix claire.

— Et voilà le bon conte que je vous avais promis, continua le baron; mais peut-être bien avez-vous entendu la conversation que j'avais avec Du Rosel tout à l'heure.

— Vraiment non, dit-elle, j'étais loin d'ici.

M. de Muzillac quitta brusquement le dossier de la chaise.

— Ma chère, dit-il, j'expliquais à Du Rosel pourquoi je n'ai jamais voulu me mêler à la politique. C'est que je ne me soucie point de ressembler à notre cousin de Carcouët et à ses émules. Vous vous rappelez bien ce que j'ai dit à ce propos, mon cher Du Rosel?

— A merveille, repartit le parasite.

— J'avais depuis ce matin ce diable de Carcouët en tête; c'est ce qui m'a conduit à ce sujet. Sans cela, j'aurais aussi bien pu en choisir un autre, pour tuer le temps, après dîner et en fumant mon cigare...

— D'autant, interrompit Laura, que tous les sujets vous conduisent à la même conclusion.

— Toujours la même! s'écria-t-il exaspéré de n'avoir pu la troubler, ni même la surprendre. C'est que l'homme est un demi-dieu malfaisant, qu'il enrage au fond de son cœur d'être la vilaine petite chose qu'il est, et qu'il tiendra ferme à ne point se l'avouer jusqu'à la consommation des siècles. C'est qu'il ne saurait jamais, jamais produire que le mensonge et l'hypocrisie. C'est que celle-ci n'est qu'un hommage que le vice rend à la sottise, si tant est qu'il y ait des vices dans le monde, où l'on pourrait bien penser qu'il n'y a que de la sottise toute pure. C'est qu'il n'existe pas un grain de vérité vraie, pas un atome de sérieux sous le soleil. C'est que tout enfin n'est qu'une poussière roulant au hasard, et qu'il ne faut croire à rien, à rien!

Et partant là-dessus d'un grand éclat de rire : — Venez, ajouta-t-il, venez, Du Rosel.

Ils descendirent l'allée tous les deux. Sans doute ils allaient la

remonter encore une fois. Laura ne bougea point. C'était un frémissement intérieur qui l'agitait; elle demeurait là reployée sur elle-même, tout son corps était tendu comme un arc bandé d'où le trait va partir. Certes il aurait bien mieux valu pour M. de Muzillac, le *riéniste*, d'avoir oublié franchement que son cousin de Carcouët était au monde.

Cinq ans de tyrannie ouverte, de persécutions sournoises et de sarcasmes à toute outrance, Laura les avait supportés sans révolte; mais c'en était trop de ce coup brutal frappé à main pleine sur le trésor caché de ses regrets et de ses souvenirs. Jamais pareil orage n'avait grondé dans sa tête et bouillonné dans ses veines. Il faut bien que la faiblesse humaine ait des bornes, si le despotisme n'en reconnaît point. Quels droits avait donc M. de Muzillac sur ce bonheur d'autrefois, si pur, si loin et si vite envolé, qui n'avait jamais existé que comme un projet, à peine comme une espérance, et dont on ne pouvait dire qu'il eût été? Quels droits? Aucun; mais il usurpait celui qu'il n'avait pas. Et Laura n'accueillerait point la pensée qui lui venait pour la première fois de résister et de se défendre! Et elle laisserait impunément insulter en sa présence celui par qui elle avait failli être heureuse, celui qu'elle n'avait jamais cessé d'aimer!...

Le baron et Du Rosel revenaient vers le berceau, comme elle s'y était bien attendue. Elle méditait et cherchait sa revanche; mais laquelle imaginer? Un tel homme les défiait toutes. Le baron s'approchait en chantonnant de sa voix convulsive la romance d'un nouvel opéra italien alors en vogue. Laura se redressa tout à coup et écouta.

— Morbleu! dit-il en arrivant à la dernière mesure, que cela est beau!

— Fort beau! repartit le complaisant Du Rosel. Vous m'avez dit, je crois, monsieur, que cette romance était chantée par la Fiorella?

— La Fiorella! répéta Laura dans sa retraite; elle tenait sa revanche.

— Oui, vraiment, par la Fiorella! reprit le baron. Un grand talent, belle comme le jour, et, sur ma parole, quasi vertueuse...

Il n'acheva point, car Mme de Muzillac se montra sortant du feuillage. — Ah! voilà un *quasi* qui demande une explication! s'écria-t-elle.

Et en même temps elle riait d'un rire qui aurait bien voulu être le plus naturel du monde; mais M. de Muzillac n'avait garde de s'y tromper.

— Je supprimerai cette restriction, si elle n'est point à votre gré, répliqua-t-il en se mordant les lèvres. Mettons donc que la Fiorella est vertueuse... tout à fait.

— Je sais cela, reprit hardiment Laura. On la soupçonne même d'être un tant soit peu dévote, et, ma foi, elle s'en laisse soupçonner. Quant à la liaison qu'elle entretenait autrefois avec ce vieux prince du Danube... Mais pardonnez-moi, il ne me convient point de parler de ces choses...

— Il me convient, à moi, d'en parler! s'écria le baron, qui ne se possédait plus. Le monde, ma chère Laura, bien mieux instruit que vous, n'ignorait pas que cette liaison que vous rappelez était honnête. Je vous conseille de prendre garde à la calomnie. S'attaquer, comme vous le faites, à une affection...

— Quasi filiale et quasi paternelle, interrompit Laura, rendant pour une fois à son mari l'un des ces bruyans éclats de rire dont il remplissait d'ordinaire la maison; mais, monsieur, ne me disiez-vous pas que vous ne croyiez à rien tout à l'heure?

— Je le dis encore, reprit-il avec violence.

— Ni à la probité, ni à l'honneur, ni à aucun sentiment, de quelque genre que ce soit, ni au cœur, ni à l'âme sans doute, ni à Dieu?... Ah! ce sont vos propres paroles... Mais vous croyez à la vertu de la Fiorella! Vous voyez bien, monsieur, qu'il faut croire à quelque chose.

Et sur ce dernier mot, riant de plus belle, elle rentra sous le berceau. A peine assise, elle y appela Du Rosel; mais le baron de son côté avait mis la main sur le bras de son cher parasite et s'apprêtait à lui parler. Heureusement il ne parla point. Dans la stupéfaction indicible où le jetait l'audacieuse sortie de sa femme, il ne se trouvait pas de pensées bien claires. Il prit donc le parti de se détourner brusquement et s'éloigna, ce qui enleva un grand poids de dessus le cœur du parasite. Appelé par Laura, retenu par le baron, ce pauvre Du Rosel ne savait auquel entendre, et son embarras n'était point mince. Enfin M. de Muzillac avait disparu. Un instant après, sa voiture roula dans la cour de l'hôtel, puis dans la rue. Il était loin. Du Rosel accourut auprès de Laura.

III.

— Ne l'en croyez point! s'écria-t-elle en s'élançant vers lui. Et un si grand feu brillait dans ses yeux qu'ils éclairaient la nuit du bosquet comme deux étoiles. — N'en croyez point M. de Muzillac! Vous savez s'il voit toutes choses sous des couleurs fausses et cruelles! Suivant lui, il n'y a pas d'honnêtes gens. A l'entendre, quiconque a fait le plus petit sacrifice à sa fortune est un scélérat, rien de moins. Il fait profession de haïr jusqu'à la mort toute feinte et tout mensonge. Ah! que cela est beau! Pourtant ma vie serait moins triste, si dans le cours de la sienne il avait un peu plus sou-

vent menti. Non, non, M. de Carcouët n'est point ce qu'il plaît à mon mari de dire. Il n'a pas de biens, il veut avancer dans sa carrière : n'est-ce pas une chose naturelle? Mais l'ambition ne le poussera jamais à aucune action blâmable, j'en réponds, j'en ferais le serment. Nous avons été élevés ensemble, étant enfans des deux frères. C'est un homme d'honneur, c'est un gentilhomme, je le connais bien.

— Madame, balbutia Du Rosel, tout interdit par ces gestes, par ce regard, par ce flot de paroles pressées qui sortait de la bouche de la jeune femme, je n'ai jamais vu M. de Carcouët; c'est la première fois que j'entends prononcer son nom.

— Certes, reprit-elle avec la même animation, c'est la première fois qu'*il* ose parler de lui.

— M. le baron tient assurément quelquefois des propos bien durs.

— Dites que la calomnie ne lui coûte rien; dites qu'il trouve un odieux plaisir à répandre sans ménagement ni scrupule contre ceux qu'il croit ses ennemis les accusations les plus noires! Et qui n'est pas son ennemi dans le monde? Qui est-ce donc qu'il ne hait point?...

— Madame, interrompit Du Rosel, nous sommes ici bien près de la maison; les valets pourraient vous entendre. La probité de M. de Carcouët a trouvé en vous le meilleur avocat qu'elle pût avoir. Pour moi, je n'en saurais douter un moment.

— Vous n'en doutez pas! Cela est heureux! s'écria-t-elle. Je me soucie bien des valets!... Je vous remercie de votre condescendance, mais ne pensez pas qu'elle me suffise. Je veux, ne vous en déplaise, que vous demeuriez bien mieux persuadé de ce dont vous ne doutez point. Vous avez été le témoin de ces allégations injurieuses contre M. de Carcouët, vous écouterez aussi sa défense...

— Madame,... murmura Du Rosel, essayant encore de l'interrompre.

— Oui, fit-elle en reculant d'un pas, je vous entends bien. Tout ce que je vous dirais serait inutile. Ah! les paroles de M. de Muzillac ont bien plus de puissance que les miennes! Vous êtes à lui, bien à lui. Je vous dis que ses effroyables doctrines se gravent dans votre esprit comme au burin. Elles font votre admiration et vos délices. Vous lui appartenez comme le disciple à son maître. Vous estimez ce qu'il estime, — oh! c'est si peu de chose! — et vous croyez ce qu'il croit!... Quoi d'étonnant d'ailleurs? Ce n'est pas moi qui règne ici, et il n'est pas dangereux, il est prudent même d'être mon ennemi.

Là-dessus elle retourna vers sa chaise, s'y laissa retomber, et se tut. Ce silence durait déjà depuis plusieurs minutes, que Du Rosel

cherchait encore une réponse. Laura avait mis sa tête dans ses mains; de petits tressaillemens convulsifs l'agitaient par momens tout entière; elle poussait alors un grand soupir ou une exclamation à demi étouffée, mais elle frappait en même temps du pied sur le sable. Du Rosel voyait à merveille quelle serait la fin de toute cette tempête, dont la cause n'était que trop claire. Ce M. de Carcouët, — que le dieu des parasites le voulût confondre! — lui semblait être venu au monde tout exprès pour déranger sa vie, qui était si belle avant que le nom du gentilhomme gazetier fût prononcé dans la maison. C'est pourquoi il hésitait encore à répondre, sachant bien qu'on allait le contraindre à demander grâce pour toutes les prétendues fautes qu'on lui reprochait depuis un quart d'heure. Son pardon allait être mis à un terrible prix. Et lui qui se flattait encore avant le dîner d'échapper à ces confidences d'amour! On n'évite pas sa destinée.

— Ah! vos reproches ont été trop loin, madame! s'écria-t-il enfin. Je ne sais plus que vous dire. Si vous ne m'aviez accusé que de n'être point votre serviteur, il me semble que j'aurais eu bien plus de courage à m'en défendre. J'eusse été heureux de n'être traité par vous que d'ingrat; mais vous voulez que je sois votre ennemi!...

— A la bonne heure! fit-elle. Vous commencez à mieux trouver ce qu'il faut me dire. Les accens du cœur font toujours plaisir à entendre... Mais que sert tout cela? Il vaut mieux me quitter, Du Rosel.

— Quoi! s'écria Du Rosel d'une voix altérée, vous quitter, madame!

Quitter une si bonne maison! Ah! Du Rosel aimait mieux les confidences.

— Vous pourriez prendre de l'affection pour moi, continua-t-elle. Vous savez bien que l'aversion de M. de Muzillac pour vous en serait la conséquence. Laissez-moi plutôt. Je n'ai que trop bien contracté l'habitude de vivre seule. Mon cœur eût été trop heureux de s'ouvrir une fois et de se faire connaître. C'est un bonheur dont je saurai bien me priver. Il le faut. Tenez, Du Rosel, j'ai peut-être été injuste envers vous. Je veux que vous me pardonniez avant de me dire adieu.

Elle lui tendait en même temps la main. Il la prit. Laura ne la retira que lentement; mais il y avait une chaise près de celle de la jeune femme, Du Rosel s'y assit résolûment, et Laura ne sembla pas d'abord y prendre garde. Ce ne fut qu'au bout d'un moment que, jetant les yeux à ses côtés, elle s'aperçut qu'il était là. — Ah! lui dit-elle comme en rêvant, vous ne partez pas?

Elle se trouvait ainsi le corps à demi penché vers lui, la tête renversée. Cette molle attitude, l'accent voilé et comme lointain

dont elle avait dit ces derniers mots sortis de sa bouche au hasard, tout cela fit bien voir à Du Rosel qu'elle s'abandonnait encore une fois à ses pensées et à ses songes, et il ne put s'empêcher d'en lever les épaules dans un grand élan de pitié. La lune à cet instant perça le feuillage; un de ses rayons tremblans tomba sur le charmant visage de la jeune femme, qui apparut alors éclairé d'une double lumière venant de l'âme et des cieux. Du Rosel avait souvent pris la peine de remarquer que Laura était jolie : jamais il ne l'avait vue si belle. Il se prit à réfléchir que jamais aussi il ne s'était trouvé si près, à une pareille heure et dans un tel lieu, d'une femme accomplie de tous points comme était Mme de Muzillac, et cette réflexion le fit sourire. Ses alarmes d'ailleurs commençaient à se dissiper; il reprenait un peu de liberté d'esprit, grâce à cette interruption de tout entretien, qui promettait d'être longue; il l'employait sans doute à de bien pauvres bagatelles.

Tout à coup la jeune femme reprit la parole, ou plutôt ce ne fut d'abord qu'un murmure inintelligible. Les larmes la gagnaient encore; elles venaient une à une et ne coulaient point, elles formaient autour de ses beaux yeux comme un cercle de rosée. Sa gorge était oppressée, elle respirait longuement... Ce fut certainement le diable lui-même qui suggéra à Du Rosel cette pensée extraordinaire, que l'haleine de Mme de Muzillac n'était pas moins embaumée que celle des fleurs...

— Il y a six ans! dit Laura... Six ans! reprit-elle au bout d'un moment. M. de Carcouët en avait alors vingt-trois, et moi vingt. Il n'y avait plus de réunion dans notre famille sans qu'il s'élevât aussitôt un grand débat pour savoir si l'on devait nous marier. Ma mère s'y opposait, alléguant que nous n'avions de biens ni l'un ni l'autre. Le père de Marc et le mien répliquaient : « Ils n'en ont pas besoin. » Quelquefois Marc, redevenu sérieux, s'écriait qu'il saurait en acquérir. Il ajoutait, quand nous étions seuls, qu'il avait été trop occupé de moi jusqu'alors pour avoir songé à faire fortune. C'est ce que l'on m'a dit de plus doux et de plus beau dans ma vie. Ah! je considérais déjà mon bonheur comme un rêve accompli. M. de Muzillac dès lors avait demandé ma main. Je l'ignorais. Mon père, qui ne croyait point que sa fille dût se marier sans amour, ne m'en avait même pas avertie.

— Cependant, fit observer Du Rosel, que le nom seul de M. de Muzillac rappelait toujours à la réalité des choses et à la pensée des biens de ce monde...

— Cependant M. de Muzillac est riche, s'écria Laura, et il faut que je sois moi-même bien ridicule et bien sotte pour ne point vous laisser tranquillement retourner chez vous et dormir en paix. Que me sert de vous parler? Vous ne me comprenez pas...

Elle se trompait : Du Rosel au contraire commençait à comprendre, mais il commençait seulement.

— Quoi! reprit la jeune femme, n'avez-vous jamais eu d'autres sentimens que ceux-là? Est-ce bien vrai? est-ce possible? Encore êtes-vous du moins logique et sincère, vous! Il vous paraît que rien n'existe hormis la richesse, et vous le dites. Vous en parlez bien comme un homme qui ne la connaît pas, qui n'en a jamais joui que par les yeux et par le plaisir de la voir briller dans la main des autres. Elle est demeurée pour vous le songe suprême, l'idéal, le septième ciel auquel vous n'avez jamais espéré d'atteindre. Je me sers de ces expressions pour me bien faire entendre de vous, car je m'aperçois que j'ai affaire à un esprit où le cœur n'a jamais jeté de lumière. Eh bien! j'ai eu aussi mon septième ciel; mais, hélas! quelle différence entre le vôtre et le mien! Je m'y croyais déjà transportée, et je m'y voyais assise dans un ravissement sans fin... Voyons, vos yeux s'ouvrent-ils? Dois-je continuer à causer avec vous comme avec un ami fidèle?... Ah! ces plaintes que je répands devant vous me soulagent mieux que ne l'ont fait cinq ans de larmes solitaires. Que cela est bon de faire voir le fond de son cœur!... Je ne vous demande que de m'écouter. Faites un effort pour comprendre que je suis malheureuse. Quant à bien sentir pourquoi je le suis et ce qui me fait souffrir davantage, apparemment vous ne le pouvez pas... Allez! je me doute bien que vous n'avez jamais aimé.

Et sa main, comme elle disait cela, vint à se poser sur celle du parasite. C'était la seconde fois dans la soirée qu'arrivait cette chose si naturelle. Du Rosel tressaillit pourtant. — Non, dit-il, non, madame.

— Vous n'y avez jamais songé peut-être?

— Jamais.

— Pauvre Du Rosel! Écoutez-moi donc, reprit Laura. Mon père mourut. Ah! qu'est-ce que la sagesse? Il croyait en avoir fait preuve : il avait passé vingt ans à arranger pour moi cette félicité qui ne devait point finir. Elle n'a pas même commencé. Qu'est-ce que la vie? Des fantômes qui nous fuient, d'autres qui nous poursuivent. Rien ne nous reste, rien n'est notre bien que le regret. Il nous rappelle les choses qui nous ont blessés à mort, et c'est lui qui nous fait vivre!

Du Rosel eût voulu retirer sa main, qu'elle ne cessait point de tenir. Ces accens passionnés l'animaient, le troublaient, l'ébranlaient de la tête aux pieds comme le premier souffle d'un orage. Il songeait, tout en écoutant la jeune femme, qu'il avait redouté ses confidences comme le plus grand ennui qui le pût atteindre. Qui lui eût dit qu'il y trouverait sitôt après ce plaisir étrange, qu'elles

lui inspireraient cette curiosité avide? — Et M. de Carcouët, dit-il, M. de Carcouët, madame?...

— Voyez! continua Laura, tout ici me glace dans ce luxe qui m'environne et qui n'était pas fait pour moi. Une seule chose me console, me soutient, me réchauffe, c'est cela, c'est le souvenir, c'est l'image des jours heureux qui devaient être et qui ne furent point.

— Mais lui! reprit Du Rosel, lui!

— Non! non! ne me conseillez pas d'oublier! s'écria-t-elle. Un tel conseil serait bien la preuve que vous ne connaissez point le prix de cette souffrance que je viens pourtant de vous dépeindre. Vous ne connaissez pas le charme de cette double vie que je mène depuis cinq ans! Encore une fois, c'est tout ce qui me reste. Ah! j'appartiens à un autre, il est vrai; mais si vous sentiez comme moi ce suprême bonheur de vaincre par la persistance du rêve la réalité aveugle qui m'opprime et qui se flatte d'y réussir! si vous aviez éprouvé cette délicieuse jouissance que je trouve, étant la plus faible, à me sentir au fond la plus forte, et cette double et triomphante fierté d'un cœur qui bat librement, quoi qu'on lui fasse, dans sa servitude apparente, et que rien, je vous le dis, rien ne pourra jamais ni changer ni réduire! si vous aviez éprouvé cela!...

Elle s'interrompit. Le bruit d'une voiture retentissait de nouveau dans la rue voisine. — Déjà! murmura-t-elle.

La voiture courait un train d'enfer : elle s'arrêta devant la porte de l'hôtel et pénétra dans la cour. C'était bien M. de Muzillac qui rentrait deux heures plus tôt que de coutume. Laura se leva. *On* ne m'avait laissé d'autre bien que la solitude, dit-elle; est-ce qu'on voudrait me la reprendre?

Du Rosel aussi s'était levé. — Que faites-vous? lui dit brusquement Laura. Craignez-vous de ne pas goûter un sommeil tranquille, si vous n'avez point souhaité le bonsoir à M. de Muzillac? Vous ne le verrez pas ce soir. Je ne veux point que vous le voyiez.

— Madame! fit Du Rosel, je ne songeais pas à M. le baron.

Et il disait vrai.

— Non, reprit-elle, vous ne le verrez pas. J'ai dû vous toucher par mes plaintes, qui sont si justes. Je veux au moins que vous emportiez l'émotion que je vous ai causée. Si votre cœur s'est ouvert, M. de Muzillac le refermerait par une de ses railleries maudites. Il me semble que vous êtes à moi, il vous ramènerait à lui. Venez. Je vais vous faire sortir par la petite porte du jardin qui donne sur le faubourg. Je regretterais tout ce que je viens de vous dire, si je n'étais la dernière à vous parler.

Elle lui fit signe de la suivre, et il obéit; mais il frémissait d'impatience et de désir non satisfait. Si vaste que fût le jardin, la route ne pouvait être bien longue, et la jeune femme cependant marchait

en silence. Ainsi donc ces confidences allaient pour cette fois se borner là! Et le reste, la fin de cette histoire si simple et dont le commencement lui semblait si beau, Du Rosel devait renoncer à l'entendre?...

— Nous aurions pu demeurer encore sous le berceau, madame, dit-il à voix basse; M. de Muzillac n'y serait pas venu sans doute...

Mais Laura ne répondit point. Elle allait d'un pas rapide, évitant les chemins découverts, et passant au travers des bosquets sans souci de sa parure. Une branche folle vint à s'accrocher à ses dentelles, et Du Rosel s'avança pour la dégager. Il le fit d'une main tremblante. — Madame, balbutia-t-il, M. de Carcouët avait donc cessé de vous aimer?...

Elle s'arrêta, porta la main à son cœur; il la soutint, car elle chancelait, mais ce ne fut qu'un instant. — Venez! dit-elle.

Ils arrivèrent devant la petite porte du jardin. Laura voulut elle-même tirer l'énorme verrou qui la défendait; mais ses forces n'y pouvant suffire, Du Rosel vint encore à son aide. — Partez, partez, lui dit-elle en le poussant doucement.

Mais, comme il allait passer le seuil, elle le retint par le bras. — Oui, s'écria-t-elle, vous devez en juger ainsi, puisque j'en ai épousé un autre! Il n'y a que moi qui puisse croire que Marc n'a pas cessé de m'aimer!

Assurément Du Rosel ne le croyait pas, lui, et il ressentait une joie inexplicable et bien insensée de ne pas le croire. Pourquoi cette joie? que lui importait que ce Carcouët fût ou ne fût point resté fidèle à la passion de sa jeunesse? Rien, vraiment rien. Il ne se reconnaissait pas lui-même. Il demeurait là, immobile, à la place où Laura venait de le quitter. Il s'imaginait encore la voir et l'entendre.

Il appliqua son oreille contre la porte, cherchant à saisir le bruit des pas de la jeune femme qui s'en retournait vers la maison. Elle s'en allait avec son rêve. Que cela pourtant était beau! mais quelle énigme! Qu'était-ce donc que ce sentiment extraordinaire qui animait d'un souffle si durable et si fort une si douce et si faible créature? Source mystérieuse de délices et de souffrances, de triomphes et de sacrifices, de jouissances et de larmes, d'où venais-tu? Ah! quel ravissement que de l'entendre et de la regarder couler comme un flot d'or sur des lèvres ardentes et pures! Grand Dieu! que Mme de Muzillac était belle! Pourquoi ce Carcouët ne l'aimait-il plus? Pourquoi son mari ne l'aimait-il point? Comment n'était-elle pas aimée de la terre entière?... Et comme Du Rosel à ce moment s'écartait un peu de la muraille, il aperçut à travers les arbres une lumière qui brillait dans la chambre de Laura. Ce qu'il sentit tout à coup passer en lui l'effraya si fort qu'il mit sa main devant ses yeux, et s'enfuit plutôt qu'il ne s'éloigna.

Hélas! toute cette folie, tout cet enchantement, tout ce surprenant délire faillit bien se terminer comme la plupart des grands élans et des grands coups des passions humaines, par un accident ridicule. Le pauvre Du Rosel, qui marchait en regardant le ciel entrouvert au fond de son âme, rencontra une pierre et trébucha. Ce choc soudain eut pour effet de le rappeler à lui-même. La nuit continuait son cours dans sa sérénité profonde. Tout était muet. Le passant attardé dans cet endroit désert ne savait s'il était aux champs ou à la ville. Ce faubourg, à peine peuplé de quelques masures, ne formait pas encore de rues du côté de l'hôtel de Muzillac; c'était une sorte de hameau, bâti sans ordre, à la limite des lieux habités, au bord d'une plaine morne et presque sinistre, parsemée de quelques chétives cultures, coupée par de grandes cavités béantes qui avaient autrefois servi d'entrée à des carrières abandonnées. Du Rosel connaissait ce chemin. Le baron se plaisait souvent à le lui faire suivre à une heure avancée, tout en lui disant avec son rire éternel qu'il aimerait mieux, quant à lui, traverser les Abruzzes. La lune, alors à son déclin, ne jetait plus que des lueurs tremblantes sur cette terre fauve. La Seine roulait son flot monotone au bout de la plaine; mais pour la première fois Du Rosel poursuivait sa route sans se soucier d'aucun péril. Il était bien loin de ces vagues alarmes dont la veille encore il se fût laissé assaillir. Il se sentait plus brave, plus fort que jamais il n'avait été.

Rentré chez lui, il fit une chose plus étrange encore que tout le reste, car, si le parasite Du Rosel aimait passionnément quelque chose au monde outre la table, c'était le sommeil, et cependant la pensée ne lui vint même pas de se mettre au lit. Il s'apprêtait vraiment à passer la veillée des armes, croyant sentir qu'une nouvelle vie allait commencer pour lui le lendemain. Il ignorait en quoi elle serait différente de l'ancienne, mais il savait bien qu'elle le serait.

Cependant, comme il venait, à la fin de la matinée suivante, de céder à la fatigue et qu'il s'endormait sur un fauteuil, un visiteur le réveilla. C'était un laquais de M. de Muzillac qui entra, déposant tout d'abord sur un meuble une boîte de friandises rares, cédrats confits, oranges de Sicile et dattes d'Afrique, dont il était chargé. Mme de Muzillac avait pensé à son parasite. Le valet remit encore à Du Rosel deux billets : l'un venait du baron, l'autre de la baronne. Ils le mandaient tous les deux.

IV.

Mme de Muzillac, dans son billet, priait instamment Du Rosel de passer chez elle avant que d'entrer chez son mari; mais M. de Muzillac, dans le sien, commandait expressément au parasite de se

présenter chez lui avant que de paraître chez sa femme. Du Rosel se promit bien d'obéir à Laura, dût-il affronter après cela la colère du baron, qu'il redoutait bien moins qu'autrefois, son courage s'étant singulièrement rehaussé depuis la veille; mais c'est ainsi que les parasites proposent et qu'Amphitryon dispose. M. de Muzillac se tenait sur le perron; il avait la mine d'un homme qui attend et dont la patience est bien échauffée. Le moyen de dire en face à un personnage de cette espèce qu'on ne veut pas avoir affaire à lui! Le baron, sans parler, fit signe à Du Rosel de le suivre, et Du Rosel le suivit.

Le cabinet de M. de Muzillac était une vaste pièce de forme octogone, et il avait eu grand soin de la dessiner lui-même sur ce modèle, à sa fantaisie, quand il avait fait bâtir sa maison. En toutes choses, il aimait les angles; il en avait huit ainsi sous les yeux, et y trouvait son plaisir. Six de ces angles étaient occupés par de grandes armoires d'ébène chargées d'objets d'art ou de livres, les deux autres par la cheminée et la porte, car la pièce recevait le jour d'en haut par un large châssis de verre et n'avait point de croisée. Cette disposition, qui est celle d'une tombe ouverte, avait séduit M. de Muzillac, comme étant plus favorable à la méditation. C'est là qu'il méditait sur la vanité de toutes les vertus humaines, qui n'étaient point la vertu de la Fiorella. On ne voyait qu'un fauteuil dans toute la chambre, celui du maître; il y avait des escabeaux de bois pour les visiteurs, qui étaient rares. Somptueux, immense, garni de velours pourpre et de crépines d'or, haut monté sur des pieds dorés, ce fauteuil avait l'air d'un trône. Le riche tapis qui couvrait le plancher durant l'hiver avait été remplacé pour la saison d'été par des nattes de l'Inde fort précieuses; la table qui se dressait au milieu de la pièce était faite d'une superbe marqueterie de cuivre et d'émaux; la portière était une tapisserie de Flandre, et de merveilleux ornemens courans de fleurs et de feuillage encadraient le plafond. De tout ce luxe de haut goût, M. de Muzillac faisait peu de cas : n'était-ce point un philosophe, c'est-à-dire un homme qui ne considérait les choses que par leur côté moral ou immoral, deux termes qui pour lui faisaient équation? Il estimait bien autrement que les chefs-d'œuvre de la marqueterie, de la tapisserie et de la peinture, un certain buste de Diogène le cynique triomphalement assis sur la tablette de la cheminée. L'opulent baron de Muzillac ne faisait point difficulté de se reconnaître dans l'esclave de Corinthe, qui ne posséda jamais qu'une lanterne, une écuelle, une besace et un bâton. Le buste antique est de marbre; mais M. de Muzillac avait fait couler son cynique émule en bronze, afin qu'il lui ressemblât davantage, et souvent il s'oubliait des heures entières à le contempler. De là il passait à l'ordinaire

devant la cinquième armoire, qui était proche : elle contenait, rangés en bon ordre, les crânes moulés de tous les criminels célèbres et de plusieurs grands hommes; il les comparait, n'y trouvait point de différence, et il riait. La sixième armoire ne lui était guère moins agréable à considérer. Là brillaient, sur le rayon d'honneur, dans de superbes reliures, tous ses auteurs favoris : Pétrone et Juvénal, Rabelais et Montaigne, Hobbes et Machiavel, Joseph de Maistre et le grand Malthus, bien moins méchant qu'il n'en a l'air. Ceux-là, il les comparait encore; ils devaient en être bien surpris dans leurs demeures éternelles, et il riait. Du Rosel, admis souvent à l'honneur de pénétrer dans la chambre d'étude, ne l'avait jamais vu faire d'autre étude que celle-ci : regarder Diogène, regarder les crânes, regarder les livres et rire! Mais où donc était allée s'égarer ce jour-là la belle gaîté de M. de Muzillac? Il entra, se laissa tomber dans son grand fauteuil; Du Rosel aperçut plus de nuages sur son front que sur un ciel de novembre : pas un rayon, pas une éclaircie, tout était sombre; la nuit même n'est pas plus noire. Il demeura longtemps immobile : pas un geste, pas une de ces saccades convulsives qui lui étaient ordinaires, pas un mouvement. Du Rosel comprit bien vite qu'il lui était donné pour la première fois, — peut-être bien serait-ce aussi la dernière, — de voir M. de Muzillac sérieux.

— Au nom du ciel, monsieur, s'écria-t-il, qu'avez-vous?

M. de Muzillac se réveilla en sursaut. — Du Rosel, dit-il d'une voix creuse, je vous ai fait mander de bonne heure afin de vous avertir que nous allions dès ce soir, Mme de Muzillac et moi, quitter Paris.

— Quitter Paris!...

— Bon! bon! continua M. de Muzillac, voilà une nouvelle qui vous émeut. Cette émotion vous fait honneur. Je vois bien aussi que vous brûlez de me demander la cause de ce départ; mais c'est une curiosité qui ne vous servira de rien.

— Monsieur, répliqua vivement Du Rosel, il me semble que je vous ai pas interrogé...

— Vous en aviez bien envie.

— Monsieur, continua le parasite sur le même ton presque enflammé, il vous plaît seulement de le supposer...

— Parbleu! interrompit M. de Muzillac en le regardant avec stupeur; je crois que vous vous piquez, Du Rosel. Ah çà! qui vous a changé? Quel mauvais air souffle donc ici depuis hier soir?... Mais je me soucie bien de toutes ces sornettes... Je vous le dis encore une fois, nous allons partir, et j'ai résolu, de concert avec Mme de Muzillac, de vous établir gardien de la maison.

Du Rosel ne put que s'incliner en silence. Cette nouvelle inat-

tendue lui brisait le cœur et les jambes; il se sentait chanceler, il pâlissait et rougissait à la fois.

— Mme de Muzillac vous remettra donc les clés tout à l'heure, reprit le baron. Pour moi, j'ai une autre mission à vous confier.

— Monsieur, balbutia Du Rosel, je suis à vous.

— Je l'entends bien ainsi, dit le baron tout en tirant son portefeuille de sa poche.

Il y prit un billet de mille francs, puis un autre qu'il mit sur la table. Il en compta ainsi jusqu'à cinquante. Le portefeuille était vide.

— Prenez cet argent! dit-il. Vous le porterez, de la part du baron de Muzillac, à la Fiorella, dont je vais vous indiquer la demeure.

En même temps il écrivait quelques mots au crayon sur le dos de l'un des billets de banque, et, formant du tout un rouleau, le tendit à Du Rosel.

— Vous lui direz, reprit-il...

Puis il s'arrêta. Du Rosel attendait, impassible en apparence, la fin de ces instructions étranges.

— Eh bien! s'écria le baron en se levant brusquement, vous lui direz qu'elle aille au diable!

Là-dessus il fit trois fois le tour de la chambre, et, revenant à la troisième fois auprès de Du Rosel, il le saisit par le bras. — Vous me connaissez bien! lui dit-il. Je pense que vous préférez m'avoir pour ami que pour ennemi. C'est pourquoi je ne vous recommande point d'être discret.

On entendit une sonnette qui s'agitait et retentissait avec un fracas épouvantable par toute la maison. Mme de Muzillac s'impatientait de ne point voir arriver son pauvre Du Rosel. Les domestiques le cherchaient.

Laura, en costume de voyage, était étendue sur un sopha, jouant avec la branche de lilas blanc qu'elle avait cueillie la veille. Le lilas était fané. La jeune femme, en apercevant son confident, rougit un peu; elle l'attendait cependant... C'est que la présence de Du Rosel lui rendait plus vif encore le souvenir de ce qui s'était passé entre eux dans cette soirée dont quelques heures les séparaient à peine. Elle le fit asseoir auprès d'elle. Tout à coup, se soulevant à demi, avançant la main par un geste rapide, elle lui mit la branche de lilas devant les yeux comme un bandeau. — Ne me regardez point, lui dit-elle. C'est me rappeler ma folie d'hier, Du Rosel; il faut l'oublier.

— Il faut!... dit-il tout tremblant. Hier, dans un moment où vous croyiez avoir des raisons de n'être point contente de moi, vous m'avez dit aussi : Il faut me quitter, Du Rosel... Aujourd'hui c'est vous qui quittez celui qui vous est dévoué pour la vie.

— Eh! oui, s'écria-t-elle, vraiment oui, je vais partir. Hier, qui m'aurait fait espérer ce voyage? Croiriez-vous que le médecin de M. de Muzillac est venu chez lui dès l'aurore et qu'il lui a conseillé d'aller prendre les eaux sans retard? Entre nous, je ne serais pas fâchée de savoir quels ont été les motifs de M. de Muzillac pour ordonner à son médecin de lui prescrire les eaux.

— Je ne les connais pas mieux que vous, repartit amèrement Du Rosel. M. de Muzillac me soutenait tout à l'heure obligeamment que je brûlais de la curiosité de les connaître. Peut-être lui ai-je répondu avec trop de vivacité qu'il se trompait.

— Quoi! dit-elle, vous vous êtes fâché contre mon mari? Ah! voilà qui me fait plaisir; je savais bien que vous aviez du cœur et de la fierté, Du Rosel! Tenez, je suis sûre que vous êtes en devoir de vous corriger de bien des petites faiblesses qui me causaient beaucoup de peine. Quand je reviendrai, vous ne serez plus le même homme.

— Il me semble, dit Du Rosel, que vous ne reviendrez jamais. Vous êtes si joyeuse de partir!

— Comment ne le serais-je pas? s'écria-t-elle. Ah! mon pauvre Du Rosel, je vais donc être encore forcée de vous dire que vous ne comprenez rien? Mais, songez-y donc, l'air qu'on respire à cent lieues d'ici doit être si doux!... Est-ce que vous ne voyez pas que ce régime de prison ne me convient pas? Je finirais par engraisser comme les femmes d'Orient dans le harem. Cela vous plairait donc bien?

— Mais, balbutia Du Rosel, il ne s'agit pas d'un si grand voyage; ce ne sera long que par le temps qu'il durera...

— Écoutez, interrompit Laura en lui donnant un coup de la branche de lilas sur les doigts, vous êtes un sauvage...

Ce qui n'était rien moins que vrai, Du Rosel et ses semblables étant bien plutôt des fruits de la civilisation, et des fruits trop mûrs.

— Vous ne savez donc pas, reprit la jeune femme, que les villes d'eaux sont des terres libres? La tyrannie la plus sournoise y perd ses droits. Là, M. de Muzillac aura beau faire, il ne pourra m'empêcher de rencontrer partout des figures humaines. Les eaux sont le pays des liaisons contractées en quelques jours, parce qu'elles ne doivent durer qu'un mois. Ah! Du Rosel, j'éprouve pourtant quelque émotion à penser que je vais de nouveau me mêler au monde...

— Le monde! fit Du Rosel. Hier, vous le haïssiez, vous ne vouliez plus entendre parler que de votre solitude.

— Hier! s'écria-t-elle en riant, peut-être bien... Aujourd'hui c'est différent... Allons, debout, mon cher Du Rosel, je compte sur

vous pour me faire compagnie jusqu'à l'heure du départ... Et tenez, voici Mlle Bazin qui entre; vous l'aiderez à boucler mes malles.

Mlle Bazin était la femme de chambre de la baronne.

Eh quoi! tout cela était-il possible? Toute cette gaîté, toute cette légèreté n'était-elle pas une feinte? Mais non, le plaisir que témoignait Laura n'était que trop sincère. Le devoir, l'honneur, la loi, la crainte du monde et d'un mari tel que M. de Muzillac, la séparaient de M. de Carcouët, et, comme si ce n'était pas assez entre eux de tous ces abîmes, elle y mettait trois cents lieues de plus avec la joie d'un enfant. Quel retour depuis la veille! quel contraste entre le soir et le matin, entre ce boudoir et le berceau! Et cette éloquence ardente du souvenir, et ces plaintes, et ces colères, et cette gorge oppressée, et ces larmes, ces larmes si belles!... Du Rosel avait bien lu quelquefois que le cœur des femmes n'est que contradiction pure, que souvent elles sont fidèles, sérieuses rarement, mobiles toujours; mais il ne prêtait point d'attention alors à ce qu'il lisait.

Les malles étaient là, presque pleines; mais Laura ne se lassait point de renvoyer Mlle Bazin aux armoires comme à autant de mines qui ne devaient pas s'épuiser. Au plus fort de son isolement, jamais elle n'avait cessé d'aimer la parure. Elle se parait alors pour elle-même et pour le charme de ses propres yeux. Du Rosel se disait que maintenant elle allait charmer les yeux des autres. Pour lui, il ne la verrait plus, et il s'oubliait dans cette pensée cruelle, errant au hasard dans la chambre. Laura, qui venait de recevoir une robe de bal des mains de Mlle Bazin, s'écria qu'il ne l'aidait point, et lui jeta la robe sur les bras. En un instant, il fut enveloppé d'un tourbillon de tulle, de rubans et de dentelles; il n'osait se mouvoir, avancer ni reculer, de peur de froisser ou de déchirer le vaporeux tissu. Mme de Muzillac riait aux larmes. O cœur d'enfant, capricieuse et frivole mémoire, raison légère! mais ces éclats qui sortaient de sa bouche n'avaient-ils pas plus de grâce et de douceur encore que les sanglots étouffés qui la veille soulevaient son sein?... Le pas sec et précipité de M. de Muzillac, retentissant dans la bibliothèque placée au-dessus de ce salon, mit un terme aux folies de la jeune femme. La maison s'emplissait du bruit des marteaux, des caisses qu'on clouait, de la rumeur des domestiques empressés, du piaffement des chevaux qu'on attelait déjà dans la cour. — Hâtons-nous, dit-elle, voici l'heure.

Elle prit sur un meuble son chapeau de voyage. Mlle Bazin fermait les malles. Du Rosel se souvint qu'il avait reçu l'ordre de les boucler et s'avança; mais Laura l'observait et le retint. — Non, dit-elle. Avez-vous donc pris au sérieux ce que j'ai dit tout à

l'heure? Je ne voulais que vous garder auprès de moi. J'ai grand besoin de causer avec vous, Du Rosel; il ne nous reste qu'un moment.

Elle congédia sa femme de chambre et le fit asseoir de nouveau à ses côtés sur le sopha; puis elle baissa la tête, semblant composer longuement et savamment ce qu'elle allait dire. Pendant ce temps, elle tenait un doigt levé pour lui commander le silence. Précaution bien inutile! Eût-il voulu parler qu'il ne l'aurait pu : il était troublé jusque dans les sources de son être, le parasite insensible; la vie se retirait de ses veines et affluait au cœur; il frissonnait, et ses pensées étaient de feu.

— Écoutez-moi bien, reprit Laura d'un air inspiré. Je veux que chacune de mes paroles entre assez profondément dans votre âme pour ne pouvoir plus jamais en sortir. Et si je parle de votre âme, c'est que je sais bien, moi, que vous en avez une, et je suis seule peut-être à le savoir. J'ai beaucoup réfléchi, la nuit dernière, sur mon nouvel ami Du Rosel. Oh! ne me dites point que je ne vous connais pas. J'ai deviné ce qu'il y a de bon et de noble en vous quand vous l'ignoriez vous-même. N'est-il pas vrai qu'il se passe en ce moment dans le secret de votre cœur des choses qui vous causent bien de la surprise et de la joie, un peu de honte aussi peut-être? mais ce dernier sentiment, il faut le bannir : il me semble qu'un homme peut toujours refaire sa vie quand il a refait son cœur.

— Ma vie, balbutia Du Rosel, oui, je sens maintenant que j'en dois rougir.

— Remerciez-moi donc, continua-t-elle avec douceur, car c'est moi qui vous ai appris en quelques heures à sentir et à juger, comme vous étiez né pour juger et sentir toujours. Oh! j'en suis fière et satisfaite. J'ai agi pourtant sans intention. Je n'ai pas opéré un grand miracle; je vous ai changé en un soir sans y penser. Quand je me suis aperçue de ce que j'avais fait, j'en ai été la première surprise; aussi j'entends bien poursuivre ma tâche.

— Ordonnez, dit-il; je vous obéirai comme à un dieu. Ah! je vous dois bien plus encore que vous ne le pensez.

— J'ordonnerai, dit-elle, mais seulement quand le temps sera venu, et peut-être bien n'aurai-je pas la peine de vous montrer du doigt ce que j'attends de votre courage. Vous saurez bien le deviner vous-même. Oh! c'est qu'il vous en faudra beaucoup pour exécuter ce que je rêve; mais vous l'aurez, j'en suis sûre. Et si à mon retour je vous dis : Du Rosel, l'oisiveté est une tache au front d'un homme pauvre... Mais je ne voudrais ajouter un mot aujourd'hui pour rien au monde.

— Parlez au contraire, s'écria-t-il, je vous en supplie; c'est si beau de vous entendre!

— Non, non, dit-elle, je compte sur les jours qui vont s'écouler pour achever cette métamorphose. Notre absence sera d'un mois que vous passerez dans cette maison; mais n'allez point croire que vous y êtes seul. Une partie de ma pensée y reste avec vous. Quelque chose de moi sera toujours là pour vous encourager et pour vous soutenir. Ah! l'on ne triomphe pas aisément de soi-même, je ne le sais que trop bien. Si jamais le mauvais esprit revient et vous tourmente, si vous vous sentez fléchir dans vos résolutions nouvelles, alors regardez autour de vous et dites : Elle veille...

— Madame, dit Mlle Bazin en rouvrant la porte, M. le baron est déjà dans la voiture, et il est bien près de se mettre en colère.

Si l'on en jugeait par l'émotion de Mlle Bazin, la chose était déjà faite, et les éclats de voix de M. de Muzillac arrivèrent jusque dans la chambre, à point nommé pour le prouver. Laura se leva. Du Rosel la vit glisser devant ses yeux comme une apparition qui va s'évanouir; mais au moment de sortir, sur le seuil, elle se retourna.

— Prenez garde! dit-elle, je veille.

Alors il s'élança sur ses traces; mais, lorsqu'il arriva dans la cour, Laura était assise à côté de son mari dans la voiture qu'entouraient tous les valets. Le baron venait de donner l'ordre de fouetter les chevaux. Loin d'obéir, le cocher, qui savait son monde, les arrêta en apercevant le parasite qui accourait tout hors d'haleine. M. de Muzillac surpris passa la tête à la portière.

Il aurait bien mieux aimé ne pas revoir Du Rosel après la mission qu'il lui avait confiée; mais enfin, puisqu'il le revoyait, il voulut au moins se rendre quitte envers lui de l'obligation qu'il lui allait avoir et le payer en monnaie de bon prince.

— Or çà, vous autres, s'écria-t-il en s'adressant aux valets, soignez bien M. Du Rosel, et rappelez-vous qu'il va prendre ma place dans la maison. Il tiendra les clés de la cave et se servira lui-même. Pour le reste, il commandera. Et surtout, il s'y connaît, faites-lui bonne chère.

Là-dessus, cet homme inexorable éclata de rire. Du Rosel, éperdu de honte, s'était glissé derrière la voiture. Laura, se penchant par l'autre portière, lui tendit la main. — Allons, lui dit-elle tout bas, relevez la tête et pensez à moi.

Et la voiture partit. Du Rosel demeurait là, sans mouvement, regardant le pavé de la cour et se demandant si tout cela n'était pas un rêve. Un murmure confus qui se faisait à ses oreilles le tira de sa torpeur, il leva les yeux. Toute la valetaille qui n'avait point suivi les maîtres s'était rangée en cercle autour de lui; le même

sourire grimaçait sur toutes ces faces plates, et l'on se poussait du coude. Le maître d'hôtel s'avança, et, s'inclinant profondément devant le parasite, le pria de vouloir bien dresser, au moins en partie, le menu de son dîner, et indiquer l'heure à laquelle il devait avoir l'honneur de le servir.

V.

Cette soirée, après celle de la veille, ce fut pour Du Rosel un siècle en quelques heures. Que ce jardin était vide! Ce berceau de verdure sous lequel Laura s'était assise, n'était-ce pas plutôt une tombe? Il remarqua que les oiseaux ne gazouillaient point dans le feuillage, sans réfléchir que l'ombre, tombée depuis longtemps, les tenait muets et endormis sur les branches. Un seul bruit s'élevait du coin le plus reculé du jardin, du bord d'un bassin abandonné, une note vibrante et sonore, triste et profonde comme la nuit qu'elle traversait, la voix d'un être immonde et solitaire, un proscrit, un paria, qui chantait ses misérables amours.

Comme il songeait à la mortelle longueur de tout le temps qu'il y avait encore à traverser jusqu'à l'heure du sommeil, Du Rosel vint à se rappeler le mandat que le baron lui avait confié. Il rentra précipitamment dans la maison, demanda les journaux de M. de Muzillac, déploya le premier qu'on lui présenta, et, courant à la dernière page, il vit que ce soir-là la Fiorella ne chantait point. Il pouvait donc se présenter chez elle : l'heure était bien un peu avancée; mais n'est-ce pas la nuit surtout que les rossignols vivent? Il prit les billets de banque et lut au dos de celui qui servait de couverture : « Mme Bercier, *dite la Fiorella,* avenue Gabrielle. » Il ne pouvait souhaiter une désignation plus précise. Toutefois, étant le plus naïf des hommes et n'ayant aucune idée des choses, il s'étonna fort que la grande cantatrice italienne fût si parfaitement française et s'appelât Bercier. Il ne put s'empêcher aussi de sourire en pensant que la veille encore, plutôt que d'avouer cela, M. de Muzillac eût mieux aimé égorger la moitié du monde.

Il sortit de l'hôtel, serrant la précieuse liasse dans ses mains; mais il n'avait plus envie de sourire. Cet argent le raillait et le bravait; cet argent trouvait une voix pour lui dire : Toi aussi, tu aurais pu ne pas naître pauvre! Ainsi, lorsque devant un esclave l'image de la liberté se lève, le malheureux courbe la tête, reconnaissant la divinité qui aurait pu faire de lui un homme, et ne l'a point voulu. Les misères mal oubliées de la rude vie d'autrefois, la honte devenue trop sensible de la vie trop douce d'à présent se mêlèrent dans le cœur du parasite, et tout ce mélange s'y souleva comme la houle. Heureux ceux qui ont connu les dons du sort!

heureux ceux qui ont reçu un patrimoine! Les déshérités ont bien le droit du moins de les maudire. Du Rosel songea que son père n'avait jamais été qu'un pauvre hère comme lui, et il osait compter tous les biens que ces cinquante mille francs lui auraient donnés, lui qui n'avait jamais possédé une obole! La liberté, la dignité, en voilà les moindres. Le plus grand aurait été de pouvoir regarder Laura sans entendre au fond de son cœur un secret avertissement qui lui conseillait de baisser les yeux. L'ivresse, le triomphe, le dernier degré de la joie et de l'orgueil, c'eût été de la pouvoir regarder sans rougir quand elle lui disait : Vous avez une âme, je l'ai deviné!

Mais la pauvreté l'avait marqué en naissant de sa griffe avilissante. Venu sans biens dans ce monde, il avait vécu des largesses d'autrui, et jusqu'à la fin il devait en vivre... Soudain une idée le frappa, odieuse, aveuglante, terrible! Il s'était pris à regarder autour de lui dans ce quartier solitaire; il portait cette somme d'argent, il était sans armes. Comment se justifierait-il, si quelque malfaiteur le volait? Il était pauvre; donc la tentation devait le visiter. Qui ne le soupçonnerait? qui ne l'accuserait? qui ne crierait : Le larron, c'est celui-là qui devait espérer l'impunité du larcin; le malfaiteur, c'est lui-même!... Et Laura n'oserait dire non, et peut-être le croirait-elle... Dans son épouvante, il se mit à courir comme un homme pris de folie. Il ne s'arrêta que lorsqu'enfin arrivé dans une rue moins déserte, il vit des lumières aux boutiques et d'honnêtes figures qui le regardaient. Un fiacre passait, il s'y jeta.

L'hôtel de la Fiorella n'était pas un édifice ordinaire. D'abord on n'y comptait pas, sur la façade seulement, moins de trois styles divers, le gréco-romain, le mauresque et le féodal, si bien qu'on ne savait, en arrivant, si l'on allait entrer dans un temple, un Alhambra ou un donjon. Un millionnaire artiste avait posé les soubassemens et construit le péristyle, à lui les colonnes; le prince d'Orient avait ajouté les deux étages, à lui les croisées fantastiques et les pierres découpées; un certain baron de France avait surajouté les tourelles. Pourtant c'était le mauresque qui dominait, et tout visiteur intelligent comprenait bien qu'il pénétrait dans le palais d'une sultane. Du Rosel fut reçu par un valet de pied en grande livrée verte et aurore que suivait une duègne habillée tout de noir. Le valet ouvrait la porte, la duègne barrait le passage; le valet saluait, la duègne portait la parole. Du Rosel ayant dit qu'il venait de la part de M. le baron de Muzillac, ce nom magique fit tomber toutes les barrières. On l'introduisit dans un petit salon magnifiquement éclairé.

Il ne fallait pas moins que cette quantité de bougies dans deux candélabres posés sur la cheminée et qu'une grande torchère de

bronze brillant entre les deux croisées pour éclairer cette pièce sombre, tendue de cuir sans dorure. Il y régnait une sévérité calculée qui eût fait juger sur-le-champ à un homme plus expert que Du Rosel en matière de beauté féminine de quelle nature était celle de la maîtresse du logis. A coup sûr, la Fiorella n'était point ce que le poète nomme une rose blonde; elle repoussait les étoffes légères et se gardait des nuances tendres. Les meubles étaient de cuir comme les tentures; les rideaux et les portières de velours avaient la couleur des meubles. Le tapis était rouge et noir, les glaces encadrées d'ébène; auprès des candélabres, sur la cheminée, étaient deux coupes surmontées de couvercles percés à jour, le tout d'argent ciselé, avec des figurines étranges en relief, le seul objet de luxe qui parât ce boudoir quasi masculin. Elles étaient remplies d'une cendre blanche d'où s'échappait en spirales épaisses de fumée un parfum violent que Du Rosel ne connaissait pas.

Dans la chambre voisine, la Fiorella se mit à chanter, en sourdine d'abord; le piano l'accompagnait doucement. Peu à peu le chant s'accusa; une fusée de notes rauques et maladroites s'élança des lèvres de la cantatrice. Le piano s'arrêta tout court; puis on entendit une voix tremblante et cassée, celle d'un vieillard sans doute, qui parlait d'un ton de reproche. La Fiorella répondait avec colère; une autre voix d'homme s'élevait par instans, plus virile et plus pleine, qui semblait intervenir dans la querelle et chercher à l'apaiser, mais en vain. La porte qui faisait communiquer les deux chambres s'ouvrit brusquement. — Assez! assez! s'écriait la Fiorella en frappant du pied. Vous m'assassinez, monsieur Ribot. Je me soucie bien de vos notes de passage et de votre harmonie. Le grand art, qu'est-ce que cela me fait?

— Madame, dit le vieillard, dois-je revenir demain?

— Non, fit-elle, non; j'aime mieux ne chanter cet air-là de ma vie...

Au même instant, la portière se souleva. Un petit homme traversa le boudoir d'un pas net et cadencé. Il avait bien soixante-dix ans, la taille voûtée, de longs cheveux blancs. Il portait une redingote brune, propre et râpée, avec un pantalon de toile grise tout écourté qui laissait voir ses bas bleus. Il salua Du Rosel en passant devant lui, mais sans le regarder. Ce ne fut qu'au moment de sortir qu'il se retourna pour saluer encore. Le parasite demeura frappé du regard qui s'échappait de ces paupières bridées et de l'expression de sérénité inspirée qui animait ce vieux visage. Les joies mélancoliques d'une existence entière vouée au travail, à la souffrance, à l'idéal et aux songes, éclairaient ce pauvre front couronné de neige. D'autres portaient la couronne de lauriers que M. Ribot leur avait méritée. Ainsi la Fiorella, au faîte de la renommée, avait en-

core un maître! Elle avait eu grand soin de le choisir inconnu, mais savant, bien qu'elle se moquât de l'harmonie. Ce vieillard, c'était son génie; il était le souffle, elle l'instrument; à elle les triomphes, à elle la richesse! Voilà comment sont distribués les biens de ce monde. Ah! cette vision de la pauvreté résignée dans son obscurité glorieuse, du devoir et du labeur opiniâtre victorieux de toutes les épreuves, récompensés par la paix divine de l'âme épurée, cette vision qui ne fit que passer devant les yeux de Du Rosel lui parut sublime...

Mais M. Ribot avait déjà disparu; la Fiorella entrait. On venait seulement de l'avertir que quelqu'un était là qui voulait lui parler. Elle avait une robe de satin pourpre rehaussé d'agrémens noirs en pierres brillantes avec du corail plein sa chevelure, qui était d'une nuance sombre et chatoyante comme l'aile battante du corbeau. Elle était grande avec une démarche bien plutôt hardie que légère, brune avec un teint chaud qui ne pouvait que perdre sous le fard: aussi n'en mettait-elle point. On ne pouvait méconnaître en elle une fille du midi, mais de ce côté-ci des monts. Elle avait bien cinq ou six ans de plus que Mme de Muzillac. Quant à la trouver beaucoup moins belle, Du Rosel s'y attendait bien; il y était préparé.

— Madame, lui dit-il d'une voix parfaitement assurée, car rien dans cette Fiorella ne lui causait d'émotion ni de peur, M. le baron de Muzillac m'envoie vers vous...

— Ah! fit-elle, ce bon ami!

— Et j'ai l'honneur de vous apporter...

— Une lettre, dit-elle en souriant; je sais que ce cher baron aime à écrire.

Du Rosel demeura court. Le commencement de sa mission lui avait paru trop facile; la fin devait en être autrement délicate, il n'y avait pas songé.

— Non, balbutia-t-il, non, madame, ce n'est pas ce que vous croyez.

En disant cela, il tourmentait avec sa main la poche de son habit qui contenait les billets de banque. La Fiorella le regardait.

— Au fait, dit-elle, qu'est-ce qu'il m'écrirait? Qu'il n'a pu venir aujourd'hui chez moi, qu'il en a été empêché? Je connais ces empêchemens-là, et je n'y crois guère; je ne suis pas un enfant.

— Madame, reprit Du Rosel, qui s'excitait au courage, M. de Muzillac n'est plus à Paris depuis deux heures.

— Il y reviendra, dit-elle.

— Dans un mois...

— Dans deux jours.

— Madame, repartit Du Rosel, je ne le crois pas.

— Et moi, dit-elle, j'en suis sûre.

— Je ne disputerai donc point, reprit-il, et...

— Et vous ferez sagement, interrompit la cantatrice. Maintenant, monsieur, je vois bien que c'est un message de vive voix que vous a confié le baron. Vous plairait-il de parler?

Mais Du Rosel resta muet encore une fois. Décidément son cœur se soulevait à l'idée de répondre : « Ce message que le baron m'a confié, c'est de l'argent! » Il allait outrager cette femme, lui qui connaissait si bien le poids de l'outrage; il allait l'accabler de mépris, lui, Du Rosel, le méprisé!...

— Je crois, dit la Fiorella d'un ton moqueur, que la fumée de ces parfums vous incommode, ou que vous êtes bien embarrassé.

En même temps elle s'approchait de la cheminée. Elle poussa un ressort qui fermait le couvercle des deux coupes, et le brasier fut étouffé. Quand elle se retourna, les billets de banque étaient là, sur le bord de la torchère. Elle les vit. — Oh! fit-elle.

Elle se dirigea vers la torchère. Ses yeux jetaient des flammes, sa main tremblait en se saisissant des billets. Elle ne pouvait pourtant les compter, elle n'osait. Du Rosel la vit courir à un meuble placé dans le fond de la chambre. Elle ouvrit un tiroir et y jeta son butin. Alors elle revint vers le parasite. Sa pensée était certainement de le congédier afin d'être seule, d'être libre; mais soudain elle se ravisa.

— Ainsi, dit-elle, M. de Muzillac avait si grande hâte de partir qu'il n'a pas pris le temps de joindre un mot à cet argent! Il n'a pas eu même le loisir de le mettre sous pli!... Mais où va donc M. de Muzillac?

Et puis elle se laissa tomber sur un fauteuil en se pâmant de rire; mais cette gaîté cessa subitement comme elle avait commencé. La Fiorella se releva, et, les yeux fixés sur la portière qui masquait la porte par où elle était entrée : — Carcouët! Carcouët! s'écria-t-elle.

Carcouët! lui dans cette maison! près de celle-là même..... Mais cette femme avait été suscitée par le destin contre Laura pour lui tout prendre, ce qui était à elle de par la loi, ce qui était à elle par le droit du cœur! Et lui, Marc, placé entre ce passé si pur et ce présent... Ah! monsieur de Carcouët, la vilaine situation pour un gentilhomme! Il parut. Grand et mince avec des traits réguliers, avec une physionomie hautaine, il était beau. — En apercevant un étranger, il fit un pas en arrière; mais la Fiorella accourait à lui, et, posant sa main sur la sienne, se mit à lui parler tout bas.

Pourquoi cette précaution? Que craignait-elle? Ce qu'elle disait, Du Rosel se souciait bien de l'entendre! Elle, il ne l'écoutait pas;

mais il le regardait, lui. Son cœur se serrait à se briser, il sentait la sueur inonder son front, tandis qu'il le dévorait des yeux. C'était là ce Carcouët dont le nom ne passait sur les lèvres de Laura qu'entre deux soupirs ou deux larmes! C'était là celui qu'elle avait aimé! O prestige funeste d'une illusion que les années n'avaient pu détruire! Si en ce moment elle l'avait vu, les mains entrelacées aux mains de la Fiorella!... Voilà l'amour qu'il méritait!... Oui, certes il était beau, élégant et noble; mais cette élégance et cette noblesse étaient le bien d'une courtisane. La Fiorella lui parlait vivement à l'oreille. Ses cheveux de démon lui effleuraient le visage, et il souriait. O Laura, heureusement vous ne l'aimiez plus

Mais Du Rosel s'aperçut que Carcouët, tout en continuant d'écouter la cantatrice, tenait les yeux fixés sur lui, et qu'à son tour il le regardait. C'était donc de lui qu'ils parlaient tous deux, il était l'objet de ce débat qu'il ne pouvait saisir. Enfin M. de Carcouët se dégagea de l'étreinte de la Fiorella. Il levait doucement les épaules et souriait toujours, comme un homme qui cède de bonne humeur à une fantaisie qu'il n'approuve point, et il rentra dans la chambre. La Fiorella s'avança vers le parasite.

— Monsieur Du Rosel, lui dit-elle d'un ton caressant...

— Quoi! madame? s'écria-t-il.

— Eh oui! fit-elle, je sais votre nom. Vous en voilà bien surpris. N'êtes-vous pas l'ami de M. de Muzillac, qui était le mien? Il m'a souvent parlé de vous, et moi je vous ai deviné, je vous ai reconnu. Qu'y a-t-il là d'étonnant?

Étonnant, cela ne l'était point, mais accablant, mais cruel!... Il pensa qu'elle prenait sa revanche de l'humiliation qu'il lui avait apportée. Il lui avait remis les cinquante billets de mille francs, elle lui rendait cette monnaie. Ne savait-il pas bien ce que le baron avait pu dire de son parasite, de son esclave, de son ami? — Madame, murmura-t-il, si M. le baron vous a parlé de moi...

Il n'acheva pas. Il salua, il fit un pas pour sortir; mais d'un signe la Fiorella le retint.

— Oh! que non! dit-elle, ne vous flattez pas de nous quitter si vite. M. de Muzillac vous avait chargé pour moi d'un très ennuyeux message, monsieur Du Rosel; avouez que vous veniez ici sans plaisir : du moins je ne veux pas que vous regrettiez d'y être venu. Tenez, je suis simple et franche, et quand un désir me tient, je le dis sans détours. Eh bien! il me plaît que nous fassions plus entière connaissance ensemble. Voulez-vous souper avec moi?

— Madame! s'écria Du Rosel, je ne me suis pas présenté chez vous la moquerie à la bouche, et pourtant... Mais je n'ai rien de plus à vous dire.

Et il fit encore un pas; mais elle courut se placer devant la porte. — Ah! dit-elle, on ne me résiste point. Vous allez souper avec M. de Carcouët et moi; je le veux!

C'eût été un petit obstacle que cette volonté insolente; mais au nom de Carcouët Du Rosel, tout prêt à forcer le passage, s'arrêta. Ressentiment, fierté, fausse honte, tout s'effaça de son cœur en un moment. Il ne sentit plus qu'une curiosité insensée de le revoir, ce Carcouët maudit et détesté; il pensa que, pour la satisfaire, il pouvait bien jouer le rôle de parasite une dernière fois, et que son honneur entamé n'en souffrirait pas davantage. — Je vous obéis, dit-il à la Fiorella.

— Venez donc! dit-elle.

Elle ouvrit le chemin. Pour arriver à la salle à manger, il fallait traverser le vestibule à colonnes. La Fiorella prit familièrement le bras de Du Rosel. Le valet de pied vert et aurore était là qui les regardait tous les deux, la duègne avait disparu. Du Rosel tout à coup sentit que la cantatrice se penchait à son oreille. — Pour ces cinquante mille francs, n'en parlez pas devant M. de Carcouët, lui dit-elle; M. de Muzillac en serait fâché.

C'est dans la salle à manger d'été que le souper était servi. Elle formait la rotonde au bout d'une serre. Malheureusement le prince du Danube ne se connaissant pas en fleurs, le baron de France ne pouvant les souffrir, et le millionnaire artiste n'ayant pas eu le temps de songer à tout, la serre était vide. Il régnait d'ailleurs dans cette pièce la même splendeur de luminaire que dans le boudoir, — un goût de la Fiorella, une habitude de théâtre. — Deux couverts seulement, une partie d'amoureux où Du Rosel se trouvait engagé par surprise, comme la veille il avait été mêlé par force à des confidences d'amour; mais quelle différence entre ce qu'il avait entendu et ce qu'il allait entendre! Du ciel idéal, il se trouvait transporté, par la puissance de sa curiosité et de son désir, dans ce paradis moins que terrestre, du royaume des songes au pays trop réel du plaisir. M. de Carcouët était là, assis devant la table. Il se préparait à ce fin souper en lisant une gazette. Voilà l'entrain des mœurs galantes du jour!

— Mon cher Marc, dit la Fiorella en entrant avec Du Rosel, je n'ai pas besoin de vous présenter mon second convive. Vous vous êtes vus déjà tous les deux. Vous avez un lien ensemble. M. Du Rosel est l'ami de M. de Muzillac, dont vous êtes le cousin.

Pendant ce temps, on apportait un troisième couvert. Carcouët s'était levé négligemment. — Peut-être ne saviez-vous pas que Marc était le cousin de M. de Muzillac? continua la Fiorella en s'adressant à Du Rosel.

— Je le savais, dit celui-ci.

— Apparemment que M. de Muzillac a plus de confiance en vous qu'en moi, reprit-elle; il ne m'avait jamais dit avant l'autre jour qu'il eût un parent fait comme ce cher Marc. Je l'en aurais félicité.....

— Monsieur, dit Carcouët, qui se hâta d'interrompre la cantatrice, souffrez que je vous admire. Si cette chère Fiorella ne connaissait point de parens à M. de Muzillac, moi je ne lui avais jamais connu d'amis, et je veux mourir tout de suite si jamais il m'est arrivé de penser qu'il en pût avoir!

— Assurément, s'il en a, ce n'est pas vous! s'écria la Fiorella. Il vous déteste bien par-dessus tout le genre humain, ce n'est pas peu dire. Jugez-en par ce qu'il a fait hier en vous trouvant près de moi. Il arrive, il vous voit, il court encore. Et moi, je ne peux pas y penser sans rire, mon cher Marc. Je crois que, si vous entriez chez lui, il serait capable de vous céder la place et d'en sortir.

— Oh! fit Carcouët, je n'essaierai point.

— Quelques truffes? dit la Fiorella en remplissant l'assiette de Du Rosel. Vous aimez les truffes, cher monsieur, c'est le baron qui me l'a dit. En vérité, je ne réussirai jamais à vous faire comprendre l'aversion de cet homme-là pour ce pauvre Marc. Imaginez donc qu'il était ici hier; c'est de Marc que je vous parle. Ma foi, nous célébrions une petite fête ensemble. Est-ce que l'on prétend m'empêcher de me réjouir de ce qu'il arrive d'heureux à ceux que j'aime? M. de Carcouët avait justement changé ce même jour... le baron assure que c'est de croyance, de parti, de religion; je n'entends pas bien cela. Marc, comment faut-il dire?..

— Dites tout simplement que j'ai changé de journal, répliqua M. de Carcouët d'un ton sec et en rougissant; mais à quoi bon parler de moi, ma chère Fiorella? Vous parlez si bien de mon cousin!

— Taisez-vous! fit-elle; vous feriez croire à M. Du Rosel que je médis du baron. C'est mon grand ami, j'aurais tort. Il est vrai que c'est aussi un méchant homme; mais méchans, nous le sommes tous...

— Bon! dit Carcouët, il est si gai!

— Oui, reprit la Fiorella, d'une gaîté qui s'annonce de loin; c'est celle du serpent à sonnettes.

— Oh! s'écria Carcouët, ne l'accommodez pas si bien, M. Du Rosel pourrait être tenté de le lui redire. Il est toujours beau de remplir le devoir de l'amitié. Et puis le baron est parti, voilà qui est bien; mais peut-être n'a-t-il pas seulement passé la frontière?

— Au fait, dit la Fiorella, où donc est-il allé, monsieur Du Rosel?

— A Ems, répliqua le parasite d'une voix étouffée.

— Eh bien! reprit la cantatrice, écrivez-lui donc que nous sommes inconsolables de son absence.

Et prenant de nouveau la main de Carcouët et la tenant serrée dans les siennes : — Eh quoi! lui dit-elle, quels signes me faites-vous? Est-ce que nous pourrions nous passer de votre cousin, mon cher Marc? Est-ce que nous pourrions nous suffire tous les deux ensemble? Est-ce que nous serions heureux sans lui?

Carcouët, embarrassé, retira vivement sa main et se mit à verser à boire à Du Rosel. Ce n'était pas la première fois depuis le commencement du repas, et Du Rosel buvait avec une sourde fureur, car il commençait à comprendre pourquoi on l'avait attiré à ce souper : afin qu'il rendît témoignage!..

Ouvre les oreilles et les yeux, ô parasite endurci, esclave rompu à la chaîne; remplis ton office, regarde, écoute, et tu reporteras au maître ce que tu auras vu!... Mais ni la Fiorella ni Carcouët ne savaient pourquoi le parasite s'était laissé vaincre et persuader de s'asseoir à leur table, pourquoi il demeurait là sombre et muet, méditant contre eux le châtiment du lendemain. La Fiorella s'était promis que celui-là même qui avait été l'instrument de la vengeance de M. de Muzillac contre elle serait aussi l'instrument de sa vengeance contre le baron. En cela, elle ne se trompait point. Elle comptait bien que Du Rosel allait lui dire comme elle aimait ce Carcouët qu'il haïssait d'une passion si forte, et comme elle en était aimée. Oui, certes, Du Rosel le lui dirait; mais il ne le dirait point qu'à lui... Et, remué jusqu'au fond du cœur par la volupté profonde que lui causait cette pensée de justice, il buvait. Le sang battait sous ses tempes, des nuages passaient devant ses yeux, il buvait encore, et d'un trait. Carcouët se penchait vers lui, remplissait son verre, et il le vidait.

Il y avait dans le geste du jeune homme versant à boire au convive de sa maîtresse une souveraine insolence. Chaque fois il échangeait un coup d'œil avec la Fiorella; ils riaient tous les deux. Oh! il ne songeait point à Laura, le gazetier gentilhomme, heureux du caprice d'une courtisane! Peut-être n'avait-il pas songé une seule fois à elle depuis cinq ans! Il ne se connaissait pas cette gloire et ce bonheur d'être aimé, toujours aimé, malgré le temps écoulé, malgré sa trahison; mais ce bonheur, mais cette gloire étaient près de leur fin! Maintenant Du Rosel avait le pouvoir de tout détruire. O Laura, c'est par celui que vous aviez consolé, que vous aviez relevé, c'est par le pauvre parasite que vous alliez être guérie! — Et comme il se sentait la tête alourdie, Du Rosel, pour mieux méditer, posa son coude sur la table et laissa tomber son front dans sa main.

— Marc, dit la Fiorella presque à voix basse, j'y songe : ce Du Rosel, qui est l'ami de M. de Muzillac votre cousin, l'est peut-être aussi de la baronne votre cousine.

Carcouët ne répondit pas. Du Rosel entendit, il eut un frémissement par tout le corps; mais il ne quitta pas l'attitude qu'il avait prise. La Fiorella fit vivement reculer sa chaise, il ne leva point les yeux. Tout à coup on lui toucha le bras. C'était elle. La courtisane le couvrait d'un regard qui lui rappela celui qu'elle avait jeté sur les billets de banque lorsqu'elle avait aperçu sur le bord de la torchère cette proie magnifique qu'elle attendait... Tout l'enfer des passions violentes était dans ce regard brûlant et sombre. Qui donc a dit que les amours de ces créatures étaient des amours faciles? Elle s'assit tout près de Du Rosel, en face de Carcouët, qui levait les épaules; mais pourtant il avait pâli. Elle remplit à son tour le verre du parasite, et le lui présentant : — A la santé de ceux qui sont partis! s'écria-t-elle, car le baron n'est point parti seul, n'est-il pas vrai, monsieur Du Rosel? Le tyran emmène sa première victime. Ah! je ne voudrais pas être sa femme! A la santé de Mme de Muzillac!

Mais Du Rosel ne fit que tourner lentement la tête vers elle. Il se mit à la regarder d'un œil trouble, puis avança tout à coup la main pour repousser le verre qu'elle lui tendait. Le verre se renversa sur sa robe. — Au diable! dit-elle, il est ivre! — Et elle sortit. On l'entendit qui appelait sa femme de chambre pour essuyer sa robe. Les courtisanes d'autrefois trouvaient plaisant qu'on gâtât leur parure. Quant à Carcouët, il riait aux larmes.

— A la santé de Mme de Muzillac! dit Du Rosel d'une voix basse et tremblante. A la santé de celle qui vous aimait, que vous aimiez, mais qui n'avait pas de biens! Vous avez souffert qu'elle fût aimée par un autre!... Mais celle qui vous aime à présent pourrait entendre...

Et il retomba dans sa pesante rêverie.

Carcouët s'était levé, frémissant, les dents serrées, cherchant autour de lui de quoi châtier l'audacieux qui lui infligeait cette leçon terrible; mais sa colère ne fut que d'une seconde. Il fit comme la Fiorella : il s'approcha doucement de Du Rosel. Elle n'avait pu rien tirer de lui; il comptait être plus habile, car enfin elle en jugeait bien : Du Rosel avait un peu perdu la raison.

PAUL PERRET.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LA

PÉNINSULE ARABIQUE

DEPUIS CENT ANS

LE WAHABITISME. — LES ÉGYPTIENS ET LES TURCS EN ARABIE.

Au milieu de la quiétude un peu morne à laquelle le monde musulman semble condamné et résigné, la secte des wahabites est venue susciter, vers la fin du dernier siècle, la plus grande crise que la péninsule arabique ait ressentie depuis la prédication de Mahomet. Tout ce qui existe aujourd'hui sur ce sol a été renouvelé alors ou profondément ébranlé. A partir de la même époque, on a commencé à connaître plusieurs régions de l'Arabie sur lesquelles on était à peu près réduit aux indications fort incomplètes des géographes orientaux. Pour la première fois depuis bien longtemps, la péninsule a été traversée dans toute sa largeur par des savans et par des armées. On a découvert des villes et des montagnes dans une contrée qu'on s'était accoutumé à considérer comme plate, déserte, parcourue seulement par quelques nomades.

Les premiers temps de l'histoire du wahabitisme n'ont plus aujourd'hui rien d'obscur, grâce aux importans travaux de Burckhardt, de Corancey et de Rousseau. On sait qu'Abd-ul-Wahab, qui a donné son nom à cette secte, naquit en Arabie dans le Nedjd vers 1691. Après avoir visité l'Égypte et une partie de la Turquie, il revint dans sa patrie, où il se consacra à purifier la doctrine et à réformer

les mœurs des musulmans. L'occasion ne tarda pas à s'offrir à lui de manifester pour la première fois la mission qu'il s'attribuait. Les Arabes ont beaucoup de penchant à honorer les saints après leur mort; ils reconnaissent à leurs descendans des priviléges bizarres, et en bien des circonstances le saint de telle tribu lui fait oublier l'Être suprême. La ville d'Eyanah, dans le Nedjd, professait une sorte de culte pour la mémoire d'un certain Saad. Un jour de marché, un homme qui avait perdu un chameau traversait la foule en suppliant à grands cris Saad de lui rendre sa bête. « Malheureux! cria Abd-ul-Wahab d'une voix tonnante, pourquoi n'invoques-tu pas Dieu plutôt que Saad? » Le lendemain, la ville était en émoi, et un parti wahabite s'était formé. Du reste Abd-ul-Wahab ne formulait pas une nouvelle croyance; il avait seulement la prétention de ramener l'islamisme à sa pureté primitive. Il reconnaissait le Coran comme émanant de l'inspiration divine, mais il rejetait tout ce que les théologiens et les légistes y ont ajouté. Abd-ul-Wahab proclamait que les saints ne peuvent servir d'intermédiaires entre Dieu et l'homme; aucun culte, aucun hommage ne leur est dû, pas plus à Mahomet qu'aux autres; c'est faire acte d'idolâtrie que d'élever des monumens sur leurs tombes. Sous le rapport des mœurs, alors fort relâchées, surtout parmi les pèlerins de La Mecque, la plus grande pureté était prescrite à ses disciples. L'usage de la soie, du café et du tabac leur était sévèrement interdit. L'obligation de combattre les infidèles leur était rappelée et le ciel promis à celui qui succomberait dans la lutte.

Or le peuple qui habite la contrée de l'Arabie appelée Nedjd était particulièrement préparé à reconnaître et à pratiquer cette réforme. Isolé dans le monde musulman, il n'avait pas été mêlé au mouvement théologique et social qui avait altéré ou simplement développé le fond et la forme de l'islamisme primitif. Abd-ul-Wahab trouvait cette population, à peu de chose près, dans l'état où Mahomet l'avait laissée. Il eut le bonheur non moins grand de rencontrer un homme qui se fit l'apôtre extérieur de la réforme. Cet homme se nommait Mohammed-ibn-Saoud; il était le chef héréditaire d'une des premières tribus du pays. Abd-ul-Wahab et Mohammed obtinrent dans le Nedjd un succès complet et rapide; ils se partagèrent l'autorité. Le premier resta le pontife, le second devint le prince. Ils étaient convenus que la même répartition de pouvoirs serait observée entre leurs descendans. Aussi, lorsque Mohammed mourut en 1765, son fils Abd-ul-Aziz lui succéda. Abd-ul-Wahab vécut jusqu'en 1787, et il eut également pour successeur son fils Hussein. Encore aujourd'hui la famille des Ibn-Saoud, descendant de Mohammed, gouverne le Nedjd, tandis qu'une sorte de

magistrature religieuse appartient de droit à la postérité d'Abd-ul-Wahab.

L'émir Saoud, fils d'Abd-ul-Aziz, étendit au loin la puissance des wahabites. Il sommait trois fois ceux qu'il appelait les infidèles de se soumettre à la réforme. S'ils refusaient, il se croyait en droit de les attaquer et de tuer tous ceux qu'il trouvait les armes à la main. Il faisait du reste régner la sécurité dans ses états et protégeait le commerce. Médine fut prise et le tombeau du prophète pillé, comme tous les temples élevés en l'honneur des saints qui tombaient entre les mains des wahabites. Le Hedjaz fut conquis, l'Yémen entamé et l'Oman soumis pendant quelque temps à un tribut. Les excursions de Saoud firent trembler Bagdad. Enfin le nom du sultan de Constantinople cessa d'être prononcé dans la prière du vendredi, et le pèlerinage de La Mecque n'eut plus lieu; ce fait inoui eut un retentissement immense dans tout le monde musulman. Ainsi fut provoquée l'intervention égyptienne de 1811 en Arabie et naquit pour cette partie du monde oriental une situation toute nouvelle. Quelles ont été dans les divers états dont se compose l'Arabie, quelles sont encore aujourd'hui les conséquences de l'explosion du wahabitisme, de l'intervention égyptienne et de l'occupation turque après le départ des troupes de Méhémet-Ali? C'est ce qu'il y a intérêt à rechercher en présentant successivement le tableau de la situation religieuse, politique et sociale, d'abord dans le Nedjd et son annexe le Djebel-Shammar, — dans le Hedjaz, — enfin dans l'Yémen. Des voyages récens d'un grand intérêt, des correspondances inédites nous aideront à jeter une nouvelle lumière sur ces pays, et nous permettront de pénétrer plus avant dans la vie propre à la grande péninsule arabique.

I. — LE NEDJD ET LE DJEBEL-SHAMMAR.

Conquête du Nedjd par les Égyptiens. — Les rapports de ce pays avec la Porte. — Sentimens religieux des Nedjdli. — La dynastie des Ibn-Raschid dans le Djebel-Shammar. — Caractère des habitans. — Colonisation. — Extensions du Djebel-Shammar. — État religieux et social.

Le célèbre Méhémet-Ali avait été nommé pacha d'Égypte avec la mission de reconquérir les *villes saintes* de la Mecque et de Médine, occupées par les wahabites. En 1811, son fils Toussoun débarquait à Jambo à la tête d'une expédition. Le début de la campagne ne fut pas heureux; mais l'année suivante, après avoir reçu des renforts, Toussoun s'empara de Médine. Vers la fin de 1812, les Égyptiens occupèrent La Mecque et refoulèrent les wahabites dans leur pays. En 1816, Ibrahim-Pacha, le futur vainqueur de Koniah et de Nézib,

fut chargé de soumettre complétement le Nedjd. Il s'était établi, le 6 avril 1817, devant Derryeh, capitale du pays, où l'émir Abd-Allah, fils et successeur de Saoud, se défendait courageusement. Enfin le 9 septembre le prince du Nedjd, cédant aux clameurs de la population, demanda une entrevue à Ibrahim. Le héros wahabite arriva bientôt avec une nombreuse escorte devant la tente du héros égyptien, qui le reçut avec courtoisie, mais en lui annonçant qu'il ne pouvait le laisser à Derryeh. Conduit à Constantinople, Abd-Allah, le plus brave des chefs arabes, fut amené devant le sultan, qui l'accabla d'injures. Après avoir été chargé de chaînes, il fut promené pendant trois jours dans les rues et exposé aux insultes de la populace. Le malheureux émir du Nedjd, dont le courage ne se démentit pas, eut la tête tranchée sur la place de Sainte-Sophie le 17 décembre 1818. Pendant son supplice et celui de son secrétaire, un iman wahabite, qui allait lui-même être exécuté, ne cessa de chanter et de prier. Le corps d'Abd-Allah fut livré à la populace, et les têtes des trois suppliciés restèrent exposées à la porte du vieux sérail. D'autres membres de la famille des Ibn-Saoud furent gardés en Égypte et élevés par les soins de Méhémet-Ali.

Ibrahim-Pacha, sur l'ordre qu'il avait reçu de son père, détruisit complétement la ville de Derryeh et en dispersa les habitans. La puissance expansive du wahabitisme était détruite pour longtemps; le pays était abattu et épuisé. En même temps que le fils de Méhémet-Ali obtenait cette soumission, les Anglais agissaient de leur côté contre la partie des possessions wahabites du Nedjd qui s'étend le long du Golfe-Persique, sous le nom assez vague d'El-Haça, jusqu'à l'état d'Oman. Ils avaient plusieurs fois réprimé par la force des pirates wahabites qui s'étaient attaqués même à leur pavillon de guerre. En 1819, ils débarquèrent trois mille hommes à El-Katif et offrirent leur concours à Méhémet-Ali pour l'aider à réduire le Nedjd. C'est à cette occasion que le capitaine Sadler traversa l'Arabie dans toute sa largeur depuis El-Katif, sur le Golfe-Persique, jusqu'à Jambo, sur la Mer-Rouge. Méhémet-Ali refusa cette offre, et ses forces seules achevèrent la soumission du Nedjd.

Lorsque les troupes de Méhémet-Ali se retirèrent de ce pays à la suite des événemens de 1840, le pouvoir resta entre les mains d'un membre de la famille des Ibn-Saoud. En 1847, l'émir du Nedjd promit à la Porte un tribut de 10,000 thalaris (1). Trois ans après, c'est-à-dire en 1850, il refusait déjà de le payer. En 1854, il n'en avait acquitté que le tiers, et en 1855 il offrit de solder l'arriéré et l'année courante en fournissant un certain nombre de chameaux et

(1) Le thalari vaut environ 5 francs.

de chevaux. Je ne serais pas éloigné de croire que le tribut ait été alors et depuis offert sous cette forme; c'est du moins ce qui résulterait des indications que l'on trouve recueillies dans un voyage exécuté en 1864 par M. Guarmani au nord du Nedjd (1). On doit, dit ce voyageur, considérer l'émir comme un prince souverain, bien qu'il envoie chaque année pour le sultan quelques jumens que le grand-chérif de La Mecque expédie plus loin. M. Guarmani ajoute que le chef du Nedjd a le droit régalien de vie et de mort sur ses sujets, et qu'il ne connaît pas d'autre loi que la loi bédouine. Le nom du sultan des Turcs n'est pas prononcé dans la prière publique.

Les Nedjdli, nous l'avons déjà indiqué, sont restés ce qu'ils étaient au VIIe siècle de notre ère. Ayant peu de rapports avec les étrangers, ils n'ont ni avancé ni reculé. M. Gilford Palgrave, qui a résidé dans le Nedjd en 1863 (2), s'imaginait quelquefois qu'il vivait au temps de Mahomet et de ses compagnons. Le wahabitisme y est strictement observé. Ainsi il est défendu sévèrement de fumer et de porter des habits de soie. Tout ce qu'on peut concevoir de plus horrible et de plus honteux n'est rien en comparaison de l'usage du tabac. M. Palgrave demanda un jour à un homme du pays quels sont les plus grands péchés. « Le plus grand péché, répondit le wahabite, est le polythéisme ou l'adoration de quelque autre chose que Dieu. » Il ajouta sans la moindre hésitation que l'usage du tabac est le péché le plus irrémissible après le polythéisme. « Mais l'assassinat, le vol, le faux témoignage? — Oh! répondit l'Arabe, Dieu est miséricordieux, ce sont là de petits péchés. Les seuls péchés mortels sont le polythéisme et l'usage du tabac. » Dans l'El-Aflaj, une des provinces du Nedjd, c'est un acte méritoire de tuer les fumeurs, ou, comme on dit par euphonie, « ceux qui boivent la chose honteuse. »

Vers 1856, le choléra éclata dans le Nedjd. Ce qu'on vit alors se passer donnera une idée des sentimens de la population et du despotisme religieux exercé par le gouvernement. Nous empruntons ce récit caractéristique à M. Palgrave. L'émir était dans la plus grande anxiété; mais, considérant que l'épidémie provenait de ce que le pur et primitif islamisme n'était plus observé, il crut comprendre ce qu'il fallait faire pour arrêter les progrès du choléra. Il appela les hommes les plus graves, les plus religieux de la ville, et leur dit :

(1) Voyez le *Zeitschrift für allgemeine Erdkunde* (Berlin 1865), où M. G. Rosen résume ce voyage.

(2) La relation de M. Palgrave a été publiée d'abord dans les *Proceedings* et dans le *Journal* de la Société géographique de Londres pour l'année 1864. Elle vient de paraître plus complète en deux volumes intitulés : *Narrative of a year's Journey through central eastern Arabia.*

« Je décharge ma conscience sur la vôtre; je ne puis pas surveiller moi-même la pratique religieuse et l'état moral de chaque individu dans mon royaume; je vous confie le soin de le faire. » On forma aussitôt un conseil composé des trente-deux personnes les plus fanatiques que l'on put rencontrer dans la ville, et parmi lesquelles il se trouva plusieurs membres de la famille du réformateur Abd-ul-Wahab. Elles eurent un pouvoir complet et absolu pour rechercher et punir, dans tout le pays, les offenses qui pouvaient être commises contre la morale ou la religion. Comme symbole de leur autorité, elles étaient armées d'une longue baguette qu'elles laissaient rarement oisive et assistées par une quantité de satellites portant de respectables gourdins. Leur droit d'investigation et de punition s'exerçait sur la vie publique et privée de tous les habitans, sans en excepter la famille régnante. Un frère de l'émir, alors âgé de cinquante ans, convaincu d'avoir fumé, fut publiquement enlevé et bâtonné par les censeurs devant la porte de son propre palais. Le ministre des finances, qui avait commis quelque infraction du même genre, fut si rudement battu qu'il mourut le lendemain. Beaucoup d'autres coupables furent aussi mis à mort. Des peines sévères frappèrent ceux qui ne se rendaient pas aux cinq offices quotidiens. Après la prière du soir et jusqu'à celle du lendemain matin, il fut défendu de parler, même dans les maisons particulières, un bon musulman devant dire sa dernière parole à Dieu avant de s'endormir. On interdit aux enfans de jouer dans les rues. Le wahabitisme est, on le voit, resté en vigueur dans le Nedjd proprement dit à l'état de croyance pratique, ou, si l'on veut, simplement de rite; mais c'est principalement dans le Djebel-Shammar que nous allons le trouver à l'état de secte propagandiste, comme au temps d'Abd-ul-Wahab et de Saoud.

Le Djebel-Shammar est l'une des provinces du Nedjd, l'un des sept Nedjd, comme disent les Arabes, et la plus septentrionale. Ce *djebel* (montagne ou pays montagneux) forme un promontoire avancé vers la Mer de Sable ou Nefoud, qui, avec le désert de Syrie, le sépare des provinces turques. Le Djebel-Shammar est administré ou plutôt gouverné pour le compte de l'émir du Nedjd par un cheik qui porte le nom patronymique d'Ibn-Raschid. Celui qui a fondé, il y a trente ans environ, la puissance de cette famille s'appelait Abd-Allah (1). Son prédécesseur et cousin, nommé Salih-ibn-Aly, craignant son influence sur le peuple, l'avait exilé. Abd-Allah se rendit à Ryad, capitale actuelle du Nedjd, où régnait alors un

(1) Son histoire a été racontée par M. Palgrave et par M. Wallin, professeur de l'université d'Helsingfors. Voyez les relations de M. Wallin dans les volumes 20 et 24 du *Journal* de la Société géographique de Londres.

émir nommé Terchy ou Turchy. Ce prince ayant été assassiné, Abd-Allah aida Fayssal, son fils, à monter sur le trône : ce fut même lui qui, du haut de la mosquée, le proclama devant le peuple assemblé. Fayssal, par reconnaissance, déposa Salih et déclara Abd-Allah cheik des Shammar; mais il n'avait à ce moment aucun moyen de l'aider à déposséder son cousin. Abd-Allah retourna donc seul dans son pays, mais plein de confiance dans son habileté et dans le crédit qu'il exerçait sur ses compatriotes. Pendant le jour, il se tenait caché dans les montagnes; la nuit, il descendait aux villes voisines d'Hail et de Kafar, dans les maisons de ses amis et adhérens, qui excitaient le peuple en sa faveur. Dès qu'il eut suffisamment organisé son parti, il tint tête ouvertement à son cousin et réussit à le vaincre. Salih, se voyant abandonné par sa tribu, prit la fuite avec ses trois frères et se dirigea vers Médine, dans l'espoir d'être secouru par le gouverneur turc. Les fugitifs furent atteints par le frère d'Abd-Allah, nommé Ubeid, qui en tua deux. Le troisième, nommé Isa, parvint à s'échapper et arriva dans la *ville sainte,* où le pacha le reçut avec bonté et lui promit le concours des troupes ottomanes; mais Abd-Allah envoya à Médine son frère Ubeid, qui fit au pacha une offre plus considérable que celle de son rival. D'après le récit du voyageur finlandais M. Wallin, qui visita le Djebel-Shammar en 1845 et en 1848, cette offre consistait en deux mille chameaux, une somme d'argent et d'autres présens. Ubeid l'emporta donc, et son frère fut reconnu comme cheik des Shammar; mais le pacha garda Isa auprès de lui pour forcer Abd-Allah à tenir ses promesses.

C'est aux grandes qualités personnelles d'Abd-Allah-ibn-Raschid et au courage indompté de son frère Ubeid que les Shammar, qui étaient comparativement une petite tribu, doivent la prépondérance qu'ils ont acquise sur les villages et les nomades des environs. Abd-Allah était intrépide et ferme, d'une justice stricte inclinant à la rigueur, d'une fidélité inflexible à sa parole, à laquelle on n'a pas su qu'il ait jamais manqué. Son hospitalité n'a été surpassée par personne, et sa charité envers les pauvres était telle que jamais un seul ne frappa à sa porte sans être assisté. Il avait au plus haut degré toutes les qualités qu'un Bédouin peut avoir, et c'est à ce caractère plus encore qu'à ses richesses et à sa puissance qu'il était redevable de son grand prestige sur les Arabes.

Abd-Allah mourut en 1847, après un règne d'environ dix ans. Son fils Talal lui succéda. Talal, dit M. Palgrave, est un des chefs les plus puissans et les plus riches de l'Arabie centrale. Il a huit cents esclaves noirs et six cents jumens de race. Cette richesse des Ibn-Raschid provient des taxes levées sur les villages et tribus sou-

mis, du butin qu'ils font dans leurs expéditions, des biens confisqués sur la famille et les partisans de leurs cousins Salih, et du prix qu'ils prélèvent pour l'escorte de six cents cavaliers fournis annuellement aux pèlerins allant de Perse et de Mésopotamie à La Mecque. Vassaux des émirs du Nedjd, les cheiks des Shammar donnent au prince résidant à Ryad une partie de ce revenu et quelquefois une part du butin prélevé dans les expéditions militaires. C'est à peu près, avec un envoi de volontaires quand le Nedjd est en guerre, le seul lien qui rattache le Djebel-Shammar au suzerain, quoique les Ibn-Raschid ne nient pas leur dépendance et paraissent vivre en bon accord avec les Ibn-Saoud. Ainsi l'une des quatre femmes de Talal est la sœur de l'émir régnant au Nedjd. Bien qu'en fait le Djebel-Shammar ne relève nullement de la Porte, le nom du sultan des Turcs y est prononcé dans la prière publique.

Nous connaissons la famille régnant à Hail sous la suzeraineté des émirs du Nedjd. Voyons maintenant quel est ce peuple des Shammar, qui, sous la conduite des Ibn-Raschid, a fait de si grandes conquêtes. Les Shammar, dit M. Wallin, sont un peuple très entreprenant. Ils ont une grande propension au commerce et aux expéditions guerrières. Contrairement aux autres citadins, les habitans des villes dans le Shammar sont regardés comme supérieurs à leurs frères bédouins sous le rapport du courage et des arts. Il est certain que c'est à eux, et non aux nomades, que les Ibn-Raschid doivent l'établissement de leur autorité sur les tribus voisines. Dans les entreprises pacifiques, le peuple des villes est également supérieur aux nomades. Nous avons parlé de l'escorte fournie par les Shammar aux pèlerins persans et mésopotamiens qu'ils conduisent tous les ans à La Mecque et ramènent au tombeau de leur iman. Le chef de cette escorte est un membre de la famille régnante, et la plupart des Arabes qui accompagnent la caravane sont des citadins, tandis que le nombre des Bédouins est très restreint. Les citadins sont d'ailleurs en rapports continuels avec les nomades pour l'achat et l'échange des chameaux nécessaires à l'agriculture. Un intérêt mutuel fait qu'il existe d'excellentes relations entre les deux classes de la population, ce qui n'a pas peu contribué à augmenter le pouvoir de cette tribu, l'une des plus jeunes et des plus vigoureuses de l'Arabie.

Dans un passage très nouveau et très instructif de sa relation, le voyageur finlandais raconte comment, en cette partie de la péninsule, les habitans passent de la vie nomade à la vie sédentaire et forment des villages. Il a assisté à cette transformation, où l'on voit en action les divers élémens de la société arabe. « Quelques familles bédouines possèdent des plantations de palmiers auprès

d'une source. Vers la fin de l'été, quand les dattes sont mûres, les Arabes arrivent pour les cueillir. Par occasion, ils plantent quelques nouveaux arbres, ou bien ils se contentent d'arroser et de soigner les jeunes rejetons qui ont poussé naturellement. Deux ou trois fois ils reviennent au même endroit pendant le reste de l'année pour soigner les arbres, et, s'il y a eu beaucoup de pluie, pour y amener les ruisseaux de la montagne afin d'augmenter la quantité de l'eau, devenue trop peu abondante, vu l'extension des plantations. Par degrés, ils s'aventurent à semer un peu d'avoine ou de blé, se confiant dans le ciel pour l'arrosage. S'ils réussissent une année, ils étendent leurs champs dès l'année suivante. Deux ou trois personnes âgées restent sur le terrain en culture pour veiller à l'irrigation naturelle, pour prendre soin des champs et des arbres. Avec des baguettes et des feuillages de palmier, elles se bâtissent elles-mêmes une petite hutte, et l'année suivante d'autres les imitent, si bien qu'en peu d'années, en dix peut-être, il s'élève une vingtaine de huttes en palmier. Alors survient une saison sans pluie; pas de récolte, famine. La population nouvellement établie sait déjà qu'elle ne doit pas se fier au ciel seul, et que, pour sa subsistance, l'homme doit compter sur ses propres ressources et sur son travail. Les colons commencent donc à creuser des puits; mais les huttes de feuillages ne les protégent pas contre la pluie et contre le froid de l'hiver : ils y substituent des huttes enduites de terre. Ils imaginent de nouveaux moyens de subsistance et de gain : ils recueillent du bois dans les montagnes, du foin et des herbes utiles dont ils trafiquent au marché de quelque localité plus importante dans le voisinage. En même temps les frères bédouins errent dans le désert avec leurs troupeaux, et, comme auparavant, ils retournent au nouvel établissement au moment de la récolte. La condition heureuse, la vie comparativement tranquille de leurs parens fixés, décident chaque année un ou deux des nomades à abandonner la tribu quand elle repart pour le désert, et à s'établir aussi. De nouvelles huttes sont bâties, de nouveaux puits sont creusés, les plantations s'étendent à mesure que la population augmente : ainsi s'élève par degrés un village dans une vallée qui d'abord n'était que temporairement et à de longs intervalles visitée par les Bédouins errans. Des besoins nouveaux et variés se manifestent. Comme le Bédouin en général a une aversion naturelle pour tout travail manuel, et, quoique établi dans des demeures fixes, garde toujours son caractère, des artisans viennent des villes voisines en quête du travail qui leur a fait défaut dans leur pays. Ils trouvent généralement à s'employer dans les nouveaux villages et s'y établissent. C'est dans les mêmes vues de gain que les marchands et les colpor-

teurs visitent ces localités. Ils y reviennent chaque année une fois, deux fois, échangent leurs marchandises contre des dattes, de la laine, du beurre et d'autres produits du désert. Ils se familiarisent par degrés avec les usages et les manières des Bédouins, choisissent une femme parmi les fraîches filles du désert, et finissent par s'établir définitivement dans le village nouvellement construit. »

Abd-Allah et son fils Talal-ibn-Raschid ont fait de grandes conquêtes depuis la retraite des Égyptiens. Au nord, ils se sont annexé l'oasis d'El-Djôf (sur quelques cartes, El-Gawf) et les villages environnans. Dans le désert de Syrie, ils ont soumis les Anezi-Bischr, qui, d'après le croquis joint au récit de M. Guarmani, ne sont distans de la Mer-Morte que de trente à quarante heures de chameau. Telles sont les possessions du Djebel-Shammar dans le nord; elles ont pris également beaucoup d'extension à l'ouest par la soumission de Teimé et de beaucoup d'autres villages, de sorte qu'aujourd'hui elles enveloppent complétement le Hedjaz au nord. La soumission de la tribu des Bely a presque amené le territoire des Ibn-Raschid jusqu'à la Mer-Rouge, entre Moïlah et Jambo. M. Wallin raconte que les Bely, quoique peu nombreux, étaient une tribu riche, possédant beaucoup de chevaux et de bétail jusqu'en 1847, époque à laquelle ces Arabes furent surpris et pillés par une autre tribu. Ils avaient assez bien réussi à se dédommager de ce désastre sur leurs voisins; mais ils craignaient les envahissemens du cheik du Djebel-Shammar, Abd-Allah-ibn-Raschid. C'est alors qu'ils s'agrégèrent à l'espèce de confédération dont il était chef en payant volontairement le tribut appelé *zikâ*, qui est une espèce de contribution pie, recommandée par le Coran. Les conditions auxquelles a été faite cette demi-soumission caractérisent nettement l'état politique de cette partie de l'Arabie. La participation des Bely à la confédération ne leur donne droit à aucune protection de la part du cheik contre les tribus ennemies, et ne leur impose aucune contrainte dans leurs transactions avec les autres Bédouins, soit de la confédération, soit étrangers. Les Bely, de leur côté, continuent à lever un tribut sur le village de Teimé, bien que cette localité, comme nous l'avons indiqué, relève aussi du cheik du Djebel-Shammar. Les Bely perçoivent également une contribution sur la ville d'Elâ, qui, bien qu'appartenant à leur tribu, est sous la protection du pacha turc de Médine, à qui elle paie le *zikâ*. Remarquons cette variété de conditions, cet enchaînement de redevances, cet enchevêtrement qui fait que tel chef est à la fois vassal et seigneur, cette limitation dans les droits du supérieur comme dans les obligations de l'inférieur, le tout reposant sur la tradition ou les contrats, et nullement sur une idée préconçue ou une théorie quel-

conque. Un tel système a pour base le double principe de la liberté et du droit. Il est impossible de ne pas être frappé aussi de la ressemblance qu'il y a, toute proportion gardée, entre l'organisation actuelle de cette partie de l'Arabie et celle de l'Europe occidentale pendant le moyen âge, en tenant compte des différences de races, et en remarquant que dans l'Europe le sentiment de la solidarité et de l'assistance réciproque était bien plus prononcé.

Le cheik des Shammar administre par des parens ou par des délégués les territoires ainsi annexés. Il est quelquefois en guerre avec ses vassaux. M. Guarmani raconte quelques-unes de ces petites luttes intérieures, qui tournent toujours à l'avantage des Ibn-Raschid. Les villages récemment ou anciennement annexés leur paient la dîme des produits du sol; mais les Bédouins donnent seulement trois mesures de beurre par tente et dix piastres pour un troupeau de vingt brebis ou chèvres. De près ou de loin, les nomades et leurs chefs viennent faire juger leurs litiges par le cheik des Shammar ou par son cadi. Pendant son premier séjour à Hail, M. Wallin a vu environ deux cents personnes qui y attendaient l'issue de leurs procès et qui étaient entretenues aux frais du libéral Abd-Allah. La maison militaire du cheik était alors composée d'environ deux cents noirs aguerris et prêts à obéir aveuglément aux ordres de leur maître. Par le moyen de ce corps de serviteurs, ainsi que par son influence personnelle, Abd-Allah pouvait faire exécuter ses volontés ou ses sentences et punir les réfractaires. Le professeur finlandais a vu un certain nombre de chefs nomades emprisonnés dans le palais pour avoir refusé de payer l'impôt, et un habitant de Hail, soupçonné d'avoir conspiré contre les Ibn-Raschid, qui avait eu les deux mains coupées. Le cheik punit souvent lui-même à coups de bâton ceux de ses sujets qui se sont rendus coupables de fautes moindres. Il y a donc une grande différence entre l'autorité exercée par le cheik des Shammar et celle des autres chefs de tribus: ces derniers n'ont de pouvoir sur le moindre membre de leur tribu que par l'ascendant que leurs qualités personnelles leur ont acquis. Il faut remarquer néanmoins que dans le Djebel-Shammar, l'autorité est moins absolue et moins centralisée que dans le Nedjd proprement dit. Du reste, la plus grande sécurité règne dans la contrée.

Ce pays des Shammar, naguère encore inconnu, est aujourd'hui, grâce aux voyages de Wallin, de Guarmani et de Palgrave, une des contrées les moins ignorées du Nedjd. Leurs relations contiennent des informations précieuses sur l'état religieux de cette partie de l'Arabie, où le wahabitisme s'offre, nous l'avons dit, à l'état de secte propagandiste. Les habitans de Hail, la principale ville du Sham-

mar, commencent à se relâcher cependant de la rigueur du wahabitisme. Avec un certain sourire de dérision, ils disent que les autres sujets de l'émir du Nedjd se soumettent à une foule de prescriptions qui ont été reconnues inutiles, ou du moins considérablement modifiées par les Shammar, à qui leurs voyages continuels dans l'Irak (1), dans le Hedjaz et en Égypte, leurs relations avec les étrangers qui visitent leur pays pour se rendre à La Mecque, donnent une plus grande liberté d'opinions. Ainsi par exemple le tabac est toléré, et l'usage en devient plus général. Il y a deux points toutefois de la doctrine wahabite auxquels les Shammar sont inaltérablement attachés. Le premier, c'est le rejet de tous les saints, même de Mahomet, comme médiateurs entre Dieu et l'homme. En effet, dans leurs conquêtes, les Shammar s'appliquent toujours à imposer cette croyance aux vaincus. Le second point essentiel à leurs yeux est la nécessité de dire la prière quotidienne en public dans une mosquée, et non pas à la maison, comme le pratiquent les autres musulmans. Aussi chaque quartier dans les villages est-il généralement pourvu d'une petite mosquée où le peuple s'assemble cinq fois par jour pour faire les dévotions en commun aux heures prescrites. A Hail, il y a en outre, dans le palais même du cheik, une grande mosquée où toute la populaion se réunit le vendredi pour réciter la prière et écouter un sermon. Le cheik tient à ce que tout le monde vienne à ce service du vendredi; le prédécesseur du cheik actuel, le fameux Abd-Allah, a plusieurs fois infligé des punitions sévères à ceux qui n'y assistaient pas. Dans la grande mosquée d'Hail, la prière est récitée par un prêtre que le cheik nomme et paie. Ce personnage a reçu ordinairement, soit au Caire, soit à Médine, soit à Ryad, une certaine instruction, qui consiste principalement à savoir réciter par cœur une partie du Coran et à connaître les minutieuses cérémonies du rituel. Il doit aussi être versé dans la controverse entre les wahabites et les autres sectes : il est avec le cadi le seul représentant de la science; mais ni l'un ni l'autre ne savent rien en dehors de leur spécialité, et M. Wallin n'en a pu tirer aucun parti pour ses études historiques et grammaticales.

Le fait suivant, raconté par le même voyageur, donnera une idée exacte de l'état politique et social de cette partie de l'Arabie. Le 30 août 1845, il partait d'El-Djôf en compagnie d'une famille bédouine appartenant à une petite tribu du voisinage nommée les Hawazi. « Ces Bédouins, dit-il, sont pauvres et méprisés, exposés aux attaques et

(1) Il y a deux Irak : l'Irak adjemi ou la Perse, et l'Irak arabe, qui est le pays arrosé par le cours inférieur de l'Euphrate et du Tigre.

aux pillages de leurs puissans voisins de la tribu des Shammar, qui, les harassant par de grandes et petites expéditions, ont volé et emporté chez eux la plus grande partie du bétail et des chameaux de leurs faibles ennemis. C'était en vue d'obtenir la sécurité pour lui-même et pour les faibles restes de ses biens que mon compagnon de voyage s'était décidé à déserter sa patrie et sa propre tribu. Avec sa famille et le peu de chameaux qui lui restaient, il allait immigrer dans le pays ennemi, où il était assuré de trouver la sécurité en se plaçant sous l'allégeance du cheik des Shammar et en lui payant la taxe *zikâ*. Comme il appartenait à une tribu en hostilité avec la population dont il allait traverser le territoire, il avait eu besoin d'un protecteur pour le cas où il serait tombé dans un parti ennemi. Ce protecteur était une femme native du village shammar de Gubbé, mais mariée et établie à El-Djôf. Elle nous suivait avec son mari. L'événement prouva que nous avions en elle une sauvegarde, puisque sa présence empêcha que nous fussions dépouillés par un parti de pillards de sa ville natale que nous rencontrâmes dans notre chemin. » Au milieu d'une existence remplie d'actes violens, il y a quelque chose de touchant dans ce respect chevaleresque de la femme, qui non-seulement n'est pas insultée elle-même, mais qui assure la sécurité de ceux qu'elle couvre de son prestige.

II. — LE HEDJAZ.

Le grand-chérifat de La Mecque. — Ses rapports avec les Égyptiens, puis avec les Turcs. — Ibn-Aoun. — L'administration ottomane et les tribus arabes.

Le Hedjaz est borné au nord par le Djebel-Shammar, à l'est par le Nedjd, à l'ouest par la Mer-Rouge, et au sud par le pays indépendant d'Acyr, qui le sépare de l'Yémen proprement dit ou Arabie heureuse. Le Hedjaz a une importance capitale pour les musulmans, car il contient les *villes saintes* de La Mecque et de Médine, dont le territoire est appelé *El-Haram*. Les autres villes importantes sont Djeddah, le port de La Mecque, Jambo, le port de Médine, et la place de Taïf, située à l'est de La Mecque sur une haute montagne où, suivant le dire d'Edricy, il gèle même pendant l'été. Cette ville, célèbre par ses jardins, a joué un rôle très important dans toutes les guerres de l'El-Haram; elle est la clé de La Mecque.

Le premier personnage du Hedjaz est le grand-chérif de La Mecque. On appelle *chérif* les personnes qui descendent ou croient descendre de Fatmé, fille de Mahomet. Les chérifs sont innombrables : répandus dans tout le monde musulman, ils sont générale-

ment confondus avec le reste de la population; mais il n'en est pas de même dans le Hedjaz, où l'un d'eux a le privilége d'exercer les fonctions de grand-chérif, qui se transmettent d'ordinaire de père en fils. Depuis la conquête de l'Égypte par Sélim en 1517, la prière est dite pour le sultan des Turcs le vendredi dans les mosquées, et un cadi est envoyé de Constantinople à La Mecque, car le pouvoir du grand-chérif est purement temporel. Le sultan confirme dans le grand-chérifat celui que sa naissance et, dans une certaine mesure, l'assentiment des autres chérifs ont amené à cette haute position; il lui envoie chaque année une pelisse d'investiture. La Porte entretient aussi un pacha et un cadi à Djeddah; mais le vrai maître du Hedjaz était jusqu'au commencement de ce siècle le grand-chérif, qui percevait les impôts et en transmettait seulement une partie à Constantinople. Ordinairement le pacha ne pouvait venir à son poste qu'escorté par la caravane. La Porte profitait quelquefois de la présence des pèlerins pour changer le grand-chérif; mais la pression turque cessait dès que la caravane était partie.

Au moment où les wahabites se répandirent en dehors du Nedjd, la dignité de grand-chérif était occupée depuis 1786 par Ghaleb, fils de Messad. Les Égyptiens arrivèrent bientôt après dans le Hedjaz et furent bien accueillis par Ghaleb, qui contribua même à l'expulsion des wahabites. La bonne harmonie paraissait régner entre les nouveaux conquérans et l'ancienne autorité locale. Cependant Méhémet-Ali, grand niveleur et grand centralisateur, tenait à abaisser le pouvoir héréditaire des grands-chérifs. A l'aide d'une trahison, il se saisit de Ghaleb, qui, par ses qualités personnelles, par ses richesses et par le principe qu'il représentait, exerçait un grand prestige sur les Arabes. Envoyé en exil, le chérif mourut à Salonique en 1816. On l'avait remplacé par un de ses parens, nommé Yayah, qui ne fut plus, comme ses successeurs, qu'un fonctionnaire salarié. Cependant il ne finit pas non plus ses jours sur le siége chérifal. En 1831, il avait assassiné, dans le temple même de la Kaaba, à coups de poignard son neveu, qui lui était devenu suspect à cause de son intimité avec le gouverneur égyptien. Méhémet-Ali s'empressa d'investir du grand-chérifat un autre descendant du prophète, nommé Ibn-Aoun, issu d'une famille à qui le siége chérifal, à ce qu'il paraît, n'a jamais appartenu. Assiégé dans Taïf, l'ancien grand-chérif Yayah voulut s'échapper, et tomba dans un gros de cavalerie égyptienne qui le fit prisonnier. Conduit au Caire, il y mourut en 1838. Ibn-Aoun fut installé comme grand-chérif.

Ibn-Aoun ne jouit pas paisiblement de son usurpation. En 1836, il fut soupçonné d'avoir contribué à une défaite que les troupes égyptiennes essuyèrent dans le pays d'Acyr. Il venait d'épouser

11.534

une fille du prince de ce pays. Quelque temps après, il était de retour à La Mecque, où arriva bientôt Kourchid-Pacha, investi par Méhémet-Ali d'un commandement supérieur. Il se passa alors entre ces deux personnages une scène qui caractérise vivement les mœurs de cette partie de l'Orient. Comme le grand-chérif, allant rendre une première visite à Kourchid-Pacha, entrait, conformément à un privilége de sa dignité, appuyé sur deux serviteurs: « Votre seigneurie est-elle donc malade? lui demanda Kourchid avec une grave malignité; il me semble qu'elle ne marche qu'avec peine. — Je désire, répondit sèchement Ibn-Aoun, que vous vous portiez aussi bien que moi. Votre excellence ignore-t-elle que c'est un honneur attaché à mon rang, tout indigne que j'en puisse être? — J'avoue, dit Kourchid, que je l'avais oublié en voyant tous les jours notre seigneur Méhémet-Ali, malgré son grand âge, marcher seul; mais je suis heureux d'être rassuré sur votre santé.» Cependant le grand-chérif, voyant qu'on ne lui présentait pas la pipe due à son rang, s'en fit apporter une par un de ses esclaves. « Pardonnez-moi, seigneur, dit Kourchid; mais depuis que mon maître Méhémet-Ali m'a chargé de grandes affaires, j'ai perdu l'habitude de fumer, et j'oublie d'offrir la pipe. Vous prenez sans doute du café. Excusez-moi de nouveau, j'ai aussi cessé d'en prendre. — Seriez-vous donc de la secte des wahabites? » répliqua Ibn-Aoun. Kourchid-Pacha lui répondit : « Mon maître Ibrahim-Pacha, que Dieu glorifie, le vainqueur des wahabites, ne peut être soupçonné d'hérésie, et pourtant il a cassé ses pipes et ne prend plus de café. — Oui, dit le grand-chérif; mais on assure qu'il boit du vin. »

C'était une déclaration de guerre courtoise, mais implacable. Bientôt Méhémet-Ali appela le grand-chérif au Caire sous le prétexte de se concerter avec lui sur les affaires de l'Arabie. Ibn-Aoun n'ignorait pas que c'était le signal de sa disgrâce; mais l'occupation militaire ne lui laissait pas les moyens d'y échapper. Il conserva une inaltérable sérénité; entouré de toutes les pompes de son rang, il traversa tranquillement, silencieusement, la ville de Djeddah au milieu de la population stupéfaite, et s'embarqua au mois de mars 1836. Il emmenait en exil son jeune fils. Une fois à bord, Ibn-Aoun, les yeux mouillés de larmes, dit : « Espérons, enfant, que le pacha aura pitié de toi; espérons que le fils du grand-chérif, le descendant du prophète, deviendra peut-être colonel. »

Au Caire, où vécut Ibn-Aoun avec une pension honorable, il put rencontrer quelque temps après l'émir Fayssal, chef des wahabites, vaincu en 1838 par le même Kourchid-Pacha à Dhalam, dans le Nedjd oriental. En 1839, au moment de la rupture entre la Turquie et l'Égypte, Ibn-Aoun, par son influence personnelle, attira dans

l'armée du vice-roi les *bachi-bozouks* du Hedjaz. Cette complaisance ne lui valut pas son retour en grâce; mais lorsque les troupes de Méhémet-Ali se retirèrent de l'Arabie à la suite des événemens de 1840, Ibn-Aoun alla reprendre possession du siége chérifal, et il fut pendant quelque temps le seul maître du Hedjaz.

Que serait devenue cette domination indigène, si elle fût restée abandonnée à elle-même? Aurait-elle maintenu l'espèce d'ordre et d'autorité compatible avec la vie des tribus? serait-elle tombée dans l'anarchie si chère aux Arabes? Elle s'annonçait sous les couleurs les plus riantes. Les tribus avaient accueilli avec sympathie un pouvoir qui avait à leurs yeux le mérite de tirer son origine de la religion, de rester pur de tout élément étranger, et de ne pas peser assez sur elles pour contrarier leurs habitudes d'indépendance, de petite guerre et de pillage. Élevés parmi les Bédouins, les grands-chérifs ont toujours tenu à se les attacher. Si l'on ajoute que le retour d'Ibn-Aoun mettait fin à la domination impatiemment supportée des Égyptiens, on s'expliquera ce qui arriva alors. Les tribus établies autour de Médine avaient résisté à Méhémet-Ali comme aux wahabites; elles se soumirent. La paix se fit presque d'elle-même entre l'El-Haram et l'état d'Acyr, dont les frontières furent délimitées. Enfin vingt mille Bédouins se réunirent à La Mecque pour les cérémonies du *courban-beïram*, invités par le grand-chérif et sous sa responsabilité. Les partisans de toutes les sectes y accomplirent paisiblement leur pèlerinage.

La Porte rentrait, par la retraite des Égyptiens, en possession du Hedjaz. Elle y envoya un gouverneur-général, dont la résidence était à Djeddah. Ibn-Aoun, quoiqu'il eût été installé par Méhémet-Ali aux dépens du grand-chérif légitime Moutaleb, son cousin, fut confirmé par le sultan. Le pacha de Djeddah était le supérieur du grand-chérif et le vrai représentant de la Turquie dans le Hedjaz; mais son autorité ne s'exerça d'abord que dans l'enceinte de la ville où il résidait. Il travailla bientôt à l'étendre, et ses successeurs l'imitèrent en employant tour à tour la ruse ou la force.

J'extrais d'une lettre écrite de Djeddah à cette époque le récit d'un des premiers actes de cette déplorable politique. Dans le courant de l'année 1844, le cheik Roumi, qui commandait une fraction importante de la grande tribu des Harb, s'était mis en état d'insurrection par suite du refus qu'avait fait le gouverneur de reconnaître ses créances sur le trésor public. Il se borna toutefois à faire évacuer Rabegh, une petite ville occupée par un corps de troupes ottomanes, et à s'emparer d'un magasin de vivres établi sur ce point pour les besoins des caravanes. Les Turcs, qui n'étaient point en force, profitèrent de la permission qu'il leur donna de se retirer

sans coup férir avec armes et bagages. Peu de temps après, le pacha conclut la paix avec le chef arabe, lui fit à Djeddah une réception honorable, et traita avec lui pour l'établissement à Rabegh d'une petite forteresse destinée à protéger le dépôt des vivres. Cette construction terminée, le cheik Roumi se rendit auprès du pacha pour réclamer le prix du terrain. Kourdi-Osman, l'un des chefs militaires au service de la Porte, ayant été nommé alors gouverneur de Rabegh, partit avec sa cavalerie, accompagné du cheik Roumi, pour régler cette affaire sur les lieux. Arrivé à Koulays, il fit dresser ses tentes à une demi-heure du village et préparer un banquet où furent invités le cheik et ses frères. Le repas terminé, Kourdi-Osman sortit de la tente qui abritait les convives, tandis qu'un bouffon les égayait de ses lazzis et dansait devant eux un sabre nu à la main; mais à peine Kourdi-Osman était-il hors de la tente, qu'il donnait à ses soldats en langue kurde le signal du massacre. A l'instant même, un coup de sabre tomba sur la tête du cheik Roumi, qui put à peine articuler ces mots : « Encore une trahison turque! » car il reçut dans la poitrine une balle qui l'étendit raide mort. Au dehors, les soldats ayant coupé à la fois toutes les cordes de la tente, les Bédouins, qui se trouvaient pris comme dans un filet, furent criblés de balles par des décharges réitérées. Un des frères de Roumi, d'autres disent un esclave, parvint cependant à se dégager, tua un *bachi-bozouk* et blessa grièvement deux soldats avant de succomber. Un autre frère du cheik, un enfant de douze ans, s'étant fait un rempart des coffres qui se trouvaient dans la tente, n'avait reçu aucune blessure; mais, lorsqu'il sortit pour prendre la fuite, il fut saisi et eut la tête coupée comme ses aînés. Pas un Bédouin ne réussit à s'échapper; les têtes des principaux furent exposées à La Mecque; on forma des chapelets avec les nez et les oreilles.

Au mois de mars 1845, un régiment de troupes régulières arriva pour la première fois à Djeddah. Toutefois le représentant de la Porte n'était pas encore parvenu, cinq ans après, à dominer réellement le pays. Ainsi en 1850 les tribus qui entourent Médine s'étaient soulevées, poussées à bout par les exactions des agens inférieurs; la troupe qui fut envoyée de Djeddah contre elles n'en put venir à bout; le pacha fut obligé de payer aux Arabes le tribut accoutumé, sans que cette concession eût réussi beaucoup mieux que la force à établir la sécurité dans le voisinage des *villes saintes*. Cependant la Porte ne devait pas tarder à frapper un plus grand coup au foyer même de cette féodalité héréditaire, à laquelle elle a déclaré la guerre dans tout l'empire. Déjà une garnison turque avait été établie à La Mecque, contrairement à d'anciens priviléges, vio-

lés une première fois par Méhémet-Ali. Le chérif Ibn-Aoun avait acquis de grandes richesses. Il exerçait beaucoup d'influence sur les Bédouins et se montrait complaisant pour leur passion séculaire, c'est-à-dire pour le rançonnement des voyageurs. Il était intervenu plusieurs fois avec succès par le prestige religieux de son origine tant dans le Nedjd que dans l'Yémen. Le prince de l'Acyr était son allié. Le chérif passait même pour être en relations amicales avec Abbas-Pacha, vice-roi d'Égypte : il n'en fallait pas davantage pour le faire accuser d'aspirer à l'indépendance. Vers le mois d'août 1852, le pacha de Djeddah reçut l'ordre d'envoyer le chérif à Constantinople avec ses deux fils. La trahison seule pouvait assurer l'exécution d'un tel ordre. Les jeunes chérifs furent mandés à Djeddah, où des troupes avaient été réunies sous le prétexte d'une expédition militaire dont la direction serait confiée à l'un d'eux. Ils se rendirent au palais pour y entendre la lecture du firman d'investiture. Il est d'usage dans ces circonstances de déployer un grand appareil militaire. La lecture eut lieu. Quand elle fut terminée, le gouverneur exhiba l'ordre qu'il avait reçu d'envoyer les deux chérifs à Constantinople, et les portes du palais se refermèrent derrière eux. Le même jour, le pacha militaire de La Mecque cernait l'habitation du grand-chérif avec des troupes et de l'artillerie, mèche allumée. Ibn-Aoun comprit que toute résistance était inutile, et cet homme, qui aurait pu, une heure auparavant, soulever d'un cri presque toutes les tribus et peut-être expulser momentanément les Turcs du Hedjaz, fut amené à Djeddah et embarqué avec ses fils. C'était la seconde fois qu'Ibn-Aoun était conduit en exil, et il devait encore en revenir. Cette exécution frappa de stupeur toutes les tribus.

Abd-el-Moutaleb, de la tribu de Zeïd, fils du chérif Ghaleb dépossédé par Méhémet-Ali en 1813 et héritier légitime du siége de La Mecque, arriva presque aussitôt à Djeddah. Il y fut reçu avec solennité et respect tant par les autorités turques que par les chérifs venus de la *ville sainte*. Quelles qu'aient été au début les promesses ou les dispositions personnelles de Moutaleb, un changement de personnes ne pouvait pas modifier la situation respective des Arabes et des Turcs dans le *territoire sacré*, cette situation étant le résultat de la juxtaposition de deux pouvoirs différens par leur caractère et par leur origine, le grand-chérifat et l'administration ottomane. Le nouveau grand-chérif était à peine installé depuis quelques mois qu'il adoptait un système d'isolement et vivait dans les termes les plus froids avec le gouverneur de Djeddah. A la première visite qu'il fit à La Mecque, Kiamil-Pacha essaya de se concilier son rival naturel par des marques extérieures de la plus grande déférence ; il ne réussit qu'à lui inspirer des soupçons sur ses intentions

et à le déterminer à s'enfuir à Taïf, où se trouvaient ses parens et ses richesses. Le gouverneur demanda à Constantinople la destitution du chérif; celui-ci, du fond de sa retraite, semait l'agitation dans le pays et ne tenait aucun compte de l'autorité du sultan. En même temps il excitait le fanatisme dans toute la péninsule en répandant le bruit que les infidèles allaient conquérir Constantinople et renverser l'islamisme. C'était au moment de la campagne de Crimée. Un ordre du sultan ordonnant la fermeture des bazars d'esclaves vint, vers le milieu de l'année 1855, faire éclater la guerre dans le Hedjaz. La garnison turque fut obligée de s'enfermer dans les forts de La Mecque. Les Algériens, comme sujets de la France, y furent insultés. Médine se soulevait, et le nom du sultan n'y était plus prononcé dans les prières publiques. Sur ces entrefaites arriva la nouvelle de la destitution de Moutaleb, remplacé par le vieil Ibn-Aoun, qu'on rappelait de l'exil. Le seul événement remarquable de la guerre provoquée par la fermeture des bazars d'esclaves fut une tentative infructueuse des Turcs pour s'emparer de Taïf, refuge de Moutaleb. L'infanterie et la cavalerie du sultan y furent mises en déroute par les Arabes. Le chérif destitué, après une courte apparition à La Mecque, n'en restait pas moins toujours enfermé dans Taïf, ce qui permit à Ibn-Aoun d'entrer dans la ville sainte le 17 avril 1856. Quant à Moutaleb, il finit par être pris et conduit à Salonique. On ne s'attendait pas à une solution aussi prompte, et dans la prévision de la prolongation de la guerre on avait parlé d'une intervention de l'Égypte (1).

Cependant la réinstallation d'Ibn-Aoun n'eut point pour effet d'accroître l'autorité de la Turquie dans le Hedjaz. Le gouverneur turc de Djeddah fut obligé de laisser le commerce des esclaves se continuer comme auparavant. C'est aux puissances européennes que les Arabes attribuaient les tentatives de suppression de ce trafic. La nouvelle, qui se répandit bientôt après, de la prochaine organisation d'un service de bateaux à vapeur dans la Mer-Rouge jeta l'alarme parmi les propriétaires et les capitaines des barques arabes, qui jusqu'alors avaient fait seules le cabotage dans ces eaux. A Djeddah en particulier, les maîtres de ces barques, presque tous originaires de la contrée d'Hadramout, avaient eu depuis quelque temps des démêlés très vifs avec le consulat britannique. En outre il s'était établi dans cette ville, depuis une dizaine d'années envi-

(1) On sait que, par une disposition spéciale des arrangemens de 1841, l'Égypte est tenue à fournir annuellement un contingent de 400 hommes pour le service de l'Arabie. En 1853, des nègres y avaient été envoyés par le vice-roi Abbas. En 1855, 280 de ces nègres se révoltèrent dans l'Yémen contre le gouverneur Mohammed-Pacha et se retirèrent dans la montagne.

ron, un certain nombre de maisons de commerce européennes qui devaient faire une concurrence redoutable aux indigènes. Ces circonstances locales avaient produit parmi les habitans une grande excitation, qui, suivant l'usage, prit facilement le caractère du fanatisme religieux. De lugubres scènes marquèrent la journée du 15 juin 1858. Les consulats de France et d'Angleterre furent envahis par une population furieuse, et les deux consuls assassinés (1).

Du reste, les pèlerins de La Mecque et de Médine ne sont pas eux-mêmes plus favorisés que les étrangers sous le rapport de la sécurité. Depuis le départ des Égyptiens, les routes n'ont été complétement libres que lorsque l'administration turque a payé aux Arabes le tribut auquel ils croient avoir droit. En 1853, les pèlerins étaient obligés de rétrograder; le même fait s'est reproduit en 1858. La puissante tribu des Harb a plusieurs fois assiégé la garnison de Médine. En 1859, Mustapha-Pacha Scodrali, personnage célèbre dans les fastes de la Haute-Albanie (2), avait été nommé gouverneur des villes saintes. Il eut l'idée de se rendre directement de Jambo à Médine, et fut obligé de rétrograder en toute hâte, quoiqu'il eût payé de fortes sommes aux Bédouins, qui avaient promis d'assurer son passage.

Une nouvelle crise éclata en 1861, et voici à quelle occasion : dans la ville de Rabegh, un soldat turc surprit un Bédouin qui entrait chez lui pour voler, et le tua. La tribu de ce Bédouin réclama le prix du sang, que le pacha refusa d'acquitter. Les Bédouins, mécontens de ce qu'on ne leur avait pas payé depuis deux ans le tribut accoutumé, vinrent mettre le siége devant Rabegh; mais le pacha avait eu le temps d'y envoyer trois cents hommes de garnison et deux pièces de campagne. Une quinzaine de Bédouins et quelques soldats turcs furent tués dans une sortie. Du reste, la terreur que l'artillerie inspire aux Arabes les empêcha de rien entreprendre de sérieux contre la place. Le grand-chérif de La Mecque ayant offert sa médiation, les tribus demandèrent qu'on leur payât l'arriéré du tribut et qu'on leur permît d'égorger autant de Turcs qu'il avait péri d'Arabes depuis la reprise des hostilités. Ces conditions ne pouvaient être acceptées. Le grand-chérif tenta lui-même contre les Arabes une expédition ou plutôt une razzia, qui n'eut d'autre résultat que de soulever les tribus qui étaient restées tranquilles, et qui furent les premières victimes des dévastations. Cet

(1) On connaît les dramatiques incidens de cette journée. L'*Annuaire des Deux Mondes* (tomes VIII et IX) les a racontés avec détail, et ce serait nous écarter d'ailleurs du plan de ce récit que de revenir sur les attentats dont furent victimes le gérant du consulat anglais M. Page et le consul français M. Éveillard.

(2) Voyez *Histoire et description de la Haute-Albanie ou Guégarie*, par Hecquard.

état de choses se prolongea jusqu'au commencement de l'année 1864, les Bédouins continuant à intercepter la route de Médine à La Mecque et celle de Médine au port de Jambo. Il arriva même plusieurs fois que Médine manqua de vivres par suite de l'interruption de ses communications avec la mer. Enfin au mois d'avril 1864 les autorités de Djeddah se décidèrent à payer aux Bédouins le tribut accoutumé, montant annuellement à environ 250,000 francs. Les Turcs disent de ces Arabes que ce sont les chiens de la maison, et que, quand ils aboient, il vaut mieux leur jeter un peu de pâture que de chercher à les exterminer. Au mois de mai, la sécurité des routes paraissait à peu près rétablie, et le pèlerinage de 1864 s'accomplit sans encombre. Cependant la grande caravane de Syrie fut attaquée à son retour; mais les Bédouins ne l'empêchèrent pas de continuer sa route.

Le grand-chérif de La Mecque, Ibn-Aoun, qui avait été réinstallé en 1856 après la mort de Moutaleb, mourut le 28 mars 1858. Ce personnage fut généralement regretté à cause de sa générosité et de son caractère conciliant. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans, et fut remplacé par son fils Abd-Allah-ibn-Aoun, qui exerce, comme son père, un grand prestige sur les Arabes. Cette succession était une nouvelle atteinte au principe de la légitimité, représenté par Moutaleb. Adb-Allah a résidé longtemps à Constantinople, où il était membre du grand conseil au moment de la mort de son père.

III. — L'YÉMEN ET L'ACYR.

Les wahabites et les Égyptiens dans l'Yémen. — Arrivée des Turcs, la politique anglaise. — L'imanat de Saana.

Entre le Hedjaz, dont nous venons de retracer les vicissitudes politiques, et l'Yémen proprement dit, dont nous n'avons pas encore parlé, se trouve la contrée appelée Acyr. Ce pays, qui a joué un si grand rôle dans l'histoire contemporaine de l'Arabie, était complétement inconnu à l'Europe il y a une centaine d'années. M. Jomard, qui en a dressé en 1838 la première carte détaillée, constate qu'aucun des géographes et historiens arabes n'en a fait mention. L'Acyr est borné à l'ouest par la Mer-Rouge, au nord par le Hedjaz, au sud par l'Yémen. Ses limites à l'est ne sont pas bien déterminées ou bien connues. Il possède une petite étendue de côtes et de bons mouillages depuis Haly, limite méridionale du Hedjaz, jusqu'à Birk-el-Kasah, au sud. Les Acyres n'ont manifesté jusqu'à présent aucun désir d'entrer en relations avec les puissances européennes; leur pays produit d'ailleurs tout ce qui est nécessaire

à leur consommation. L'Acyr est un des états les mieux constitués de l'Arabie, et peut réunir une force militaire relativement considérable. Il a successivement accordé sa coopération aux Égyptiens, aux Turcs ou aux chefs indigènes, et la victoire est presque toujours restée au parti qui s'était assuré son concours. L'Acyr jouit d'une véritable indépendance, qui a été défendue jusqu'à présent par le courage des habitans et par la configuration du pays; non-seulement ce territoire est montagneux, mais les hauteurs arrivent jusqu'au bord de la mer, sans laisser, comme dans l'Yémen, une côte basse, un *téhama*, suivant l'expression arabe, où les envahisseurs puissent s'établir.

Immédiatement au sud de l'Acyr, par conséquent dans la partie septentrionale de l'Yémen, se trouve la principauté d'Abou-Arisch. Ce pays dépendait autrefois de l'iman de Saana. Au commencement du XVIIIe siècle, les chérifs qui en étaient gouverneurs se sont rendus et sont restés depuis à peu près indépendans, quoiqu'ils aient quelquefois reconnu la suzeraineté des uns ou des autres et payé à diverses reprises un tribut.

Le plus ancien état de l'Arabie méridionale est l'imanat de Saana. L'iman a été pendant des siècles le souverain non-seulement de l'intérieur de l'Yémen, où il réside, mais aussi de la côte appelée Téhama. Même à l'époque de la plus grande expansion de la puissance turque, la Porte n'a possédé effectivement, mais non sans contestation, une partie de l'Yémen que pendant soixante ans, de 1570 à 1630. C'est vers le commencement de ce siècle, comme on le verra bientôt, que les Égyptiens d'abord, les Turcs ensuite, sont revenus disputer à l'iman la suzeraineté effective ou nominale de l'Yémen; nous disons nominale, parce que depuis une centaine d'années beaucoup de vassaux s'étaient rendus indépendans. C'est ainsi que le prétendu sultan de Laheï, de qui les Anglais ont depuis acquis Aden, s'était soustrait à l'autorité de l'iman en 1728. Le trône de Saana est héréditaire. Les princes sont à la fois spirituels et temporels; chefs de la secte des zeïdites (1), ils s'attribuent, comme le sultan des Turcs et celui du Maroc, le titre d'*émir-el-mouménin*, c'est-à-dire de commandeur des croyans. Jusqu'à ces derniers temps, ils ont frappé monnaie à leur coin et battu leur pavillon, qui représentait l'épée d'Ali à double lame sur un champ rouge. Peut-être le font-ils encore malgré l'état de faiblesse où ils sont tombés. Telles sont les divisions actuelles de l'Yémen. Pour plus de clarté, nous ne comprenons pas dans cette énumération quel-

(1) Cette secte se rapproche de celle des chiites : elle ne reconnaît pas la légitimité des quatre premiers califes successeurs de Mahomet.

ques pays peu importans dont l'existence séparée est contestable ou précaire, et qui n'ont pas été mêlés aux événemens dont nous nous occupons.

Dans un précieux mémoire sur l'Arabie (1), le savant M. Jomard donne le récit d'un témoin oculaire de l'invasion des wahabites, le cheik A'ous. D'un autre côté, M. Playfair, capitaine de l'artillerie de Madras et premier assistant politique résident d'Aden, a publié à Bombay en 1859 une histoire de l'*Arabia Felix* ou Yémen, qui contient des renseignemens pleins d'intérêt sur ce pays. C'est à ces sources, ainsi qu'aux travaux et aux correspondances des savans et des voyageurs français, que nous avons puisé nos informations sur l'Yémen et l'Acyr.

Lorsque les wahabites se furent solidement établis dans le Nedjd et qu'ils eurent conquis le Hedjaz, ils se tournèrent vers l'Yémen, où leur réussite ne fut jamais aussi complète. Seuls les Acyres acceptèrent facilement la réforme, et l'émir Saoud mit à leur tête un de ses chefs, Abd-el-Hakal, surnommé, à cause d'une taie qui le rendait borgne, Abou-Nogtah ou le Père de la tache. Abou-Nogtah fut chargé en 1804 de propager la nouvelle doctrine dans l'Yémen à la façon du pays, c'est-à-dire par la guerre. Il s'adressa d'abord à l'état qui touche immédiatement à la frontière méridionale de l'Acyr. Cet état, la principauté d'Abou-Arisch, était alors possédé par un chérif nommé Hamoud Abou-Mesmar, qui refusa d'adopter la croyance wahabite et fut attaqué par les Acyres. La guerre fut si terrible, dit le narrateur arabe, que les chevaux nageaient dans le sang. La ville d'Abou-Arisch fut forcée de se rendre et Hamoud de s'enfuir. L'iman de Saana était trop faible pour arrêter les envahisseurs. Deux villes importantes de la côte, Loheïa et Hodeïda, tombèrent au pouvoir d'Abou-Nogtah.

Cependant le chérif d'Abou-Arisch, Hamoud, après avoir adopté ostensiblement le wahabitisme, avait été rétabli dans sa principauté. En 1809, il rompit avec les wahabites et replaça sous l'autorité de l'iman Loheïa et Hodeïdah. A la nouvelle de cette défection, Abou-Nogtah marcha contre lui au mois de juillet, et remporta un premier succès à Djezan; mais Hamoud ne se laissa pas abattre, et avec des secours venus de Saana il réunit environ trois mille fantassins et quatre cents cavaliers. Le prince des Acyres était campé avec une dizaine de mille hommes près d'Abou-Arisch. Hamoud quitta cette ville la nuit avec quarante cavaliers déguisés en wahabites, et, faisant un circuit, il atteignit à l'aube l'arrière-garde

(1) Imprimé à la suite de l'*Histoire sommaire de l'Égypte sous le gouvernement de Mohammed-Ali*, par M. Félix Mengin.

du camp ennemi, où il pénétra sans exciter de soupçons. Arrivés à la tente du chef, les gens d'Abou-Arisch poussent leur cri de guerre; Hamoud tue Abou-Nogtah de sa propre main et réussit à s'échapper dans le désordre; les Acyres, attaqués sans doute en même temps par toutes les forces ennemies, sont mis en pleine déroute. L'Yémen respira jusqu'au moment où les Égyptiens furent envoyés en Arabie au nom de la Porte.

Lorsque Méhémet-Ali eut reconquis les *villes saintes* et fut devenu maître du Hedjaz, il tourna ses regards vers l'Yémen. Il y expédia en 1813 un agent nommé Aga-Jousef. Le chérif Hamoud, à qui il demanda d'abord son concours contre les wahabites, fit une réponse évasive. Aga-Jousef se rendit ensuite à Saana, où l'iman lui déclara qu'il était disposé à concourir à la répression de l'ennemi commun, mais qu'il n'avait aucun moyen de le faire, ce qui était vrai. L'ennemi commun était Thamy, alors prince de l'Acyr. Thamy professait ouvertement le wahabitisme, et avait reçu l'investiture de l'émir Saoud, de même que son prédécesseur, le célèbre borgne Abou-Nogtah. Depuis cinq ans, il était en possession de la place de Confounda, qui fait partie du Hedjaz. Les troupes égyptiennes lui reprirent cette place en 1814, au mois de mars, non sans y perdre beaucoup de monde. En mai, les Acyres, sous le commandement de Thamy en personne, surprirent la même ville. La garnison égyptienne s'embarqua précipitamment, poursuivie l'épée dans les reins jusque sur ses navires. Les bagages, les armes, les munitions, les bêtes de somme, les chevaux, restèrent au pouvoir du vainqueur.

Méhémet-Ali dirigea tous ses efforts contre ces wahabites du sud et marcha contre eux en personne au commencement de l'année 1815. C'est alors qu'il remporta l'importante victoire de Bisel, appelée aussi la « victoire de Koulacq. » Le vice-roi déploya en cette grande lutte autant d'énergie que de talent. Il sut, par une retraite simulée, attirer son impétueux ennemi dans la plaine. Ce fut la cause de la défaite des wahabites, à qui l'émir Saoud avait pourtant recommandé en mourant de ne jamais combattre les Égyptiens en rase campagne. L'armée arabe était commandée par Fayssal, fils de Saoud; au premier rang des combattans était Thamy avec les Acyres, dont quelques-uns déployèrent un courage héroïque. Des détachemens entiers de ces Arabes furent trouvés, sur les montagnes, liés ensemble par des cordes qui entouraient leurs jambes. En quittant leurs familles, ils avaient juré de ne pas fuir : ils n'attendirent pour cesser de se battre que le moment où leurs munitions furent épuisées, et finirent par être taillés en pièces sans quitter le poste qu'ils s'étaient assigné eux-mêmes. La même an-

née, les Égyptiens, poursuivant leurs succès, pénétrèrent sur le territoire des Acyres, qu'ils attaquèrent auprès du château de Tor. Thamy, à cheval, en avant de ses soldats, les animait par des chants guerriers. La résistance fut plus acharnée qu'à Bisel, mais l'artillerie finit encore par disperser les Arabes. Thamy resta le dernier sur le champ de bataille et se réfugia auprès d'Abou-Arisch, chez un parent d'Hamoud. Celui-ci, en apparence wahabite, était toujours prêt à se prononcer pour le vainqueur et entretenait des relations avec les uns comme avec les autres. Les Égyptiens paraissant alors avoir le dessus, Hamoud livra l'infortuné Thamy à Méhémet-Ali. Le vainqueur de Confounda, le vaincu de Tor, était un homme de petite taille; il portait une longue barbe blanche. La noblesse de son maintien imposa même à Méhémet-Ali, qui le traita avec courtoisie et promit d'intercéder en sa faveur auprès du sultan. Cependant, arrivé au Caire, il lui fit mettre au cou une énorme chaîne, et le héros arabe fut promené sur un chameau dans les rues de la ville, portant suspendue aux épaules la tête d'un autre chef wahabite. Thamy fut ensuite envoyé à Constantinople et décapité.

Quelques années après, un ancien mamelouk, à qui son ignorance de la langue turque avait valu le sobriquet de *Turktché-Bilmez*, sous lequel il est connu, fut mêlé dans le Hedjaz à une révolte militaire causée principalement par le retard de la solde. Il en était devenu le chef, et la Porte, qui se brouillait alors avec le vice-roi, lui avait conféré le gouvernement du Hedjaz. Il ne put s'y maintenir devant les forces envoyées d'Égypte, et échoua également devant Confounda; mais, s'étant dirigé vers l'Yémen, il réussit à s'emparer de la place importante d'Hodeïdah, et alla bientôt s'établir à Moka. Ces événemens se passaient en 1832. L'iman de Saana, le légitime souverain de l'Yémen, essaya de chasser Turktché-Bilmez de ses états : il n'en vint pas à bout. Alors les Égyptiens dirigèrent sur l'Yémen une armée de quinze mille hommes. Le prince de l'Acyr, successeur de Thamy, s'appelait Ali-Mujessen : il s'était d'abord abouché avec Turktché-Bilmez; mais, ayant appris la venue des Égyptiens en si grand nombre et voulant s'attirer la faveur de Méhémet-Ali, il marcha avec vingt mille Arabes contre Moka, où Turktché-Bilmez s'était enfermé, et que l'escadre égyptienne vint bloquer. Il enleva la place d'assaut et la livra au pillage pendant trois jours. La ville la plus commerçante de l'Yémen ne s'est jamais relevée de ce désastre, dont Hodeïdah et plus tard Aden ont profité. Quant à Turktché-Bilmez, il avait réussi à se réfugier à bord du navire anglais le *Tigris*, qui le transporta à Bombay. De là il se rendit à Bagdad, où il mourut sans avoir plus fait parler de lui. Des garnisons furent

laissées par les Égyptiens à Hodeïdah, à Confounda et dans plusieurs places de l'intérieur.

Les Acyres auraient bien voulu retenir leurs conquêtes, et c'est sans doute au dépit qu'ils éprouvèrent alors qu'il faut attribuer leur rupture avec les Égyptiens. En 1835, Méhémet-Ali envoya, pour les réduire, un de ses neveux nommés Ibrahim. Réuni à Taïf dans le Hedjaz, le corps égyptien, composé des 16e et 9e régimens d'infanterie et d'un *goum* de mille Bédouins, se dirigea contre l'Acyr. Fatigués d'un trajet pénible au milieu des sables, manquant d'eau et de moyens de transport à cause de la lassitude des bêtes de somme, les Égyptiens rencontrèrent une vigoureuse résistance de la part des Acyres, retranchés dans leurs montagnes. Le 16e régiment gravit l'élévation sur laquelle les défenseurs étaient retranchés, tandis que le 9e tournait la position pour détourner l'attention et seconder l'attaque. Ce mouvement dans un pays inconnu fut mal exécuté, et le 9e régiment n'arriva pas à faire sa jonction; le 16e régiment fut écrasé, et le 9e, qui prit la fuite, poursuivi rudement. Ibrahim fut obligé de se retirer dans le plus grand désordre et avec des pertes considérables. C'était la seconde fois depuis 1815 que les Acyres infligeaient une véritable défaite aux troupes du vice-roi. On a déjà vu que les Égyptiens se vengèrent de ce nouveau désastre sur le grand-chérif de La Mecque, Ibn-Aoun, qui fut alors envoyé au Caire. Cependant Ibrahim reprit bientôt l'offensive; il rétablit les affaires dans le Téhama, mais sans entamer l'Acyr.

En 1837, au moment où un voyageur français, M. Botta, visitait l'Yémen, les Égyptiens n'avaient fait encore aucun progrès dans l'intérieur; mais ils se préparaient à y pénétrer en profitant des discordes des chefs indigènes (1). En 1839, les Anglais s'emparèrent d'Aden. Cet événement n'eut pas une influence immédiate sur les destinées de l'Yémen. Au commencement de l'année 1840, les Égyptiens se disposaient à évacuer l'Yémen comme le reste de l'Arabie. L'iman de Saana était trop faible pour remettre tout le pays sous

(1) Quelques détails empruntés au récit de ce consciencieux observateur nous feront connaître les mœurs politiques de cette partie de l'Arabie. Le jeune iman qui régnait alors à Saana s'appelait Al-Mansour. C'était un homme de trente-cinq ans environ, qui s'était rendu odieux dans tout l'Yémen par la faiblesse de son gouvernement et par ses vices; il était particulièrement adonné à l'ivrognerie. Son œil louche avait une expression sinistre. M. Cruttenden, de l'armée des Indes, qui visita Saana en 1836, constata que cette cour était bien déchue de son ancienne splendeur. Saana avait toujours passé pour la ville des plaisirs. A cette époque du moins, les goûts des habitans n'avaient rien de délicat; leurs divertissemens consistaient principalement dans l'ivrognerie et les spectacles licencieux. L'oncle de l'iman, nommé Kassim, aspirait à remplacer son neveu et s'était mis en révolte contre lui dans la ville de Taez. Ce personnage fut visité

sa domination. Le chérif d'Abou-Arisch, qui s'appelait Hussein, s'entendit avec les Acyres et fit arriver un corps de troupes à Hodeïdah le 22 avril, le jour même où les Égyptiens évacuaient cette ville. Ces mouvemens jetèrent l'Yémen dans la plus grave confusion : les Acyres occupèrent pour leur propre compte Hodeïdah, imposèrent une contribution de 120,000 thalaris aux habitans, et défendirent, comme autrefois, aux chrétiens de monter à cheval, ainsi que de passer par la porte de La Mecque. Cependant Hussein finit par s'établir à Moka et par se faire reconnaître comme gouverneur du Téhama moyennant un tribut annuel de 90,000 thalaris.

Pendant l'administration du chérif Hussein, le pavillon anglais fut insulté à Moka. Un pareil fait s'était déjà produit en 1817 : la compagnie des Indes avait fait bombarder la ville en 1823 et imposé des conditions fort dures à l'iman de Saana, qui y exerçait alors l'autorité. Une factorerie, un consulat avec des gardes, y avaient été installés; mais le prestige moral des Anglais était singulièrement affaibli en 1840. Lorsqu'on lui demanda la réparation des insultes et vexations dont les sujets de la reine avaient souffert, Hussein répondit au gouvernement de Bombay par une sommation d'évacuer Aden. En même temps l'iman de Saana, qui venait de triompher d'une révolte religieuse, méditait de reconquérir le Téhama sur Hussein, et il le sommait de rendre ce territoire à son légitime souverain. Le chérif répondit qu'il l'avait reçu de Dieu et qu'il le défendrait jusqu'à la dernière extrémité. Aux mois d'avril et de juillet 1841, l'iman proposa aux Anglais de combiner une attaque contre le chérif Hussein; mais à ces deux démarches et à une autre qui eut lieu en 1843, le résident politique répondit toujours que son gouvernement s'était imposé la règle de ne pas intervenir dans les démêlés intérieurs des chefs arabes, qu'il garderait par conséquent la neutralité. C'est à Constantinople que l'Angleterre avait demandé la réparation de ses griefs. En 1842, un commissaire turc, nommé Eschref-Bey, fut envoyé en Arabie, et y revint en 1843 sans réussir à rien conclure avec Hussein. Il échoua également à

par M. Botta en 1837, au moment même où il se préparait à attaquer l'iman. « Il habitait par humilité une toute petite chambre dans les combles de sa maison. Cet homme, voulant supplanter son neveu, odieux par des débauches de tous les genres, avait jugé à propos de se concilier l'estime publique par une conduite opposée. Il affectait une grande piété, s'habillait simplement, priait continuellement et jeûnait toute l'année, c'est-à-dire que, selon l'usage des musulmans dans leurs jeûnes, il ne mangeait qu'après le coucher du soleil. Je le trouvai priant sur un modeste tapis. J'attendis debout qu'il eût terminé ses nombreuses génuflexions, après lesquelles il me fit asseoir, m'adressa d'une voix humble et doucereuse quelques questions, me parla avec tristesse de l'état misérable de son pays, de son amour pour le bien public, et de ses efforts pour faire refleurir l'ordre et la religion. »

Saana, où il alla proposer à l'iman de reconnaître l'autorité de la Porte.

En 1848, l'iman de Saana réunit toutes ses forces et tenta un effort suprême pour ressaisir le Téhama sur le chérif Hussein. La guerre durait avec des chances diverses depuis une année lorsque survint un troisième et plus gros compétiteur. Le 23 mars 1849, une expédition turque partait de Djeddah; elle était forte de quatre à cinq mille hommes. Toufieh-Pacha s'était assuré au moins la neutralité des Acyres, et il amenait avec lui le grand-chérif de La Mecque, Ibn-Aoun. Le 19 avril, Hussein, enfermé dans Hodeïdah, était sommé de rendre la place. Les renseignemens sur ce qui s'est passé alors sont contradictoires. D'après des informations venues de Djeddah, Hodeïdah aurait été livrée par un cousin de Hussein, et ce chérif aurait été emmené à Constantinople, où une pension de 3,000 piastres par mois lui était assignée. D'après la relation plus détaillée de M. Playfair, le chérif aurait traité lui-même avec les Turcs et consenti à rendre toutes les villes du Téhama à la condition de recevoir une pension, et il se serait retiré dans sa principauté d'Abou-Arisch, où il avait mis en sûreté, lors d'un voyage antérieur, les dépouilles recueillies dans le Téhama depuis neuf ans. La pension promise n'ayant jamais été payée, il se serait déterminé à faire le voyage de Constantinople pour s'entretenir avec le sultan; mais il serait mort en route au mois de mars 1851, *under circunstances of great suspicion*, dit le premier assistant politique résident d'Aden. Haider, cousin d'Hussein, conserva la principauté d'Abou-Arisch moyennant un tribut annuel de 10,000 thalaris. Ce n'en fut pas moins la fin de la domination de cette famille dans le reste du Téhama de l'Yémen, où les Turcs établirent un simple pachalik, dont le chef-lieu est à Hodeïdah.

Aussitôt que le Téhama fut conquis, les Turcs se tournèrent vers l'iman de Saana et le sommèrent de faire sa soumission à la Porte. L'iman se rendit lui-même à Hodeïdah au mois de juillet 1849; il y fut reçu avec des honneurs royaux, au son du canon. Cédant probablement aux suggestions d'Ibn-Aoun, il aurait signé une convention en vertu de laquelle une partie des revenus de la principauté serait versée à la Turquie, qui ferait occuper la ville de Saana par une garnison de mille réguliers. Tel est le récit de M. Playfair. Toufieh-Pacha, le grand-chérif de La Mecque et l'iman se rendirent à Saana, et huit cents hommes de troupes turques furent installés dans la forteresse un jeudi. Le lendemain, le nom du sultan Abd-ul-Medjid fut substitué dans la prière publique à celui de l'iman. La population, qui est de la secte des zéïdites, en fut exaspérée. Les habitans coururent aux armes et massacrèrent un grand nombre

de soldats. Ceux qui étaient restés ou qui se réfugièrent dans la forteresse bombardèrent la ville, mais sans résultat. L'iman qui avait amené les Turcs fut déposé et remplacé par Al-Mansour, qui montait sur le trône pour la troisième fois. Toufieh-Pacha, qui avait été blessé dans la bagarre, obtint de se retirer avec le reste de ses troupes moyennant une rançon de 20,000 thalaris. Une nouvelle révolution renversa bientôt Al-Mansour. Ghaleb, fils du dernier iman, se proclama lui-même en 1850; mais les habitans refusèrent de le reconnaître, et le pays tomba dans la plus grande anarchie, si bien que les marchands, pour maintenir un peu d'ordre, se décidèrent à nommer un gouverneur parmi eux. Cette situation se prolongea environ huit ans. M. Stern, missionnaire biblique, qui visita Saana en 1856, en fait le plus triste tableau. Il n'y restait plus que trois marchands étrangers, dont deux furent assassinés pendant son séjour; le troisième, un vieillard, était sur le point d'abjurer sa religion dans l'espoir de sauver ses jours. Vers 1858, l'iman Ghaleb fut rappelé. C'est avec douleur, pourquoi ne le dirions-nous pas? que nous voyons la décadence d'un état qui, il n'y a pas longtemps encore, avait rendu puissante, prospère, *heureuse* cette partie de l'Arabie. Ne refusons pas un regret à cette grandeur qui agonise à quelques journées du sol bouleversé où le savant cherche, sur quelques inscriptions à demi effacées, les traces de la reine de Saba dans les ruines de Mareb.

V. — LA POPULATION.

Mœurs et caractères. — Condition des femmes. — Les Banians. — Les Hadramauts. — Invasion du sang noir.

Les événemens qui viennent d'être racontés ont pu donner une idée assez précise de l'état moral de la population dans les diverses contrées de la péninsule arabique. On aura remarqué que les Arabes, surtout ceux des tribus, ont un goût inné pour les combats, une grande mobilité d'esprit et un amour immodéré de la liberté, même désordonnée. Ils y joignent un certain sentiment de l'honneur entendu à leur manière. Ils ont un orgueil et une sorte de pudeur de race. Ils aiment à citer les qualités qui, à leurs yeux, distinguent les Arabes des autres peuples. « Ne fuis pas la mort, s'écrie Antar, le héros légendaire, ne te déshonore pas aux yeux des nobles Arabes! » Dans le même poème d'*Antar*, un autre chef dit : « Avant tout, les Arabes aiment l'équité. » Du reste, malgré cette sorte de solidarité morale, il n'y a dans la péninsule aucun germe, aucune aspiration même d'unité politique. Ce qui domine l'idée toujours assez vague

de la race, c'est l'amour de la tribu, le soin des intérêts et de la réputation de la petite patrie ambulante. C'est une faute d'aller piller dans le voisinage de son territoire; c'est un crime honteux d'enlever une femme appartenant à cette grande famille (1).

Les Arabes, à quelque classe qu'ils appartiennent, ont des manières distinguées; ils se piquent de politesse. Leur hospitalité est proverbiale et célébrée de préférence à toutes les autres qualités par des poètes dont les récits sont encore chantés de nos jours. Les Bédouins ont conservé l'antique vertu hospitalière de leur race. Niébuhr raconte que non-seulement les chefs arabes subviennent à tous les besoins des voyageurs, mais qu'au moment du départ ils leur offrent de l'argent pour les aider à continuer leur route. Toujours ils reçoivent l'étranger avec une courtoise bienveillance, et ils défendent autour d'eux qu'on leur cède rien à prix d'argent. L'hospitalité est même considérée comme un attribut de la souveraineté, comme un droit régalien. Le célèbre émir wahabite Saoud fut sur le point de déshériter son fils Abd-Allah, qui, oubliant une fois le touchant et glorieux privilége de son père, s'était permis d'inviter lui-même des étrangers à sa table. A Hail, dans le Djebel-Shammar, le voyageur le plus obscur, s'il n'a pas d'amis ou de connaissances dans la ville, descend au palais du cheik, et il y est hébergé avec ses bêtes aussi longtemps qu'il lui plaît de rester. Lorsque M. Botta explora le mont Saber, le cheik Hassan, dont il était l'hôte, fournit non-seulement à tous les besoins de notre savant et aimable compatriote, mais il donna aux gens de sa propre maison une somme de 400 thalaris, afin de les récompenser des soins qu'ils avaient eus pour l'étranger, et il voulut faire transporter à ses frais les caisses contenant les plantes recueillies pour le Muséum de Paris. Le fils du même cheik avait prêté à M. Botta une petite somme d'argent : lorsque le voyageur européen voulut s'acquitter, l'Arabe lui répondit que s'il acceptait son visage deviendrait noir, c'est-à-dire qu'il serait déshonoré. Il faut reconnaître du reste qu'il y a quelquefois un peu d'ostentation et de vanité dans la manière dont les Arabes exercent l'hospitalité.

Ce qu'il y a de plus particulier dans la nature des Arabes, c'est l'abondance des contrastes. Ainsi, leur rapacité est aussi proverbiale que leur libéralité. Ils sont âpres au gain comme beaucoup d'Orientaux, musulmans ou chrétiens; mais la richesse ne suffit pas pour donner la considération, surtout parmi les Bédouins, qui respectent bien plus la naissance, la sainteté, la libéralité, le courage. D'un autre côté, tel homme qui ne toucherait pas à un

(1) Voir le roman d'*Antar*, pages 12, 14, 58, 290, 302, 321 de la traduction de M. Devic.

cheveu de son ennemi réfugié sous sa tente, et qui défendrait un inconnu, son hôte, au péril de ses jours, a assassiné tous ses parens. L'Arabe est crédule, et en même temps il ne se fait pas scrupule de trahir ses alliés; seulement il ne les trahira pas volontiers d'une certaine manière et dans certaines circonstances. S'il le fait, c'est avec la conscience de pécher, et il y perd une partie de sa considération. Il existe d'ailleurs dans son esprit une fâcheuse distinction entre la foi privée et la foi publique. Non-seulement une telle disposition est triste au point de vue de la morale, mais elle a de funestes conséquences dans l'ordre politique : elle contribue beaucoup à produire dans la péninsule ces continuelles révolutions qui épuisent le pays et qui facilitent la domination étrangère. Les Turcs sont très habiles à profiter de la mobilité et de la crédulité des Arabes; mais il faut l'avouer, et nous avons eu malheureusement occasion de le constater, les fonctionnaires ottomans n'ont pas donné aux indigènes l'exemple de la bonne foi et de la moralité, et ne leur inspirent aucune confiance. Leurs manières fières et froides choquent les Arabes, plus brillans et plus expansifs; leur mauvaise prononciation de la langue arabe leur fait aussi grand tort : néanmoins ils réussissent presque toujours à venir à bout des indigènes.

L'Arabie offre en définitive, ces récits l'ont prouvé, des individualités singulièrement puissantes : le grand-chérif Ibn-Aoun dans le Hedjaz, — Saoud, Abd-Allah, les Ibn-Raschid, dans le Nedjd et le Djebel-Shammar, — Thamy dans l'Acyr, — le chérif Hussein dans l'Yémen. C'étaient des hommes énergiques et doués des qualités les plus brillantes. On ne peut se défendre de s'intéresser à eux, surtout quand on se rappelle qu'après avoir joué un rôle grand et mérité, ils ont presque tous péri de mort violente.

Nous avons déjà eu occasion de parler des femmes arabes. Qu'il nous soit permis de revenir sur ce sujet, car c'est au degré de respect que l'homme porte à la femme et à l'autorité morale qu'il lui accorde qu'on reconnaît la valeur d'une société. Loin de moi la pensée de me faire le défenseur de la polygamie, et en général de la condition que les antiques mœurs de l'Orient, plutôt que l'islamisme, y ont faite aux femmes; mais il faut se garder de croire qu'elles y soient partout et toujours un objet de mépris. Dans les temps anté-islamitiques, le héros Antar tue un esclave parce qu'il n'avait pas respecté « les femmes arabes. » Le roi Zoheïr loue alors Antar par ces paroles : « Voilà un garçon qui combattra l'injustice et sera zélé pour les femmes! » Il en est encore de même parmi les Bédouins et les montagnards. Excepté dans quelques villes, les femmes de l'Arabie jouissent d'une grande liberté et souvent d'un grand pouvoir dans leurs maisons; elles ont paru à Niebuhr aussi

heureuses que le peuvent être celles de l'Europe. M. Botta fait l'éloge des montagnardes de l'Yémen; il a remarqué la parfaite aisance de leurs manières. Ces femmes ne manquent pas non plus de fierté; ainsi Mohammed-Pacha fut empoisonné en 1853 par une fille de l'Yémen qu'il avait entraînée de force dans son harem. La polygamie est rare, le divorce l'est moins; mais il faut remarquer d'abord que les femmes peuvent aussi le demander, en second lieu qu'il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'en Asie pour constater les inconvéniens des unions précaires. D'ailleurs la femme arabe conserve sa dot avant et après le mariage, ce qui est une condition d'indépendance. J'ajouterai, d'après le témoignage répété de Burckhardt, que dans les désordres de la guerre les femmes sont toujours respectées.

Toutefois ce qui atteste le plus que les femmes des montagnards et des Bédouins ne sont pas des esclaves, c'est la part qu'elles prennent à la vie morale de la tribu. Un voyageur que nous avons souvent consulté, M. Wallin, a remarqué la piété des femmes wahabites dans le Djebel-Shammar. Le vieux tyran du Nedjd a une Égérie : c'est une de ses filles qui depuis trente ans écrit toute sa correspondance diplomatique. Au siége de Rass en 1817, les femmes vinrent éclairer les défenseurs dans un combat nocturne en agitant des torches de palmes de dattier qu'elles avaient enduites de résine. Pendant l'un des combats contre Ibrahim-Pacha autour de Derryeh, elles portaient à boire aux combattans, comme les dames françaises dans *la chanson d'Antioche*, et comme les jeunes filles des Beni-Abs qui viennent exciter « leurs guerriers » dans le roman d'*Antar*. Enfin la tribu des Begoun était conduite à la guerre par une femme nommée Ghalié, qui inspirait une terreur superstitieuse aux Turco-Égyptiens. Ce n'est point un fait isolé : M. Palgrave parle d'une jeune fille de la tribu des Ajmans qui, montée sur un chameau, animait par ses chants le courage des guerriers, et qui fut tuée au premier rang dans un combat contre les Nedjdli.

Aux Arabes de la péninsule sont mêlées d'autres populations qui méritent une mention spéciale, quoique rapide : je veux parler des Banians et des Hadramauts. — Les Banians, originaires de l'Inde, sont répandus dans toute la Mer-Rouge, où, en s'associant, ils ont réussi à accaparer presque tout le commerce. On dirait une communauté religieuse appliquée aux questions de négoce. Chacun d'eux a fourni primitivement une mise de fonds pour laquelle il a droit à une part proportionnelle sur les bénéfices généraux. A chaque membre de l'association est assignée une fonction spéciale. Les uns s'occupent de l'administration intérieure et des détails les plus

infimes, comme par exemple du soin des appartemens, de la préparation de la nourriture. Parmi ceux qui s'occupent du négoce proprement dit, les uns conduisent les grandes opérations, font les voyages, surveillent la pêche des perles; les autres sont chargés de la vente en détail. Du reste, une hiérarchie sévèrement réglée détermine la distribution des fonctions et des rangs. Au sommet de l'association est le trésorier, qui est élu. Les Banians déploient dans les affaires une grande habileté et même beaucoup de ruse; mais leur caractère doux et inoffensif les fait aimer des indigènes. Ils observent très sévèrement leur religion dans ses moindres pratiques. L'esprit de bienveillance universelle que ce culte répand sur toute la nature vivante s'accommode parfaitement avec l'islamisme. Les musulmans voient de bon œil les Banians traiter les animaux avec les plus grands égards, et subvenir par exemple le samedi à la nourriture de tous les chiens errans, généralement bannis des villes de l'Yémen et du Hedjaz.

On rencontre aussi sur la côte orientale de la Mer-Rouge des Arabes venus de la côte méridionale de la péninsule, d'un pays nommé Hadramout, qui, comme l'Oman, auquel il confine, n'a pas été mêlé d'une manière active aux mouvemens politiques et religieux de l'Arabie. Les habitans de ce pays passent pour grossiers, ignorans et fanatiques : ils accomplissent régulièrement le pèlerinage de La Mecque, dont le grand-chérif jouit à leurs yeux d'une considération toute particulière. Les Hadramauts s'expatrient facilement pour un temps et retournent dans leur pays quand ils ont amassé de l'argent : ce sont les Auvergnats de l'Arabie. Ils forment aussi des associations qui deviennent quelquefois assez puissantes, comme on l'a vu à Djeddah en 1858. Les plus pauvres sont employés comme portefaix; d'autres font le commerce ou possèdent des barques. Les Hadramauts, comme les Banians, donnent aux autres habitans de l'Arabie l'exemple de l'activité et de la persévérance, sans réussir cependant à leur inspirer en général le désir de les imiter. En somme, leur présence est utile; mais il nous reste à parler d'une autre immigration, lente, continue, insaisissable et insensible à la fois, qui pénètre dans le monde arabe et en a déjà profondément modifié la nature. Il s'agit des noirs.

Il est vrai que les montagnards et les Bédouins ont conservé de l'horreur pour les mélanges mélaniens. Ainsi dans la grande tribu des Anezi, qui occupe une partie de l'Arabie septentrionale et de la Syrie, non-seulement l'Arabe blanc n'épouse jamais une négresse, mais le nègre, même affranchi, ne saurait épouser une fille blanche. En général, le nomade, fier de son sang, méprise même l'habitant des villes et ne se soucie pas d'épouser sa fille. Mais,

parmi le peuple établi dans les résidences fixes, le sentiment qui porte à vouloir propager une race pure n'est pas aussi fort, et les noirs se marient avec les Arabes des villes et des villages. Or les noirs sont déjà très nombreux dans la péninsule. Sans parler des esclaves que, d'après la relation de Guarmani, possède le cheik du Djebel-Shammar, M. Wallin cite à Tébouk et à El-Djôf des tribus entières d'anciens esclaves noirs. Il y aussi beaucoup de nègres dans le Nedjd. L'émir Saoud entretenait un grand nombre d'esclaves noirs : son favori Hark, qui était de cette couleur, a quelquefois commandé des expéditions. Au siége de Derryeh, en 1817, la garde particulière d'Abd-Allah était composée de 400 noirs. Le trésorier actuel de l'émir du Nedjd est un nègre. Dans le Hedjaz, les grands-chérifs entretenaient aussi des soldats noirs. Il y a à Médine un assez grand nombre d'Abyssins; des femmes de cette race noire y sont mariées à des habitans. A Djeddah et surtout à La Mecque, l'usage d'entretenir des esclaves abyssiniennes et de les épouser est très répandu. Burckhardt attribue à ces mélanges le teint foncé qui distingue les habitans de cette dernière ville de ceux du désert. Les relations de M. Palgrave renferment des détails intéressans et précis sur l'accroissement rapide de l'élément noir dans l'Oman et dans le sud du Nedjd. M. Botta a constaté que dans les montagnes de l'Yémen la population, qui a été peu mélangée, reste complétement blanche et remarquable par la beauté des traits, les cheveux longs, le nez droit, les yeux grands et ouverts, et que dans le Téhama au contraire la population sédentaire est devenue presque noire. Les Arabes ont laissé dans ces mélanges leur physionomie propre, et leur langue en a été altérée au point de devenir difficilement intelligible. Si cette population continue à s'imprégner de sang noir, elle y perdra ce qu'elle peut avoir conservé de vigueur, de distinction et de noblesse.

Il est remarquable que les familles princières soient celles qui montrent le moins de souci de conserver la pureté de leurs races. Les récits des voyageurs en fournissent de nombreux exemples. L'émir Kaled, un prétendant au trône du Nedjd, qui est mort à Djeddah en 1857, était appelé l'*émir noir* à cause de sa couleur. Le grand-chérif Yayah était presque noir. Le fils du cheik Hassan, qui ne voulut pas permettre à M. Botta de lui rembourser un prêt en disant par métaphore que sa figure deviendrait noire, était le fils d'une négresse, dont il avait le teint. En 1763, l'iman régnant de Saana était d'une couleur noirâtre; il avait une vingtaine de frères, dont quelques-uns, dit Niebuhr, noirs comme de l'ébène, avec le nez épaté et de grosses lèvres, comme les Cafres d'Afrique. Lorsque lord Valentia visita Saana en 1805, l'aîné des fils de l'iman

était l'enfant d'une Abyssinienne. L'iman Al-Mansour avait aussi la même origine.

D'où viennent les noirs qui sont répandus et qui se répandent encore tous les jours en Arabie? De l'immigration libre et de la traite. Il arrive sur la côte orientale de la Mer-Rouge un assez grand nombre de noirs saumalis et abyssins qui y sont librement attirés par la facilité de se procurer les moyens d'existence dont ils sont dépourvus chez eux; mais c'est la traite qui est le grand pourvoyeur de sang africain, surtout de femmes noires. Or c'est par les femmes que les mélanges entre races inégales se font le plus facilement, les hommes noirs trouvant rarement à épouser des femmes blanches. La traite s'opère sur une si grande échelle et avec tant de liberté que le produit en est maintenu au plus bas prix. Ainsi, d'après le témoignage de Palgrave, un esclave coûte de 13 à 14 liv. sterl. dans le Djebel-Shammar, et de 7 à 8 seulement dans le Nedjd.

Ce qui menace le plus la race arabe dans la péninsule, ce n'est en définitive ni la domination turque, ni l'influence européenne: c'est le sang noir. Le grand danger pour la race de Sem est l'enfant de Cham. L'ennemi bien malheureux et bien innocent du mal qu'il va faire, c'est la petite fille ou la jeune mère africaine que le chasseur d'esclaves arrache à sa famille pour alimenter les marchés de l'Yémen, de l'Oman ou du Hedjaz. Le sang blanc de l'Arabie, qui n'a aucun moyen de se renouveler, finira par s'épuiser; mais ce qui ne s'épuisera pas, c'est la population noire de l'Afrique. La lutte est inégale. Cependant les Arabes n'ont pas le sentiment de ce danger. On a même vu la population s'insurger quand le sultan, sous l'impulsion de l'Europe, a voulu prendre des mesures contre la traite. Il y a dans cet aveuglement un châtiment providentiel : il semble qu'une race perde l'instinct de quelques-uns de ses intérêts vitaux là précisément où le sens moral vient à lui manquer.

ADOLPHE D'AVRIL.

GUSTAVE III

ET

LA COUR DE FRANCE

VIII.

L'ÉMIGRATION FRANÇAISE ET LES PLANS DE COALITION EUROPÉENNE.

I.

Il aura été donné à notre temps de commencer à juger équitablement et sans colère, comme cela convient à ceux qui profitent de la victoire, les fautes des amis de la révolution et celles de ses adversaires. Plus les idées dont l'esprit français était alors l'interprète s'approchaient d'un idéal de justice universelle, plus on doit déplorer les violences de ceux qui prétendaient en hâter le triomphe et la profonde erreur de ceux qui crurent le pouvoir empêcher. Ne répétons pas, comme font les esprits absolus, que les excès et les malheurs de la révolution étaient nécessaires. « La philosophie commune, a dit Mme de Staël, se plaît à croire que tout ce qui est arrivé était inévitable; mais à quoi serviraient donc la raison et la liberté de l'homme, si sa volonté n'avait pu prévenir ce que cette volonté a si visiblement accompli? » Sachons distinguer la part de la liberté humaine dans les erreurs qui préparèrent la terrible réaction de 89, dans celles qui en précipitèrent le développement et qui faillirent en compromettre les utiles résultats; ne cherchons pas d'ailleurs qui a été le plus imprudent ou le plus coupable dans l'histoire des derniers temps de notre vieille France : de la royauté,

qui a profité de l'hostilité des divers ordres de la nation pour la subjuguer et lui imposer un absolutisme dont le fardeau devait l'accabler elle-même; — du tiers-état, qui se livra trop entièrement sans doute à la puissance royale en vue d'obtenir par cette ligue la ruine de l'aristocratie; — de la noblesse enfin, qui, par son avidité à reconquérir des priviléges sans cesse contestés, finit par exciter dans la nation ce que Mme de Staël a encore bien défini « l'enivrement sauvage d'une certaine égalité. » Chacun a erré quand tous étaient solidaires. Avant de succomber, la royauté a vu détruire cette noblesse française sur laquelle en particulier il serait peu juste de faire peser tous les torts. Sans compter les pages éclatantes que lui doit notre histoire, le dernier tiers du XVIIIe siècle n'a-t-il pas vu une partie de l'aristocratie française indiquer au pays quelques-uns au moins des dangers qui le menaçaient et les voies vraiment libérales qui eussent permis peut-être de tourner les écueils? La nuit du 4 août s'est-elle fait longtemps attendre? Malheureusement il est vrai qu'une autre portion de l'aristocratie, après avoir profité des abus de l'ancien régime, l'a voulu défendre les armes à la main. Les émigrés n'ont pas distingué le terme au-delà duquel l'émeute devenait révolution et la résistance aveuglement fatal, jusqu'à faire méconnaître la voix même de la patrie. Les vrais coupables parmi eux ont été ceux qu'entraînait dans une pareille erreur l'égoïsme, une longue habitude des jouissances ou bien simplement une incurable légèreté d'esprit. A vrai dire, ceux-là furent nombreux dès les premiers temps de l'émigration; ils se groupèrent autour des princes, et c'est précisément avec eux que Gustave III brûla de faire cause commune (1).

Il semble qu'on n'ait pas suffisamment séparé du parti du roi ce parti des princes, formé de bonne heure dans le sein de l'émigration et devenu promptement redoutable pour la famille royale elle-même. Dès le lendemain de la prise de la Bastille, le comte d'Artois, le prince de Condé et leurs fils avaient donné le signal de quitter la France. Un certain nombre des premiers émigrés partirent pour le Canada, d'autres se dispersèrent dans les plus importantes capitales du continent, où ils portèrent leurs préjugés; mais les principaux par la naissance, comme les Polignac, le maréchal de Broglie, M. de Lambesc, etc., s'attachèrent aux princes. Le premier asile pour ceux-ci fut la ville de Turin, dans les états d'Amédée III, beau-père du comte d'Artois. Là se réunit toute une ardente émigration qui prit en pitié Louis XVI lorsqu'il parut accepter la pensée d'une transac-

(1) Voyez, sur la politique de Gustave après son second voyage en France, la *Revue* du 1er octobre. Voyez aussi, pour l'ensemble de cette série, la *Revue* du 15 février, 1er mars, 1er avril et 15 juillet 1864, du 15 août et 15 septembre 1865.

tion avec les idées nouvelles. Ce parti ne songeait qu'à rétablir, par la force au besoin, tout l'ancien régime. S'appuyant sur les armées du roi de Sardaigne, sur les promesses de Vienne, sur la coopération d'un autre corps d'émigrés campé à Figuières en Catalogne, il fomenta des troubles dans les provinces méridionales de la France, auxquelles il promettait Lyon pour capitale future au lieu de Paris. Le camp de Jallez, formé sous les inspirations venues de Turin, en septembre 1790, dans les montagnes de l'Ardèche, se crut un instant destiné à devenir un centre important d'opposition contre l'assemblée constituante. Les gentilshommes du Vivarais, du Forez, du Lyonnais et de l'Auvergne commençaient de s'y réunir, et quelques démonstrations des troupes sardes enflaient déjà leurs espérances. En vain Louis XVI condamnait-il publiquement leurs dangereux efforts : ils répondaient que ses manifestes ne contenaient pas sa vraie pensée, et qu'il leur appartenait de les interpréter conformément aux intérêts de la monarchie. En vain Marie-Antoinette écrivait-elle lettre sur lettre à son frère l'empereur d'Autriche ou bien au comte Mercy pour maudire ce qu'elle appelait « l'extravagance de Turin, » pour déclarer que le roi redoutait en vue de sa propre liberté la victoire des princes, et pour supplier qu'on les arrêtât dans leur entreprise, ou qu'on s'abstînt du moins de les secourir : elle ne gagna rien en réussissant à entraver leurs tentatives du côté du midi, car de Turin ils se transportèrent à Coblentz et à Worms au commencement de 1791. On les vit, dans la première de ces deux villes, comptant pour rien le roi, organiser, en même temps qu'une armée, un gouvernement qu'ils imposeraient ensuite de toutes pièces à la France conquise par leurs armes. De Calonne prenait en main l'administration des finances, ce qui, dans le désarroi des princes, était pour le moment presque une sinécure, et celle de la police, fonction plus nécessaire au milieu du désordre où l'on se trouvait : de Calonne, en récompense, devait obtenir, lors de la restauration, sans doute fort prochaine, le rang de pair du royaume et de premier ministre. Le maréchal de Broglie prit le ministère de la guerre et s'entoura de bureaux. On vendit à l'avance des immunités et des titres, on se partagea toutes les dignités du royaume, comme faisaient les chevaliers qui entouraient Pompée à la veille de Pharsale. L'armée improvisée ne laissait pas que d'être assez nombreuse : beaucoup d'officiers nobles avaient passé la frontière; toute une partie du régiment de Berwick Irlandais était sortie de Landau avec armes et bagages. Ce qui manquait toutefois, c'étaient les soldats; tous ces nobles, quels que fussent leur âge et leur expérience, septuagénaires ou imberbes, avaient réclamé des postes dignes de leur nom. Le marquis d'Autichamp, commandant de la

gendarmerie, réforma d'un coup quatre-vingt-cinq gendarmes, qui n'étaient pas d'assez beaux hommes à son gré. L'infanterie faisait l'exercice avec des instructeurs prussiens ou suédois, et en se servant de bâtons à défaut de fusils; la cavalerie, en attendant que Gustave III lui fît don de cinq mille chevaux, ne figura que par les cadres brillans de ses officiers. En revanche, on avait une cour; nul n'y était admis qu'assisté de quatre gentilshommes qui attestaient la pureté de ses principes, et, pour compléter l'illusion, le comte d'Artois y trônait avec ses maîtresses. On appelait Coblentz *la cour* ou *la ville*, et Worms était *le camp*. Il y avait en effet, non pas précisément dans Worms, — cette ville impériale ne l'eût pas souffert, — mais dans le château où résidait l'électeur, un corps de noblesse militaire peu nombreux, mais bien commandé par le prince de Condé. Ce groupe-là observait une certaine discipline, entretenait des relations importantes avec la noblesse non émigrée de Lorraine et d'Alsace, et menaçait particulièrement Landau.

Worms et Coblentz convenaient d'ailleurs beaucoup mieux que Turin aux projets des princes. Ils s'y trouvaient à peu de distance de Paris et en relations faciles avec les puissances dont ils convoitaient le plus les secours. Bien plus, l'ardeur intempérante et les préjugés mêmes de l'émigration rencontraient des sympathies qui lui étaient chères auprès de ces petites souverainetés ecclésiastiques et laïques de l'ancien empire d'Allemagne particulièrement groupées dans la région du Rhin et dans celle du Haut-Danube. Le parfum tout féodal qui s'exhalait de ces cours causait à nos émigrés de douces illusions, et leur rendait, au milieu de l'exil, quelques traits d'un idéal qu'en France même ils n'avaient pu rêver qu'à peine. Gustave III en pensait ainsi quand il se sentait attiré vers Aix-la-Chapelle et Spa, où lui venaient non-seulement de France, mais des principautés allemandes, tant d'hommages. Membre lui-même du corps germanique, et la couronne de Suède étant signataire du traité de Westphalie, il songeait à prendre en main, si l'empereur manquait à son devoir, les griefs de ces princes d'Allemagne que la révolution française dépouillait, en dépit de ce traité, de leurs possessions d'Alsace. Faisant d'ailleurs cause commune avec l'émigration française, il aspirait à en être le chef et le sauveur. Que la Russie lui accordât ce qu'il lui fallait de subsides, et il saurait bien, même sans le concours des puissances du midi, si leur apathie ou leur égoïsme les retenait, trouver une armée suffisante pour vaincre la révolution; il montrerait ce dont le nord était capable. Or dans ces premiers calculs il ne manquait pas de faire entrer les ressources que lui offrait, en dehors de la Prusse et de l'Autriche, le concours des états allemands. Il pensait que ces princes germaniques détes-

taient autant que lui les idées révolutionnaires, qu'ils étaient aussi intéressés que les émigrés eux-mêmes au rétablissement de la monarchie française, et qu'il ne pouvait souhaiter de plus dociles instrumens pour sa propre gloire.

Les petites cours de l'Allemagne ressemblaient alors, il est vrai, à des citadelles de l'ancien régime, qui s'y était cantonné avec tout l'appareil en miniature de l'absolutisme et du bon plaisir. On peut en juger, et apprécier ensuite quelles sympathies ou quels secours Gustave III et l'émigration devaient rencontrer de ce côté, en écoutant les curieux témoignages qu'a laissés un des membres précisément les plus marquans du parti des princes. Je rencontre ces témoignages dans les papiers, encore tout à fait inédits, de M. d'Escars, qu'une offre infiniment obligeante m'a permis de consulter (1). M. d'Escars réclame dans notre récit une place importante, puisqu'il a été le plénipotentiaire des princes et de la contre-révolution auprès de Gustave III; il a résidé en cette qualité à Stockholm, et y était encore lors de l'assassinat du roi de Suède. C'est une bonne fortune d'avoir ses propres récits, non-seulement sur ce qui concerne ses relations directes avec le cabinet suédois, mais, lorsqu'il voyage en tous sens à travers l'Allemagne pour les intérêts du parti contre-révolutionnaire, sur l'état politique et moral des pays où Gustave et les princes devaient trouver de naturelles alliances. Ajoutons que le narrateur lui-même nous apparaîtra comme un type intéressant d'une certaine sorte d'émigrés.

Né en 1747, d'abord gentilhomme et capitaine des gardes du comte d'Artois, puis colonel d'un régiment de dragons et premier maître d'hôtel du roi, marié en 1783 à la fille du riche fermier-général de Laborde, et compris la même année dans une promotion de maréchaux de camp, le baron d'Escars (2) paraît avoir fait partie de cette noblesse sincèrement dévouée, mais fort imprudente, dont Louis XVI se défiait, même avant la révolution. Le 4 août 1789, quelques jours seulement après l'émigration des princes, il part lui-même avec le caractère d'agent secret près des puissances étrangères, mais reste une année sans recevoir de la cour aucune communication directe. Cela ne l'empêche pas de faire bonne figure et de répandre les bons principes dans les cours qu'il visite : sa mission l'amène ainsi, sur les bords du Rhin et du Haut-Danube, chez des souverains fort ennemis de la révolution française.

(1) C'est M. le marquis de Nadaillac que j'ai à remercier de cette intéressante communication. M. d'Escars avait épousé en secondes noces, en 1798, Mme de Nadaillac, née de La Ferrière, qui jouissait d'un grand crédit, par son esprit distingué, à la cour de Berlin.

(2) Plus tard comte après la mort d'un frère aîné, puis créé duc sous la restauration.

Ce n'est pas toutefois dès sa première étape, c'est-à-dire à Bonn, résidence de l'électeur de Cologne, que M. d'Escars rencontra le plus d'ardeur favorable au parti des émigrés. La double raison en était le caractère du prince-électeur, Maximilien, frère de Marie-Antoinette, et sa dépendance de l'Autriche. Les grandes cours montraient elles-mêmes et imposaient à celles qui subissaient leur influence immédiate plus de réserve que les petits états, et elles les retenaient quelquefois. Quant au prince-électeur, doué de peu d'initiative et fort timide, c'était le même qui, lors de son voyage en France, visitant à Paris le Jardin du Roi, avait répondu à Buffon lui offrant un exemplaire de ses œuvres : « Je ne veux pas vous en priver! » Il avait fallu que Joseph II, son frère, pendant son voyage de 1777, réparât la faute en allant faire visite à Buffon, pour prendre, expliqua-t-il, les précieux volumes que le jeune archiduc avait oubliés. M. d'Escars le trouva, dans son électorat de Cologne, extrêmement froid sur les événemens de la France, et même, ajoute-t-il, sur les insultes déjà faites à la reine sa sœur, du reste tout absorbé dans sa liaison avec la femme d'un des ministres étrangers qui résidaient à sa cour : ce n'était guère qu'à table, à dîner ou à souper, qu'on pouvait parler avec lui; tout le reste de son temps était absolument consacré à sa maîtresse.

En revanche, l'électeur de Mayence, un simple gentilhomme, baron d'Erthal, mais par son titre chancelier de l'empire et directeur de la diète, témoignait d'un grand zèle. « Je n'ai jamais rencontré, dit M. d'Escars, de prince plus prononcé contre la révolution française et en calculant mieux les dangers... Sa cour était brillante; il tenait l'état le plus splendide. J'étais sans cesse invité à dîner et à souper, non-seulement aux grands repas de cérémonie, mais aussi dans la société particulière de l'électeur, chez Mmes de F... et de G..., qu'on appelait tout bas ses deux ministres. « J'allai de là à la très petite cour de Bruchsal, résidence de l'évêque-prince de Spire. Cette souveraineté était alors occupée par un comte de Limbourg-Vehlen-Styrum. On ne pouvait avoir des états plus voisins de la France; on ne pouvait aussi être plus ennemi des nouveaux principes. Il connaissait à fond la constitution et le droit germaniques, et adressait aux diverses cours allemandes ainsi qu'à la diète des notes très fortes et très bien rédigées dans l'importante vue de préserver l'Allemagne et tous ses princes des dangers de la propagande qui travaillait déjà tous les états voisins de la France. »

De Bruchsal, M. d'Escars se rendit chez le duc de Wurtemberg, à Stuttgart. Jusque-là il avait été satisfait des dispositions de nos ministres auprès des petites cours d'Allemagne, de M. de Maulevrier à Bonn et du comte d'Okelly à Mayence; mais ici M. de Mac-

kau, frère du marquis de Bombelles, lui parut pencher vers les principes révolutionnaires : aussi, bien qu'il l'eût personnellement connu naguère, l'ayant eu sous ses ordres dans les gardes du corps du comte d'Artois, il se tint à son égard dans une soigneuse réserve. — De Charles-Eugène, duc de Wurtemberg, M. d'Escars ne sait trop que penser. Le duc ne pactisait pas avec la révolution, mais il était du nombre de ces princes d'Allemagne qui recevaient leurs inspirations de la Prusse et continuaient l'école philosophique et politique inaugurée par Frédéric II. Le Wurtemberg était devenu sous sa domination un champ d'expériences pour l'actif esprit de réforme qui animait le XVIIIe siècle. Enseignement, industrie, agriculture, avaient reçu de ce prince une impulsion dont les traces ne sont pas entièrement effacées aujourd'hui : c'est le duc Charles-Eugène qui a créé le château et le parc de Hohenheim, où l'on voyait de son temps, comme un symbole de l'ardeur tumultueuse d'alors, un confus amas de constructions imitant toutes les époques, des thermes romains et des temples grecs à côté d'églises gothiques, des mosquées turques en face de *cottages* anglais. De lui aussi datait cette *Carls-Schule* que le grand nom de Schiller a rendue célèbre. M. d'Escars pensait sans doute qu'il était téméraire d'encourager l'esprit de réforme dans un temps où ses excès étaient si visibles. « Je fus fréquemment invité, dit-il, au château de Hohenheim, qu'habitait alors le duc régnant, homme d'esprit sans doute et fort instruit, mais qui donnait à plein collier dans la ridicule singerie de Frédéric II et dans la manie d'avoir une légion de géans auxquels il payait des engagemens monstrueux... Avec sa petite armée de six à huit mille hommes et sa légion de brigands, ramassis de toutes les nations, il se croyait à l'abri des maximes françaises. » Il avait pourtant auprès de lui, pour prédicateur de sa cour, ce moine apostat Euloge Schneider, qui devint président du tribunal révolutionnaire à Strasbourg, ensanglanta l'Alsace, et périt sur l'échafaud après avoir été arrêté par ordre de Saint-Just et de Lebas.

L'électeur de Bavière, que M. d'Escars visita ensuite, sexagénaire et malade, ne s'occupait de l'administration de ses états que pour piller son propre trésor à l'insu du pays en faveur de ses nombreux bâtards; toutefois son indolence avait laissé le champ libre, là aussi, à l'esprit de réforme.

« Le véritable arbitre de tout à cette cour, dit M. d'Escars, était un Anglo-Américain nommé Thomson, devenu depuis, à une vacance de l'empire, comte de Rumford, les électeurs de Bavière et de Saxe ayant, pendant leur vicariat, le droit de créer des princes et des comtes. C'est le même comte qui est connu par les soupes et les cheminées *à la Rumford* et beaucoup d'autres objets tenant à l'industrie et à la physique. Retiré en France, il y

a épousé la veuve du fameux Lavoisier... Je me procurai les mémoires par lesquels Thomson avait captivé la confiance et la faveur exclusive de l'électeur; en lisant les préambules de ceux qui traitent de la guerre, des finances, de l'administration intérieure, des hôpitaux, des manufactures, etc., je croyais lire les préambules emphatiques de M. Necker, et j'y retrouvais tous les principes philosophiques de ce Genevois. »

De Munich, M. d'Escars alla vers Ratisbonne; cette ville impériale, enclavée dans les états de l'électeur de Bavière, était le siége de la diète germanique : la représentation diplomatique, particulièrement celle des états allemands, y figurait au complet. M. d'Escars fut bien étonné d'y trouver presque tous les ministres de l'empire faisant partie des *illuminés;* Ratisbonne était le foyer de la secte malgré la persécution dirigée contre elle par l'électeur de Bavière lui-même. A quelque distance de Ratisbonne enfin, l'émigré français visita la plus aimable, à son gré, de ces petites cours d'Allemagne, celle du prince-évêque de Passau. Par son curieux récit, on jugera de la douce vie que procuraient ces souverainetés demi-féodales tout près de notre frontière en l'an de grâce 1789, et du peu de goût qu'y devaient inspirer les terribles nouveautés de la France révolutionnaire. M. d'Escars nous rend par le menu toutes ses impressions. La féconde période au terme de laquelle il rédige ses mémoires, — de 1789 à 1812, — lui a laissé bien peu de plus vifs souvenirs.

« Ce n'étaient que riches repas et fêtes brillantes, dit-il, chez le prince-évêque de Passau, cardinal d'Auersberg. La première fois que je me rendis à sa résidence d'été, je demandai le maréchal de la cour pour me présenter à son altesse éminentissime; mais, sans me faire attendre, on ouvrit la porte d'un très beau salon, et je vis le cardinal entouré de femmes et de chanoines. Après un excellent accueil, on passa dans la salle à manger, et je fus placé entre le prince-évêque et la comtesse sa nièce. La chère était allemande, il est vrai, mais somptueuse et très bonne, les vins du Rhin et de Hongrie en abondance et parfaits, la comtesse prévenante et aimable. La conversation du cardinal fut celle d'un bon et digne homme : il me demanda des nouvelles de tous les ambassadeurs français qu'il avait connus à Vienne. Le repas achevé, « il fait trop mauvais temps, me dit-il, pour vous proposer une promenade dans mes jardins anglais; je vais vous ramener en ville, où nous avons un opéra qui vous amusera peut-être. » En effet, je monte en voiture avec le cardinal, la comtesse et le grand-doyen du chapitre. Nous arrivons dans la plus jolie loge et la mieux décorée; je vois une salle de spectacle charmante, du meilleur goût, quoique petite, et remplie de jolies femmes parfaitement mises. Un coup d'archet imposant annonce l'arrivée du maître; on bat des mains, on applaudit le souverain, qui répond par les salutations les plus affables. Une toile parfaitement peinte se lève, et on représente le célèbre opéra de *Don Juan* de

Mozart. Le cardinal me fit placer entre lui et la comtesse, me fit observer la salle, les décorations du théâtre, me nomma les plus jolies femmes, les acteurs et les actrices, dont partie étaient comédiens par état et partie étaient des amateurs de la ville, ainsi que l'orchestre. Après chaque acte, on apportait dans un salon qui précédait la loge des glaces et toute sorte de rafraîchissemens.

« ..... Invité de nouveau pour le lendemain, un équipage à six chevaux, avec un piqueur devant, deux heiduques et un valet de pied derrière, vint me prendre à mon auberge. Le temps était beau. Après le dîner, le cardinal me conduisit dans ses jardins anglais. La seule description que j'en ferai se bornera à dire qu'ils descendent par une pente douce, remplie de toute sorte d'arbres et d'arbustes exotiques, d'une assez grande colline, sur laquelle est bâti un palais du meilleur goût, jusqu'à la rive gauche du Danube, qui coule entre deux rives fort escarpées. On voit en avant de soi deux fortes rivières se jeter avec rapidité dans ce fleuve majestueux. Partout où nous rencontrions dans cette promenade des jardiniers ou d'autres gens quelconques, ils mettaient aussitôt le genou en terre, et le cardinal distribuait à droite et à gauche ses bénédictions.

« Au retour de cette délicieuse et sainte promenade, nous rentrâmes au château. « La soirée est longue, me dit le bon prince. Je vous propose de vous ramener en ville : j'aurai chez moi un petit bal. — Allons, monseigneur, répondis-je, hier opéra, aujourd'hui bal; qui peut se refuser à une si douce vie? » En effet, nous montâmes en voiture, et bientôt nous arrivâmes dans une salle de bal des plus jolies, des plus ornées, et certainement des mieux éclairées que j'eusse vues. Il y avait entre autres au moins quinze ou dix-huit lustres en verre de Bohême, d'un éclat étonnant. A peine fûmes-nous placés au fond de la salle, le cardinal, la comtesse et moi, que les valses commencèrent avec une rapidité que je n'ai connue que là et à Vienne. A mesure que la colonne de valse passait devant nous et s'y arrêtait, le cardinal appelait à lui la dame ou la demoiselle, me la nommait, me disait son âge, m'en faisait remarquer la taille fine et svelte, la figure fraîche et adolescente, et chacune, après avoir reçu de son éminence une petite caresse et un compliment, continuait sa valse.... Ce fut le cœur pénétré de reconnaissance et d'un vif regret que je pris congé d'un si digne prélat. Je n'imaginais pas que l'on pût mener une vie plus délicieuse que celle de la cour de Passau. »

Ces récits et la physionomie même du narrateur ne sont-ils pas également instructifs? Voilà quelles délices la révolution allait sans pitié dissiper à jamais. Ce monde féodal qu'abritait encore l'édifice vermoulu du saint empire germanique, ces naïfs héritiers du moyen âge, dont le doux sommeil paraissait devoir être éternel, jouissaient dans la profonde sécurité qu'on vient de voir de leurs dernières heures. Et quant aux alliés de Gustave III, on voit qui ils étaient : des politiques comme cet excellent M. d'Escars, des souverains comme ce bon cardinal-évêque de Passau, et, pour les conduire,

les chefs inconsidérés, vaniteux, exaltés, de l'émigration. Impatiens d'agir, ces derniers ne furent d'abord retenus que par leur propre impuissance et par l'attitude des grandes cours, qui, ne conservant pas beaucoup d'illusions, attendaient les agressions révolutionnaires pour les combattre ouvertement, mais ne refusaient pas cependant de prêter l'oreille à ce que proposeraient les Tuileries. Le cabinet de Vienne en particulier, sous les deux règnes de Joseph II et de Léopold, frères de Marie-Antoinette, se prêtait aux instances de la reine contre les princes. Léopold s'efforça d'arrêter la fougue du comte d'Artois, refusa de le recevoir, et ne put empêcher cependant qu'en janvier 1791 l'étourdi de Calonne, venu secrètement à Vienne, ne laissât deviner à demi son incognito dans un bal masqué, au risque de faire croire en ville et de voir imprimer dans les gazettes que le comte d'Artois en personne venait s'entendre avec l'empereur, — cela au moment où la situation de Louis XVI et de Marie-Antoinette dans Paris devenait assez critique pour que le bruit d'une connivence avec l'étranger leur pût devenir fatal. M. d'Escars, en racontant cet épisode avec de curieux détails dans ses mémoires, montre bien que de Calonne, son oncle, a été comme lui-même un type de cette brillante et dangereuse émigration.

L'échec de Varennes, qui brisait les espérances du parti du roi, ouvrit libre carrière aux présomptions du parti des princes. Précisément la révolte des Brabançons contre l'Autriche venait d'être domptée : le parti de Van der Noot, dédaigné par La Fayette et l'assemblée constituante, abandonné à ses propres forces, avait été facilement abattu; une patrouille de hussards s'était emparée de Bruxelles, et en quelques jours on avait tout fini. Comme s'il y avait eu quelque rapport entre cette faible révolte, toute favorable à la cause des priviléges ecclésiastiques ou féodaux, et la révolution française, les émigrés assimilaient le facile triomphe de l'Autriche à celui que bientôt ils remporteraient eux-mêmes. De Paris, les chefs du côté droit de l'assemblée, partageant cette confiance, engagèrent tout ce qui restait de nobles en France à partir pour Coblentz et Worms au nom de l'honneur et du roi. Les femmes s'en mêlaient et envoyaient des quenouilles à ceux qui voulaient rester. Il ne s'agissait, disait-on, que d'une promenade sur les bords du Rhin; dans cinq ou six semaines, on serait de retour avec la victoire. Il ne fallait que montrer son panache : — un mouchoir blanc, la botte du prince de Condé, et six francs de corde pour pendre les chefs de la révolution, que faudrait-il de plus? Une feuille périodique fondée à Coblentz sous le titre de *Journal de la contre-révolution* avertissait amis et ennemis : deux millions d'hommes, à l'en croire, s'avan-

çaient au secours des émigrés; si l'on avait quelques doutes, les initiés répondaient en confidence que ces troupes ne marchaient que la nuit, pour mieux surprendre les démocrates. Le triomphe obtenu, on rétablirait l'ancienne constitution avec les trois ordres, car de prêter l'oreille au système représentatif, c'eût été conspirer avec l'Angleterre et avec l'esprit nouveau. Si l'émigration même, dans ce qu'on appelait le parti du roi, offrait de tels conspirateurs, c'étaient les pires ennemis. En attendant l'intime alliance de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, dont on ne doutait pas, on acclamait le roi de Suède.

Jusqu'à Varennes, Gustave ne s'était pas entièrement livré à ce parti extrême; il distinguait même l'excès choquant de ses vaines prétentions. Il écrivait par exemple en arrivant à Aix-la-Chapelle, le 16 juin 1791 : « J'ai trouvé ici presque tout ce qu'il y a de plus grand en France. Tous ces illustres proscrits forment une société très agréable. Ils sont tous animés d'une haine égale contre l'assemblée nationale, et aussi d'une exagération sur tous les objets dont vous n'avez aucune idée. C'est un spectacle vraiment curieux, et en même temps triste, de les entendre et de les voir. » Gustave III ne conserva point après Varennes cette modération, qu'autour de lui tout contribuait à lui faire oublier. On le saluait comme le protecteur avoué de tous. Marie-Antoinette lui envoyait une épée d'or avec cette devise : *Pour la défense des opprimés*, et les feuilles parisiennes, en l'insultant, augmentaient son crédit. Il tenait cour à Aix-la-Chapelle avec Fersen, d'Escars, le baron de Breteuil, M. et Mme de Saint-Priest, de Calonne, le marquis de Bouillé, Mmes d'Harcôurt, de Croï et de Lamballe. Le comte d'Artois, le prince de Condé et ses fils venaient de Trèves, où ils avaient transporté leur quartier-général, pour le visiter, et se rencontraient avec les délégués des petits princes allemands, surtout du prince-évêque de Spire, de l'électeur de Mayence et de l'électeur de Trèves, oncle du comte d'Artois. Aux émigrés Gustave offrait toute son assistance (1) : trois fois la semaine sa table était servie pour eux à cent couverts, ce qui causait un sensible plaisir à une

(1) La princesse de Lamballe lui écrivait deux mois plus tard : « Sire, voulez-vous bien recevoir les hommages de ma reconnaissance? M. le baron de Staël, d'après vos ordres, m'a envoyé mes diamans, grâce à vos bontés. Je suis hors de toute inquiétude : ils sont arrivés à très bon port. Votre majesté m'a permis de lui en mander la réception. Cette circonstance est trop heureuse pour moi, puisqu'elle me met à position de lui dire combien les bontés qu'elle a bien voulu me témoigner à Aix-la-Chapelle seront à jamais gravées dans mon cœur, et les vœux que je fais de la voir bientôt le régénérateur du bonheur de tous les bons Français. Je suis avec un profond respect, sire, de votre majesté la très humble et très obéissante servante, M. L. T. de Savoye. — Ce 29 août 1791, à Aix. » (Lettre inédite, au moins en France.)

foule de gentilshommes que l'absence de solde réduisait quelquefois à se nourrir de lait et de pommes de terre. Devenu le héros de la contre-révolution, il rencontrait sur sa route des femmes et des enfans qui lui tendaient les bras pour qu'il les ramenât dans leur patrie. Lui que la cour de France avait jadis efficacement protégé, il allait payer sa dette, et au-delà, tout en acquérant pour son propre pays et pour lui-même une gloire nouvelle. Après avoir, comme Gustave Vasa, délivré la Suède de la domination ou des influences étrangères, après avoir battu les Russes comme Charles XII, il lui était réservé de délivrer, comme Gustave-Adolphe, l'Europe entière d'une redoutable tyrannie. Ouvrez l'*Almanach de Gotha* de 1791, qui s'imprimait au milieu de cette Allemagne dont Gustave III avait recherché les sympathies, vous jugerez, rien qu'en feuilletant ce petit volume déjà répandu dans les cours, du renom dont Gustave et la Suède jouissaient auprès du monde germanique. Les gravures dont la publication est ornée, et qui chaque année devaient consacrer le souvenir des événemens ou des personnages contemporains les plus remarquables, sont consacrées cette fois à peu près exclusivement à la Suède et à son roi, soit qu'elles retracent la révolution de 1772 ou qu'elles empruntent des scènes aux règnes glorieux des prédécesseurs de Gustave III (1).

D'utiles avertissemens ne faisaient pourtant pas défaut et auraient dû préserver le roi de Suède de ses étranges illusions : M. de Staël, son ambassadeur à Paris, qu'il soupçonnait à la vérité de pactiser avec l'assemblée nationale, lui écrivait le 12 avril 1790 :

« Les aristocrates ne cessent de parler ici de contre-révolution, tandis que, pour en exécuter une, si elle était possible, il faudrait n'en jamais parler. — M. le prince de Condé paraît décidé à entrer en Alsace. S'il avait une armée puissante et des intelligences combinées dans l'intérieur du royaume, ce projet se pourrait concevoir; mais si, comme on le dit, il cède uniquement à sa fureur sans avoir rien calculé, le roi sera forcé de le déclarer lèse-nation, d'ordonner à ses troupes de le repousser, et il résultera de cette tentative des attentats dans plusieurs parties du royaume contre des nobles et des prêtres qu'on soupçonnera de participer à sa démarche. Le roi — ou plutôt la reine, car le roi ne peut être compté, — semble s'opposer de bonne foi aux desseins de M. le prince de Condé. Les aristo-

(1) Je rencontre dans la correspondance de M. de Staël, vers la même époque, une autre sorte d'hommage à Gustave III qui ne laisse pas que d'être inattendu et curieux. L'illustre érudit D'Ansse de Villoison, rappelant qu'il a dédié au roi de Suède son *Homère*, et qu'il a prophétisé les succès de Gustave dans sa dédicace, composée à Éphèse, demande des lettres de naturalisation qui lui permettent de figurer parmi la noblesse suédoise.

crates que ce prince a autour de lui ne tiennent pas à Louis XVI, mais à la royauté, de sorte que le roi et la reine, ces augustes malheureux, sont dans la triste position de ne savoir à qui rallier leurs efforts et leurs intérêts. Leurs amis naturels, ceux qui défendent la monarchie, veulent avec tant d'acharnement le retour de l'ancien régime, qu'il leur importe peu que ce soit le roi actuel ou M. le comte d'Artois ou M. le prince de Condé qui règne, pourvu que la noblesse soit rétablie dans son ancien pouvoir (1). »

M. de Staël, en parlant ainsi, montrait avec une singulière précision jusqu'à quel excès l'entêtement du parti des princes pouvait les entraîner, et quelles graves raisons Louis XVI et Marie-Antoinette avaient de les craindre. Un autre serviteur de Gustave III, le brave et spirituel comte de Stedingk, lui signalait aussi, de Saint-Pétersbourg, les dangers qu'on rencontrerait à se confier au parti extrême de l'émigration; il le faisait avec une rare clairvoyance, et comme un homme qui connaissait à fond, pour l'avoir longtemps pratiquée, notre société française de l'ancien régime.

« On s'occupe beaucoup ici, dans le monde diplomatique, de la part que le roi de Suède pourrait vouloir prendre aux affaires de France. J'emploie toute mon adresse à dérouter les curieux. Je crois la circonspection et la prudence d'autant plus nécessaires en cette occasion que le salut de la famille royale et aussi de la France en dépend indubitablement. Autant je désire une contre-révolution, autant une demi-contre-révolution me paraît funeste et contraire au but. Les princes pourraient bien n'agir que pour leur intérêt. On ne dira point ainsi à Aix-la-Chapelle : je connais les personnes qui s'y trouvent; elles diront qu'il y a cinquante mille mécontens sur la frontière, et si on leur dit qu'il pourrait bien n'y en avoir que dix mille, elles crieront qu'on est démocrate!... En général, j'ai connu que, pour bien gouverner les Français, il ne faut que les modérer. C'est mon attachement pour votre majesté et pour le pays dont elle embrasse la défense qui me dicte ces réflexions (2). »

Stedingk avait raison et jugeait bien les choses; mais sa dépêche arrivait à Aix-la-Chapelle au moment de cette exaltation du lendemain de Varennes. Gustave était tout entier au dessein de soutenir un brillant renom et de justifier d'ardentes espérances. On va voir par quels plans politiques il crut préparer, de concert avec les alliés que nous lui connaissons désormais, l'anéantissement rêvé de la révolution française.

(1) Archives d'Upsal. Collection des papiers de Gustave III.

(2) Archives du ministère des affaires étrangères à Stockholm. Document communiqué par M. le comte de Manderström.

II.

Le parti des princes triomphait, peu s'en faut, en voyant échouer les entreprises du roi et de la reine. De quoi avaient servi la timide circonspection du baron de Breteuil, les demi-mesures et les intentions conciliatrices presque jusqu'à la connivence avec ces mêmes idées dont il fallait empêcher la contagion? Plus de ménagemens pusillanimes : il fallait confier au brillant et hardi de Calonne les négociations avec les cabinets européens, et c'était folie de vouloir capituler avec l'anarchie. On avait besoin de l'appui des différentes cours; en attendant qu'il fût acquis, Gustave III était, par son nom et par ses relations avec le cabinet de Pétersbourg, un allié précieux. Les princes n'en pouvaient souhaiter de plus enthousiaste ni de plus ardent. Loin de se laisser abattre par l'échec de Varennes, excité au contraire, lui aussi, et comme piqué au jeu en croyant prendre désormais le premier rôle, Gustave publiait sa rupture avec le gouvernement qui siégeait à Paris. Sa dépêche à M. de Staël, du 27 juin 1791, imprimée dans toutes les feuilles de l'Europe, le désigna, — c'était son vœu, — aux colères révolutionnaires : « ... Représentant d'un roi qui a eu soin toute sa vie, en protégeant chez ses peuples une juste liberté, de maintenir l'ordre public et la dignité de sa couronne, j'attends de vous que vos démarches seront conformes à ma vie entière, aux sentimens que j'ai fait éclater, à mon caractère connu, à la dignité du trône des Gustave... » Cette pièce, fort connue, et qu'on retrouvera dans le recueil des *Œuvres* de Gustave III, est très digne et très calme; mais vingt jours après le roi de Suède écrit encore à son ambassadeur, et sa lettre, non destinée cette fois à devenir publique, n'en montre que mieux toute son impatience (1).

« 17 juillet 1791. ... Rien de plus déplorable que l'espèce de tranquillité qui semble s'établir en France, car une paix stable et la sécurité des propriétés et des personnes sont incompatibles avec la nouvelle constitution et les principes sur lesquels elle est fondée. Parmi ceux qui cherchent à propager ces principes, les démocrates enragés ne sont pas les plus à craindre : le but qu'ils se proposent et qu'ils montrent trop ouvertement, ainsi que la violence de leurs moyens, sont trop révoltans et trop odieux pour que l'illusion en leur faveur puisse être de longue durée; mais ceux qui, sous les dehors d'une modération affectée, cachent des desseins non moins dangereux, et cherchent à concilier avec les principes généraux et reconnus de la monarchie les principes qui ont le plus servi à la renverser,

(1) Pièce inédite communiquée par M. le comte de Manderström, aussi bien que la plupart de celles qui vont suivre.

ceux-là sont à craindre... D'après mes principes, rien ne serait plus contraire même à mes propres intérêts que toute demande quelconque dont pourrait s'ensuivre un accommodement avec le roi et l'assemblée nationale... Si des circonstances impérieuses ne permettent pas encore d'anéantir l'hydre qui s'est élevée sur les débris du trône, que tout reste dans l'état déplorable où l'assemblée l'a mis... »

Une campagne contre-révolutionnaire était, suivant Gustave III, devenue inévitable : il aurait voulu s'en réserver à lui seul toute la gloire. Il avait accepté l'alliance des chefs de l'émigration, il est vrai, mais avec la pensée d'être leur protecteur, jamais leur obligé. Il traitait de haut, comme un roi depuis longtemps victorieux, avec le comte de Provence, qui venait d'émigrer à son tour, et avec le comte d'Artois. Tout d'abord il leur donna ses conseils pour la constitution d'un gouvernement régulier et légal à opposer au prétendu gouvernement qui siégeait à Paris : un mémoire écrit de sa main et lu par lui dans sa chambre, à Aix-la-Chapelle, le 5 juillet, devant les deux frères et l'évêque d'Arras, émettait l'avis que Monsieur prît immédiatement le titre de régent de France, organisât auprès de lui les plus importans ministères, nommât des agens diplomatiques, et offrît de la sorte soit aux cours étrangères, soit aux Français restés fidèles, une représentation de la monarchie autour de laquelle il leur fût permis de se rallier. Lui-même se hâtait de négocier avec l'impératrice de Russie, soit en son propre nom, soit au nom même des princes, dont il s'était fait donner les pleins pouvoirs, car il comptait que l'assentiment de la tsarine lui permettrait d'agir comme chef des armées du nord sans avoir besoin d'attendre les secours des autres souverains, auxquels d'ailleurs on s'adressait aussi.

Nous avons cependant laissé Gustave III en guerre avec Catherine II, ou du moins au milieu de négociations qu'avait ouvertes la paix temporaire de Verela, en juillet 1790, mais qu'il fallait conduire jusqu'à un traité destiné à fixer la frontière commune de Finlande. On se rappelle que la tsarine avait eu à soutenir les premières hostilités du roi de Suède, suscitées par la ligue anglo-prussienne, dans le temps même où sa guerre contre les Turcs l'occupait elle-même vers le midi. Il est donc facile de comprendre quel double avantage c'était pour elle de voir son turbulent voisin, emporté par sa vive imagination vers les affaires de France, oublier et la guerre contre les Russes et l'importante négociation qui devait fixer sa frontière. Elle se promit de faire bon accueil à tous ses plans contre la révolution française, de gagner du temps en vaines et flatteuses réponses, de profiter de ces délais pour porter les derniers coups aux Turcs, fidèles alliés de Gustave, et au moment

qu'elle choisirait, quand elle aurait toutes ses forces sous la main pour imposer sa volonté, de dicter ses conditions au roi de Suède.

Dès le 9 juillet 1790, un mémoire était adressé par Gustave III à l'impératrice, pour lui soumettre un plan d'invasion. Les troupes de l'empereur, fortes de trente à trente-cinq mille hommes, entreraient par la Flandre, douze à quinze mille Suisses pénétreraient par la Franche-Comté, quinze mille Sardes par le Dauphiné, vingt mille Espagnols enfin par les Pyrénées. Les princes de l'empire attaqueraient l'Alsace. Le roi d'Angleterre, pensait-on, resterait neutre, et se dédommagerait sur les Antilles françaises de l'inaction qu'il voudrait bien garder. L'empereur négocierait avec le roi de Prusse pour que celui-ci donnât ses troupes de Westphalie. Entrés en France, les princes assembleraient un champ-de-mai, et Monsieur, après avoir déclaré sa régence devant les pairs, les grands officiers de la couronne, les évêques, etc., promettrait de conserver les anciennes lois du royaume, les droits et priviléges des divers ordres, et le rétablissement des parlemens. A une si grande entreprise il fallait un chef suprême. Le roi de Suède était fier d'un premier suffrage que lui avait accordé à ce sujet l'impératrice. Il fallait que ce chef eût à sa disposition une force suffisante, ne dépendant que de lui, afin que son autorité fût sûrement assise. Déjà Gustave III avait engagé à son service d'habiles généraux, comme le marquis de Bouillé; il offrait en outre seize mille Suédois et demandait six mille Russes, avec d'importans subsides que la France rembourserait après la restauration. Ce corps, embarqué sur des vaisseaux fournis par les deux couronnes de Russie et de Suède, attendrait à Ostende le moment de débarquer, pendant l'automne de 1791, sur les côtes de Normandie. Deux officiers suédois examinaient secrètement tout le bassin de la Seine, du Havre à Paris. Des mémoires rédigés par la noblesse normande elle-même apportaient les informations les plus rassurantes et les plus détaillées. Tout était donc préparé avec soin; le général en chef était prêt : on n'attendait plus qu'un envoi de roubles et de soldats russes avec un raisonnable appoint de Cosaques, — c'était une recommandation expresse de Gustave III, — pour terrifier les populations françaises. On voit que les plans politiques et militaires ne coûtaient pas à la féconde imagination du roi de Suède : il taillait en plein drap. Nul cependant ne savait mieux que lui la vanité des chiffres et l'incertitude des engagemens qu'il proposait à l'impératrice; mais il espérait l'entraîner par l'apparence de ce concert, se faire donner par elle des secours d'hommes et d'argent effectifs avec le commandement en chef, auquel il tenait par-dessus tout, et qu'il garderait ensuite, quels que fussent les membres et les forces de la coalition

européenne. Toute son infatuation du moment se montre dans une curieuse lettre qu'il adressa le lendemain du jour où il avait expédié le précédent mémoire au comte de Stedingk, devenu son négociateur à Saint-Pétersbourg.

« Quoique l'intérêt que je prends à la famille royale de France soit très grand, celui que je prends à la cause publique, à l'intérêt particulier de la Suède et à la cause de tous les rois est plus grand encore. Tout cela tient au rétablissement de la monarchie française, et il peut être égal si c'est Louis XVI, ou Louis XVII, ou Charles X qui occupe ce trône, pourvu qu'il soit relevé, pourvu que le monstre du *Manége* (1) soit terrassé, et que les principes destructeurs de toute autorité soient détruits avec cette infâme assemblée et le repaire infâme où elle a été créée. Il faut empêcher qu'une nouvelle législature ne confirme, au nom de la nation, une partie des attentats déjà décrétés. Le seul remède à tout cela, c'est le fer et le canon. Il se pourrait qu'à ce moment le roi et la reine fussent en danger; mais ce danger n'équivaut pas à celui de toutes les têtes couronnées, que la révolution française menace. Je suis convaincu d'ailleurs que ce danger pour leurs majestés très chrétiennes n'existe pas, puisque, au moment de l'entrée des troupes étrangères, les factieux seront intéressés à conserver des otages qui pourraient leur servir de rançon. Leur intérêt n'est pas de détruire le roi et le dauphin, car alors Monsieur, qui est libre, serait roi...

« Soyez en garde contre tous les Français qui sont à Pétersbourg. Il y en a de très zélés pour la cause royale, mais qui ont une ardeur exagérée. Il y en a d'autres qui sont les émissaires de la propagande et des démocrates. Ils ne peuvent être dangereux pour vous ni pour l'impératrice; mais il y a une troisième classe, qui se donne le nom de *monarchiens,* qui veulent bien le gouvernement du roi, mais prétendent établir une espèce de gouvernement métaphysique impossible à soutenir en France, et dont l'établissement (s'il venait à se consolider jamais) serait un exemple encore plus dangereux, et servirait à bouleverser tous les trônes. Ceux-là craignent une contre-révolution dont la suite pourrait remettre les choses dans l'ancien état, et par là empêcher leur gouvernement chimérique. C'est d'eux et de leurs conseils qu'il faut vous garder, car sous le masque de très bons sentimens ils cachent les vues les plus funestes pour le bien général de la restauration de la monarchie, qui ne peut exister sans le rétablissement entier de l'autorité royale... »

Ce n'était malheureusement pas Gustave III lui seul qu'une exaltation imprudente inspirait si mal. Le parti des princes, avec son plan de régence qui révoltait la cour, ne professait pas une autre doctrine; M. de Staël nous l'a fort bien marqué. Eux aussi, ils disaient: « Peu importe que le roi de France s'appelle désormais Louis XVII ou bien Charles X; périssent Louis XVI et Marie-Antoinette plutôt que le principe de l'ancien régime et de la monarchie

(1) L'assemblée constituante.

absolue! » La lettre de Gustave III, avec sa haine des *monarchiens*, c'est-à-dire d'hommes intelligens, honnêtes, dévoués, bien accueillis de Louis XVI lui-même, comme M. de Saint-Priest, M. de Ségur, et, à côté d'eux, La Marck, Mercy, Fersen, pouvait servir de manifeste à ces royalistes si redoutés du roi.

S'il comptait avant tout sur l'appui de Catherine II, Gustave était cependant informé des vrais calculs de l'impératrice par le fidèle Stedingk. Devenu ambassadeur auprès de la tsarine après avoir bravement combattu ses troupes en Finlande, Stedingk était bien placé à Pétersbourg pour observer et juger tout un côté de la contre-révolution. Ses dépêches, toujours vivement écrites, intéressent en même temps par la rectitude des vues qui y sont exprimées et par un sentiment d'affection profonde pour la France, où il avait trouvé jadis, avec son ami Fersen, un si bon accueil, et qu'il ne cessait d'aimer.

« Tout le monde s'applique ici, écrit-il de Pétersbourg en juillet 1791, à détourner l'impératrice de donner des secours au roi de France. Le prince Potemkin n'en parle qu'en haussant les épaules. Quant à l'impératrice, il y a des points pour lesquels Dieu le père ne gagnerait rien sur elle. Elle se bornera à bien recevoir les réfugiés français et à se ménager la gloire de la protection. M. de Sombreuil, envoyé ici pour solliciter de l'emploi en faveur de plusieurs personnes de distinction, a été fort bien reçu. Ce jeune homme, rempli de confiance, allait s'en retourner tout joyeux; connaissant les êtres, je l'ai engagé à rester encore quelques jours pour se faire mieux articuler les promesses vagues qu'on lui avait faites. Pour M. de Meilhan, je crois qu'il n'est ici que pour rédiger les ouvrages littéraires de l'impératrice... Les meilleurs alliés sur lesquels votre majesté puisse compter, c'est son génie, son courage et son propre pays... L'impératrice ne se mêlera pas directement des affaires de France; elle répond que la saison est trop avancée, qu'on est trop loin, qu'il faut attendre les réponses des autres cours... Ah! sire, de tous les princes qui portent des couronnes, il y en a bien peu dont les sentimens répondent à leur fortune. Je suis vivement affecté de la tournure que prennent les affaires. Cette pauvre France, cette reine infortunée, mes amis exilés traînant à l'étranger une existence malheureuse, tout cela me navre le cœur! »

Le cabinet de Vienne, quoique particulièrement intéressé par la parenté à défendre la famille royale, n'avait pas donné de meilleure réponse que celui de Pétersbourg. Ce n'est pas toutefois que les deux frères de Marie-Antoinette aient montré d'abord la même attitude. M. d'Escars raconte dans ses mémoires l'étrange accueil de Joseph II quand il lui avait porté, à la fin de 1789, tout le détail des journées du 5 et du 6 octobre. « M. le comte d'Artois, qui m'envoyait, présumait beaucoup trop, dit-il, de la sensibilité dont

serait l'empereur à un attentat contre son sang, son beau-frère et son allié. Joseph II parcourut la lettre que je lui apportais avec une froideur qui me consterna; il se mit à épiloguer, révoqua en doute la fidélité des rapports, qu'il traita d'exagérés. — Pourquoi se sont-ils laissé insulter impunément? s'écriait-il. Pourquoi, depuis l'ouverture de l'assemblée, laissent-ils usurper tous les pouvoirs? — Quelque temps après, il me communiqua sa réponse, qui était dans le style d'un référendaire de la diète. » Léopold, frère de Joseph et alors grand-duc de Toscane, avait accueilli avec d'autres sentimens la même nouvelle. « Il est inconcevable comment le roi ne s'est pas fait plutôt tuer que de céder, écrivait-il à sa sœur Marie-Christine. Il faut avoir le sang d'eau claire, les nerfs d'étoupe et l'âme de coton! (1) » Devenu lui-même empereur en février 1790, il se montra d'abord tout prêt à seconder énergiquement Louis XVI et Marie-Antoinette : on l'a vu contenir la folle ardeur des princes avant la tentative de Varennes; il offrait hardiment, au moment où il croyait que cette première tentative de la cour avait réussi, des secours d'argent et d'hommes; lorsqu'il apprit l'arrestation du roi et de la reine, il écrivit à Marie-Christine : « Je les vengerai exemplairement. » Léopold toutefois avait l'intelligence des dangers que présentait la contre-révolution; il était souverain prudent, dévoué à ses peuples avant de l'être envers sa propre famille; sa guerre contre les Turcs, qui allait durer jusqu'en août 1791, les avait épuisés. Prêt à secourir Louis XVI alors que Louis XVI s'aidait lui-même, il s'indigna de l'étourderie des princes, prit en défiance leur chevaleresque allié Gustave III, et ne répondit plus que par des ajournemens sans fin aux instances dont le roi de Suède et le comte d'Artois l'obsédaient. En vain l'honnête et fidèle Fersen, sans se laisser abattre par l'échec de Varennes, sans distinguer entre les deux partis du roi et des princes, cherchant uniquement à servir la famille royale, venait proposer des combinaisons diverses; en vain le comte d'Artois se rendait lui-même à Vienne, pour représenter que le temps pressait, qu'il fallait mettre Louis XVI en état de repousser la constitution nouvelle et empêcher à tout prix une nouvelle législature (1) : Léopold déclarait qu'à son gré une décla-

(1) Archives de l'archiduc Albert d'Autriche. Voyez le recueil de M. Feuillet de Conches, tome III, page 197.

(2) J'ai sous les yeux, entre un grand nombre de papiers d'état qui montrent combien d'objections fort valables l'empereur invoquait, un intéressant résumé, dressé par Fersen pour Gustave III, et conservé aujourd'hui aux archives du ministère des affaires étrangères de Stockholm sous ce titre : *Mémoire des princes français à l'empereur, intitulé : Points à fixer, et réponses de sa majesté impériale intitulées : Communications verbales.* On en trouvera toute la substance dans notre récit.

ration commune engageant toutes les puissances devait précéder tout manifeste des princes, et qu'on n'avait pas encore le consentement de toutes les cours. Tout en permettant aux officiers et soldats français réfugiés dans ses états d'y rester, il ne pouvait permettre à des régimens de s'y former avant que l'entente commune entre les puissances eût permis de faire les principales dispositions militaires. Il déconseillait en outre la déclaration de régence de Monsieur, voulant ainsi réserver à Louis XVI ses droits et sa liberté d'action. D'ailleurs les lettres intimes de Léopold dévoilaient ses vrais sentimens à l'égard des princes et du roi de Suède. « Ne faites rien de ce que les Français vous demanderont, écrivait-il à sa sœur, gouvernante des Pays-Bas, hors des politesses et dîners; mais ni troupes, ni argent. Je plains leur situation; mais ils ne pensent qu'à leurs idées romanesques et à leurs vengeances et intérêts personnels, croient que tout le monde doit se sacrifier pour eux, et sont bien mal entourés, témoin les papiers de M. de Bouillé et de Calonne. On dit le roi de Suède retourné chez lui; tout cela n'est derechef qu'une rodomontade de sa part. »

Gustave III n'avait pas négligé d'écrire aux autres cours. Sa lettre à Carisien, ministre de Suède auprès de Frédéric-Guillaume II, et son *mémoire* au roi d'Espagne (3 et 16 juillet 91) offrent les variantes curieuses de son thème héroïque. « Je regarde la révolution, mande-t-il au premier, comme le danger le plus imminent pour la tranquillité de l'Europe. Je sens ce danger plus fortement que jamais depuis les affronts faits à la dignité royale dans la personne de Louis XVI. Je crois avoir eu assez de fermeté pour parer les périls qui m'environnaient; mais je ne vous cacherai pas que j'en crains le retour, si l'impunité autorise un si funeste exemple dans un pays qui a été si longtemps en position de donner le ton à l'Europe... » Gustave ne se dissimulait pas d'ailleurs que le roi de Prusse réglerait sa conduite sur celle de l'empereur. Du roi d'Espagne, chef de la maison de Bourbon, il attendait, outre un contingent militaire, une somme de 12 millions de livres pour les premiers six mois de la guerre, s'engageant, sur sa foi de roi et sa parole de gentilhomme, à n'employer ces fonds qu'à l'objet auquel ils étaient destinés : la France ne manquerait pas de rembourser à l'échéance les sommes avancées pour son bien. La réponse du roi d'Espagne ne tarda pas : elle est datée du 3 août. Les circonstances ne sont plus les mêmes qu'il y a un mois, écrit Charles IV; le roi va être mis en liberté pour accepter ou refuser la constitution; il faut attendre ce moment et soutenir Louis XVI alors, si ses sujets résistent aux modifications qu'il pourrait vouloir. On doit réfléchir d'ailleurs sur les difficultés d'une guerre au milieu d'un peuple en-

thousiaste pour le nouvel ordre de choses. « Des armées conquérantes, quelles qu'elles soient, n'y pourraient posséder que le terrain qu'elles occuperaient. » De plus, une invasion compromettrait la sécurité du roi de France. Tout cela n'empêche pas le roi d'Espagne de promettre sa coopération et un secours d'argent quand il en jugera le moment nécessaire. Écrites par le même prince qui, au lendemain de Varennes, n'avait pas craint de rappeler la constituante au respect de la dignité et de la liberté de Louis XVI, et qui bientôt après allait se compromettre pour le sauver, ces lignes montrent bien que l'œuvre de la coalition n'était pas encore avancée, et surtout que Gustave III n'était pas fait pour devenir l'Agamemnon de tant de rois. Le seul succès fut d'avoir obtenu la neutralité du roi d'Angleterre; mais Pitt attendait.

En réalité, le projet de coalition s'élaborait avec beaucoup de lenteur sous la conduite de l'empereur d'Autriche et en dehors des négociations entamées directement par Gustave III et les princes. Ce n'était pas œuvre facile de réunir des puissances jalouses entre elles et divisées par de nombreux intérêts; si la Prusse et l'Autriche se rapprochèrent, ce fut en vertu de leur commune convoitise à l'égard de la Pologne, dont elles préparaient déjà le second démembrement. Tous les cabinets étant occupés des affaires de France, l'occasion leur paraissait favorable. Tel fut, à n'en pas douter, le principal objet de l'entrevue de Pillnitz et des six articles secrets signés le 26 août 1791; mais tel n'était pas le sens de la fameuse déclaration du 27, véritable défi jeté par les deux souverains à la révolution française en leur nom et au nom de tous les rois de l'Europe. On a voulu nier, surtout en Allemagne, que cette déclaration fût un manifeste, la première pierre de la coalition, le commencement de la longue guerre européenne. — Cette déclaration, a-t-on dit, n'a été qu'une concession arrachée par le comte d'Artois, qui, sans y avoir été invité, était parvenu à prendre part aux dernières conférences. La preuve, c'est que nuls préparatifs ne suivirent, et que, lors de la déclaration de guerre faite à quelque temps de là par la France, le 20 avril 1792, les puissances furent prises au dépourvu. Le jour même où la convention venait d'être signée, Léopold écrivait à son ministre Kaunitz que cet acte n'engageait absolument à rien, et ne contenait que des déclarations générales sans portée.

Il est vrai que Léopold parut surpris de l'effet produit en France par la déclaration de Pillnitz; il en attribua le retentissement aux imprudens commentaires des princes. Il leur écrivit que le roi de Prusse et lui ne l'avaient pas entendue de la sorte, croyant nuisibles toutes prochaines démarches contre la France, et ils tentèrent

même, par des commentaires semi-officiels dans les gazettes, de représenter leur manifeste comme nul et non avenu. Vains et puérils efforts pour revenir sur une démarche indiscrète, qui, si elle ne dénonçait pas officiellement la guerre, n'en était pas moins une insulte sanglante à la révolution! Si le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche n'avaient pas saisi le vrai sens des paroles que le comte d'Artois et le parti des princes obtenaient d'eux, s'ils avaient cru n'apposer leurs signatures qu'à des « déclarations générales sans portée, » cela montre seulement que, dans ce trop célèbre épisode de Pillnitz, la clairvoyance de leur conduite publique égalait la générosité de leur politique secrète. Quant aux princes français, si on veut leur faire honneur ici d'un triomphe, il faut se rappeler que ce triomphe imprudent, sans compter les nouveaux déboires dont il fut l'occasion pour Louis XVI, tourna contre la cause royaliste, puisque la France avertie arma de toutes parts, on sait avec quelle ardeur, et opposa, quelques mois après, ses jeunes conscrits de 1792 à la coalition qui se cherchait et s'interrogeait encore. Les premières victoires que la révolution a remportées sur la frontière, elle les a dues au défi insensé de Pillnitz.

Des différens chefs que s'était donnés le parti de l'émigration extrême, l'un, le comte d'Artois, avait donc tout compromis par sa conduite impolitique, et l'autre, Gustave III, risquait de tomber, par des fautes analogues, dans un entier discrédit. Cependant les illusions de ce dernier, au lieu de s'en diminuer, grandissaient au contraire et l'entraînaient à de nouvelles imprudences, jusqu'au jour où il s'apercevrait avec dépit qu'on ferait sans lui la coalition, ou du moins qu'il lui faudrait renoncer à son beau rêve d'abondans subsides et de commandement suprême. Le peu de compte qu'allait faire de lui le parti du roi, dans ses nouveaux plans après l'échec du parti des princes, pouvait lui faire prévoir cette issue.

III.

Gustave III était rentré dans sa capitale au commencement du mois d'août 1791, le front haut, en homme sur qui reposaient d'autres destinées encore que celles de son royaume. L'activité fiévreuse de son séjour à Aix-la-Chapelle s'était continuée en vue du grand rôle auquel il se destinait. Il avait d'abord renouvelé ses promesses de secours à Louis XVI, qui lui répondit (1) :

« Monsieur mon frère et cousin, je viens de recevoir les lignes dont vous m'avez honoré à l'occasion de votre retour. C'est toujours un grand sou-

(1) Lettre sans doute inédite, au moins en France.

lagement d'avoir des preuves d'un sentiment intime comme celui qui m'est rendu par cette lettre. La part, sire, que vous prenez à tout ce qui regarde mon intérêt m'attendrit au plus, et je reconnais à chaque mot l'auguste âme d'un roi que le monde admire, tant pour son cœur magnanime que pour sa sagesse. Je prie votre majesté de croire que je ne suis pas le dernier qui reconnais ces vertus, et que je compte pour le bonheur le plus satisfaisant d'avoir reçu ces nouveaux témoignages de leur existence, monsieur mon frère et cousin, de votre majesté le plus affectionné frère et cousin,

« LOUIS. »

Tout en poursuivant ses négociations à l'étranger, il avait pris un ensemble de mesures intérieures pour protéger ses propres sujets contre l'invasion de l'esprit révolutionnaire : interdiction aux gazetiers de tout commentaire ou compte rendu relatif à ce qui se passait en France; défense aux gens de théâtre et à ceux qui montraient des figures de cire d'aucune exhibition offrant aux regards des Suédois les faits et gestes ou les traits mêmes des démocrates français. Tout entier d'ailleurs à ses projets belliqueux, le roi de Suède priait M. de Pahlen, le représentant de Catherine II à Stockholm, de lui servir d'aide-de-camp-général dans la prochaine croisade. Un régiment de la garde suédoise venant à faire son entrée dans Stockholm par suite d'un changement de garnison, Gustave donna, au milieu de l'étonnement public, un grand appareil à ce très simple incident militaire. Il assigna dans le défilé, auquel il se rendit lui-même, une place à M. de Pahlen, qui commencerait de la sorte, disait-il, ses nouvelles fonctions auprès de lui. Il lui fit remarquer dans cette cérémonie, ajoute un témoin oculaire, la représentation de sa future entrée dans Paris. « On croirait que ce n'est qu'une plaisanterie, ajoute le narrateur, mais cela s'est dit avec un grand sérieux (1). »

Il est vrai que Gustave III avait autour de lui quelques dangereux conseillers, comme ce baron de Taube, ennemi acharné de la révolution, auquel les émigrés, dit un auteur suédois, avaient promis, pour qu'il jouât ce rôle, une pension annuelle de 80,000 francs après la restauration accomplie. Il y avait aussi M. d'Escars, que l'on retrouve ici en qualité de plénipotentiaire des princes. M. d'Escars, que nous avons quitté à la fin de son agréable excursion à travers les petits états de l'Allemagne pendant l'année 1789,

(1) Dépêche du comte de Reventlow, ministre danois à Stockholm, en date du 20 septembre 1791; archives du ministère des affaires étrangères de Copenhague. Je dois en outre la communication d'une copie de la correspondance diplomatique échangée entre M. de Reventlow et le comte de Bernstorff, ministre des affaires étrangères de Danemark, où j'ai fait déjà d'assez nombreux emprunts, à l'obligeante initiative de M. le comte E. de Moltke.

avait continué son personnage de diplomate en disponibilité jusqu'à ce que ses liens avec le comte d'Artois et une évidente sympathie le fissent passer en service actif dans le parti des princes. Il était à Aix-la-Chapelle pendant Varennes, il était plus tard à Pillnitz; partout spectateur souriant plutôt qu'utile diplomate, il voyait, comme il dit dans ses mémoires, la scène extérieure de la révolution « des premières loges. » M. d'Escars était toujours le même. Il faut l'entendre raconter, à la fin de son voyage d'Allemagne, ses plaisirs d'hiver au milieu de l'aimable société viennoise : cavalcades le matin au Prater, invitations à dîner, loges le soir à tous les théâtres. « La révolution, dit-il, n'avait pas encore fait brèche à ma fortune. » Soit, mais tandis que M. d'Escars continuait cete douce vie, les pauvres émigrés de Coblentz n'avaient pas un sou, et le roturier beau-père de notre aimable baron, le bonhomme Laborde, comme l'appelait par amitié Marie-Antoinette, se jetait aux genoux de la reine pour lui faire accepter de grosses sommes d'argent. — Il fallut cependant, pour le bien de la cause, quitter la société viennoise et se rendre bien loin vers le nord, dans des pays perdus, à Stockholm. En passant par Berlin, d'Escars évita de voir le prince Henri, le célèbre frère du grand Frédéric, bien qu'il fût lié avec lui, et même par une correspondance très active; mais par cette correspondance même d'Escars savait que le prince, admirateur de l'assemblée constituante, n'approuvait pas la conduite de son neveu le roi de Prusse ni celle de l'empereur Léopold. Pour son autre neveu Gustave III, il le regardait comme un « carabin politique, » comme « un Don Quichotte. » De Stralsund vers la capitale du roi Gustave, la traversée était bien longue; mais l'heureux d'Escars rencontra à bord l'escamoteur Jonas, qui le reconnut, et lui fit plusieurs tours pour dissiper l'ennui du voyage. Arrivé le 20 septembre, il trouva le roi de Suède prêt à le recevoir avec plus d'honneurs qu'on n'en témoignait à un ministre ordinaire. Son arrivée portait à trois au lieu d'un le nombre des diplomates représentant la France à la cour de Stockholm : le chevalier de Gaussen, depuis longtemps accrédité, n'était plus pour Gustave que l'agent de l'assemblée nationale; M. de Saint-Priest, récemment arrivé de Pétersbourg, était l'agent du roi; M. d'Escars enfin avait produit des pleins pouvoirs signés de Monsieur et du comte d'Artois au lendemain de Pillnitz. Gustave III avait en revanche comme représentans M. de Staël à Paris, Fersen, au moins en missions temporaires, près du baron de Breteuil, ministre de confiance de Louis XVI, et le baron Oxenstierna à Coblentz, auprès des princes. Il y avait ainsi entre la France et chacune des principales cours de l'Europe, de l'une et de l'autre part, un double ou triple service

diplomatique, dont les plans se mêlaient et se combattaient tour à tour, complication peu favorable au difficile enfantement de la coalition étrangère, et fidèle image de l'inextricable embarras du moment.

M. d'Escars, dans le récit de ses impressions en arrivant en Suède, a une façon d'enfant terrible qui se combine singulièrement avec sa fonction d'ambassadeur.

« J'avais laissé, dit-il, les princes et leurs amis dans la persuasion que je trouverais tout d'abord à Stockholm une flotte prête à embarquer une armée bien vêtue, bien armée, et pourvue de toutes les munitions nécessaires à une grande expédition sur les côtes de Normandie ou de Bretagne. Quand je fus à la recherche de tous ces préparatifs, je découvris qu'ils n'existaient que dans la tête du roi: le trésor ne renfermait pas un thaler qui pût y être employé; Gustave III avait compté et comptait encore sur quelques millions qu'il demandait à l'Espagne, et sur les subsides qu'il tirerait de la Russie lorsqu'il aurait rendu positive et durable la paix préliminaire de Verela. Aussi les deux recommandations les plus expresses qu'il débuta par me faire furent de me lier le plus intimement possible avec le comte de Stackelberg et le ministre d'Espagne. — Stackelberg, qui avait été proconsul à Varsovie, où il avait nagé dans les honneurs et les plaisirs, se mourait d'ennui à cette cour. Son fils Gustave était avec lui; il avait été élevé en France, et dans les voyages de Fontainebleau je l'avais fréquemment vu chez mon frère. Stackelberg aimait la bonne chère et n'y connaissait rien. Il me consulta, et je rendis la sienne plus supportable. Quant au ministre d'Espagne, nous fûmes bientôt liés de société: c'était un brave gentilhomme biscaïen, l'honneur en chausses et en pourpoint, prêt à se faire hacher pour *la casa di Borbone.* »

On voit que d'Escars n'avait pas perdu son temps. Sa propagande en politique et en cuisine, le dénûment de son héros Gustave III, l'ennui de ce diplomate russe qui redemandait Varsovie pour y nager dans les plaisirs, c'est toute la physionomie de la contre-révolution peinte par l'un de ses plus naïfs adeptes. Il se vante assurément lorsqu'il s'attribue le succès enfin obtenu de la longue négociation ouverte entre la Suède et la Russie depuis la paix de Verela. A l'en croire, c'est lui qui décida Gustave III à traiter à tout prix. « Je lui rédigeai une note vigoureuse, dit-il : sachant bien que de jouer un rôle dans les affaires de France était sa marotte, je le peignis à lui-même tel qu'il serait sans l'alliance de la Russie; mais ce qui attaqua sensiblement son amour-propre, ce fut de lui montrer tous les yeux de la Bretagne et de la Normandie fixés sur les côtes, attendant l'arrivée de ses flottes et de sa personne royale!... » M. d'Escars a la mémoire bonne : il écrit ces lignes vers 1810, et ce beau mouvement d'éloquence, dont il a été

évidemment très satisfait, date du 14 septembre 1791, vingt ans plus tôt. Voici sa *note*, conservée au ministère des affaires étrangères, à Stockholm; elle a six grandes pages et bien peu d'argumens; mais tout n'est-il pas racheté par cette magnifique péroraison : « Sire, vous êtes invoqué comme l'ange tutélaire de la France, comme le restaurateur du trône, des autels et de l'antique noblesse. Sire, plus de lauriers sont préparés en France à votre front que n'en ont cueilli les Vasa, les Adolphe. Déjà les côtes de Normandie sont couvertes d'yeux ouverts sur l'arrivée de vos flottes!... » Notons-le en passant, ce spécimen du style qu'employait la diplomatie contre-révolutionnaire n'est pas mauvais à recueillir. — Que le parti des princes fût ou non redevable à M. d'Escars de ce succès, il est certain que le traité de Drottningholm, une fois conclu avec la Russie le 19 octobre, donnait à Gustave III plus de liberté, et lui inspirait en même temps, avec l'espoir affermi de l'alliance russe, une nouvelle ardeur. La présence d'un représentant des princes accrédité à sa cour et l'imperturbable confiance de ce représentant ne pouvaient que le fortifier dans l'excès de sa présomption.

Autres étaient cependant les informations et les avis de l'honnête Fersen. De Prague, où il avait été pour presser l'empereur, il mandait à Gustave III, le 21 septembre, le détail de ce qui s'était passé à Pillnitz, la mauvaise conduite du comte d'Artois, la légèreté et les inconséquences de M. de Calonne, qui avaient effrayé le roi de Prusse. « En tout, disait-il, on n'a pas confiance dans les princes, et l'empereur moins qu'un autre. Les intrigues dont leurs entours sont occupés à Coblentz causent ces divisions. Je crois qu'il serait utile que votre majesté ne mît jamais les princes en avant vis-à-vis de l'empereur, car il paraît décidé à agir sans eux, par une ligue des puissances où ils ne seraient qu'auxiliaires. » Il ajoutait : « Je crois mon séjour à Coblentz inutile, et je ne m'arrêterai près des princes que pour leur faire ma cour. Votre majesté sait d'ailleurs que je n'y suis pas *persona grata;* tous les entours seront charmés de me voir partir. Si je puis être utile, c'est à Bruxelles. » Cela veut dire que, dans sa pensée, c'était de Bruxelles que Fersen pouvait renouer avec la famille royale les relations interrompues depuis Varennes. Nous voyons par une lettre de Stedingk à Gustave III, en date du 10 octobre, les efforts qu'avait faits Marie-Antoinette, dès qu'elle n'était plus gardée à vue, pour reprendre ses correspondances au dehors. « Le comte Esterhazy, dit-il, a reçu à Pétersbourg de la reine de France une lettre qui fait le plus grand honneur à son cœur et à son esprit. Elle emploie les premiers momens de sa liberté à s'occuper de ses amis et à les encourager. Elle dit que tout ce qu'elle a fait, elle a été forcée de le faire pour

prévenir de plus grandes horreurs. Elle veut qu'on ne s'occupe que du salut de la France et non de sa sûreté personnelle. On voit que l'espoir n'est pas éteint dans son cœur, et que son courage égale son infortune... Elle demande ce qu'est devenu le comte de Fersen : elle n'en a eu aucune nouvelle. » L'énergie de Marie-Antoinette allait rendre en effet quelque vie au parti du roi.

Ce peu de liberté qui revenait à la famille royale lui avait été rendu lors de l'affaire de la constitution. Louis XVI avait paru, en acceptant l'acte constitutionnel, malgré les émigrés et les princes, dans la journée du 14 septembre, vouloir tenter de bonne foi une expérience. Le parti constitutionnel qui s'était formé autour de lui avait répété aux souverains étrangers qu'en l'absence de toute menace extérieure le nouveau pacte, observé loyalement, ne pourrait manquer d'être amendé bientôt dans le sens de la monarchie. L'empereur d'Autriche, auprès de qui l'ambassadeur français, le marquis de Noailles, avait été l'interprète de ces vues, sembla les adopter, et le roi de Prusse s'écria, dit-on, en apprenant l'acceptation de Louis XVI : « Enfin je vois la paix de l'Europe assurée! » Rien ne permet d'affirmer que les uns et les autres n'aient pas été sincères, au moins un moment. L'Autriche, l'Angleterre et la Prusse firent à la circulaire royale du 19 septembre, qui notifiait l'acceptation, une réponse très pacifique, et témoignèrent même de leurs intentions amicales. La Russie, l'Espagne et la Suède refusèrent au contraire de recevoir un acte que Louis XVI, à leur avis, n'eût pas signé, s'il eût été libre. Voici comment la chose s'était passée à Stockholm. Le chevalier de Gaussen, étant malade, avait envoyé en copie au secrétaire d'état des affaires étrangères, Franc, la lettre de notification du roi, celle qu'il avait écrite à l'assemblée, et le nouvel acte de constitution. Il avait reçu immédiatement cette réponse :

« A M. le chevalier de Gaussen, à Stockholm. — Le secrétaire d'état de Franc a reçu aujourd'hui (7 octobre), de la part de M. le chevalier de Gaussen, un paquet dont le cachet porte : *Mission de France en Suède ;* mais comme, vu la captivité du roi de France, on ne connaît pas plus en Suède qu'en Russie de mission de France, le secrétaire d'état, par ordre du roi, a l'honneur de renvoyer ce paquet sans l'ouvrir à M. le chevalier de Gaussen, et de le prévenir en même temps qu'une correspondance ultérieure à ce sujet serait parfaitement superflue. »

Gaussen avait renvoyé à Paris la lettre de notification refusée par Franc; il la reçut de nouveau avec ordre de la présenter une seconde fois, et força enfin le secrétaire d'état à en donner connaissance au roi de Suède. — Des souverains qui avaient accepté ou de ceux qui avaient rejeté le message de Louis XVI, lesquels avaient

agi conformément aux intentions du roi de France, et pourquoi ne s'en était-il pas expliqué lui-même à l'avance? De telles explications ne vinrent qu'en décembre 1791, alors que Louis XVI se vit acculé à la nécessité imminente de déclarer lui-même la guerre à l'Europe. Le 29 novembre, l'assemblée législative l'avait pressé par un message exprès de faire cesser les réunions d'émigrés que toléraient les électeurs de Trèves et de Mayence. Le même jour, elle rendait un violent décret contre les prêtres non assermentés. Louis XVI fut profondément blessé de cette dernière mesure et y opposa son *veto*, ainsi qu'à un décret du 9 novembre contre les émigrés; mais, pour faire une concession qui compensât ces refus, il se rendit à l'assemblée le 14 décembre, et déclara qu'il allait adresser aux électeurs d'Allemagne la requête qu'on proposait. Si ces princes n'avaient pas fait droit à sa demande avant le 15 janvier, il déclarerait l'état de guerre. — Louis XVI avait-il donc franchement accepté la constitution en septembre, et pensait-il maintenant à se mettre à la tête de la nation pour attaquer ces mêmes souverains auxquels il demandait hier de le secourir? Se préparait-il à combattre ouvertement ces émigrés dont il venait de refuser la condamnation? Ni l'un ni l'autre. En septembre, Louis XVI s'était laissé aller aux avis des constitutionnels; mais, voyant que, par suite de son acceptation du 14, les cours sur l'appui desquelles il comptait le plus ajournaient, sincèrement ou non, leurs préparatifs de secours, et poussé à bout, désespéré par le décret sur le clergé, il écrivit secrètement aux principaux souverains, dans la journée du 3 décembre, que son acceptation de l'acte constitutionnel n'avait pas été libre, qu'il ne fallait pas en croire sa notification officielle, et que les cours amies ne devaient pas cesser de songer à le secourir; puis il adressa au baron de Breteuil, le lendemain même du jour où il avait été faire à l'assemblée sa déclaration contre les cours étrangères, la lettre suivante, appel direct à l'intervention armée de ces mêmes cours. C'est une page nouvelle dans l'histoire de la contre-révolution (1) :

(1) La lettre adressée au roi de Prusse le 3 décembre a été publiée par d'Allonville sous la date de 1790; M. de Sybel, dans son *Histoire de la Révolution*, a démontré que la vraie date était 1791. J'ai sous les yeux la lettre écrite par Louis XVI le même jour au roi d'Espagne; c'est une pièce importante où les argumens sont développés, et elle est, je pense, inédite; mais je ne puis tout citer. Plus importante encore et tout aussi inédite sans doute est la lettre au baron de Breteuil, qui se trouve copiée de la main de Fersen aux archives des affaires étrangères, à Stockholm. Ce même jour du 3 décembre, Marie-Antoinette se chargea d'écrire dans le même sens à Catherine II. Cette lettre, fort curieuse, a été publiée par M. le comte d'Hunolstein; mais c'est une erreur de la croire adressée à l'impératrice d'Autriche. — A ce propos, qu'on me permette de me corriger aussi moi-même : les deux Duport, dont j'ai parlé pages 674 et 675 de la *Revue* du 1er octobre, se rattachent bien au même parti, mais n'ont pas montré le même caractère. Il faut éviter toute confusion entre eux.

« Vous avez eu connaissance du message de l'assemblée du 29 novembre. Vous verrez le discours que j'ai fait hier à l'assemblée nationale, et vous jugerez que l'un est une suite nécessaire de l'autre. La cruelle loi contre les émigrans m'avait forcé de faire usage du *veto*, dont la nécessité a été reconnue par une grande partie de la nation; mais les factieux, qui ne perdent jamais leur point de vue, de chercher à me mettre dans une situation embarrassante, se sont tournés d'un autre côté. Ils ont fait la détestable loi sur les prêtres réfractaires et le message sur les émigrans et les puissances étrangères... J'ai refusé ma sanction au décret sur les prêtres, mais le message sur les émigrans est l'article le plus délicat pour moi et celui où je suis obligé de me prêter le plus aux circonstances, bien résolu pourtant de ne rien faire d'indigne de moi. Dans tout gouvernement établi, si des citoyens s'assemblaient en force et montraient le dessein d'entrer à main armée dans leur pays pour y détruire le gouvernement, et qu'ils fussent favorisés par des puissances étrangères, il ne serait pas possible au chef du gouvernement de souffrir pareille chose, ou il perdrait toute confiance. C'est précisément mon cas... J'ai écrit plusieurs fois (aux princes) en demandant qu'on sépare les rassemblemens, qu'on s'éloigne, qu'on ne donne plus sujet à des inquiétudes qui me forceraient à agir directement contre eux, qu'ils devaient bien m'éviter cette peine cruelle, que, s'ils voulaient agir par la force, ils se perdraient avec ceux qui leur appartiennent et le royaume à la fin de tout, que, pour moi, ils m'ôtaient toute ressource personnelle et me mettaient dans le plus grand danger, à moins de me jeter à corps perdu dans la puissance des factieux, enfin que les puissances avaient tant de sujets de mécontentement qu'il fallait que ce fussent elles qui agissent, et qu'en se tenant en seconde ligne ils ne courraient aucun des dangers que je signalais. C'est avec bien de la peine que j'ai vu qu'ils n'écoutaient pas mes raisons et continuaient la même marche. Quelque mauvais qu'eût été le décret des émigrans, il m'eût été impossible de le refuser, si je n'avais fait en même temps des démarches pour faire dissiper les rassemblemens... J'ai donc fait aux électeurs des réquisitions que le droit des gens approuve...

« Je ne pense point que cette démarche doive changer rien aux choses pour ma demande de congrès armé. Au contraire j'y vois des raisons de plus : la liberté de quelques princes germaniques étant menacée, l'empereur et le roi de Prusse doivent le trouver mauvais, se prêter plus aisément à ce qui a été demandé et par là soutenir les électeurs. Dans ma dernière instruction, je leur ai expliqué bien des raisons par lesquelles les puissances pourraient se mêler de nos affaires : en voilà une bien forte et bien palpable d'ajoutée. Au lieu d'une guerre civile, cela deviendra une guerre politique, et les chances sont bien meilleures. Il faut que vous vous pénétriez bien des raisons de ma conduite que j'ai expliquées ci-dessus, pour en informer les puissances, afin qu'elles soient bien persuadées que ce n'est pas moi qui ai voulu la guerre, mais que, par les circonstances, je ne pouvais pas me conduire autrement, que je recevrai toujours avec plaisir ce qu'elles pourraient faire pour moi.

« Il faut examiner à présent ce qui peut arriver, si les électeurs avaient

peur et se soumettaient à dissiper les rassemblemens sans que les puissances eussent parlé. Ce serait, je crois, ce qui pourrait arriver de pis. Comme la démarche m'a été dictée, on m'en saurait peu de gré; les esprits des factieux seraient extrêmement enflés et arrogans; le crédit se remonterait et soutiendrait encore la machine pour quelque temps. D'un autre côté, les émigrans auraient le poignard dans le cœur; ils se porteraient indubitablement à quelques entreprises désespérées. Ce qui pourrait arriver de plus heureux et où l'on doit diriger tous les soins, c'est que les puissances s'emparent de l'affaire, protégent les électeurs, mais en même temps séparent les émigrans en leur donnant sûreté et protection. Elles pourraient faire tenir ici à peu près ce langage : « Vous avez voulu attaquer le corps germanique, dont nous sommes les protecteurs et les garans, sous prétexte du rassemblement de vos concitoyens, qui vous inquiétait. Nous avons bien voulu faire cesser ce sujet d'inquiétude : nous nous chargeons de retenir les émigrans et de faire séparer leurs rassemblemens armés, mais c'est à condition que vous nous donnerez satisfaction sur telle et telle chose, et que vous ayez un gouvernement qui ait une force et une stabilité sur la foi desquelles on puisse compter. Sans cela, nous vous regarderons comme un repaire de brigands et l'écume de l'Europe. »

« Ce langage en imposerait certainement et ferait pâlir les plus hardis. Il me paraît impossible que nous y fussions compromis... Reste la guerre, si elle était inévitable. L'état physique et moral de la France fait qu'il lui est impossible de la soutenir une demi-campagne; mais il faut que j'aie l'air de m'y livrer franchement et comme je l'aurais fait dans des temps précédens. Il y a deux chances pour elle. Il est difficile de croire qu'elle soit heureuse : si par hasard cela arrivait, m'étant montré franchement, et la guerre donnant toujours plus de moyens au gouvernement, je peux regagner quelque chose par là; mais cette hypothèse est la moins vraisemblable. Si elle est malheureuse, vous connaissez les Français, comme ils vont vite d'une extrémité à l'autre; ils seraient bientôt aussi abattus qu'ils sont orgueilleux avant, et peut-être ne voudraient-ils laisser aucun reste du nouvel édifice, s'ils voyaient bien qu'il leur a attiré tous les malheurs. Il peut exister une crainte, et sûrement les factieux chercheraient à tourner les esprits de ce côté-là : ce serait de s'en prendre à moi de leurs malheurs, et de me faire soupçonner de les désirer pour regagner la puissance. C'est ma conduite qui doit écarter tous ces soupçons, et surtout de ne rien laisser pénétrer de mes relations avec l'étranger. Il faut que ma conduite soit telle que dans le malheur la nation ne voie de ressource qu'en se jetant dans mes bras... Il faudrait que je pusse servir le royaume en obtenant, par mon entremise, la paix la moins désavantageuse qu'on pourrait. — Voilà une bien longue instruction; mais j'ai voulu tout prévoir, et on pourra m'indiquer les éclaircissemens qu'on pourrait encore désirer. »

Il a été inévitable d'abréger ici cette lettre du roi, longue et confuse à l'excès dans l'original : on en distinguera mieux son plan. Louis XVI demande que les puissances étrangères, principalement

l'Autriche, soutenant les princes électeurs que l'assemblée menace et que d'ailleurs la révolution a privés de leurs possessions en France, répondent, elles aussi, par un langage menaçant, appuyé d'un congrès armé. Louis XVI ne peut pas se dissimuler qu'une telle attitude de la part des souverains ne soit une déclaration de guerre; mais il souhaite la guerre en effet, pourvu qu'elle soit faite par les puissances en leur propre nom et non pas au sien, ni au nom des princes ses frères. Si les Français sont vainqueurs, ce qui est peu probable à ses yeux, il espère profiter en quelque chose d'un succès auquel il aura paru s'associer. S'ils sont battus, il interviendra au bon moment pour leur faire obtenir des conditions moins dures que celles qu'ils devraient attendre; peut-être aussi, avec l'inconstance qui les caractérise, prendront-ils en haine cette révolution, cause de leurs revers et de tant de malheurs, pour se jeter de nouveau dans les bras de la royauté.

Louis XVI est tout entier dans cette curieuse lettre à M. de Breteuil : avec sa bonté, car, s'il appelle la guerre étrangère, c'est, comme il le dit sincèrement, parce qu'il croit éviter ainsi la guerre civile, qui lui fait horreur, mais avec son aveuglement, puisqu'il croit pouvoir jouer sans l'extrême péril ce double jeu, puisqu'il estime que ce sera, pour les Autrichiens et les Russes, l'affaire d'une demi-campagne de triompher de cette émeute, puisqu'il imagine enfin que cette nation, dans son malheur, ne cherchera de refuge que dans le sein d'une royauté qui se sera ainsi séparée d'elle. S'il connaissait vraiment le caractère des Français, que n'invoquait-il en son propre nom cette suprême ressource de la guerre étrangère pour entraîner tout un peuple à sa suite, sur la frontière, au nom de la patrie menacée? Et par quelle fatalité, quand les annales de notre monarchie, celles mêmes de la famille de Bourbon, offrent tant de chefs animés jusqu'à l'excès de l'ardeur militaire, le dernier roi de l'ancienne France a-t-il été si entièrement privé d'une heureuse complicité avec le caractère national?

Fersen ne manquait pas d'informer Gustave III du nouveau plan formé par Louis XVI : la précieuse lettre inédite par laquelle il l'instruit nous donne les preuves les plus irrécusables de la part active que Marie-Antoinette y avait prise. « Sire, écrit-il au roi de Suède le 1er janvier 1792, j'ai l'honneur d'envoyer à votre majesté la lettre que la reine m'a chargé de lui faire passer, avec la copie de celle que cette princesse écrit à l'impératrice et à laquelle elle se réfère. » Il s'agit évidemment d'abord d'une lettre analogue à celles du 3 décembre que nous avons citées, et par lesquelles Louis XVI avertissait les puissances de ne pas considérer comme libre son acceptation de l'acte constitutionnel; il s'agit ensuite de la lettre

écrite par la reine le même jour, en vue du même objet, à l'impératrice Catherine II. Après avoir développé à nouveau les argumens de la cour, Fersen invoque la lettre de Louis XVI à M. de Breteuil, dont il envoie pareillement copie avec de nouvelles citations de Marie-Antoinette.

« Votre majesté verra par la lettre du roi au baron de Breteuil, que j'ai l'honneur de lui envoyer, les raisons qui l'ont engagé à la démarche contre les électeurs. Le roi en attend un grand avantage, si les princes de l'empire font des réponses fermes et sages, et si les puissances veulent prendre leur parti. La reine me mande à ce sujet : « Je pense, comme vous, que le mal seul ne peut pas opérer le bien, et c'est pour cela qu'il faut une force étrangère et extérieure; mais vous croyez que les Français réfléchissent et qu'ils sont capables de suivre un système! Vous leur faites trop d'honneur. En attendant, je crois que nous allons déclarer la guerre, non à une puissance qui aurait des moyens contre nous, — nous sommes trop lâches pour cela, — mais aux électeurs et à quelques princes d'Allemagne dans l'espoir qu'ils ne pourront se défendre. Les imbéciles! Ils ne voient pas que, s'ils font telle chose, c'est nous servir, parce qu'enfin il faudra bien, si nous commençons, que toutes les puissances s'en mêlent pour défendre les droits de chacun; mais il faut que les puissances soient bien convaincues que nous ne faisons ici qu'exécuter les volontés des autres, que toutes nos démarches sont forcées, et que dans ce cas la meilleure manière de nous servir est de bien nous tomber sur le corps (1). »

« D'après cette certitude du désir du roi et de la reine, — reprend Fersen, — et celle où je suis des intentions de votre majesté, j'ai écrit au baron Oxenstierna pour qu'il engage les électeurs à faire une réponse sage, mais ferme, et j'ai l'honneur d'envoyer à votre majesté copie du projet que j'ai fait passer à ce sujet. — Pour vous donner, sire, une idée plus précise des sentimens du roi et de la reine, voici quelques passages de la lettre que cette princesse écrit au comte de Mercy : « Voici le moment le plus important pour nous. Notre sort va être entièrement entre les mains de l'empereur; de lui va dépendre notre existence future. J'espère qu'il se montrera mon frère et le véritable ami et allié du roi, je dis du roi seul, car celui qui servira ses intérêts en ce moment peut aussi sauver la France d'une ruine totale... Il n'a fait aucune réponse à mes lettres, et j'apprends de toutes parts que j'écris lettre sur lettre à Vienne pour le conjurer de ne se point mêler de nos affaires, et que par conséquent il est lié à ne rien faire. J'avoue que toutes ces circonstances auraient bien lieu d'affliger mon cœur, si je n'étais persuadée que cette trame infernale part d'ici. C'est ce qu'il est essentiel d'éclaircir... »

Fersen continue à donner là des extraits assez étendus d'une lettre de la reine à Mercy, qu'on trouvera encore dans le recueil de

(1) Ces mêmes lignes de Marie-Antoinette figurent dans une lettre au comte de Mercy que M. d'Hunolstein a publiée (6 décembre 1791, 3e édition, page 303).

M. d'Hunolstein. En revanche, nous croyons inédites les graves citations qui suivent :

« Dans une lettre que la reine m'a fait l'honneur de m'écrire, poursuit Fersen, elle me mande : « Quel malheur que l'empereur nous ait trahis! S'il nous avait bien servis seulement depuis le mois de septembre, où je lui avais écrit en détail, le congrès aurait pu être établi le mois prochain, et cela aurait été trop heureux, car la crise marche à grands pas ici, et peut-être devancera-t-elle le congrès; alors quel appui aurons-nous? » Plus loin, en parlant des factieux avec lesquels elle est obligée de traiter, elle dit : « Quelle joie si je puis un jour leur montrer que je n'ai pas été leur dupe! Il faudra que le baron (de Breteuil) presse de notre part la Russie et l'Espagne... J'espère que nos lettres aux puissances leur montreront nos vrais caractères. Ce que l'on dit de mes lettres à l'empereur est incompréhensible, et je commence à soupçonner qu'on imite mon écriture pour lui écrire; je veux éclaircir ce fait. »

La voilà à son tour, cette malheureuse reine, non pas tout entière, — la grâce qui brillait en elle aux années de bonheur n'a que faire ici en vue de l'abîme, — mais douée d'une énergie et d'une activité viriles qu'on ne lui soupçonnait pas avant de connaître ces documens de l'année 1791. Ses lettres à Mercy, et en général toutes celles de ses dernières années qu'on a publiées d'après les originaux (autographes ou copies) conservés aux archives de Vienne (1), sont à cet égard d'un intérêt inappréciable. Quelques fragmens de ces correspondances, transportés jadis dans nos archives, avaient été rendus publics vers 1835. L'opinion, imparfaitement éclairée alors, n'y aperçut que de nouveaux motifs de condamnation contre Marie-Antoinette. Maintenant que de plus complètes révélations sur cette terrible époque nous ont découvert toutes les fautes de part et d'autre et tous les mérites, devenus plus équitables parce que nous sommes mieux instruits, nous reconnaissons que ce ne sont pas les vrais ennemis de la révolution qui ont été le plus cruellement punis par elle : ce sont en définitive les fautes de ceux-là et les fautes de la révolution elle-même qu'ont surtout expiées les plus illustres victimes.

En résumé, nous avons vu la division du parti de la cour après Varennes, l'échec du parti des princes malgré leur apparent triomphe d'un moment à Pillnitz, l'éloignement toujours plus motivé qu'ils inspiraient au parti du roi, puis les embarras, les incertitudes, les résolutions incomplètes et tardives de Louis XVI. Gustave III, bien qu'il partageât les illusions des princes, n'a cessé, il est vrai, d'être recherché, mais comme par habitude, comme

(1) Voir particulièrement le recueil de M. Feuillet de Conches.

pour faire nombre, et non sans une constante défiance de ses liaisons compromettantes. Désormais d'ailleurs les événemens se précipitent. La révolution, qui ne se contient plus au dedans, déborde et arme aux frontières; la coalition va enfin se former après avoir achevé, par le traité de Berlin (7 février), l'œuvre incomplète et maladroite de Pillnitz. Gustave III, témoin intéressé de ces agitations, a repris quelque espoir depuis que la paix d'Yassy (9 janvier), confirmant les préliminaires du 11 août 1791, a entièrement terminé la guerre qui retenait Catherine II occupée contre les Turcs. Pour mieux instruire le roi de Suède de la terrible situation dont l'issue va décider du sort de la France et de l'Europe, Fersen lui adresse encore de Bruxelles, où il suit les événemens avec anxiété, une dépêche émue (1).

« Le triomphe des jacobins est complet; les bonnets rouges sont partout... Jamais le roi et la reine n'ont été dans un plus grand danger. Ils ont pris toutes les mesures possibles; ils ont brûlé et détruit tous leurs papiers : ceux qu'ils ont voulu absolument préserver sont en sûreté; ils m'ont fait prévenir de ne plus leur écrire, et qu'ils n'oseraient plus avoir aucune correspondance... Voilà, sire, quelle est la position déchirante de la famille de Bourbon. Elle n'a d'appui que les puissances étrangères; toute son espérance se fonde sur leur générosité, et leurs majestés réclament plus vivement que jamais leurs secours... »

La guerre européenne allait répondre enfin à ce dernier appel; mais ce n'est pas du roi de Suède qu'il fut entendu. La dépêche de Fersen, datée du 24 mars, ne devait pas même arriver à Gustave III. Après avoir eu le dépit de voir destiné au duc de Brunswick ce commandement général qu'il avait tant ambitionné, Gustave était tombé le 16 mars et avait expiré le 29 sous le coup d'un assassin. Lui qui avait rêvé la double gloire d'étouffer l'esprit d'opposition dans ses états et de vaincre la révolution au dehors, il expiait ses illusions et ses fautes en ouvrant la liste des victimes de ces funèbres années. Le sanglant épisode de sa mort n'était pas sans correspondre, par des relations secrètes qu'il reste à exposer, avec l'anarchie morale de ces temps et avec la tourmente révolutionnaire.

A. Geffroy.

(1) L'original, en chiffres, est au ministère des affaires étrangères, à Stockholm.

LA PHILOSOPHIE DE GOETHE

II.

SES TRAVAUX SCIENTIFIQUES. — GOETHE ET GEOFFROY SAINT-HILAIRE.

I. *Œuvres de Goethe*, traduction nouvelle par M. Jacques Porchat, 10 vol. in-8°. — II. *Œuvres scientifiques de Goethe*, analysées et appréciées par M. Ernest Faivre. — III. *Œuvres d'Histoire naturelle de Goethe*, traduites et annotées par M. Ch. Martins. — IV. *Conversations de Goethe* pendant les dernières années de sa vie, recueillies par Eckermann, traduites par M. Émile Délerot. — V. *Correspondance entre Goethe et Schiller*, traduction de Mme de Carlowitz, annotée et accompagnée d'études historiques et littéraires par M. Saint-René Taillandier, 1863.

I.

S'il y a une philosophie de Goethe, ce n'est pas dans l'étude des métaphysiciens qu'il faut en chercher les origines contestables, la source plus ou moins lointaine et troublée; c'est dans l'étude directe, assidue de la nature, c'est dans les réflexions qu'elle provoque, dans les vues générales qui en résument les principaux aspects, que l'on peut espérer trouver le secret de cette philosophie, l'histoire de sa naissance et de sa formation (1). Le monde extérieur, voilà, selon Goethe, la source unique, éternellement féconde pour l'esprit. C'est le grand mystère qu'il révèle, sous mille formes variées, à ses amis, à ses initiés, dans ses correspondances ou ses entretiens. Quand l'honnête Eckermann presse de ses questions le poète, l'interrogeant sur les secrets de son art, sur la mé-

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

thode la plus haute et la plus sûre qu'il puisse appliquer à la culture de son esprit, pour solliciter l'inspiration ou acquérir la vraie science, je crois entendre à chaque page Wagner, le serviteur lettré, le *famulus* de Faust. « S'entretenir avec vous, monsieur le docteur, quel honneur et quel avantage! Demain vous me permettrez encore une ou deux questions. Je me suis appliqué avec zèle à l'étude; je sais beaucoup, il est vrai, mais je voudrais tout savoir. » Les réponses de Goethe sont moins troublantes et plus claires que celles de Faust. « Étudiez la nature, lui dit-il sans cesse, tout est là. Procédez toujours *objectivement*, comme je l'ai fait moi-même. On ne mérite ni le nom de poète ni celui de savant tant qu'on n'exprime que des sentimens, des idées personnelles. Celui-là seul mérite ce titre qui sait s'assimiler le monde et le peindre, s'il est poète, ou le décrire, s'il est savant. » Il attaquait avec vivacité la méthode et la culture d'esprit abstraite, intérieure, qui a produit dans la poésie l'infatuation personnelle, l'affectation, la manière, dans la philosophie les rêveries de l'idéalisme. Pour lui, les époques où cette tendance triomphe dans la pensée humaine, où chaque âme se replie sur soi, au lieu de s'épanouir et de se répandre au dehors, sont des époques d'analyse, de préoccupation personnelle, d'invention chimérique, sans réelle grandeur, sans fécondité véritable. « Soyez certain que l'esprit humain recule ou se dissout quand il cesse de s'occuper du monde extérieur... Notre temps est un temps de décadence, ajoutait-il en pensant aux excès de l'esprit spéculatif et de la philosophie transcendantale, qu'il n'aimait guère; il se détourne de l'étude de la réalité, il est de plus en plus *subjectif*. Dans tout effort sérieux, durable, scientifique, il y a un mouvement de l'âme vers le monde; vous le constatez à toutes les époques qui ont vraiment marché en avant par leurs œuvres : elles sont toutes tournées vers le monde extérieur (1). »

« Pour moi, j'ai toujours procédé objectivement (2); » voilà l'éloge suprême que Goethe aime à se décerner dans un langage qui ne perdrait rien à être moins elliptique. S'il y a en lui abondance inépuisable d'inspiration, vigueur calme et sans efforts, activité sans repos et sans fatigue, n'attribuez pas à quelque don exceptionnel un si rare privilége, vainqueur du temps et presque de la con-

(1) *Conversations avec Eckermann*, traduction Délerot, t. Ier, p. 235, t. II, p. 224.

(2) Malgré le peu de goût que nous pouvons avoir pour ces termes que Goethe emprunte à Kant et qu'il transporte dans sa langue, nous ne pouvons partager les scrupules excessifs de M. Délerot, qui par excès de puritanisme littéraire les supprime. *Personnel, extérieur*, ne sont que des équivalens très insuffisans dans la plupart des cas. Il faut en prendre son parti et parler un peu allemand quand il s'agit de philosophie allemande.

dition humaine; attribuez-le surtout à la supériorité de sa méthode et de sa culture intellectuelle, tout entière tournée vers le dehors, réparant les défaillances et les appauvrissemens de l'esprit par un commerce assidu avec la réalité vivante du monde, toujours jeune, qui lui communique quelque chose de sa fécondité et de son éternité. Si sa force d'âme et de génie se renouvelle incessamment, c'est qu'elle participe dans sa mesure aux énergies créatrices qui renouvellent, sans s'épuiser jamais, la vie cosmique. Il ne s'est pas enfermé dans l'enceinte glacée des mondes abstraits que crée avec une stérile puissance la raison pure; il ne s'est pas condamné, comme tant d'autres de ses contemporains, à vivre, — si c'est là vivre, — avec les pâles abstractions qui peuplent les espaces vides, sans forme et sans lumière, de la pensée intérieure, isolée, séparée de l'espace hospitalier et bienfaisant où se déploient les magnificences du monde sensible. S'il y a eu chez lui quelque supériorité de talent, elle s'explique par ce fait seul, qu'il n'a jamais déserté la source où le talent s'avive et s'alimente. Il a toujours vécu dans la nature, avec elle, par elle; il a vécu de sa vie, il s'est uni à elle par l'art et par la science.

L'art et la science, Goethe les a réconciliés en effet dans l'harmonie de son libre et puissant esprit. Ces deux formes de la pensée humaine, sinon opposées, du moins si nettement distinctes et d'ordinaire séparées, l'une s'efforçant de créer ce qui n'est pas, l'autre de comprendre ce qui est, — l'une se rapportant à un fait considérable de l'esprit humain, la fiction, l'autre à un fait non moins considérable, l'examen, — toutes deux supposant des facultés et des dons presque contraires, se rencontrent ici au plus haut degré de culture et de perfectionnement. L'éternelle tentation de Goethe, ç'a été l'universalité des choses qu'il a poursuivie avec des alternatives d'ardeur et de désespoir, qu'il a essayé d'atteindre par l'universalité de la science. Sa passion de connaître a égalé au moins sa puissance de créer. Sa science est presque aussi vaste que son génie. Dans le long espace d'années qu'il remplit de ses travaux poétiques et de sa gloire, il ne cessa presque pas un jour de solliciter la nature par ses méditations, par ses expériences, de l'épier pour surprendre ses révélations.

Deux des plus brillantes manifestations du monde sensible, la forme et la lumière surtout, semblent avoir eu pour sa curiosité d'artiste et de savant un irrésistible attrait. Ces deux manifestations sont liées entre elles dans la réalité comme elles le furent dans les goûts et les études de Goethe. Sans la forme, qui donne les surfaces, la lumière n'existerait pas pour nous. Sans la lumière, que serait la forme? Pure révélation d'un sens unique, le toucher, elle

n'aurait plus pour nous ce charme des ensembles harmonieux et des proportions élégantes qui ravit nos regards. La lumière ne crée pas la forme, mais elle la révèle. Lumière et forme, ces deux mots expliquent la beauté du monde visible : ils contiennent toute l'esthétique de la nature, j'oserais presque dire qu'ils résument le génie de Goethe. N'est-il pas un adorateur de la forme, celui que les Allemands appelèrent le *grand païen?* Ce qu'on nomme son hellénisme, n'est-ce pas son amour passionné de la proportion, de la mesure dans la poésie, dans le théâtre surtout? Et qu'est-ce que cela, sinon le culte de la forme harmonieuse et lumineuse dans l'art? Tous ses travaux scientifiques ont eu pour direction exclusive l'étude de la forme et de la couleur. Ses essais d'histoire naturelle furent soit des études morphologiques comme *la Métamorphose des plantes* ou l'*Introduction générale à l'anatomie comparée*, soit des études d'optique comme la *Théorie des Couleurs*. Toute la destinée de ce beau génie, poétique et scientifique à la fois, semble se résumer dans ce dernier cri de Goethe mourant : *De la lumière! plus de lumière!* La passion de sa vie entière s'exprimait dans ce cri suprême; c'était son dernier regret : l'ombre où il entrait fut sa seule souffrance.

Avec ce goût inné pour les belles manifestations de la nature, il ne faut pas s'étonner si Goethe tenta de s'en emparer au moyen des arts plastiques. Ce qu'il admirait comme poète, ce que plus tard, comme naturaliste ou physicien, il essaya d'expliquer, la forme colorée et particulièrement la forme dans les êtres organiques, la forme vivante, il voulut se l'approprier avec le crayon et le pinceau. Jusqu'à l'âge de quarante ans, il rêva la gloire du peintre et y aspira de toutes ses forces. On dirait que sa passion pour les beautés du monde sensible ne pouvait alors se satisfaire à moins d'une possession presque matérielle. Peindre ses sensations avec des mots qui, tout colorés qu'ils soient par l'âme de l'écrivain, n'en sont pas moins des signes, c'est-à-dire des abstractions, exprimer la nature par des symboles qui la détruisent d'abord pour la recomposer ensuite dans l'imagination de ceux auxquels ils s'adressent, tout cela ne lui suffisait pas. La réalité objective devenait subjective en traversant les formes logiques ou poétiques de sa pensée, en subissant la servitude des lois du langage et du rhythme. Il fallait qu'il l'atteignît plus directement en elle-même, qu'il la saisît au moins dans sa représentation réelle et concrète, qu'il s'assimilât du monde extérieur tout ce qu'il pouvait lui ravir, sinon la vie elle-même, la vie inimitable, du moins le mouvement, les attitudes, la couleur de la vie. « *L'œil était*, nous dit-il, *l'organe principal avec lequel j'embrassais le monde*. Où que se portât mon regard, je

voyais un tableau, et ce qui me frappait, ce qui me charmait, je voulais le retenir par le dessin. Tout me manquait pour cela; cependant je m'obstinais à vouloir, sans aucun procédé technique, imiter les choses les plus admirables. Par là je m'accoutumais, il est vrai, à fixer les objets avec une grande attention; mais je ne faisais que les saisir dans l'ensemble, le détail échappait à mon crayon inexpérimenté (1). » Quand il parle ainsi de ses efforts inhabiles dans les arts plastiques, il les rapporte à cette période de ses premiers chagrins d'amour, de ses loisirs rêveurs à Francfort, après une première aventure de cœur, d'où il était sorti mécontent de lui-même et châtié par une étrange humiliation. Déjà, dans sa seizième année, il allait demander des consolations à la grande nature, il essayait de surprendre ces belles formes qui ravissaient son génie adolescent; mais il avoue lui-même qu'il ne réussit jamais que médiocrement dans cet art malgré des efforts prolongés. Il accuse de bonne grâce, sinon sans regret, la lenteur de ses progrès, l'hésitation de sa manière, le manque général de vigueur dans ses dessins. Il avait le sentiment juste et délicat du pittoresque des sites, de la beauté des formes, de la distribution de la lumière et de l'ombre; mais il était inhabile à rendre tout ce qu'il sentait si bien. Les illusions qu'il essayait de se faire ne se prolongèrent pas au-delà de son voyage en Italie, qui fut pour lui comme une révélation du grand art dont il n'avait que le vague et puissant instinct. Quand il eut visité les principales œuvres qui font de ce beau pays un musée, étudié les lignes de la statue antique, vécu à Rome dans les calmes extases qu'il a si bien décrites, en face de ce buste de Jupiter Olympien qu'il avait placé devant son lit, afin que l'image du dieu frappât ses premiers et ses derniers regards, et mît même dans ses rêves l'empreinte de la beauté, — après de longues journées passées à contempler la grande peinture italienne et les œuvres des maîtres, son parti fut pris et le sacrifice de ses illusions consommé. Il reconnut « que sa tendance vers la pratique des arts plastiques était erronée, » et il n'insista pas contre l'évidence. Tous ses efforts cependant n'avaient pas été perdus. L'œil du poète et du savant s'était exercé à saisir sous tous ses aspects la nature sensible. Goethe avait raison de dire que, lorsqu'il s'occupait de dessin ou de peinture pour devenir peintre, il suivait une voie fausse, qui eût pu devenir funeste, s'il s'y était trop longtemps obstiné; mais il constatait en même temps qu'il devait de nombreuses et très précieuses connaissances à l'habitude prise par ses yeux de regarder les objets avec attention, dans leurs détails et dans leur ensemble.

(1) *Vérité et Poésie*, traduction Porchat, p. 194.

Cette occupation était parfaitement légitime et fructueuse lorsqu'il l'appliquait à son perfectionnement dans d'autres arts ou dans la science (1). Dans la suite, l'habitude qu'il avait de dessiner lui servit plus d'une fois pour saisir avec son crayon la forme idéale de la plante ou de l'animal que la réalité mobile et fuyante ne lui offrait nulle part, et que son imagination, s'aidant de nombreuses expériences et de savantes comparaisons, essayait de ravir, par une sorte de divination, à la mystérieuse nature. L'art plastique devint pour lui non plus un but, mais un moyen.

Le but de sa vie, en dehors de la poésie, ne fut plus que la science. C'est par elle qu'il tenta de s'assimiler le monde extérieur aussi complétement que cela est possible à l'homme. Et de fait la vraie conquête de la nature sur l'homme ne s'opère que par la science. Toutes les autres manières de s'en emparer sont plus ou moins illusoires et précaires. L'art, même l'art plastique, ne la saisit que pour la transformer : c'est une création nouvelle, dont la première est l'occasion et le thème. La science seule, tout en ayant l'air de la détruire par l'analyse, en réalité la livre entièrement à l'homme, qui la recompose dans sa pensée, non plus par un jeu plus ou moins poétique d'imagination, mais par un travail régulier de synthèse. Le savant, après avoir observé et comparé les phénomènes, après les avoir généralisés en lois, tient véritablement dans sa main quelques-uns des principaux ressorts de la nature. Il voit devant lui non plus une brillante apparence, un tumulte de faits, mais un ensemble de forces dont il a pénétré les actions et les réactions réciproques, dont il a saisi l'harmonie, dont en une certaine mesure il dispose. Connaître la nature, c'est la seule manière de la posséder.

Cette connaissance a ses limites sans doute, Goethe le sait, mais des limites mobiles qui reculent continuellement devant l'effort de l'homme. L'illusion de la métaphysique est de vouloir s'élancer par la pensée au-delà de ces bornes. La science positive se contente, en tout ordre de réalités, d'arriver à un *phénomène-principe*, auquel se suspend toute la chaîne des phénomènes secondaires. Aristote avait dit, après Platon, que l'étonnement est le commencement de la philosophie. A peu près dans le même sens, Goethe disait : « La situation d'esprit la plus élevée, c'est l'étonnement, » sans doute par opposition à cette situation vulgaire et basse d'intelligence où l'on accepte les phénomènes sans même les remarquer. L'ignorance étonnée est déjà un progrès sur l'ignorance qui ne s'étonne de rien. Le second état, l'état scientifique, c'est celui où

(1) *Conversations avec Eckermann*, t. Ier, p. 176, t. II, p. 132.

l'on contemple non plus des phénomènes secondaires, mais un phénomène primordial. « Quant à arriver plus haut, quant à aller plus loin, cela nous est refusé, ici est la limite; mais d'ordinaire ce simple spectacle ne suffit pas aux hommes : ils croient qu'ils pourront pénétrer plus avant, et ils ressemblent aux enfans qui, lorsqu'ils ont regardé dans un miroir, le tournent aussitôt pour voir ce qu'il y a derrière (1). » — « L'homme n'est pas né pour résoudre le problème du monde, mais pour chercher à se rendre compte de l'étendue du problème et se tenir ensuite sur la limite extrême de ce qu'il peut concevoir. Ses facultés, par elles-mêmes, ne sont pas capables de mesurer les mouvemens de l'univers, et vouloir aborder l'ensemble des choses avec l'entendement seul, avec la pensée spéculative, quand elle n'a qu'un point de vue si restreint, c'est un travail vain. »

Ce n'est donc pas par la métaphysique, par le travail illusoire des facultés purement subjectives, que l'on pourra résoudre, même partiellement, l'énigme du monde. Ce que l'on peut en résoudre ne se révèle qu'à l'observation intelligente et passionnée de la réalité; mais aussi quel bonheur quand il arrive que, dans ce livre divin ouvert devant nos yeux, quelque syllabe a été déchiffrée par un opiniâtre effort! « Il n'y a rien au-dessus de la joie que nous donne l'étude de la nature. Ses secrets sont, il est vrai, d'une profondeur infinie; mais il a été permis et accordé aux hommes de regarder toujours plus avant. Et c'est justement parce que nous ne pouvons atteindre le fond qu'elle exerce sur nous un charme éternel; toujours nous voulons approcher plus près, tenter de nouvelles découvertes. » Que de précautions ne faut-il pas pour s'assurer ou pour étendre cette précieuse conquête! Quelle vigilance! que de sagacité! « Il est souvent arrivé à la nature de laisser échapper un de ses secrets malgré elle; il faut épier l'occasion où elle se livre sans le vouloir. Tout est écrit quelque part, mais non pas où nous le supposons, ni à une seule place; ainsi s'explique ce qu'il y a d'énigmatique, de sibyllin, de discontinu dans nos observations. La nature est un livre immense renfermant les secrets les plus merveilleux, mais ses pages sont dispersées à travers tout l'univers; l'une est dans Jupiter, l'autre dans Uranus. Les lire toutes est donc impossible, et il n'y a pas de système qui puisse triompher de cette insurmontable difficulté. » Aucune autre étude ne fait mieux juger la force d'esprit et d'âme, la vigueur intellectuelle et même morale des hommes qui s'y livrent. Elle apprend à les connaître tels qu'ils sont. « On n'aperçoit pas aussi bien ailleurs les erreurs des sens

(1) *Conversations*, t. II, p. 95.

et de l'intelligence, les faiblesses et les énergies du caractère. Tout est plus ou moins élastique et incertain, et se laisse façonner plus ou moins; mais la nature n'entend pas ces plaisanteries : elle est toujours vraie, toujours sérieuse, toujours sévère; elle a toujours raison, et les fautes et les erreurs sont ici toujours de l'homme. Elle méprise l'impuissant; elle ne se donne et ne révèle ses secrets qu'au puissant, au sincère, au pur (1). »

II.

Cependant, quand on suit pas à pas l'histoire de l'esprit de Goethe, on est obligé de convenir que cette ardeur de savoir eut chez lui ses irrégularités et ses écarts. Nous avons vu, dans sa première jeunesse, avec quel zèle il poursuivit les sciences chimériques, un instant même l'alchimie, dont son imagination garde des traces profondes et qui tient une si grande place dans *Faust*. — Le *grand mystère* l'attire irrésistiblement. Parfois la lenteur des voies régulières irrite son impatience; il se jette dans les chemins de traverse et essaie de surprendre la nature, quand il désespère de la comprendre. Il revient bien vite aux vraies méthodes et à l'expérimentation. Lui-même a pris soin de nous exposer la suite de ses études, l'origine et la fortune de ses idées scientifiques, soit dans une série d'articles et de mémoires sur *l'histoire de ses travaux anatomiques et de ses études botaniques*, soit dans ses *correspondances* et ses *conversations*, où, revenant sans cesse sur ses occupations favorites, il montre en pleine lumière l'irritation que lui ont causée ses déceptions et ses mécomptes scientifiques, et laisse parler en liberté cette passion d'amour-propre avec laquelle il a défendu sa gloire de physicien et de naturaliste, la seule qui lui fût contestée.

Dès l'âge de vingt ans, à Strasbourg, où il est censé étudier la jurisprudence, nous le voyons abandonner les professeurs de droit pour courir aux leçons d'anatomie, aux cliniques; puis, épris d'une science nouvelle, il étudie en géologue la vallée du Rhin; il juge sur place la polémique superficielle et souvent puérile de l'école de Voltaire; il perd toute confiance « dans le vieil enfant opiniâtre, » lorsqu'il apprend que, pour discréditer la tradition d'un déluge, Voltaire nie l'existence des coquillages fossiles. « Pour moi, j'avais vu de mes yeux assez clairement, sur le Baschberg, que je me trouvais sur un ancien lit de mer desséché, parmi les dépouilles

(1) *Conversations*, etc., t. II, p. 90, 94, 225, 305, 308.

de ses antiques habitans. Oui, ces montagnes avaient été un jour couvertes par les flots. Si ce fut avant ou pendant le déluge, c'était pour moi une question indifférente. Il me suffisait de savoir que la vallée du Rhin avait été un golfe immense; on ne pouvait m'en ôter la conviction. » Il prenait parti pour la vraie science, celle qui n'examine que la réalité, contre la science de secte et de coterie, qui n'admet de la réalité que ce qui est favorable à son étroit point de vue, pour la théorie de Buffon, établie sur l'expérience, contre les hypothèses ridicules de Voltaire, fondées sur la passion. Du reste, il proclamait nettement qu'il n'entendait faire que de la science désintéressée, « ne songeant qu'à s'avancer dans la connaissance géologique des terres et des montagnes, quel que pût être le résultat de ses recherches (1). » Le véritable esprit scientifique s'annonce.

A Weimar, dès le commencement de son séjour dans cette ville, qu'il devait associer à l'immortalité de son nom, c'est d'abord Linné, dont il devait dire un jour « qu'après Shakspeare et Spinoza il est l'homme qui a agi sur lui avec le plus de force, » c'est Rousseau et les *Rêveries d'un Promeneur*, toutes empreintes d'une sorte de piété végétale, qui absorbent son attention. Dans les chasses du grand-duc, il aimait à interroger les gardes et les forestiers sur les différentes essences d'arbres, sur le mode et les lois de la reproduction. Il consultait des herboristes possesseurs de recettes mystérieuses, qui de père en fils préparaient des extraits et des esprits (2). Il parcourait les bois immenses de la Thuringe, cherchant à se rendre compte de la nature et de la formation de ce sol couvert de forêts aussi vieilles que le monde. Le docteur Bucholz, riche, plein d'ardeur et d'activité, excellent naturaliste et chimiste habile, fondait, sous les auspices du prince, une école pratique de botanique dans de vastes terrains aérés et bien exposés au soleil. Goethe s'intéressait vivement à ces essais, avec le grand-duc lui-même, avec toute la belle société de Weimar. « Les sciences et la poésie, les études profondes et la vie active se partageaient notre temps, et nous rivalisions de zèle entre nous. » Il emmenait avec lui aux bains de Carlsbad un jeune paysan, Dietrich, botaniste de race, comme beaucoup de ses compatriotes, et petit-fils d'un naturaliste de campagne, connu du grand Linné lui-même. Dietrich était avant le jour dans les montagnes, et apportait, au milieu de l'élégante société réunie près de la source, un riche butin de fleurs. « Tout le monde, mais surtout ceux qui s'occupaient de cette

(1) *Vérité et Poésie*, p. 422.
(2) *Œuvres d'histoire naturelle* de *Goethe*, trad. Ch. Martins, p. 188.

belle étude, prenait part à mes plaisirs. C'était en effet une science bien faite pour séduire que celle qui se présentait sous la forme d'un beau jeune homme, les mains chargées de plantes en fleur et donnant à chacune d'elles son nom d'origine grecque, latine ou barbare; aussi la plupart des hommes et même quelques dames cédèrent à l'entraînement général. » C'est tout un petit tableau, qui nous donne les impressions de l'artiste mêlées aux premières joies du savant. Dietrich ne savait rien au monde que la botanique, mais il connaissait la nomenclature de Linné et l'apprenait à Goethe par routine plutôt que par méthode. « J'entrai ainsi, d'une manière nouvelle, en communication avec la nature; je jouissais de ses merveilles, et en même temps les dénominations scientifiques qui frappaient mon oreille étaient l'écho lointain de la science, qui me parlait du fond de son sanctuaire. »

Bientôt cependant Linné ne lui suffit plus. Cette terminologie, fondée sur les apparences extérieures, lui semblait être d'une utilité purement empirique, pratique; elle n'apportait aucune lumière avec elle sur le mode de production et les vrais rapports des plantes. Caractériser les genres avec certitude et leur subordonner les espèces d'après cette méthode lui parut un problème insoluble. Il lisait bien, dans les manuels linnéens, comment il fallait s'y prendre, mais il ne pouvait espérer que jamais une seule détermination resterait incontestée, puisque, du vivant même de Linné, ses genres furent divisés, morcelés, et quelques-unes de ses classes détruites. Il en concluait que le plus sagace, le plus ingénieux des naturalistes n'avait soumis qu'*en gros* et d'une manière tout artificielle la nature à ses lois. « Mon admiration pour lui n'en fut pas diminuée, mais j'étais dans une perplexité singulière, et l'on peut se figurer quels efforts un écolier *autodidactique* comme moi dut faire pour sortir d'embarras. » Il comprit qu'au lieu de passer sa vie à poursuivre et à coordonner péniblement les phénomènes innombrables que présente un seul règne, il lui restait une autre voie plus conforme à la nature de son esprit. Les phénomènes de la formation et de la transformation des êtres organisés l'avaient vivement frappé. « La nature, dit-il énergiquement, lui semblait lutter avec l'imagination à qui des deux serait plus hardie et plus conséquente dans ses créations. » Les séjours fréquens qu'il faisait alors à la campagne furent utilisés pour l'étude autant que pour le plaisir. Ces deux sortes d'occupations si contraires s'accordaient sans peine dans la vie de Goethe, et n'en troublèrent jamais l'harmonie. Il remarqua que chaque plante choisit le site qui réunit toutes les conditions propres à la faire prospérer et à la multiplier. Il observa en outre que placées dans certains lieux, exposées à certaines influences, les es-

pèces semblent céder à la nature en se laissant modifier; elles deviennent alors des variétés, sans abdiquer leurs droits à une forme et à des propriétés particulières. L'idée de la métamorphose des espèces et des genres se formait peu à peu dans son esprit, timidement d'abord. « Je pressentis ces vérités en étudiant la nature sauvage, et elle jeta un jour tout nouveau pour moi sur les jardins et sur les livres. »

Mais son voyage en Italie fut une ère décisive dans l'histoire de ses idées. Goethe note ici, en passant, une observation générale d'une grande portée. « Tous les objets dont nous sommes entourés dès l'enfance conservent toujours à nos yeux quelque chose de commun et de trivial; quoique nous ne les connaissions que très superficiellement, nous vivons près d'eux dans un état d'indifférence tel que nous devenons incapables de fixer sur eux notre attention. Des objets nouveaux et variés éveillent au contraire l'imagination et excitent un noble enthousiasme; ils semblent nous désigner un but plus élevé, que nous nous sentons dignes d'atteindre. C'est là que réside le grand avantage des voyages, et il n'est personne qui n'en profite à sa manière. Les choses connues sont rajeunies par les rapports inattendus qui les lient à des objets nouveaux, et l'attention excitée amène des jugemens comparatifs. » Le passage des Alpes opéra en lui cette révolution d'esprit en le jetant brusquement dans une zone nouvelle et le rendant attentif aux influences si actives du climat. Le jardin botanique de Padoue lui fit comprendre tout d'un coup la richesse des végétations exotiques; il fut ébloui. Un hasard lui révéla son système : un palmier en éventail attira toute son attention. Les premières feuilles, qui sont simples et lancéolées, sortaient de terre; leur division allait en se compliquant de plus en plus, et enfin elles apparaissaient complétement digitées. A sa prière, le jardinier lui coupa des échantillons représentant la série de ces transformations, et il se chargea de plusieurs grands cartons pour emporter « cette trouvaille, » qui, analysée, donna naissance à une belle théorie. « Je les ai encore sous les yeux tels que je les recueillis alors, écrivait Goethe plus de quarante ans après, et je les vénère comme des fétiches qui, en éveillant et fixant mon attention, m'ont fait entrevoir les heureux résultats que je pouvais attendre de mes travaux. » Il se confirma dans cette idée, que ces formes qui nous frappent par leur diversité d'aspects ne sont point irrévocablement déterminées d'avance, mais qu'elles joignent à une certaine fixité une souplesse et une heureuse mobilité qui leur permettent de se plier, en se modifiant, à toutes les conditions variées que présente la surface du globe. Ces diversités de climat et de sol expliquent pour lui la transformation des genres en espèces, des

espèces en variétés et de celles-ci en variétés secondaires modifiées à l'infini sous l'influence de certains agens. « Et cependant la plante reste toujours plante, quand même elle incline çà et là vers la pierre brute ou vers une forme plus élevée de la vie. Les espèces les plus éloignées conservent un air de famille qui permet toujours de les comparer ensemble. Comme on peut les comprendre toutes dans une notion commune, je me persuadai de plus en plus que cette conception pouvait être rendue plus sensible, et cette idée se présentait à mes yeux sous la forme visible d'une plante unique, type idéal de toutes les autres. Je suivis les diverses formes dans leurs transmutations, et à mon arrivée en Sicile, terme de mon voyage, l'identité primitive de toutes les parties végétales était pour moi un fait démontré dont je cherchais à rassembler et à vérifier les preuves. »

A son retour d'Italie, il compose ce célèbre essai sur la *Métamorphose des Plantes*, publié en 1790, où se développe pour la première fois cette idée, adoptée aujourd'hui avec quelques explications restrictives, mais qui marque une date dans l'histoire de la botanique, de la transformation d'un organe unique, les cotylédons, qui deviennent successivement tous les autres organes du végétal. Calice, corolle, étamines, pistil, fruit et graine, ces noms divers marquent autant de phases variées dans la vie de la plante, ou plutôt dans l'épanouissement ou la contraction de l'organe primitif. La fleur n'est qu'un bourgeon dont les différens verticilles, alternativement épanouis ou revenus sur eux-mêmes, forment toutes les parties du végétal. Un rameau n'est qu'une plante nouvelle portée par une tige au lieu de tenir au sol, et un arbre est l'assemblage d'un grand nombre de plantes vivant toutes sur un tronc commun. Un bourgeon et une racine, voilà toute la plante, car la tige n'est que la réunion des racines de tous les bourgeons qui descendent les unes à côté des autres pour aller s'implanter dans le sol, et la fleur elle-même n'est qu'un bourgeon métamorphosé (1). Cette idée si simple, l'identité originelle de toutes les parties végétales, la feuille considérée comme l'organe fondamental, unique même, dont tous les autres ne sont que la transformation, est devenue élémentaire aujourd'hui; mais le temps n'était pas venu où des naturalistes, comme Keiser, écrivent : « La métamorphose est certainement la conception la plus vaste qu'on ait eue depuis longtemps en philosophie végétale, » où Nées d'Esenbeck se propose d'étendre aux végétaux inférieurs l'idée morpho-

(1) Ch. Martins, *la Métamorphose des Plantes de Goethe et la Loi de Symétrie d'Aug. de Candolle.*

logique, où de Candolle l'adopte en la baptisant d'un autre nom (la théorie des *dégénérescences*), où Robert Brown, Knight et Lindley la propagent en Angleterre, où de Jussieu la signale avec éclat, de Mirbel l'explique en la ramenant à une généralisation plus vaste, Turpin lui-même l'illustre par le dessin en présentant à l'Académie des Sciences une esquisse idéale de la plante primitive et de ses transformations, — où, dans cette même Académie, Auguste Saint-Hilaire, chargé de rendre compte de l'essai de Goethe, prononce ces mémorables paroles : « analyser devant l'Académie le livre de Goethe sur la métamorphose, ce serait comme si on allait aujourd'hui offrir aux académies de Berlin ou de Saint-Pétersbourg un extrait du *Genera plantarum* d'Antoine-Laurent de Jussieu. L'ouvrage de Goethe est du petit nombre de ceux qui non-seulement immortalisent leurs auteurs, mais qui eux-mêmes sont immortels (1). » Ces temps de réparation et de justice étaient loin.

Au moment où le travail de Goethe paraît, les grandes vues qui le soutiennent encore, malgré les erreurs de détail, ne parviennent pas à vaincre la froideur du public. On le renvoie à la littérature. Par une sorte d'instinct jaloux, l'opinion publique ne veut pas avouer qu'un esprit puisse être deux fois grand, par la poésie et par la science. Il y eut des malentendus plaisans. Un de ses amis, effrayé d'abord par la nouvelle que le poète s'occupait de botanique, se rassura sur le titre du livre. « La *Métamorphose des Plantes*, je vois ce que c'est! s'écria-t-il; vous avez traité ce sujet à la manière d'Ovide : aussi suis-je bien impatient de lire vos gracieuses allégories de Narcisse, d'Hyacinthe et de Daphné métamorphosés en fleurs. » Un autre résumait ainsi l'intention secrète de l'ouvrage : « Goethe veut enseigner aux artistes à composer des arabesques avec des végétaux grimpans qu'il suit dans leur développement successif en se rapprochant de la manière des anciens. La plante aura d'abord des feuilles très simples, qui iront en se composant, se décomposant, se multipliant peu à peu, et deviendront de plus en plus compliquées à mesure qu'elles s'approcheront de l'extrémité. Là elles se réuniront pour former la fleur, disséminer les graines et recommencer une vie nouvelle. C'est tout simplement l'explication de certaines décorations antiques et le moyen d'en inventer de nouvelles. »

Quant aux savans, sauf une ou deux exceptions, ils furent unanimes dans les premières années pour opprimer la belle théorie de Goethe sous le plus injurieux silence. Avec quelle amertume, se

(1) *OEuvres scientifiques de Goethe*, par Ernest Faivre. — Les travaux d'histoire naturelle de Goethe forment deux ouvrages, l'un intitulé *Morphologie*, l'autre *Fragmens* 4 volumes publiés à Stuttgart en 1823.

souvenant de ces injustices et de ces mécomptes, Goethe revenait plus tard sur la pédanterie inhospitalière de la fausse science! Il l'expliquait ainsi : « Les questions scientifiques sont très souvent des questions d'existence. Une seule découverte peut faire la célébrité d'un homme et fonder sa fortune sociale. Voilà pourquoi règnent dans les sciences cette rudesse, cette opiniâtreté, cette jalousie des aperçus découverts par les autres. Dans l'empire du beau, tout marche avec plus de douceur; les pensées sont toutes plus ou moins une propriété innée, commune à tous les hommes; le mérite est de savoir les mettre en œuvre, et il y a naturellement là moins de place pour la jalousie. Mais dans les sciences la forme n'est rien; tout est dans l'aperçu découvert. Il n'y a là presque rien de commun à tous; les phénomènes qui renferment les lois de la nature sont devant nous, comme des sphinx immobiles, fixes et muets; chaque phénomène expliqué est une découverte, chaque découverte une propriété. Si on touche à une de ces propriétés, un homme accourt aussitôt avec toutes ses passions pour la défendre. Mais ce que les savans regardent aussi comme leur propriété, c'est ce qu'on leur a transmis et ce qu'ils ont appris à l'université. Si quelqu'un arrive apportant du nouveau, il se met en opposition par là même avec le *credo* que depuis des années nous ressassons et répétons sans cesse aux autres, et menace de renverser ce *credo*; alors tous les intérêts et toutes les passions se soulèvent contre lui, et on cherche par tous les moyens possibles à étouffer sa voix. On lutte contre lui comme on peut : on fait comme si on ne l'entendait pas, comme si on ne le comprenait pas; on parle de lui avec dédain, comme si ses idées ne valaient pas la peine d'être examinées, et c'est ainsi qu'une vérité peut très longtemps attendre pour se frayer son chemin (1). » Ce fut toujours là le point vulnérable, sensible jusqu'à l'irritation, parfois cicatrisé, jamais guéri, de cette âme, si fière d'ailleurs et si forte.

Cependant, en attendant le succès de sa doctrine de la métamorphose et comme consolation inespérée des mécomptes du présent, Goethe rencontra l'amitié de Schiller, qu'il dut précisément à ses travaux de naturaliste. Ce fut en 1794 que se fit cette rencontre, qui eut dans sa vie intellectuelle l'importance d'un événement. « Au milieu de ce pénible conflit, tous mes désirs, toutes mes espérances furent dépassés par mes relations avec Schiller, qui prirent alors naissance, et que je puis regarder comme le plus grand bonheur qui me fût réservé dans mon âge mûr. J'en eus l'obligation à mes travaux sur la métamorphose des plantes, par lesquels furent écartés

(1) *Conversations*, t. Ier, p. 75.

les malentendus qui m'avaient longtemps éloigné de lui. » Ces malentendus étaient de plus d'un genre. Il serait puéril de prétendre les réduire à une misérable question d'amour-propre. Les deux âmes de Schiller et de Goethe étaient faites de ce métal divin que n'altère pas l'odieuse aigreur de l'envie. Ils montrèrent tous deux plus tard, dans une magnifique fraternité de génie, combien la gloire de l'un était chère à l'autre; mais des méthodes différentes de travail, des idées opposées sur la source de l'inspiration et même sur certains caractères de l'art, l'opposition de l'hellénisme, qui s'épure de plus en plus dans l'intelligence de Goethe par la connaissance de l'art antique, avec ce romantisme désordonné et paradoxal qui avait éclaté dans les premières œuvres de Schiller, *les Brigands*, *Don Carlos*, surtout la culture profondément kantienne et idéaliste de l'un en contraste avec le panthéisme naturaliste de l'autre, tout cela faisait que, malgré les essais d'amis communs et les tentations du voisinage, un rapprochement semblait impossible. Nul ne pouvait nier, dit spirituellement Goethe, qu'entre deux antipodes intellectuels il y avait plus qu'un diamètre terrestre. On vit cependant qu'il pouvait exister entre eux une relation.

Un jour, à Iéna, le hasard, qui fut ce jour-là une providence, les fit se rencontrer à la sortie d'une séance de la Société des sciences naturelles. La conversation s'engagea. Schiller paraissait s'intéresser à ce qui s'était dit, mais il critiqua cette méthode morcelée et fragmentaire qui dominait alors dans la science. Goethe, qui se trouvait là sur son terrain, charmé d'y voir venir Schiller, répondit qu'il y avait peut-être une autre manière de traiter la nature, qui, au lieu de la prendre par fragmens isolés, la présentait vivante et agissante, tendant de l'ensemble aux parties. Schiller, attiré, suivit son illustre interlocuteur et franchit la porte de sa maison. Goethe, pour qui la présence d'un hôte pareil valait le plus grand auditoire, exposa vivement la métamorphose des plantes, et en quelques traits de plume caractéristiques il fit naître sous ses yeux une plante symbolique. Son hôte écoutait, considérait la figure avec un grand intérêt, comprenait tout, mais pour tout ramener à son idéalisme. « Ce n'est pas là une expérience, s'écria-t-il, c'est une pure conception de votre esprit, c'est une idée. » La vieille querelle, entretenue à distance, allait d'un coup se réveiller. Goethe la détourna d'un mot ingénieux. « Je suis fort satisfait, répondit-il, d'avoir des idées sans le savoir, et de les voir même de mes yeux. » La discussion resta pacifique sans cesser d'être vive; à la fin, une trêve fut conclue. Puisque Schiller appelait *idée* ce que Goethe appelait *expérience*, il y avait donc entre l'un et l'autre quelque accommodement, quelque relation. Le premier pas était fait, « et c'est ainsi

que, par la grande lutte entre le sujet et l'objet, cette lutte qui ne sera peut-être jamais terminée, nous scellâmes une alliance qui ne fut jamais rompue et qui fut suivie des plus heureux résultats. Pour moi en particulier, ce fut un nouveau printemps dans lequel on vit tout germer, tout éclore, la séve s'épanouir en rameaux et s'élancer joyeusement au dehors (1). »

Il était dans la destinée de Goethe, et je dirai même dans la condition humaine, de voir contester par les savans ou systématiquement supprimer par leur indifférence affectée le premier résultat de ses expériences et de ses intuitions en histoire naturelle. Il ne fut pas plus heureux pour ses travaux d'anatomie qu'il ne l'avait été d'abord pour la métamorphose des plantes. A Weimar, il était devenu passionné pour la botanique. A Iéna, il était devenu anatomiste. Il avait suivi les cours, disséqué sous la direction du professeur Loder (2); dès l'année 1780, il était sur la voie d'une idée féconde, qui n'est rien moins que l'idée-mère de l'anatomie philosophique. Il nous dit que dès cette époque il travaillait à l'établissement d'un type organique : il lui fallait par conséquent admettre que toutes les parties de l'animal, prises ensemble ou isolément, doivent se trouver dans tous les animaux. Or Camper et Blumenbach niaient l'existence chez l'homme de l'os intermaxillaire, et fondaient sur ce caractère une différence essentielle entre l'homme et le singe. Goethe essaya de prouver que c'était une erreur, et par une série d'expériences et de dessins comparatifs il réussit à donner à son opinion la force d'une démonstration. Il publia ses recherches en 1786 dans un mémoire : *De l'existence d'un os intermaxillaire supérieur chez l'homme comme chez les animaux.* Ce fut une des grandes émotions de sa vie. Je doute qu'aucune création de son art lui ait donné une joie aussi vive que la découverte de cet os équivoque, restitué au squelette humain. Il écrit à Mme de Stein qu'il en est ému jusqu'au fond des entrailles. Malheureusement les partisans de Camper et Camper lui-même restèrent incrédules. Ce n'est que plus tard que la modeste découverte du poète obtint droit de cité dans la science. Une idée beaucoup plus importante, l'analogie du crâne et de la vertèbre, conçue par lui dès 1790, ne fut développée qu'en 1820. La conséquence de ces divers travaux était la conception du type ostéologique. C'est dans cet ordre d'études que l'esprit généralisateur du poète pouvait se déployer à l'aise. Dans une foule de mémoires, dont le plus important est l'*Introduction à l'anatomie comparée fondée sur l'ostéologie*, Goethe, poursuivant

(1) *Annales*, traduction déjà citée, p. 223.
(2) *Œuvres d'histoire naturelle de Goethe*, traduction Ch. Martins, p. 98.

pour l'organisme animal cette vue d'unité qu'il a montrée réalisée dans le monde végétal, s'efforce de ramener tous les animaux à un seul type et tous les os du squelette à un os unique (la vertèbre), comme il a ramené tous les organes des plantes au cotylédon. Dans ce travail, comme dans ceux qui le suivirent à différens intervalles, tous consacrés à la zoologie, se trouvent répandus, à travers bien des témérités et des opinions paradoxales, une multitude de principes simples et larges qui depuis ce temps ont passé dans la science. Il ne faut pas oublier, parmi les travaux scientifiques du grand poète, le mémoire sur *l'Expérience considérée comme médiatrice entre le sujet et l'objet* (1793).

Il fallait bien que la part du poète se marquât même dans le savant, et que l'imagination, cette faculté maîtresse de la poésie, troublât, au moins une fois, dans cet ordre d'études, l'équilibre de cette belle intelligence. Il y eut toujours, on l'a vu, dans ce cerveau si merveilleusement organisé, un coin pour le chimérique. C'est là qu'avait régné, dans sa première jeunesse, la chimie mystique de Mlle de Klettenberg; c'est là qu'avait dominé pendant quelque temps Paracelse, là enfin que l'illuminisme humanitaire de Lavater avait pénétré un jour. Plus tard, par l'effet d'une combinaison singulière entre l'esprit scientifique et l'esprit de chimère, c'est là que prirent naissance les illusions systématiques, les expériences ingénieusement fausses, les raisonnemens pleins d'une ruse innocente sur lesquels se fondait dans l'esprit du poète la trop célèbre théorie des couleurs. On le surprend encore une fois abandonnant la voie des belles découvertes pour se jeter dans de véritables aventures d'idées avec cette intrépidité qui ne sert qu'à mener plus loin dans le faux un vigoureux esprit. Il n'entreprend rien moins que de faire la guerre à Newton, de renverser sa théorie sur la composition du rayon lumineux et de renouveler l'optique (1). Tandis que toute la physique moderne est d'accord pour admettre, d'après l'expérience positive du prisme, que la couleur provient de la lumière, et que les objets diversement colorés ne font que réaliser les conditions diverses à l'aide desquelles le rayon lumineux est décomposé en ses couleurs primitives, Goethe imagine et pose en principe que l'obscur a une réalité aussi bien que le clair, que la clarté et l'obscurité sont dans une perpétuelle opposition. Tout son système s'ensuit. L'obscur ayant une valeur objective comme le clair et se trouvant en antagonisme perpétuel avec lui, les couleurs s'expliquent par un mélange de l'obscur et du clair à différens de-

(1) Voir dans M. Faivre l'analyse détaillée et l'historique de cette théorie des couleurs, chapitres IV, V, VI, VII, dans la deuxième partie des *Œuvres scientifiques de Goethe.*

grés. Du côté lumineux naissent le jaune, le jaune orangé et le rouge, par suite d'un affaiblissement graduel de l'intensité lumineuse; le jaune n'est donc qu'un blanc légèrement obscurci. Du côté de l'obscurité se développent le bleu, le violet, le rouge; le bleu n'est donc qu'un noir légèrement éclairci. Le rouge établit la transition entre la lumière et l'ombre; il est la synthèse de l'une et de l'autre. Ce faux système et les expériences illusoires par lesquelles il essaie de le soutenir remplissent plusieurs années de sa vie. Au milieu du bouleversement de l'Allemagne, pendant que sa patrie est en feu, à l'heure suprême de la bataille d'Iéna, Goethe ne rêve que chambre obscure, microscope solaire, prismes, lentille. L'ennemi de la patrie n'est pas pour lui Napoléon, c'est Newton. En 1810 enfin, après d'innombrables travaux, il publie le *Traité des Couleurs*, ouvrage considérable par la force de conception dans les détails, par les ressources d'esprit, par les recherches historiques, par l'ingénieuse variété des expériences et les ravissantes applications que l'auteur fait de sa théorie aux beaux-arts, autant qu'illusoire par son hypothèse fondamentale et stérile pour le vrai progrès de la science. Hegel seul, parmi les hommes célèbres de son temps, adopte avec un enthousiasme compromettant cette théorie, qui semblait inventée pour fournir à son système une application inespérée. Quelle bonne fortune pour l'antinomie fondamentale de l'être et du non-être réconciliés dans le devenir que cette *thèse* du clair, cette *antithèse* de l'obscur, réconciliées dans la gradation et la dégradation des couleurs, qui ne sont, dans cet ordre de phénomènes, qu'un perpétuel devenir! Mais, hélas! que valait le suffrage de Hegel lui-même au prix de la grande humiliation qui vint de Paris? Malgré les vives sollicitations et l'active influence de M. Reinhard, l'Académie des Sciences refuse de faire un rapport. L'un des commissaires garde le silence; Delambre se borne à dire : « Des observations, des expériences, et surtout ne commençons point par attaquer Newton! » Cuvier, plus dédaigneux encore, déclare qu'un tel travail n'est pas fait pour occuper une académie, et l'on passe à l'ordre du jour.

Ainsi cette guerre, imprudemment entreprise contre Newton, se terminait par un désastre. On peut dire que ce fut là le grand souci de la vie de Goethe, bien plus encore que l'insuccès provisoire de ses essais en histoire naturelle. Sans doute il sentait instinctivement que *la Métamorphose des plantes* aurait son jour dans la science. Cette assurance dans l'avenir l'abandonnait un peu quand il s'agissait de sa chère théorie, si rudement malmenée dans le monde scientifique, et que ses infortunes lui rendaient plus chère encore. Il y revient constamment, se plaignant de l'ingratitude

des hommes, accusant les coalitions, les coteries, le pédantisme, l'érudition officielle, le grimoire d'école, mais surtout l'infatuation des mathématiciens, qui, l'attaquant du côté de ses ignorances, lui déniaient le droit de traiter de l'optique sans avoir la clé de la haute physique, le calcul, le nombre. Cela du moins nous a valu cette charmante tirade, le meilleur résultat de la *Théorie des Couleurs:* « J'honore les mathématiques comme la science la plus élevée et la plus utile tant qu'on l'emploie là où elle est à sa place; mais je ne peux approuver qu'on en fasse abus en dehors de son domaine, et là où la noble science semble une niaiserie. Comme si un objet n'existait que si on peut le prouver par les mathématiques! Ne serait-il pas fou celui qui ne voudrait croire à l'amour de sa maîtresse que si elle peut le lui prouver mathématiquement? Elle lui prouvera mathématiquement sa dot, mais non son amour. Ce ne sont pas non plus les mathématiciens qui ont trouvé la métamorphose des plantes! Je suis venu à bout de tout sans mathématiques, et il a bien fallu que les mathématiciens en reconnaissent la valeur. Pour comprendre les phénomènes de la *Théorie des Couleurs*, il ne faut rien de plus qu'une observation nette et une tête saine; ce sont deux choses plus rares qu'on ne croit. »

Vers la fin de sa vie, il lui vint un disciple; mais quel disciple modeste! Eckermann, longtemps endoctriné, Eckermann, son confident, d'ailleurs parfaitement étranger à toute science positive, se crut un jour touché de la grâce, se mit à étudier avec ferveur le beau livre si mal reçu par les hommes ingrats, et commença lui-même à faire des expériences dans le sens de la théorie. Quelle ne fut pas la joie de Goethe! « C'est que, lui disait-il naïvement, je ne fais pas trop de cas de tout ce que j'ai produit comme poète. D'excellens poètes ont vécu en même temps que moi, de plus grands que moi ont vécu avant moi, et il en viendra de pareils après moi; mais que j'aie été dans mon siècle le seul qui, dans la science difficile de la théorie des couleurs, ait vu la vérité, voilà ce dont je suis fier et ce qui me donne le sentiment de ma supériorité sur un grand nombre d'hommes. » Eckermann, avec son enthousiaste ignorance, entrait de plus en plus dans la théorie. O fragilité des espérances humaines! Être sur le point d'avoir un disciple, n'en avoir qu'un, et le perdre! Il arrive un jour à Eckermann de découvrir dans la *Théorie des Couleurs* une explication contraire aux faits. Après bien des hésitations, avec des circonlocutions, il confesse à Goethe la tentation, le doute dont il est assailli. A peine a-t-il commencé à parler que le visage serein et calme de Goethe s'assombrit, et le disciple éperdu voit trop clairement que le maître n'accueille pas ses critiques. Les épigrammes, l'ironie, tombent sur lui. « La seule

chose bonne qui soit en vous, lui fut-il dit d'un air sec, c'est qu'au moins vous, vous êtes assez honnête pour dire tout droit ce que vous pensez; » puis, se ravisant, un peu confus peut-être de sa rapide colère: « Il se passe pour ma théorie des couleurs, continua Goethe d'un air plus gai, ce qui s'est passé pour la doctrine chrétienne. On croit quelque temps avoir des disciples fidèles, et avant que l'on y ait pris garde, ils se séparent de vous et forment une secte! Vous êtes un hérétique comme les autres, car vous n'êtes pas le premier qui m'ait abandonné. Je me suis séparé des hommes les meilleurs pour des divergences sur quelques points de cette théorie. » Et il lui cita des noms connus, en le reconduisant doucement jusqu'à la porte, sans pouvoir s'empêcher, sur le seuil, de lui jeter encore, moitié riant, moitié se moquant, quelques mots sur les hérétiques et l'hérésie (1).

Cet insuccès persistant et définitif fut le seul chagrin qui, dans les dernières années de Goethe, déconcerta parfois son tranquille bonheur au milieu des enthousiasmes de sa patrie, et vint troubler la sérénité de sa vivante apothéose. Depuis 1815, ses belles découvertes en botanique, ses vues élevées en anatomie, étaient sorties victorieusement de l'ombre et dominaient l'indifférence injuste de la science aussi bien que la défiance systématique de l'opinion. Les relations de Goethe s'étendent presque dans tout le monde civilisé, une vaste correspondance le tient au niveau des idées et en commerce avec toutes les grandes intelligences scientifiques de son temps, à Berlin, à Londres, à Paris. La dernière période de cette longue vie s'écoule et s'achève ainsi dans cette incroyable activité d'esprit, enfin triomphante sur les principaux points, et dans la joie calme de cette curiosité universelle que l'âge n'a pu refroidir. Tous les progrès de la botanique, de l'anatomie, de la physique, de la chimie, de la géologie, dont il a toujours étudié avec passion les différens systèmes, tous les travaux, les découvertes, les grandes expériences, lui deviennent présens et familiers. Il se tient là, à Weimar, dans son cabinet d'études, comme dans un centre d'observations où convergent les idées nouvelles. Il ne reste étranger à aucun succès, à aucun talent, à aucune question, à aucun débat. A quatre-vingts ans et plus, tandis qu'il résume et refond ses travaux scientifiques, tandis qu'il écrit le quatrième livre de ses *Mémoires* et qu'il achève les dernières scènes de *Faust*, il suit avec un intérêt vif et un jugement excellent tantôt ces belles leçons par lesquelles MM. Guizot, Cousin, Villemain, renouvelaient dans tous les genres, dans l'histoire, dans la critique et la philosophie, l'es-

(1) *Conversations*, traduction citée, t. II, p. 98; — t. Ier, p. 225, etc.

prit français, tantôt les phases si animées de ce grand duel scientifique que se livraient Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire sur les principes de la nature, et qui partageaient l'Europe et la science : heures mémorables où la Sorbonne et l'Institut tenaient ainsi le monde savant sous le charme de leurs talens et sous l'empire de leurs idées!

Quelle belle scène que celle où nous saisissons, lors de ce grand débat, sous la prose d'ordinaire un peu endormie d'Eckermann et cette fois éveillée, les ardeurs toujours jeunes du génie! Les nouvelles de la révolution de juillet arrivaient à Weimar le lundi 2 août 1830. Toute la ville était en mouvement. Eckermann alla chez Goethe dans le cours de l'après-midi. « Eh bien! lui cria Goethe en le voyant, que pensez-vous de ce grand événement? Le volcan a fait explosion : tout est en flammes, ce n'est plus un débat à huis-clos! — C'est une terrible aventure, répondit Eckermann; mais dans des circonstances pareilles, avec un pareil ministère, pouvait-on attendre une autre fin que le renvoi de la famille royale? — Nous ne nous entendons pas, mon bon ami, dit Goethe. Je ne vous parle pas de ces gens-là. Il s'agit pour moi de bien autre chose! Je vous parle de la discussion, si importante pour la science, qui a éclaté publiquement entre Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire. » Et comme Eckermann restait muet et interdit : « Le fait est de la plus extrême importance, continua Goethe, et vous ne pouvez vous faire une idée de ce que j'ai éprouvé à la nouvelle de la séance du 19 juillet. Et voyez combien est grand en France l'intérêt de cette affaire, puisque, malgré les terribles agitations de la politique, la salle était pleine à cette séance. La méthode synthétique ne reculera plus maintenant, voilà ce qui vaut mieux que tout. La question est devenue publique, on ne l'étouffera plus... Voilà cinquante ans que je travaille à cette grande question; j'ai commencé seul; j'ai rencontré plus tard quelques secours, et enfin à ma grande joie j'ai été dépassé par des esprits de ma famille. Quand j'ai envoyé à Pierre Camper un premier aperçu sur l'os intermaxillaire, à ma grande tristesse, je suis resté complétement incompris; je ne réussis pas mieux avec Blumenbach : cependant, après des relations personnelles, il se rangea à mon avis. J'ai ensuite gagné des partisans dans Sœmmering, Oken, Dalton, Carus et d'autres hommes également remarquables; mais voilà que Geoffroy Saint-Hilaire passe de notre côté, et avec lui tous ses grands disciples, tous ses partisans français! Cet événement est pour moi d'une importance incroyable, et c'est avec raison que je me réjouis d'avoir assez vécu pour voir le triomphe général d'une théorie à laquelle j'ai consacré ma vie, et qui est spécialement la mienne. » Geoffroy Saint-Hilaire

a pris en main la défense de la *grande idée*. « Et maintenant je peux mourir! » s'écrie Goethe, non pas sans avoir consacré ses dernières veilles à un long et fidèle mémoire sur la discussion de l'Institut. Il mourait en effet quelques mois après avoir initié l'Allemagne à ses grandes espérances.

Telle fut la vieillesse et telle aussi la vie scientifique de Goethe. On s'étonne, quand on vient à penser que dans l'intervalle de ces travaux, qui suffiraient à remplir une laborieuse existence, le même esprit produisait sans relâche des œuvres dont quelques-unes feront l'admiration de tous les siècles. Le caractère de ce génie, c'est l'immensité. S'il existe des génies plus profonds, je n'en connais pas de plus vastes, et dont l'activité se soit portée aussi loin en même temps dans toutes les directions de la pensée.

III.

Goethe n'est plus à juger comme naturaliste, et notre incompétence personnelle se garderait bien d'ajouter une appréciation à toutes celles dont il a été l'objet. Les savans les plus autorisés ont analysé ses travaux, exposé ses idées pour les approuver ou les discuter : en Allemagne, Clemens, Carus, Oken, Schmidt, Bertholdt, Hermoltz, et le dernier de tous, Virchow; en Angleterre, Lewes au second volume de sa *Vie de Goethe;* en France, dès 1836, Étienne Geoffroy Saint-Hilaire dans les *Comptes-Rendus* de l'Académie des Sciences, puis notre collaborateur M. Charles Martins, auteur d'une excellente traduction des œuvres d'histoire naturelle du poète, avec des éclaircissemens et des notes qui nous ont été d'un grand secours; en 1838, M. Littré, qui a publié ici même (1), à l'occasion de cette traduction, un savant article; tout récemment enfin, l'ouvrage de M. Ernest Faivre, conclusion naturelle de ces divers travaux qu'il résume et qu'il complète par une analyse très détaillée des meilleurs écrits du poète sur la botanique, l'anatomie comparée, la géologie et l'optique, en même temps que par une appréciation générale de ses doctrines en histoire naturelle. Tous deux, MM. Ch. Martins et Faivre, ont étudié avec un tel soin cette partie des œuvres de Goethe, qu'ils ont fait leurs obligés de tous ceux qui reviennent à ce grand sujet. Si ce n'est pas précisément une découverte, c'est du moins en France une prise de possession.

L'objet que nous nous proposons ici n'est pas le même. Nous ne prétendons examiner les travaux scientifiques de Goethe que dans

(1) *Revue* du 1er avril 1838.

leurs rapports avec sa philosophie. Un esprit généralisateur comme celui-là n'a pu se restreindre à quelques découvertes ni à quelques aperçus de détail. Il a certainement cédé à l'attrait souverain des grandes vues; il a dû concevoir à sa façon la nature après en avoir observé les phénomènes avec toute l'attention dont il était capable. Comment cette conception de la nature s'est-elle progressivement formée dans son esprit? Par quels degrés de généralisations successives sa pensée s'est-elle élevée jusqu'à ces hauts sommets d'où elle domine encore une partie de son temps et de son pays? Telle est la question que nous avions constamment devant les yeux lorsque nous parcourions avec curiosité ces riches domaines, moins spécialement réservés que l'on ne pourrait le croire, accessibles même aux profanes, la *Morphologie* et les *Fragmens d'histoire naturelle*. Dans le savant nous cherchions le philosophe. L'avons-nous trouvé? tenons-nous enfin les véritables sources de la philosophie de Goethe?

Si l'on a suivi, dans le tableau que nous venons de tracer, les travaux scientifiques de Goethe, on a pu voir que ses découvertes positives ne sont pas très nombreuses : la métamorphose des plantes, l'os intermaxillaire dans le squelette humain, l'analogie du crâne et de la vertèbre. Encore la priorité de cette dernière théorie, les vertèbres crâniennes, lui a-t-elle été vivement disputée, soit par Oken, qui en a donné en 1807 le développement scientifique, soit par d'autres adversaires qui ont signalé pour la première fois cette vue dans les leçons du professeur Peter Franck dès 1792, tandis que l'*Histoire de mes travaux anatomiques*, où Goethe a publié ses idées sur ce sujet, n'a paru qu'en 1820. Néanmoins l'auteur déclare expressément « que depuis trente années il était convaincu de cette affinité secrète du crâne et de la vertèbre, » et la preuve en est dans ses lettres et ses cahiers de morphologie. Quoi qu'il en soit de cette contestation et de bien d'autres qui n'ont épargné ni sa découverte de l'os intermaxillaire, ni même sa théorie de la métamorphose des plantes, dont la *Philosophie botanique* de Linné contient le germe, ce n'est pas dans les résultats positifs des travaux de Goethe qu'il faut chercher la mesure de sa valeur scientifique. Elle est ailleurs, dans les aperçus philosophiques sur la science de la nature répandus à travers tous ses écrits d'une main presque prodigue. C'est là qu'on peut prendre une juste idée de cet esprit si compréhensif et si pénétrant.

De l'aveu de tous les grands naturalistes du XIXe siècle, de Cuvier lui-même comme de Geoffroy Saint-Hilaire et de Humboldt, Goethe a marqué avec décision les voies nouvelles où cette science allait s'avancer à grands pas. Il a défini en traits parfois admirables la méthode synthétique; il a exposé sous mille formes variées

et traduit dans les plus élégantes formules les beaux résultats de cette méthode : l'unité organique, qu'il appelle *unité de type*, et toutes les lois qui en dépendent, celle des métamorphoses, la connexion des parties, le balancement des organes (1). Il n'est resté étranger à aucune de ces grandes conceptions qui ont fondé ou renouvelé l'anatomie philosophique; il les a toutes pressenties ou devinées dans le même temps que ceux qui en ont été les plus grands interprètes. Il s'est emparé le premier dans ce siècle, avec une force et une autorité qu'aucun autre jusqu'à Geoffroy Saint-Hilaire n'a égalées, de cette idée maîtresse de la science, à savoir que, pour l'accomplissement des actes de la vie, la nature semble s'être dissipée dans la profusion des détails, dans la multiplicité des organes et la variété des formes, mais que, pour le regard de l'observateur attentif au fond des choses, cette diversité de formes et d'organes recouvre une unité mystérieuse, sensible par ses effets, qui rattache les êtres les uns aux autres et les domine tous, — qu'une industrie suprême compense par la généralité des lois l'incroyable fécondité des combinaisons, — que partout, prodigue de variétés, avare d'innovations, l'énergie créatrice diversifie à l'infini la vie en lui assignant, dans quelques conditions très simples et très générales, une limite qu'elle ne peut franchir, — enfin que tout, dans le *cosmos*, semble obéir à des règles uniformes et constantes qui, bien observées, saisies dans leur simplicité essentielle à travers le tumulte des faits et la complexité des phénomènes, nous révèle le procédé fondamental, la loi même du travail de la nature. Cette conviction, qui anime tous les écrits de Goethe et inspire tous ses travaux, n'est-elle pas en soi le résultat le plus élevé de l'étude du monde organique et la marque même de l'esprit scientifique? Si elle s'est égarée en s'exagérant sous l'obsession de l'idée spinoziste, si elle a fini par aboutir à une conception panthéistique de la nature, c'est qu'alors Goethe a cessé d'être fidèle à ce même esprit scientifique qui n'autorise pas de semblables conclusions. Le métaphysicien a fini par entraîner le naturaliste.

Une des parties les plus remarquables de sa philosophie naturelle est sans contredit l'ensemble de ses vues sur la méthode.

(1) Peut-on exprimer avec plus de grâce et de précision à la fois cette loi du balancement des organes que ne l'a fait Goethe dans les lignes suivantes : « La nature, comme doit le faire un bon administrateur, s'est fixé une certaine somme à dépenser, un certain budget; elle se réserve un droit absolu de virement d'un chapitre à un autre, mais elle ne dépasse jamais dans les dépenses le total fixé. Si elle a trop dépensé d'un côté, elle fait ailleurs une économie égale, et toujours elle arrive à une balance en équilibre parfait. » (Mémoire de Goethe sur la discussion de Geoffroy Saint-Hilaire et de Cuvier.)

Elles sont indiquées dans un petit traité dont le titre significatif est : *De l'Expérience considérée comme médiatrice entre l'objet et le sujet* (1793). Goethe prétend se maintenir à égale distance des témérités de la philosophie spéculative et des timidités de l'empirisme baconien. Dans l'observation minutieuse, l'esprit est absorbé par les détails de l'objet : il ne réagit pas sur ce qu'il examine, il ne le domine pas; il devient le contemplateur passif du fait. Dans la spéculation pure, l'esprit tout entier a la prétention insensée de créer l'objet, de le tirer avec sa réalité et ses phénomènes des profondeurs de sa propre pensée. Cette grande querelle du sujet et de l'objet, c'est l'expérience bien comprise, bien dirigée, qui la termine. Elle se fait médiatrice entre les deux termes et les réconcilie dans une méthode féconde, qui est un empirisme sans doute, mais relevé, éclairé par l'entendement. La véritable expérience fait donc sa part équitable à l'intelligence, qui saisit, compare, coordonne et perfectionne l'observation; elle applique et emploie *cette force indépendante et en quelque sorte créatrice*, mais en la régularisant, en la surveillant, en s'y confiant sans s'y abandonner. Les conditions de cette surveillance sont établies avec le plus grand soin : il faut se tenir en garde contre toute précipitation, en garde surtout contre ses propres résultats, s'observer incessamment soi-même. L'origine la plus ordinaire des erreurs scientifiques étant dans le parti-pris de l'observateur, qui cherche à faire cadrer immédiatement une observation avec son opinion préconçue ou sa manière de voir, l'art est de varier les *expériences isolées* et de les lier entre elles. On arrive ainsi à former, sur un sujet déterminé, une série d'expériences que Goethe appelle *congénères*, qui se touchent immédiatement, qui se lient entre elles, comme les faits dans la réalité, et qui, lorsqu'on les considère dans leur ensemble, ne forment, à proprement parler, qu'une seule expérience, présentée sous mille points de vue différens (1).

Mais c'est dans les *Pensées* (2) que l'on pourrait recueillir les plus belles vues sur l'art d'interroger la nature, sur la nécessité d'établir l'expérience comme intermédiaire entre l'esprit et le monde extérieur, sur la fécondité de la synthèse, sans laquelle l'analyse languit et meurt dans l'inutile nomenclature des détails, sur le sens intérieur des grandes découvertes et l'harmonie préétablie entre la réalité, qui est dans l'objet, et la vérité, qui est dans l'esprit. Cette forme libre des *aphorismes* convient mieux à Goethe que le développement continu d'un principe philosophique. On sent qu'il a

(1) *Œuvres d'histoire naturelle de Goethe*, trad. Ch. Martins, p. 13, etc.
(2) Traduction Porchat, t. Ier, p. 479.

beaucoup médité sur ces grands sujets, mais que le temps ou le goût lui a manqué pour donner une forme régulière à ses méditations. En général, il aime peu tout ce qui ressemble au didactique. Aussi ses réflexions se présentent sans ordre, elles se ramassent dans des maximes elliptiques, heurtées, pressées, qui éclatent et produisent sur l'esprit du lecteur l'effet d'une scintillation continuelle d'éclairs. Plusieurs, dans la précipitation de la formule qui les a retenues et fixées au passage, sont restées obscures, d'autres sont fort contestables et impliquent une conception arbitraire de la nature; mais combien il y en a qui, semées au hasard, jetées avec une sorte de négligence ironique ou de hautaine indifférence, ouvrent à l'esprit de soudains et grands aperçus sur la réalité ou sur la science! Nous en rappellerons quelques-unes qui résument l'esprit philosophique de sa méthode dans sa hardiesse et ses témérités. « — Propriété fondamentale de l'unité vivante : se diviser, se réunir, se déployer dans l'universel, persister dans le particulier, se transformer, se spécifier..... Formation et dépérissement, création et destruction, naissance et mort, tout agit pêle-mêle. De là nécessité d'appliquer l'analyse et la synthèse à cette réalité fuyante : « si toute la nature est une composition et une décompositon perpétuelles, il s'ensuit qu'en observant cet état de choses prodigieux, les hommes devront faire comme la nature, composer et décomposer tour à tour. » Et ailleurs : « Pour me préserver d'erreurs, je considère tous les phénomènes comme indépendans les uns des autres, et je m'efforce de les isoler. Ensuite je les considère comme des termes corrélatifs, et par l'enchaînement ils prennent une véritable vie. » — Du reste qu'y a-t-il au fond de cette querelle éternelle de l'universel et du particulier? « Qu'est-ce que l'universel? Le cas individuel. Qu'est-ce que le particulier? Des millions de cas. L'universel et le particulier coïncident. Le particulier est l'universel manifesté dans diverses conditions. Pour concevoir que le ciel est bleu partout, on n'a pas besoin de faire le tour du monde. » A qui sait comprendre les choses, toute réalité est déjà théorie, car tout fait contient l'universel. L'art est de l'y saisir et de l'en dégager. On voit d'après cela à quoi se réduit le débat séculaire entre l'analyse et la synthèse, entre la perception du *particulier* ou du détail et l'intuition de l'*universel* ou de l'ensemble.

L'esprit analytique est le sens de l'individuel, l'esprit synthétique le sens de l'universel. Toutes ces querelles de l'analyse et de la synthèse sont vaines; elles ne dureraient pas longtemps, si ces deux termes ne représentaient deux familles d'esprits qui semblent originellement et éternellement distinctes. Chaque analyse suppose une synthèse perdue ou pressentie, et si elle travaille pour quelque

chose, c'est pour la retrouver. De son côté, le véritable esprit synthétique ne néglige pas l'analyse. « Pendant toute ma vie, j'ai suivi la double méthode synthétique et analytique; c'était pour moi comme la systole et la diastole de l'esprit humain, comme une seconde respiration plus intime qui ne saurait s'arrêter, dont le double mouvement se continue toujours... Séparer et unir sont les deux actes nécessaires de l'entendement. On est forcé, qu'on le veuille ou non, d'aller du particulier au général et du général au particulier; plus ces fonctions intellectuelles que je compare à l'inspiration et à l'expiration s'exécuteront avec force, plus la vie scientifique du monde sera florissante. »

L'esprit synthétique, étant le sens de l'universel, est par excellence l'instrument des grandes découvertes. « Tout ce que nous appelons invention, découverte, dans le sens élevé, est la mise en pratique, la réalisation remarquable d'un sentiment originel de vérité, qui, longtemps cultivé dans le silence, conduit inopinément, avec la vitesse de l'éclair, à une conception féconde. C'est une révélation qui se développe de l'intérieur à l'extérieur, qui fait pressentir à l'homme sa ressemblance avec la Divinité. C'est une synthèse du monde et de l'esprit qui nous donne la plus délicieuse assurance de l'éternelle harmonie de l'être. » Toute cette théorie de l'invention ou de la découverte repose sur cet aphorisme, empreint d'une sorte d'inspiration platonicienne : « Il existe dans la réalité, dans l'objet, une loi inconnue qui répond à une loi inconnue dans le sujet, l'esprit humain. » Le génie consiste à découvrir cette loi cachée dans les profondeurs muettes des choses, et dont il porte en soi la formule encore inaperçue.

Voilà ce que l'Allemagne a nommé le *réalisme* de Goethe, et ce que lui-même appelle l'*empirisme intellectuel*. Empirisme sans doute, puisque Goethe ne souffre pas que l'on construise *à priori* le monde, qui, étant l'épanouissement libre et varié de la vie, ne peut se réduire aux formes étroites d'un système; mais empirisme dirigé par l'intuition, guidé par la plus belle et la plus pure lumière de la raison, essayant de réaliser « cette synthèse du monde et de l'esprit » qui s'accomplit par la conformité d'une grande conception avec la loi des choses; — empirisme singulièrement large, puisqu'il ne se refuse même pas à concevoir un certain idéal qui, pour nous aider à comprendre la réalité, la corrige ou la complète sur certains points (par exemple le type anatomique, vrai sans être réel). La difficulté est de distinguer cet idéal, qui n'est que la perfection de la réalité conçue par l'esprit, des conceptions vaines et pourtant spécieuses des spéculatifs purs. « Il faut une tournure d'esprit particulière, disait Goethe, pour saisir dans son véritable

caractère la réalité sans forme et la distinguer des chimères qui s'imposent vivement à nous avec une certaine réalité. » Cet empirisme peut se résumer ainsi : la contemplation des grandes lois générales pressenties par la raison, confirmées par l'expérience.

Goethe voyait un des beaux modèles de l'esprit synthétique dans Platon, dont il devinait le génie par une sorte d'affinité à travers les siècles plutôt qu'il ne le connaissait avec précision. Pour échapper à la diversité infinie, au morcellement et à la complication des sciences naturelles telles qu'elles ont été faites par les modernes, pour se réfugier dans la simplicité, il faut toujours se poser cette question : « Comment Platon aurait-il procédé en présence de la nature telle qu'elle nous apparaît aujourd'hui dans la diversité plus grande qu'elle déploie, nonobstant son inaltérable unité (1)? » L'auteur du *Timée* s'offrait à lui comme un des esprits les mieux faits « pour s'identifier avec la nature par l'intelligence et le sentiment, » tandis qu'Aristote ne se l'appropriait que par l'observation, et encore, dit-il, par une observation précipitée qui passe immédiatement des phénomènes à l'explication, « ce qui amène des décisions théoriques tout à fait insuffisantes. »

Mais c'est surtout dans Geoffroy Saint-Hilaire et dans Cuvier que se sont révélés avec éclat les dissentimens profonds qui séparent ces deux races éternelles d'esprits. Le savant qui analyse, nous dit Goethe dans un parallèle très étudié, a besoin d'une perspicacité si subtile, d'une attention si persévérante et si soutenue, d'une telle habileté à apercevoir les plus petites nuances dans la forme des organes et d'une telle lucidité intellectuelle pour bien déterminer ces différences, qu'on ne peut trop lui reprocher d'être fier de son travail... Il n'est pas disposé à partager la gloire ainsi acquise avec un savant qui en apparence a simplifié et facilité de beaucoup ce travail, et qui veut atteindre comme d'un bond au but que l'on ne touche qu'à force de fatigues, de peines, d'assiduité et de persévérance. Le savant qui part de l'idée croit de son côté pouvoir être fier d'être arrivé à une large conception sous laquelle doivent venir peu à peu se ranger et s'ordonner toutes les expériences; il vit avec la pleine certitude que chaque fait isolé viendra confirmer la vérité générale qu'il a exprimée d'avance. Le savant qui distingue, qui différencie, qui fait tout reposer sur l'expérience, ne veut pas accorder que dans l'ensemble se trouve une vue, un pressentiment de l'individuel; il déclare clairement qu'il y a prétention insupportable et présomption à vouloir saisir et connaître ce que l'on ne voit pas avec les yeux, ce que la main ne peut toucher.

(1) *Pensées*, traduction citée, t. Ier, p. 501-500.

L'autre savant, appuyé sur certains principes, acceptant pour guides certaines grandes idées, refuse de se soumettre à cet empirisme. — L'un, c'est Cuvier, travaillant sans cesse à établir entre les objets des *différences*, à les décrire avec une précision incomparable, à se rendre maître d'une quantité infinie de détails. L'autre, c'est Geoffroy Saint-Hilaire, s'efforçant de découvrir les *analogies* et de pressentir les affinités secrètes qui rapprochent les créatures. L'un va de l'individu à l'ensemble, dont il suppose l'existence, tout en le croyant inaccessible à la science. L'autre a au fond de sa pensée l'idée de l'ensemble et vit dans la conviction que c'est de l'ensemble que part et se développe peu à peu l'être individuel (1). — Les sympathies de Goethe ne purent être un instant douteuses; il faut l'entendre quand il laisse parler sa joie en dehors des mémoires et des comptes-rendus destinés à une publicité qui lui impose la plus grande réserve. « Désormais, s'écrie-t-il, en France aussi, dans l'étude de la nature, l'esprit dominera et sera souverain de la matière. On jettera des regards dans les grandes lois de la création, dans le laboratoire secret de Dieu! Si nous ne connaissons que la méthode analytique, si nous ne nous occupons que de la partie matérielle, si nous ne sentons pas le souffle de l'esprit qui donne à tout sa forme et qui, par une loi intime, empêche toute déviation, qu'est-ce donc que l'étude de la nature (2)? »

Aristote et Cuvier! voilà donc ces deux grands noms condamnés par le triomphe de la méthode synthétique à une sorte d'ostracisme dans la science! Il faut donc croire « qu'ils ne savaient pas jeter des regards dans les grandes lois de la création, qu'ils ne s'occupaient que de la partie matérielle, qu'avec eux et sous leur empire l'esprit n'aurait pas dominé et ne serait pas aujourd'hui le souverain de la matière. » Eh quoi! Aristote, que nous sommes habitués à considérer comme le plus glorieux ancêtre de la science de la nature, Cuvier, dont le nom nous paraissait être placé dans l'admiration publique à cette hauteur qu'aucun autre ne dépasse, pas même celui de son illustre adversaire! Ces sortes de parallèles sont-ils aussi exacts qu'ils sont habiles? Éloquens comme la passion, sont-ils justes comme doit l'être une sentence rendue dans un des grands débats qui ont divisé et qui divisent encore le monde savant? Est-il vrai que Cuvier dans cette querelle mémorable soit le représentant exclusif de la méthode analytique? ne représente-t-il que cela? Et pour généraliser la question, peut-on admettre que de grands esprits, versés profondément dans l'étude de la nature et

(1) *Mémoires sur les Principes de Philosophie zoologique discutés en mars 1830 au sein de l'Académie des Sciences.*

(1) *Conversations*, t. II, p. 233,

passionnés pour elle, aient été privés de ce sens supérieur de l'universel, l'esprit synthétique, le sens de l'unité dans la variété?

Nous ne pouvons le croire. Aristote, que Goethe nous représente comme voué au travail inférieur de l'analyse minutieuse à laquelle il n'échappe que par des observations précipitées, sans aucune des intuitions et des pressentimens de Platon, — Aristote, dont Geoffroy Saint-Hilaire attaque avec tant de vivacité, dans ses *Principes de philolosophie zoologique*, la méthode superficielle, fondée sur les *analogies purement extérieures* (ce que son critique appelle dérisoirement *les à-peu-près semblables*), c'est lui, — ne l'oublions pas, — qui, infiniment plus instruit que Platon dans les sciences naturelles, maître d'une quantité incroyable de détails, mais assez fort pour ne pas s'absorber dans l'énumération de ces stériles richesses, en a su tirer, par le travail fécond de l'esprit, le véritable trésor qu'elles contenaient, les lois générales cachées sous cet amas de faits. Le véritable Aristote, non pas cet Aristote de la scolastique dont Descartes nous a fait un épouvantail, ni cet Aristote de fantaisie que Geoffroy Saint-Hilaire et Goethe ont construit arbitrairement pour se donner à eux-mêmes dans l'antiquité un adversaire considérable, je ne crains pas de dire qu'il est le précurseur, sinon de l'anatomie comparée, au moins de la philosophie zoologique. Il n'est pas vrai, comme le lui reproche Geoffroy Saint-Hilaire, qu'il ne soit pas allé, dans l'étude comparée des animaux, au-delà des *formes extérieures* et des *fonctions*. Et sans accorder à son redoutable critique que la considération de la fonction soit un préjugé anti-scientifique, sans faire un reproche à Aristote d'y avoir voué une partie considérable de ses études et de ses observations, ne devons-nous pas rappeler toutes ces grandes idées qui régissent la foule des détails rassemblés dans l'*Histoire des animaux*, dans le traité des *Parties des animaux*, dans le petit écrit sur *la Génération?* Si l'on se reporte à la date, c'est pour nous le comble de l'étonnement que de retrouver, à travers tant d'erreurs ou d'ignorances trop concevables, ces pressentimens des plus belles lois, des plus hautes généralités que la science moderne devait établir, telles que l'idée du plan symétrique suivi dans l'organisme animal, la fixité et la permanence des espèces, la loi de continuité qui unit les espèces entre elles et les genres les uns aux autres, la loi de la dépendance des parties, celle de l'économie organique qui n'accroît une partie qu'aux dépens d'une autre, l'identité de la nutrition et de la génération, l'une renouvelant le type dans l'individu, l'autre le renouvelant dans l'espèce, enfin des vues si neuves, d'une précocité presque incroyable dans cette enfance de la science, sur les phénomènes de l'embryogénie et sur ceux de la tératologie, qu'Aristote

affirme « n'être pas contraires à la loi, » voilà certes qui montre assez nettement avec quelle puissance de pensée le maître a dominé l'ensemble des manifestations naturelles dont la multitude désordonnée aurait dispersé ou accablé tout autre esprit (1). Nous insistons sur ce grand nom d'Aristote, parce qu'il a été particulièrement maltraité par l'école de la synthèse, et qu'il semble que cette école triomphe aisément d'un adversaire placé par le hasard de sa naissance aux origines mêmes de la science; mais les anticipations vraiment merveilleuses de ce beau génie doivent le protéger contre des critiques qui l'ont trop peu connu, et qui, en attaquant le philosophe de Stagyre, avaient en vue des rivaux autrement redoutables, plus jeunes et vivans.

Si nous descendons le cours des siècles, que de noms d'observateurs et de naturalistes excellens n'aurions-nous pas à défendre contre l'arrêt trop sommaire de proscription lancé par Goethe du haut de la science moderne? Partout il laisse percer cette conviction, qu'avec Geoffroy Saint-Hilaire il a inauguré une ère nouvelle dans l'histoire des sciences de la nature; mais, pour ne citer que Linné, dont Goethe parle avec vénération, tout en lui accordant peu de chose en dehors de la perception fine des détails et du sens des classifications, n'est-ce pas lui qui a fourni les germes de presque toutes les idées générales écloses plus tard dans la physiologie végétale? N'est-ce pas dans sa *Philosophie botanique* qu'a été prise l'idée-mère de la métamorphose des plantes? N'est-ce pas enfin cet esprit si pénétrant et si juste qui a exprimé avec précision la loi de continuité dans l'organisme végétal (*natura non facit saltus*) et le principe de la constance dans la position relative des organes, dans la disposition générale des parties de la fleur (*situs partium constantissimus*), principe qui, transporté dans l'anatomie comparée, deviendra la loi de la connexion des organes? N'y a-t-il pas là une application vraiment remarquable de la méthode synthétique que Linné pratiquait sans la connaître, par le seul instinct d'un esprit supérieur que sa supériorité met de niveau, en tout ordre de science, avec les lois générales? Enfin avons-nous à défendre Cuvier contre les critiques qui ne l'ont pas épargné? A qui persuadera-t-on qu'il n'avait pas le sens véritablement synthétique, le sens intuitif et divinateur, le sens par excellence des grandes découvertes en histoire naturelle, celui qui, en s'emparant avec tant de puissance du principe de la subordination et de la dépendance des parties, à l'aide de ce principe, a reconstruit avec les plus

(1) Consulter sur ce sujet une excellente étude, présentée sous la forme modeste d'une thèse à la Faculté des Lettres de Paris : *Aristotelis philosophia zoologica*, par M. Philibert. 1865.

informes débris tout un monde organique enfoui, disparu dans les profondeurs de la terre et dans la nuit des temps?

Ce sont là des divisions trop artificielles, trop arbitraires, introduites par Goethe et Geoffroy Saint-Hilaire dans l'histoire des méthodes et des sciences de la nature. La vérité, c'est qu'il y a, là comme ailleurs, de grands et de petits esprits : — ceux-ci, analystes minutieux, « observateurs pointilleux, » toujours préoccupés du détail, le partageant, quand ils l'ont saisi, en mille détails nouveaux, divisant et subdivisant jusqu'à réduire chaque objet en poussière, accablés de la masse des faits et succombant sous le poids des nomenclatures, incapables de s'élever au point de vue synthétique de l'observation; — ceux-là que la multitude et la diversité des phénomènes ne dissipent et ne distraient pas, qui portent sans fléchir le poids du détail et embrassent la réalité dans ses harmonies en même temps qu'ils en saisissent l'infinie complexité. Telle est la nature, identique au fond, de tous les grands observateurs, avec des nuances et des variétés de tempérament intellectuel. Il est impossible d'être un Aristote, un Linné, un Cuvier, sans avoir, non pas à quelque degré, mais au plus haut degré possible, le sens synthétique ou comparatif, le sens de l'ensemble et des rapports des êtres, si bien décrit d'ailleurs par Goethe et avec une si admirable précision, mais trop soigneusement réservé par lui aux naturalistes de sa famille ou de son école.

Pour revenir au grand débat qui a été le point de départ de ces réflexions, Cuvier n'a jamais nié l'analogie des êtres et des parties dont se compose l'organisme. En quoi donc consiste la différence qui le sépare de son rival, et qui a fini par mettre entre eux et leurs écoles un abîme? En cela d'abord que les analogies ne recouvrent pas à ses yeux les variétés irréductibles, fixes, que les ressemblances ne lui cachent pas les différences, que la *Théorie des analogues* ne doit pas, à son avis, abolir la notion de l'espèce, — en cela aussi que Cuvier ne se sert pas du même critère que Geoffroy Saint-Hilaire pour déterminer les *analogues*. Il les détermine par la fonction, tandis que Saint-Hilaire emploie pour cela la liaison anatomique entre un organe et un autre, le principe des connexions. Ainsi l'un maintient énergiquement la notion de l'espèce et la considération des fonctions; l'autre tend à supprimer l'espèce et combat de toutes ses forces l'idée de la fonction, comme un reste de la théorie superstitieuse des causes finales. « Je ne connais pas, répète à chaque instant Geoffroy Saint-Hilaire, d'animal qui doive jouer un rôle dans la nature. C'est faire engendrer la cause par l'effet que de parler de l'usage des parties. Il faut considérer uniquement la constitution de l'animal, la disposition

des parties, leurs relations. L'effet vient de la structure; la fonction de l'animal lui est assignée par son organisme : elle en est une conséquence, non un principe... La nature n'a aucun égard à l'usage des parties; elle les établit d'après un plan, d'après un type, sans en prévoir ni en désirer l'usage. » Voilà les véritables points du débat : l'idée de la fonction d'une part, l'élément anatomique de l'autre, pris comme point de départ dans la comparaison des êtres et poussés aussi loin que possible par deux esprits également intraitables et vigoureux; — en outre, chez Geoffroy Saint-Hilaire, l'analogie entre les êtres portée jusqu'à son dernier terme, la suppression des différences fixes et des limites immuables; chez Cuvier, la défense énergique de la notion d'espèce. Au fond, il semble bien que ce qui rend ces deux esprits et ces deux écoles irréconciliables, c'est moins une question de méthode qu'une question métaphysique vaguement entrevue sous l'autre. La métaphysique explique bien des choses, et on la retrouve, cachée souvent avec un soin inutile, dans les discussions purement scientifiques où elle nous aide à comprendre les passions opiniâtres, violentes, qui se mêlent à la recherche du vrai et en troublent à chaque instant l'heureuse impassibilité. Ce qui effraie Cuvier, ce qui le sépare de son adversaire, c'est l'extension menaçante donnée par Geoffroy Saint-Hilaire à l'idée d'unité. Au terme de cette tendance exagérée, si rien ne la combat et ne la contient, il n'y a pas moins que l'idée d'une substance unique, dont toutes les formes variées des êtres particuliers ne sont que des modifications passagères, et qui ne se révèle que par ses métamorphoses.

IV.

Cette conclusion, Geoffroy Saint-Hilaire n'y arrive pas. Il est trop pénétré de l'esprit positif pour permettre à des conceptions purement métaphysiques d'intervenir directement dans ses travaux; mais admirez comme cette tendance, commune à Geoffroy Saint-Hilaire et à Goethe, se développe chez le poète, que ne retiennent ni les mêmes scrupules, ni les mêmes devoirs scientifiques! C'est ici que nous pourrons voir à l'œuvre deux esprits bien distincts, que l'on rencontre souvent dans Goethe et qui viennent se confondre dans ses conceptions sur l'unité de type, sur l'origine commune et les perpétuelles transformations des êtres. Il y a, chez lui, un naturaliste excellent, rempli de sagacité, pénétrant et ingénieux. Il y a en même temps un philosophe trop pressé de conclure et qui conclut selon ses instincts et ses prédilections. Des deux sens qui, réunis et contrôlés l'un par l'autre, forment l'art suprême de

l'expérience, le sens de l'observation et celui de l'intuition, l'un, l'intuitif, se donne trop souvent chez lui libre carrière, tantôt précédant l'autre, tantôt dépassant les données que l'autre lui fournit. Goethe oublie les excellens conseils qu'il a développés dans le mémoire sur *l'Expérience considérée comme médiatrice entre le sujet et l'objet*, et dont le premier était « de se tenir en garde surtout contre ses propres résultats, surtout contre soi-même. » Il se précipite immédiatement dans des conséquences extrêmes qui sont plutôt dans la logique de son esprit ou de sa passion que dans celle des choses. Il arrive d'un bond à la doctrine de l'unité absolue, laquelle ne relève ni de la physique, ni de la physiologie, ni de l'anatomie comparée, mais relève uniquement de la métaphysique. Il a étudié avec passion la nature; mais, ne l'oublions pas, il a apporté dans cette étude des préoccupations philosophiques. Nous l'avons démontré récemment, il est spinoziste d'esprit, sinon de système, — d'instinct, sinon d'école. Son spinozisme le domine et l'entraîne. Est-ce là ce qu'il voulait dire lorsque, répondant à la lettre dans laquelle Schiller exalte les dons magnifiques de la nature à son égard et particulièrement cet esprit synthétique qu'il porte dans l'étude de la réalité vivante, Goethe, après avoir remercié son nouvel ami de l'intérêt si vif qu'il prend à ses travaux, ajoute ces paroles étranges : « Des rapports plus fréquens et plus intimes vous feront voir qu'il y a en moi quelque chose de ténébreux et d'indécis que, malgré la conscience parfaite que j'en ai, je ne puis vaincre toujours. Ces sortes de phénomènes ne sont pas rares dans les natures humaines, et, pourvu qu'ils ne soient pas trop tyranniques, nous aimons à nous laisser gouverner par eux. » Ce *quelque chose d'indécis et de ténébreux* qui s'agite en lui au milieu de ses travaux scientifiques, n'est-ce pas la lutte confuse de l'esprit désintéressé d'observation, qui recherche les lois générales, avec l'instinct spinoziste qui ne veut les voir que d'une certaine manière et leur impose une couleur, un aspect déterminé?

Je le croirais d'autant plus volontiers, qu'à certains momens, par échappées, s'affranchissant de l'unité spinoziste, il signale admirablement le péril de l'analogie et de la métamorphose, si on ne les arrête pas dans leur développement. « L'idée de la métamorphose est un don sublime, mais dangereux. Elle mène à l'*amorphe*, elle détruit, dissout la science. Semblable à la force centrifuge, elle se perdrait à l'infini, si elle n'avait un contre-poids; ce contre-poids, c'est le besoin de spécifier, la persistance tenace de tout ce qui est une fois arrivé à la réalité. » — « Cette idée est encore nouvelle parmi nous, elle domine avec la puissance de la première impression les esprits qu'elle entraîne; il serait difficile, peut-être impos-

sible, de prédire jusqu'où elle entraînera la science. » — « Chaque être, dit-il ailleurs, est l'analogue de tous les êtres : c'est pourquoi l'existence nous paraît tout à la fois isolée et enchaînée. Si l'on suit trop l'analogie, tout s'identifie et se confond; si on l'évite, tout se disperse à l'infini. Dans l'un et l'autre cas, l'observation est comme frappée de torpeur, tantôt par excès de vie, tantôt par une sorte de mort. » On ne peut pas dire qu'il ait ignoré le péril, voyez cependant comme il s'y jette de gaieté de cœur.

La métamorphose est partout, selon Goethe; elle est dans chaque être organisé, plante ou animal. Seulement, dans les êtres inférieurs, elle s'indique et ne s'achève pas; toutes les parties demeurent assez semblables entre elles pour que l'une puisse remplir les fonctions de l'autre et se substituer à elle. Il n'y a de différences tranchées que dans les animaux les plus parfaits. Ici la loi de la métamorphose va jusqu'au bout, elle commence dès le moment de la conception; l'être complet résulte d'une transformation des parties identiques. Dans ces organisations régulières, tous les organes ont une forme, une place, un nombre déterminé. C'est cela qui nous explique cette harmonie parfaite que nous attribuons à une intention bienveillante de l'activité créatrice. Nous ne cessons d'admirer l'accord parfait entre toutes ces parties, qui nous semblent non-seulement hétérogènes, mais encore antagonistes, tant leurs formes, leur destination, leurs fonctions, sont différentes; mais nous sommes ici sous l'empire d'une illusion. Au fond, toutes ces parties sont homogènes : originellement identiques, elles se sont modifiées insensiblement, mais elles n'ont changé que d'apparence (1). Ainsi le principe des métamorphoses réduit chaque être organique à sa plus simple expression; la fleur n'est qu'un cotylédon transformé, l'animal une vertèbre modifiée; chaque être est dans un travail perpétuel de formation et de transformation. Néanmoins ce travail suit certaines lois universelles, constantes; c'est ce qui permet d'établir un *type*. Ce type lui-même est d'une telle élasticité, d'une telle docilité aux circonstances extérieures de sol, de climat, d'habitudes, de nourriture, qu'il en résulte des genres et des espèces.

Tels sont les principes d'où dépend toute la science des êtres organiques. Identité originelle des parties, transformation simultanée ou successive, distinction des parties dans les êtres supérieurs, voilà ce qui constitue l'individu. Constance, universalité, développement régulier de ce travail de transformation, voilà ce qui constitue le type. Élasticité du type dans lequel la nature peut se jouer à son aise selon la diversité des circonstances extérieures, voilà ce qui explique l'espèce.

(1) *Œuvres d'histoire naturelle*, trad. Ch. Martins, p. 16, 78, etc.

Après cela, il ne faut pas nous étonner de ces assertions qui abondent dans les *Pensées* de Goethe et dans ses fragmens sur l'histoire naturelle. « Les formes répandues autour de nous ne sont point primitivement déterminées. — Nous croyons à la mobilité perpétuelle des formes dans la réalité. Il s'agirait seulement de savoir pourquoi certaines conformations extérieures génériques, spécifiques ou individuelles se conservent sans altération pendant un grand nombre de générations. — Système naturel, contradiction formelle; il ne peut y avoir de système dans la nature; elle est vivante et renferme la vie; elle passe par des modifications insensibles d'un centre inconnu à une circonférence qu'on ne saurait atteindre. » Ainsi plus d'espèces, plus de genres originellement déterminés. Toutes les formes organiques dérivent les unes des autres par des transformations lentes, comme tous les organes de l'individu ne sont que des transformations successives de parties identiques. — Il faut aller jusqu'au terme de la doctrine de l'unité... Y a-t-il même une distinction originelle à établir entre les formes végétales et les formes animales? Goethe ne fait guère que poser la question; mais on devine sa pensée. « Lorsqu'on observe des plantes et des animaux inférieurs, on peut à peine les distinguer. Un point vital immobile ou doué de mouvemens à peine sensibles, voilà tout ce que nous apercevons. Ce point peut-il devenir l'un ou l'autre suivant les circonstances, plante sous l'influence de la lumière, animal sous l'influence de l'obscurité? *Quoique l'observation et l'analogie indiquent qu'il en doit être ainsi, nous n'oserions l'affirmer*; mais ce qu'on peut assurer, c'est que les êtres issus de ce principe intermédiaire entre les deux règnes se perfectionnent suivant deux directions contraires. La plante devient un arbre durable et résistant, l'animal s'élève dans l'homme au plus haut point de spontanéité et de mobilité. » Goethe va plus loin que M. Darwin (1); non-seulement il fait dériver toutes les espèces de chaque règne d'un genre supérieur qui les contient tous, mais il ramène, par une hypothèse qui lui semble infiniment vraisemblable, les deux règnes eux-mêmes, animal et végétal, à n'être que les transformations du *point vital*, selon la double et contraire influence de la lumière ou de l'obscurité. Le commencement de tout organisme, le principe de toute vie est la cellule. Elle est la même pour les deux règnes, pour tous les genres et toutes les espèces des deux règnes. La métamorphose suffit à tout expliquer. — Et la cellule elle-même ne devra-t-elle pas sa naissance équivoque à quelque affinité chimique qu reliera entre eux les deux mondes, organique et inorganique, et qui fera le passage entre la mort et la vie?

(1) Ch. Darwin, *On the origin of species by means of natural selection*. 1859.

La forme soumise à une perpétuelle métamorphose dans l'individu comme dans l'espèce, le type purement idéal réalisant l'unité dans la variabilité indéfinie des formes, chaque espèce, chaque genre, chaque règne, dérivant, par des transformations successives, d'une substance unique parfaitement homogène et simple, voilà le spectacle que la nature offre à nos yeux. Ainsi tout se transforme et se dissout. Dans ce travail perpétuel de composition et de décomposition où se joue de toute éternité l'activité créatrice des forces vitales, aucun point d'appui pour notre entendement. Les individus et les genres n'ont qu'une fixité apparente, relative, momentanée, rien qui arrête cette universelle fluidité, cette mobilité vertigineuse des formes. — Les espèces ne sont plus des moules fixes dans lesquels se modèle la matière vivante. Le moule est brisé, et la substance, animée d'une vie mobile, revêtue d'une forme singulièrement fluide elle-même, coule indifféremment, à travers la nature, de la plante à l'homme et de l'homme à la plante, selon les circonstances propices ou les pentes du sol. — On voit se produire ici, en toute liberté, cette inspiration philosophique de l'unité absolue qui est le mauvais génie de Goethe naturaliste et qui déconcerte à chaque instant son talent d'observateur. Dans de pareilles conceptions, il n'y a plus rien de scientifique. La théorie de M. Darwin, moins absolue d'ailleurs, moins radicale, s'est entourée de nombreuses expériences, d'observations admirables, d'analogies infiniment ingénieuses. Malgré tout, elle n'a pas traversé la région des hypothèses, elle n'est pas encore parvenue au plein jour de la science, et tout porte à croire qu'elle n'y arrivera pas. C'est encore une nébuleuse en voie de formation. Que dire de ces applications sans mesure de la loi de la métamorphose à laquelle Goethe prétend tout réduire, — la vie de l'individu, le type, les espèces, les règnes? Cela mène à l'*amorphe*, comme dit Goethe lui-même. Cela dissout et détruit tout, science et réalité. En tout cas, ce n'est pas une théorie scientifique, c'est du spinozisme poétique.

Laissons là ces conséquences extrêmes de l'esprit synthétique porté au-delà du terme où l'observation l'abandonne, et qu'il ne serait peut-être pas juste de transformer en vues scientifiques, car peut-être ne sont-elles, dans la pensée de Goethe, que des tentatives hasardeuses, « une de ces navigations vers les îles imaginaires, » dans lesquelles il nous dit lui-même qu'il aime à s'aventurer. Revenons à la science proprement dite ou du moins à une question limitrophe, celle des causes finales. Comme tous les partisans de l'unité de composition organique, avec autant de vivacité que Geoffroy Saint-Hilaire et par les mêmes raisons, Goethe repousse de la science la considération des causes finales, et ses écrits d'his-

toire naturelle sont remplis d'épigrammes contre les naturalistes « qui prétendent travailler pour la plus grande gloire de Dieu. » Il semble, au premier abord, que cette exclusion soit logique pour ceux qui admettent que la grande loi de la nature soit l'unité d'un dessein suivi dans la formation des êtres. Dès lors, ce n'est point par la considération des fins que doit se déterminer l'organe, c'est uniquement par sa position relative et sa correspondance anatomique. Les fonctions sont un résultat, non un but. L'animal subit le genre de vie que lui imposent les particularités de son organisation. Le naturaliste étudie le jeu de ces appareils, et s'il a le droit d'admirer les perfections du plus grand nombre, il a aussi celui de constater l'imperfection de quelques autres et l'inutilité pratique de ceux qui ne remplissent aucune fonction. Un organe ne peut donc se caractériser par son usage, car le même organe remplit les rôles les plus divers, et réciproquement la même fonction peut être accomplie par des organes très différens. De plus il y a des organes atrophiés ou incomplets qui, dans certains animaux, ne servent absolument à rien. Ces faits et d'autres analogues sont la condamnation des causes finales (1). Telle est la doctrine constante de Geoffroy Saint-Hilaire et de son école. Goethe se garde bien d'y contredire, et dans ses entretiens il abordait volontiers ce sujet. Un jour entre autres, il le traita avec des développemens qui méritent d'être étudiés. S'il n'ajoute pas d'argumens à ceux de Geoffroy Saint-Hilaire, il les résume et les renouvelle avec une verve singulière. « Il est naturel à l'homme de se considérer comme le but de la création, et de n'estimer les choses que par rapport à lui et qu'autant qu'elles le servent et lui sont utiles. Il s'empare du monde végétal et animal, et, trouvant que les autres créatures sont pour lui une nourriture agréable, il reconnaît là son Dieu et glorifie sa bonté... Raisonnant en particulier comme en général, il ne manque pas de transporter dans la science cette vue prise dans la vie, et dans les parties diverses d'un être organisé il cherche le but, l'utilité. Cela peut aller ainsi quelque temps et parfois dans la science réussir, mais bien vite il rencontrera des phénomènes qui dépasseront son système, qui exigeront un point de vue plus élevé, ou sinon le laisseront engagé dans d'évidentes contradictions. Ces *professeurs d'utilité* disent bien : Le bœuf a des cornes pour se défendre; mais moi je demanderai : Et le mouton, pourquoi n'en a-t-il pas? et lorsqu'il en a, pourquoi sont-elles enroulées autour de son oreille, de telle façon qu'elles ne lui servent à rien? Mais c'est

(1) Ch. Martins, *De l'Unité organique dans les animaux et les végétaux;* — *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1862.

autre chose si je dis : Le bœuf se défend avec ses cornes *parce qu'il* les a. — La question du but, la question *pourquoi* n'a absolument rien de scientifique. On va plus loin avec la question *comment*, car si je demande : Comment les cornes viennent-elles au bœuf? ma question me conduit à examiner son organisation, et j'apprends alors pourquoi le lion n'a pas et ne peut pas avoir de cornes... Les professeurs d'utilité croiraient perdre leur Dieu, s'ils ne devaient pas adorer *celui* qui a donné au bœuf les cornes, afin qu'il s'en servît pour sa défense; mais on me permettra d'adorer *celui* dont la force créatrice était si grande qu'ayant fait des milliers de plantes, il en fit encore une qui les contenait toutes, et qu'ayant fait des milliers d'animaux, il en fit un qui les contenait tous: l'homme. — Que l'on vénère *celui* qui nous donne à manger et à boire autant qu'il est nécessaire; moi, j'adore *celui* qui a déposé dans l'univers une telle force productrice que, la millionième partie seulement de cette force arrivant à la vie, aussitôt un monde de créatures fourmille de telle sorte que ni la guerre, ni l'eau, ni le feu ne peuvent rien contre lui! Voilà mon Dieu (1)! »

Ce n'est pas le moment de discuter cette éternelle, cette grande question de la finalité dans la nature. Nous nous garderons bien de tirer un trop sévère parti contre Goethe de quelques contradictions dans lesquelles il est aisé de le surprendre, comme lorsqu'examinant, dans une série d'analyses comparées, le bras de l'homme et les membres antérieurs des animaux, il arrive à parler des mains et des avant-bras de l'écureuil. Voici un passage que signerait le plus déterminé partisan des causes finales : « C'est le lieu de faire remarquer que les deux dents de devant des rongeurs sont attachées à l'os intermaxillaire. Il est bien curieux que, *par une mystérieuse harmonie*, le développement des dents de devant soit ici en rapport avec la souplesse de la main. Chez les autres animaux, les dents saisissent directement la nourriture; chez ceux-ci, elle est portée adroitement à la bouche par les mains; les dents n'ont donc plus qu'à ronger, et ce travail devient en quelque sorte technique. » Quelques pages plus haut, dans ce même mémoire où il examine les dessins du grand ouvrage de d'Alton sur l'ostéologie au point de vue de ce qu'il appelle lui-même la *fonction* des parties, je rencontre ces lignes curieuses : « Nous voyons d'abord présenté sous divers aspects cet os que nous considérons comme le premier de la structure animale (l'os intermaxillaire); cet os est celui à l'aide duquel chaque créature prend la nourriture qui lui est le mieux appropriée; il doit donc différer comme diffère cette nour-

(1) *Conversations avec Eckermann*, t. II, p. 258.

riture elle-même. Chez le chevreuil, nous trouvons un petit arc osseux sans dents, pour arracher l'herbe et les feuilles; chez le bœuf, nous trouvons à peu près les mêmes formes, mais plus larges, plus épaisses, plus fortes, en harmonie avec les besoins de l'animal (1). » Tant il est difficile en histoire naturelle, quand on veut s'éclairer sur les analogies et les différences des êtres, de se priver absolument de la considération de la fonction que Goethe lui-même définit admirablement « l'être en activité. »

Nous ne voulons pas engager le débat; nous nous contenterons de poser une question aux partisans absolus de Geoffroy Saint-Hilaire. — Le raisonnement par lequel ils excluent de leur méthode la considération de la fonction, pour s'en tenir à l'unité organique et à la loi des connexions, est-il d'une logique aussi solide qu'elle est spécieuse? Au fond, l'unité de dessein, suivie aussi loin que possible dans la nature sans compromettre les différences spécifiques, est-elle contraire aux causes finales? Est-il vrai qu'elle en soit la condamnation? On nous dit qu'un organe remplit dans deux êtres les rôles les plus divers, que réciproquement la même fonction peut être remplie par des organes très différens, qu'on rencontre certains organes si peu développés chez quelques animaux qu'ils ne leur servent absolument à rien. Soit. Qu'on accumule autant que l'on voudra les exemples de cas analogues, qui seraient, ajoute-t-on, des antinomies dans la théorie des causes finales et qui s'accordent à merveille avec le principe de l'unité organique. Qu'est-ce que cela prouve? C'est que la conformation de chaque animal peut s'expliquer de deux manières, qui tantôt se rencontrent, tantôt se suppléent réciproquement dans l'anatomie comparée : d'abord par sa fin propre, par sa fonction, puis par la forme du genre supérieur auquel appartient son espèce et qui a laissé de lui-même comme un témoignage, un indice persistant dans beaucoup de cas, même quand ce commencement d'organe ne peut plus être d'aucune utilité. Ces deux points de vue se concilient sans peine dans une méthode moins exclusive et plus analogue à la nature, parce qu'elle est moins systématique. Qu'une pièce osseuse en effet soit à la fois l'instrument d'une fonction et l'élément d'un plan général, les naturalistes les plus autorisés démontrent qu'il n'y a là aucune espèce de contradiction. On comprend aussi que cette pièce puisse se modifier sous une double influence, et que ces modifications puissent être indépendantes l'une de l'autre. Tantôt la fonction suffit à expliquer les déviations, les changemens sur-

(1) Seconde partie du *Mémoire sur les Principes de Philosophie zoologique*, discutés au sein de l'Académie des Sciences.

venus dans l'organe; tantôt c'est l'unité du type qu'il faut suivre pour en rendre compte : il semble alors que la nature ait voulu nous rappeler par ces modifications la constance de ses lois et marquer là l'empreinte de son dessein primitif. Goethe a traduit ces deux principes avec une précision qui ne laisse rien à désirer quand il a dit : « L'ostéogénie est constante en ce qu'un os est toujours à la même place et en ce qu'il a toujours la même destination. » Pourquoi donc alors attaquer si vivement les causes finales, qui, bien comprises et sagement expliquées, ne sont que la recherche de cette destination?

En prenant la question à un point de vue purement philosophique, on pourrait dire, sans offenser assurément la religion de Goethe, ce grand adorateur de la nature, que l'unité de composition, de plan, de type, est elle-même une cause finale de l'ordre le plus élevé, qu'elle contient en soi toute une esthétique du monde organique, qu'elle en explique les admirables harmonies, qu'elle suffirait pour justifier toute la création, qu'elle révèle, à qui sait la saisir, cette raison du meilleur qu'Aristote impose comme règle au développement du monde; qu'enfin à elle seule elle rendrait compte des beautés de ce *cosmos* qu'Alexandre de Humboldt a défini avec une poétique grandeur « l'ordre dans l'univers et la magnificence dans l'ordre. »

Nous nous étions proposé de montrer dans les travaux scientifiques de Goethe une des sources les plus authentiques de sa philosophie. Toutes ces conceptions que nous venons d'analyser, sur la méthode synthétique, sur la forme et la métamorphose, sur l'unité de type, les espèces et les causes finales, nous ont amené insensiblement de la physique et de l'anatomie à la métaphysique. Nous y pénétrerons à la suite de Goethe. Il y a en effet une métaphysique de la nature, nous dit Goethe, « mais non celle de l'école qui se paie de mots (1). » Faust est métaphysicien quand il médite sur le texte sacré. « Au commencement était la *Parole*... Est-ce bien cela? Non. Lisons l'*Intelligence*... Pèse bien la première ligne, et que ta plume ne se hâte pas trop! Est-ce l'*Intelligence* qui fait et produit tout? Il faut lire la *Force*... Non, je me sens éclairé et j'écris avec confiance : l'*Action*. » Voilà une méditation étrange dont Goethe nous doit le dernier mot. Il nous le donnera, n'en doutez pas. Il nous dira quel est le vrai nom de ces énergies créatrices, de cette activité universelle qui remplit la nature, et qui, agitant, animant la substance vague du monde, l'amène successivement à la forme, à la vie, à la pensée.

E. Caro.

(1) Trad. Porchat, t. Ier, p. 496.

HUIT MOIS
EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

V.

BOSTON. — QUÉBEC ET LA NATIONALITÉ CANADIENNE. — LA MÉTROPOLE DE L'OUEST.

Boston, 9 octobre 1864.

Bien que la journée du dimanche, plus triste encore à Boston qu'à Londres, me laisse une impression désolée, je n'ai que du bien à vous dire de cette ville et de ses habitans. Les hommes, les choses, les manières, les vêtemens, jusqu'à l'aspect des maisons et de la campagne, tout est différent de ce que je m'étais habitué à considérer comme le type américain, et dont j'avais vu à New-York la quintessence élégante (1). En vérité ce n'est plus l'Amérique, c'est l'Angleterre, et le pays est bien nommé, *New-England*. Je n'en vois aujourd'hui que la physionomie extérieure ; j'y reviendrai plus tard pour en respirer l'atmosphère morale. L'automne m'avertit de courir d'abord au Canada avant que cette Sibérie américaine n'ait revêtu pour cinq mois son manteau de glace et de neige.

(1) Voyez la *Revue* du 15 août, du 1er et 15 septembre, et du 15 octobre.

Vendredi, après avoir expédié à la hâte quelques visites d'adieu, j'ai pris un des trois chemins de fer de New-York à Boston. J'ai peu de chose à vous dire du pays parcouru à vol d'oiseau entre ces deux villes, sinon qu'on suit les bords de la mer, que les côtes en général sont arides, qu'on traverse vingt rivières sur des ponts, trois estuaires en *ferry-boat*, et qu'on côtoie une succession de golfes et de rades abritées. D'abord Long-Island allonge ses côtes basses au fond de l'horizon maritime; on traverse Norwalk, Bridgeport, villes florissantes, New-Haven, assise aux deux bords d'un golfe bleu, puis les campagnes du Connecticut, riches et populeuses malgré une terre ingrate. La vallée de la Nouvelle-Tamise et la rivière Connecticut, cette dernière surtout, sont des accidens agréables dans une région monotone; nous y passons comme une flèche, apercevant à peine la riante vallée, son cours sinueux, ses croupes molles et boisées, qui brillent de toute leur splendeur d'automne. On sent déjà l'approche de l'hiver; nous arrivons à Boston par une nuit de décembre.

Le lendemain, dès le premier pas que je fis dans la rue, je fus frappé de l'aspect nouveau de cet autre monde : un peuple actif, quoique sérieux et presque sévère, moins affairé et plus décemment vêtu qu'à New-York; pas de faux luxe dans l'apparence, pas de colifichets fragiles dans l'architecture : on dirait Londres ou Liverpool. Les maisons sont bâties pour la plupart de beau granit grisâtre, à fortes et massives assises; elles n'ont pas non plus cette hauteur démesurée qui les fait ressembler à des châteaux de cartes, ni ces misérables auvens de bois qui leur donnent un air de pauvreté sordide. Les rues ne sont pas démesurément larges, ni coupées régulièrement à angles droits avec une ennuyeuse monotonie. Enfin Boston n'est point, comme la plupart des villes américaines, un grand village qui a fait fortune, une perpétuelle banlieue sans cité. La rue où je demeure longe un grand parc appelé *Boston Common*, planté de beaux arbres, et qui contraste avec les *squares* négligés de New-York. Le *State-House*, un assez beau bâtiment de granit qui est le siége du gouvernement, élève à côté, sur une éminence, ses terrasses, sa coupole et ses escaliers ornés de statues. En face court une avenue en pente, ouverte sur la promenade, et dont l'unique rangée de maisons, flanquées de rotondes ou de demi-tourelles en saillie, est coquette et gaie comme les jolis *cottages* des environs de Londres. C'est d'ailleurs le quartier élégant de la ville, espèce de Piccadilly sans tumulte, sans boue, au-dessus d'un pli de terrain gracieux et d'une vue qui vaut cent fois celle de *Green-Park*. Derrière le *State-House*, sur le flanc de la colline qu'elle gravit en pente rapide, est une rue retirée, soignée,

irréprochable, où toutes les maisons sont entourées de grilles de fer; je ne sais quoi dans leur aspect annonce un intérieur chaud, comfortable et tranquille. Par cette froide bise du nord, le passant jette un regard curieux et jaloux sur les glaces polies des fenêtres. C'est là, dans une petite maison proprette, arrangée avec amour et pleine d'objets d'art recueillis en Europe, que vit mon digne ami M. Sumner.

Je n'avais encore vu que le Sumner ennuyé, affairé, de Washington, campé au milieu des liasses diplomatiques, retenu par la chaîne de son titre à un labeur qui ne lui laissait pas toute la liberté de sa bonne humeur et de son aimable esprit. Il faut à présent que je vous le montre chez lui, épanoui dans son élément *congénial*, entouré de ses livres, de ses estampes, de ses statues, les soignant avec l'amour d'un vieux garçon, soignant sa personne aussi, bibliophile, lettré, antiquaire et homme du monde, presque élégant quand il se promène dans cette ville de Boston où chacun le connaît et l'aime, où on le salue à chaque pas. Il faut que je vous introduise, malgré l'indiscrétion, dans ce cabinet tendu de gravures précieuses, plein de vieux livres, de manuscrits, de missels gothiques et d'éditions rares, près de cet homme grand et de stature robuste, semblable à un Américain de la vieille roche, et qui vous fait en souriant les honneurs de son petit musée. Cependant il vous questionne sur la littérature, sur la philosophie, sur les mœurs de votre pays, sans préjugé ni parti-pris, comme un curieux qui cherche sans cesse à refaire son opinion. La politique, où il joue un si grand rôle, est pour lui le métier, le travail qu'on oublie aux heures de loisir. Si vous l'interrogez, quelques mots un peu sentencieux, mais pleins de conviction sincère, et il se hâte de revenir à ses entretiens favoris. Il semble heureux de vous prouver que ses études encyclopédiques n'ont laissé inexploré aucun champ de la littérature et de l'histoire, qu'il a longtemps couru l'Europe en artiste, en étudiant et en observateur; mais il ne prétend pas vous imposer ses vues. Vous pouvez d'ailleurs lui dire franchement tout le bien que vous pensez de lui : rien ne le caresse plus doucement; mais sa juste opinion de lui-même n'est ni irritable, ni défiante, ni importune : elle ne donne ni faste à son langage, ni hauteur à ses manières, ni ostentation à sa bienveillance. Homme bon, simple, cordial, sincère, satisfait des autres comme de lui-même, heureux de répandre sur tous ceux qui l'approchent le contentement que lui inspirent sa renommée noblement acquise et l'estime des honnêtes gens! Je l'ai vu quatre fois à peine, et je me figure l'avoir toujours connu.

M. Sumner s'empara de moi, me guida par la ville, me montra la poste, la banque, la douane, d'autres monumens publics, — tous bâtis dans un style massif, dont la lourdeur même plut à mes yeux

fatigués des baraques de New-York. Nous parcourûmes les quartiers commerçans et populaires, les marchés enfin, dont l'exquise propreté, l'ordre parfait, l'élégance même, font l'orgueil des Bostoniens. Quand on se rappelle nos hangars sales, fétides, ouverts à tous les vents, auprès desquels on ne passe jamais sans dégoût, on admire ces longues galeries fermées qui sont à la fois une charmante promenade d'hiver et une mine de tableaux pittoresques. De chaque fenêtre jaillit un rayon de soleil qui se joue sur les étalages, sur les arrangemens coquets de fruits, de légumes, de gibiers, de volailles, d'oiseaux aux plumes brillantes, sur les chapelets de saucissons qui pendent en festons aux murailles, sur les quartiers de viande empourprée ou les poissons dorés étalés sur des tables de marbre, enfin sur les marchands nègres et leurs têtes de cuivre bronzé. Au bout du grand marché, nous visitons Faneuil-Hall, une salle contemporaine de l'indépendance, berceau de l'éloquence américaine, dont elle reste le sanctuaire vénéré. Si laide que soit cette bâtisse jaune, on se garderait bien d'y toucher une brique. C'est là qu'a retenti l'écho de toutes les grandes voix qui ont ému l'Amérique, là qu'aujourd'hui encore mon cicérone a coutume de parler à sa ville natale. Il me montre à côté l'emplacement où fut versée la première goutte de sang qui donna lieu à la guerre de l'indépendance. Les *redcoats* occupaient l'ancien bâtiment de la douane; ici s'était assemblée la foule irritée. C'était l'hiver : quelques boules de neige frappèrent les soldats, qui firent feu. Les gens de couleur aiment à rappeler qu'il y eut un nègre parmi ces premiers martyrs de la patrie américaine : c'est leur lettre de noblesse et leur titre à la liberté.

De là, jetant un coup d'œil au passage sur les *Boston water works*, vastes réservoirs de granit adossés à la colline, nous revînmes encore au *State-House*, point culminant d'où la vue embrasse la ville et les bras de mer qui entourent la presqu'île où elle est bâtie. Nous allâmes chez le gouverneur, qui était absent, chez le poète Longfellow, que nous ne pûmes voir. Nous dînâmes à l'*Union-Club*, où mon aimable hôte me fit boire « du vin de mon pays; » puis nous montâmes en voiture pour nous promener dans ces jolis environs de Boston, qui méritent bien leur renommée. Les pièces d'eau dormantes dans les vallées, les coteaux couverts de jardins et de maisons de campagne, les chemins creux qui serpentent sous les massifs de pins et de cèdres, forment un dédale riant où viennent courir le soir les phaétons et les cavalcades.

On parle ici des démêlés secrets du parti abolitioniste avancé avec la fraction plus modérée du parti républicain que représente le président Lincoln. Depuis qu'on reproche au président de faire

la guerre à l'esclavage aux dépens de l'intérêt national, il a singulièrement abaissé le drapeau de l'abolition. Il semble qu'il ait à cœur de prouver que l'émancipation est le moindre de ses soucis, plutôt une arme de guerre qu'un but politique. Le nom d'abolitioniste a été si longtemps une injure qu'on rougit encore aujourd'hui de prendre ouvertement parti contre l'esclavage, et le gouvernement a grand'peine à se faire pardonner de la majorité unioniste les coups irréparables qu'il a portés à l'institution du sud. De leur côté, les chefs de l'abolitionisme, MM. Chase, Wendell-Philipps et M. Sumner lui-même, dit-on, mécontens de ces timidités, se sont demandé s'ils ne susciteraient pas à M. Lincoln un concurrent radical, qui eût été sans doute le général Fremont. M. Chase, récemment exilé du ministère, et qui d'ailleurs avait des prétentions personnelles à la présidence, ne s'était pas déclaré encore; mais il courait le pays, prêchant le radicalisme et ne ménageant point au président les paroles amères. Il y a trois semaines, on l'a vu tout à coup changer de langage. En même temps le général Fremont, abandonné, perdait toute espérance, et écrivait, pour retirer sa candidature, une lettre mal résignée qui laisse le champ libre à M. Lincoln.

A la coalition des démocrates et des rebelles, les républicains répondent maintenant par l'alliance intime de tous les partisans de l'Union. Nulle part leur victoire n'est plus certaine que dans cette ville de Boston, foyer du libéralisme philosophique qui transforme aujourd'hui l'Amérique. L'abolition n'y est pas seulement la doctrine de quelques penseurs, c'est la conviction d'un grand parti. On s'en aperçoit aux immunités dont jouissent ici les nègres. Ils tiennent des *meetings*, organisent des clubs, convoquent les blancs à leurs assemblées. Ils ont même le droit de suffrage, bien qu'ils n'en usent pas facilement, et qu'un préjugé implacable persiste à tenir dans un demi-servage ceux que les lois ont affranchis. Les démocrates, au premier rang desquels se signalent toujours les Irlandais émigrés, assaillent souvent de huées et de pierres leurs assemblées pacifiques. C'est de Boston néanmoins qu'est partie la première idée de cette convention générale des gens de couleur qui se tient en ce moment même à Syracuse, et excite à la fois tant de scandale et de curiosité. La populace, soulevée par les démocrates, voulait, dit-on, user de violence et assommer les délégués comme des chiens. On s'extasiait de l'insolence du noir prétendant à compter pour un homme; une assemblée de bœufs et de chevaux revendiquant leurs droits outragés n'eût pas soulevé plus d'étonnement et d'indignation. Il a fallu aux gens de couleur beaucoup de patience et de courage pour qu'on souffrît leurs réunions. La presse,

qui d'abord s'en était moquée, finit par s'y rendre, attirée par l'intérêt et la nouveauté du spectacle. Enfin les journaux publient aujourd'hui leurs résolutions, qui sont, avec une certaine pompe africaine, un morceau d'éloquence autrement sérieux que le manifeste de Chicago. Il y a dans ces quelques lignes un sentiment profond de dignité blessée, de droit méconnu et de sincère patriotisme. Quelle pauvre figure font devant cette simple protestation de l'opprimé les sophismes froids et hypocrites des philosophes de l'esclavage!

Portland, 11 octobre.

Éveillé hier par des fanfares et des coups de canon, je trouve, au moment de prendre le chemin de fer de Portland, la ville de Boston pavoisée de drapeaux. Que se passe-t-il? A-t-on pris Richmond, ou remporté quelque victoire problématique fêtée comme un triomphe? Quelques détachemens de soldats traversent les rues au milieu d'une foule affairée qui ne semble pas les voir. C'est pourtant en leur honneur que le canon tonne. Tout le long du chemin de fer, je vois les stations encombrées de monde : ce sont les parens, les amis, les fiancées qui attendent les soldats en congé; ce sont aussi les familles en deuil de ceux qui sont tombés qui viennent fêter tristement le retour des vivans. Et l'on ose dire qu'il n'y a que des mercenaires étrangers dans l'armée des États-Unis!

On est émerveillé lorsqu'on songe à ce que devait être avant la guerre la prospérité de ce pays. Dans ces provinces de la Nouvelle-Angleterre, pourtant si peu favorisées de la nature, vous ne voyez encore aucune trace de misère et d'abandon. Je me trompe : vous rencontrez quelquefois de vastes manufactures délaissées, comme en France et en Angleterre, faute de coton. Il y a vers les confins du Massachusetts et du Maine un village appelé Lawrence, créé il y a peu d'années par l'établissement de plusieurs grandes filatures. Le voyageur est confondu lorsqu'il découvre au loin les murailles colossales, les tours, les cheminées, les dômes de ces prodigieux édifices, à présent déserts et silencieux. A côté de la cité manufacturière abandonnée s'élève le village agricole de Lawrence, cottages blancs, jardinets fleuris, fermes coquettes éparses dans les vergers. Le peuple grave et décent qui se presse sur notre passage ressemble aux *bourgeois* de nos campagnes. Je fais un triste retour sur nos humbles chaumières et sur leurs rudes habitans. Il faut avouer que l'Amérique est un kaléidoscope mouvant; son territoire immense présente à la fois tous les degrés et tous les étages de la civilisation. La Nouvelle-Angleterre, après deux siècles d'existence, n'est pas loin de surpasser l'Europe : qui sait si la société nomade et brutale

de l'ouest n'en arrivera pas en peu d'années au même degré? Si contestables que soient ses vertus politiques, la démocratie en définitive a des avantages positifs qui doivent primer tous les goûts et toutes les raisons idéales. Elle est la forme de gouvernement la plus propre à assurer au plus grand nombre ce bien-être dont la poursuite est le continuel effort des sociétés humaines. On peut aimer les vieilles civilisations et les anciennes mœurs, comme ces costumes surannés dont les guenilles pittoresques nous plaisent mieux que le drap commun des habits modernes. Mieux valent pourtant l'élégance un peu douteuse de ces filles de fermiers en chapeaux à plumes et la raideur étriquée de ces artisans empesés dans leur triste habit noir.

Portland, d'où je vous écris, est au nord de Boston, dans l'état du Maine, — jolie ville située entre deux bras de mer, sur une presqu'île enfermée elle-même par d'autres promontoires. L'hôtel de ville, ouvert à tous venans, a une coupole où nous montons sans qu'il soit besoin d'invoquer ni la clé du gardien ni le babil du cicérone. Il n'y a point en Amérique de ces parasites oisifs qui passent leur vie à tirer un rideau sur un mur ou à tourner la clé d'une porte ouverte. La vue s'étend sur les côtes, sur la grande mer, sur une rade superbe où peuvent mouiller les plus grands navires, sur la ville gaie, proprette, et ses avenues de platanes, enfin sur la campagne rouge, jaune, brune, omnicolore, bornée au loin par des lignes de montagnes parmi lesquelles on discerne le pâté bleu des Montagnes-Blanches. C'est là que je m'achemine par le chemin de fer de Montréal.

13 octobre.

Voilà décidément l'hiver, le froid, les pluies, les tristes aspects du ciel. Au physique et au moral, je me replie sur moi-même, et comme l'hiver fait qu'on se blottit au coin du foyer, il reporte aussi ma pensée vers le *home* abandonné. Il n'est pas gai, lors même qu'on en a pris l'habitude, de rester quinze heures durant enfermé dans une salle d'auberge, cherchant en vain à réchauffer son corps et ses idées, écoutant machinalement dans le silence d'une nuit d'automne la cadence de la pluie qui tombe ou le battement régulier de la montre qu'on a posée devant soi pour voir fuir les heures.

Mais où suis-je? me demanderez-vous. — A Sherbrooke, petite ville du Bas-Canada, station du *Grand-Trunk railway*, où je suis arrivé la nuit dernière, venant de Gorham, dans le New-Hampshire, au pied du mont Washington. Il faisait froid dans ces montagnes. De Portland à Gorham, le pays se désole et se dépeuple à mesure qu'on avance. D'abord c'est le paysage accoutumé de la Nouvelle-Angleterre avec ses prairies, ses bois un peu maigres, ses jolies rivières encaissées dans des vallons touffus, avec l'écarlate de ses

feuillages tranchant sur les grisailles d'automne; plus loin, des vallées arides, parsemées de pauvres villages, puis un pays heurté, hérissé d'arêtes rocheuses parmi lesquelles se faufilent de petits torrens montagneux ou s'épandent des lacs solitaires, — des forêts de sapins et de mélèzes jaunis, enfin les grandes montagnes où nous pénétrons au crépuscule par la vallée de la rivière Androscogin. Nous circulons dans une suite de vallées désertes, bordées d'autres vallées plus sombres : elles ont le soir un aspect septentrional qui glace plus encore que la bise qui s'y engouffre.

Le Grand-Trunk est bien le plus lent et le plus mal tenu des chemins de fer. Entre Portland et la frontière canadienne, la compagnie n'accorde aux voyageurs qu'un seul train par jour. Il y a trois mois, près de Montréal, tout un train d'émigrans était précipité, au passage d'une rivière, sur un *steamer* qui passait. Le mécanicien, nouveau et mal instruit, n'avait point tenu compte des signaux qui l'avertissaient que le pont tournant était ouvert. L'autre jour, il s'en est fallu de peu que le même accident n'arrivât. Quant aux déraillemens, ils sont quotidiens, et l'on attend pour réparer la voie qu'elle se soit brisée d'elle-même. Cette fois il ne s'agit que d'un train de marchandises qui a roulé du sommet d'une digue; l'accident n'a pas causé mort d'homme, mais il nous tient deux heures immobiles au fond d'un ravin désert, affamés, grelottans sous le vent glacial qui fait gémir la nuit. A 100 mètres devant nous retentissent des coups de marteau sonores, brillent de grands feux rougeâtres. Sept ou huit wagons renversés gisent sur les talus, laissant échapper des caisses et des tonneaux par leurs flancs entr'ouverts. — Étrange scène à cette heure et dans ce lieu perdu!

Nous repartîmes enfin. Je m'assis en face de deux *backwoodsmen* du Maine qui avaient retourné mon banc pour y étaler leurs bottes sales. L'un d'eux, un jeune homme avec qui je m'étais entretenu quelques minutes, m'appelait poliment *capitaine* (les titres militaires sont en Amérique un signe de respect) et semblait avoir pour moi toute sorte d'égards. Tout à coup je vois s'étendre une grosse botte boueuse qui vient se poser au niveau de ma joue sur le dossier où j'appuyais ma tête; puis la pareille se lève et vient se poser de l'autre côté. Qu'est-ce à dire? Me cherche-t-on querelle? Nullement : c'était mon interlocuteur si poli qui reposait gracieusement dans la posture favorite des Américains. Je l'aurais fort surpris si j'avais rudoyé les deux agréables voisines qui effleuraient mon visage. Je riais trop d'ailleurs pour me fâcher. On se demande pourquoi la classe supérieure se résigne en Amérique à l'impuissance et à l'inaction : c'est qu'elle a la tête prise, elle aussi, entre les bottes sales de la démagogie.

Gorham, où je descends, est un hameau de misérable apparence,

sans qu'une trace de misère réelle en explique le triste aspect. Des fenêtres du vaste hôtel construit là pour les touristes, le soleil levant me montre, non pas le mont Washington lui-même, mais la cime neigeuse d'un des grands dignitaires qui entourent le trône du dieu de cet olympe : les monts Webster, Jefferson, Adams, Madison, Jackson et tant d'autres que l'imagination populaire a groupés autour du sommet dominateur où plane le grand nom de Washington. Les nuages l'ont bientôt envahi, et les radieuses promesses de l'aurore menacent de se résoudre en neige. Je pars néanmoins pour la montagne, dans une voiture légère conduite par un *gentleman* à qui l'aubergiste m'a confié. « Monsieur, dit-il, sait la route, et vous servira de guide. » Mon compagnon tire un cigare de sa poche, me demande si je fume, si la fumée du tabac m'incommode. Je ne savais en vérité à qui j'avais affaire, et la question ne fut résolue que le soir, quand je vis le même *gentleman* porter ma malle au chemin de fer et me remercier pour un dollar que je lui mis dans la main.

Nous entrons dans une vallée sauvage animée par un beau torrent aux eaux pures et fermée au fond par la grosse masse encapuchonnée du mont Washington, toujours plus sombre à mesure que les nuées s'abaissent. On me montre au-dessus de la région des forêts une ligne noire dans la neige : c'est la route récemment ouverte jusqu'au sommet. Un vent froid siffle à travers la forêt dépouillée, son manteau doré s'effeuille à chaque rafale. *Glen-House*, une auberge solitaire abandonnée l'hiver au milieu des neiges, s'élève dans une prairie où courent des chevaux en liberté. Un ours enchaîné à un piquet devant la porte promène en rond sa tête branlante et son épais manchon de fourrure brune : l'ours est le chamois des Montagnes-Blanches.

Une longue montée dans des bois de sapins, puis le givre saupoudrant les arbres, puis la neige formant sur les broussailles des draperies et des dentelles, enfin la glace pendant en stalactites à la place des ruisseaux saisis! En même temps une épaisse nuée neigeuse s'abat sur la montagne. Impossible d'embrasser le grand panorama des lacs; je n'entrevois plus qu'à peine les forêts aux mille couleurs étendues dans la vallée comme un tapis brillant et bariolé. Je n'en demandai pas davantage. Les Montagnes-Blanches ne sont après tout ni bien imposantes, ni bien variées; elles ne sont que coquettes et gracieuses, parsemées de petits lacs, arrosées de mille ruisseaux bouillonnans et couvertes d'une végétation à la fois montagneuse et douce qui doit être charmante au printemps. En cette saison, elles prennent un air inhospitalier, une mine sombre et sévère qu'égaient seulement les lumineux feuillages des forêts. Rien de plus étrange que ces lueurs fantastiques qui courent

sur la montagne et dessinent de brillantes arabesques dans l'ombre violette et veloutée du soir. C'est surtout par les crépuscules sombres et les jours nuageux qu'elles étincellent : elles dégagent alors de la lumière, elles ressemblent à des broderies de feu. On dirait des coulées de lave mal éteintes, ou bien ces franges de pourpre qu'un soleil couchant de décembre met aux masses obscures des nuages amoncelés.

Montréal, 14 octobre.

C'est toujours le même temps lamentable. Je renonce décidément aux lacs, aux montagnes, aux paysages, et je prends le chemin de fer de Montréal. J'émerveille la fille d'auberge en lui mettant dans la main une pièce blanche; je fais ouvrir de grands yeux au garçon qui porte ma malle à la station en lui donnant trente sous pour sa peine. « C'est trop ! » fait-il naïvement, et il s'en va répandre le bruit qu'un prince a passé par Sherbrooke.

Bonnes gens que les Canadiens ! je m'extasiais sur leur honnêteté primitive et me sentais le cœur ouvert à une bienveillance générale pour les paysans abrités avec moi de la pluie battante sous l'auvent du chemin de fer. Ils n'étaient cependant pas jolis : la rudesse de leur climat sibérien semblait avoir passé dans leurs accoutremens et jusque dans leurs figures. Leurs gros habits de laine, leurs grandes bottes boueuses, leurs casquettes de fourrures qui, leur donnaient un air hérissé, faisaient songer à la Laponie ou à la Norvége. Les Français s'agaçaient de plaisanteries et jouaient comme des enfans aux combats simulés. D'autres, plus graves, plus refrognés, se promenaient en silence. L'un d'eux, un Anglais pourtant, m'accoste et me demande... un *quarter dollar* pour s'acheter du tabac. Adieu alors l'honnêteté canadienne ! C'est le premier mendiant que j'aie rencontré en Amérique.

La *métropole* du Canada ne m'apparaît point sous un bel aspect. Vieille sans être pittoresque, elle n'a pas l'apparence d'une ville de plus de cent mille âmes. Les rues sont étroites, à la française, bordées de trottoirs mesquins, les boutiques laides et villageoises, les maisons basses et pauvres, comme les masures de nos petites villes de province. Par ce temps gris, les toits en fer blanc semblent couverts de neige. Enfin une mer de boue envahit la ville en octobre, et, respectée par le balai, ne la quitte plus qu'en mai ou juin. Les journaux se plaignent, le public murmure, et la municipalité délibère. On se promène dans les rues en grandes bottes, comme dans un égout. On montre avec orgueil les *parliament buildings*, grands bâtimens de pierre grise, et le *Victoria bridge*, le fameux pont tubulaire, où je viens de passer en venant de Sherbrooke. C'est un long tunnel de trois quarts de lieue environ : telle est ici

la moindre largeur du Saint-Laurent. Les immenses massifs de maçonnerie qui portent les tubes ressemblent à des pyramides. Le tout a coûté environ 35 millions. En hiver, les glaces encombrent le fleuve, et sans ce coûteux ouvrage Montréal resterait quatre mois privé de débouchés.

Québec, 17 octobre.

Je voulais attendre à Montréal que le ciel me fît grâce; mais les nuages gris ont continué à rouler obstinément et à se distiller en pluie fine sur les rues changées en marécages. La Montagne-Royale, d'où la ville a pris son nom, n'apparaissait que comme un contour indécis à travers la brume. A quoi bon y monter pour ne rien voir? A quoi bon visiter le village indien de Caghnawaga? A quoi bon enfin rester les bras croisés à Montréal? Je m'embarquai donc avant-hier soir sur le paquebot de Québec. Je-pus au moins, du pont du *steamer*, considérer à la nuit tombante les quais et le port de Montréal, qui ne manquent pas d'une certaine grandeur. Il y a là un hôtel de ville couronné d'une coupole; à cette heure, les ombres, les lumières qui s'agitent, les bruits du port, le mouvement de la rivière, n'annoncent point le village de province caché dans les rues centrales. Montréal, situé sur son île, au confluent de toutes les grandes voies liquides du pays, est d'ailleurs la capitale naturelle et le centre de tout le Canada. La population, qui s'y multiplie avec une extrême rapidité, prouve que ce n'est pas là un de ces établissemens artificiels que nous avons semés à tous les coins du globe. Il s'y bâtit chaque année de cinq à six cents maisons. Si le gouvernement anglais ne se payait de chimères, au lieu de reléguer l'administration dans ce désert d'Ottawa, dont les communications sont interrompues à l'heure présente, il la mettrait dans cette ville mi-française, mi-anglaise, qui représente le double élément de l'union canadienne.

Le choix de la capitale est d'autant plus grave aujourd'hui que l'Angleterre aspire, vous le savez, à réunir en un seul faisceau toutes ses possessions de l'Amérique du Nord. Les délégués des provinces sont en ce moment même réunis à Québec pour discuter le plan de la confédération nouvelle. Ils sont tous logés dans l'hôtel où je demeure, et trois ou quatre fois le jour le *waiter*, faisant l'office d'huissier, frappe bruyamment à leurs portes pour les avertir que l'heure de la réunion est venue. Hier on me fit l'honneur de me prendre pour un délégué, et je fus averti que la séance allait s'ouvrir. J'aurais été fort curieux d'y assister, car ces messieurs se sont donné parole de garder le plus grand secret, et rien ne transpire de leurs délibérations que quelques propos insignifians. Ils veulent, paraît-il, se mettre d'accord avant de rien livrer à la publicité; mais ce

qui ne peut rester caché, c'est que le sentiment général de la délégation, comme du pays, est favorable à la fédération. Ce mot a tant de pouvoir et pour ainsi dire de magie, que les oppositions les plus violentes de l'intérêt local s'effacent devant la seule idée d'un gouvernement général et indépendant de toutes les provinces anglaises de l'Amérique. Les Anglo-Américains ont une ambition, celle de tenir tête aux États-Unis et de balancer leur influence. Ce projet d'union nationale flatte leur orgueil, blessé par les pitiés dédaigneuses de leurs redoutables voisins. Ils comptent avec satisfaction le nombre déjà imposant des citoyens de la république nouvelle : quatre millions dès à présent, qui, selon la proportion d'accroissement observée depuis cinquante ans, seront huit millions au moins dans une vingtaine d'années. Ils mesurent aussi (ceci est plus futile) l'étendue du territoire que doivent embrasser leurs frontières, et, mettant ensemble les déserts glacés du nord, les forêts inhabitées du Labrador et les solitudes presque encore impénétrables de l'ouest, ils forment avec orgueil un total supérieur à la superficie de l'Union américaine.

Les Américains, de leur côté, voient avec une indulgence hautaine les efforts de leurs voisins pour se constituer en grande nation. Ils affichent la certitude que l'union des provinces britanniques est un premier pas vers leur absorption dans le grand corps fédéral. Cette prétention des *Yankees* n'est pas la moindre cause de l'ensemble avec lequel on travaille ici à aplanir les difficultés et à concilier les rivalités locales. Les Acadiens (tel sera probablement le nom du nouveau peuple) veulent prouver aux Américains qu'ils peuvent se soutenir et prospérer seuls. Ils disent qu'ils armeront le pouvoir central d'une autre force que la constitution des États-Unis, et que, venus plus tard, ils sauront profiter de l'expérience du voisin pour fonder quelque chose de plus sensé et de plus durable.

Ce n'est pas que la nation nouvelle soit unanime. La vieille discorde séculaire du Haut et du Bas-Canada, bien que noyée dans ce grand projet d'union, comme un combat singulier dans la mêlée d'une bataille, a laissé des traces qui ne s'effaceront pas de sitôt, et, comme toujours, la menace des mécontens est qu'ils vont passer à l'ennemi, c'est-à-dire aux États-Unis. Autrefois le foyer de la révolte était au sein du pays français. Après la dernière insurrection, la politique sage et impartiale de l'Angleterre pacifia tout en accordant aux deux provinces des constitutions séparées et libres avec une représentation égale dans le gouvernement; mais depuis plusieurs années, tandis que la partie française du Canada s'est réconciliée avec la domination étrangère, le Haut-Canada commence à son tour à murmurer.

Il y a vingt ans, la population du Haut-Canada était encore in-

férieure à celle du Bas-Canada : aujourd'hui elle lui est tellement supérieure qu'elle ne veut plus se contenter de l'égalité. Sa richesse a grandi à proportion, et les impôts se sont élevés avec la richesse. Il se plaint donc, non sans justice, de ne contribuer que pour une moitié au gouvernement, quand il contribue pour les deux tiers aux dépenses. De là ces troubles nouveaux, cette guerre civile au sein de la législature, ces menaces de révolte (au fond peu sincères), auxquelles l'Angleterre, toujours habile et modérée, a mis fin par le grand projet d'union nationale qui se discute aujourd'hui.

L'effet en fut immédiat : les francophobes du Haut-Canada, qui, disaient-ils, « ne s'en trouveraient pas plus pauvres d'un dollar, » s'ils ne voyaient plus jamais un Français dans leur pays, qui se plaisaient à montrer sur la carte combien était artificielle la frontière des lacs et ne parlaient de rien moins que de transporter derrière l'Ontario la frontière des États-Unis, abandonnèrent des projets hasardeux dont, à vrai dire, depuis la guerre civile et la maladie financière de leurs voisins, ils ne faisaient plus qu'une vaine menace. Ils avaient incontestablement raison quand ils disaient que tout les pousse dans le mouvement commercial de la république américaine : leur situation, le voisinage des États-Unis, ces lacs mêmes, qui, loin de les séparer, rendent entre eux les communications si faciles, — et nul doute qu'ils n'y fussent entraînés, si les questions de nationalité se décidaient uniquement par la position géographique des peuples. Leurs produits, au lieu de suivre la route longue et difficile du Saint-Laurent, encombrée la moitié de l'année par les glaces, s'écoulent par les chemins de fer et les canaux, qui les concentrent sur le marché de New-York. Cependant la formation des peuples obéit à d'autres lois que ces causes *à priori*, auxquelles résistent souvent les habitudes et les traditions. Par cela seul qu'une population a gravité durant un ou deux siècles autour d'un certain centre politique, elle a contracté avec ses nationaux mille liens, mille affinités, qui, pour rester cachés, n'en seraient pas moins difficiles à rompre.

Ce n'est pas d'ailleurs sans regret que les Français du Bas-Canada voient disparaître leur nationalité; aujourd'hui encore le Bas-Canada, tout anglicisé qu'il est par une longue habitude, demeure une province essentiellement française, parce que l'immigration n'en a que très peu modifié les premiers élémens. Il tient à ses vieilles mœurs, à ses vieilles institutions politiques et religieuses, à ses vestiges de féodalité, au catholicisme conservé comme religion d'état. Rien de tout cela ne sera ébranlé par la constitution fédérale; mais le mélange progressif de toutes les petites nationalités dont se composera l'*union* étouffera dans un temps plus ou moins long le noyau de la nationalité française. Enfin le Bas-

Canada, en souscrivant à l'union nouvelle, renonce à ses traditions, et quiconque a seulement traversé ce pays sait avec quel amour on les y conserve. Tandis que la France d'Europe faisait bon marché du passé et se lançait dans toutes les voies que lui ouvrait l'esprit révolutionnaire, ce rejeton planté au-delà des mers gardait l'ancien esprit monarchique de la métropole, et nourrissait, sous une domination étrangère, toutes les vieilles coutumes qui disparaissaient chez nous; son isolement même le tenait à l'écart du mouvement révolutionnaire; il grandissait à sa façon, sans rien renier du passé, et tout ce que la domination anglaise a laissé subsister de français appartient plus à l'ancien régime qu'à la France moderne. On comprend que cette vieille société se plie mal au changement et se résigne avec peine à l'assimilation anglaise qui la menace.

Elle s'y résigne pourtant, et à l'exception d'une coterie qui veut la ruine de tout gouvernement protégé par l'Angleterre, fût-il composé de Français, la reine n'a pas de sujets plus fidèles que les Bas-Canadiens. Presque toutes les familles de l'aristocratie de Québec ont contracté des alliances avec les Anglais, et parlent plus souvent la langue officielle que la langue natale. Le gouvernement en est plein. Deux hommes qui m'ont accueilli avec une grande bonté, M. Duval, *chief-justice*, et M. Tessier, président de la chambre haute du parlement canadien, tout en gardant au fond du cœur un vif sentiment d'affection pour le nom français et pour la petite nationalité de leurs pères, m'ont paru les partisans dévoués de la couronne britannique. J'en dis autant de M. Taché, de M. Cartier, les deux ministres dirigeans du cabinet canadien, de M. Belleau, président de la chambre des représentans, et de bien d'autres. M. Taché, l'insurgé de 1837, le compagnon d'armes de Papineau, est aujourd'hui premier ministre et anobli par la reine sous le nom de sir Étienne Taché. Si j'en dois croire mes oreilles, M. Cartier, ministre de la justice, qui est, avec M. Mac-Donald, l'homme actif du cabinet, parle un anglais plus pur que son français bas-normand. Son *alter ego* politique est M. Brown, qui fut toujours le représentant des intérêts du Haut-Canada. En un mot, l'union est intime entre les hommes éclairés des deux provinces : ils comprennent qu'il faut faire disparaître les distinctions de peuples avec les hostilités de races; mais s'il y a une province que le système américain attire et menace d'absorber, ce n'est point l'est avec ses institutions locales, ses vestiges d'aristocratie et son nationalisme obstiné, — c'est l'ouest, province moderne, peuplée d'habitans nouveaux et formée sur le modèle de ses voisins des États-Unis. Le Bas-Canada, tout en maintenant son droit à l'indépendance locale et à la liberté politique, comprend qu'il ne peut rester dans l'iso-

lement, et que la formation d'une grande union coloniale est la garantie nécessaire de son autonomie. Il comprend que sans cet appui il sera infailliblement dévoré par le minotaure américain ou réduit à l'insignifiance. L'union nouvelle, qui le fait disparaître comme nation, le protége comme société indépendante, et c'est de toutes les combinaisons la plus favorable à ses intérêts.

Quant aux gens du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'île du Prince-Édouard, de Terre-Neuve, ils doivent sentir l'avantage qu'ils auraient à sortir de leur isolement. Leur situation géographique leur assure le monopole du trafic maritime du nouveau peuple le jour où, comme on l'espère, l'effort concerté de toutes les provinces aurait détourné de leur côté une partie du commerce qu'attirent aujourd'hui les grandes voies de communication et les grands marchés cosmopolites des États-Unis. On les dit pourtant mal disposés à tenter l'aventure et résolus d'avance à mettre à leur concours de lourdes conditions. De leur côté, les provinces hautes ont quelque répugnance à s'unir à ces lointaines colonies de l'est, que leurs relations attachent à la Nouvelle-Angleterre de la même manière que le Haut-Canada aux états de l'ouest. Le parti américain, bien que fort affaibli, n'est donc pas désarmé, et quand ses adversaires répondent que la loi d'attraction peut bien agir en sens inverse et absorber le Maine, le New-Hampshire et le Vermont dans la confédération nouvelle, ils oublient que les gros poissons ont souvent mangé les petits, mais qu'il n'est jamais arrivé que les petits aient mangé les gros. Néanmoins tout le monde a bon espoir. Qu'il procède soit d'une fraternité sincère, soit d'une haine et d'une jalousie communes, le lien moral sans lequel il n'y a pas de peuple, le sentiment national paraît formé. On croit que les résistances s'évanouiront d'une part devant ce sentiment nouveau, de l'autre devant la sage politique de l'Angleterre, bien décidée à relâcher autant qu'elles le voudront les liens qui rattachent ses colonies à son empire (1).

Québec est une vieille ville perchée sur un rocher, au bord du Saint-Laurent, entourée de vieilles fortifications délabrées. La ville basse s'étend sur le rivage, au pied de la colline, et comprend les quartiers commerçans et populaires. Le quartier aristocratique est dans la ville haute. On y monte par une rampe tortueuse, escarpée, qui passe sous une poterne noire. Au sommet, dans un jardin qui fait face à la rivière, se dresse un obélisque où le patriotisme canadien a inscrit côte à côte les deux noms ennemis de Wolfe et de

(1) On sait que ces espérances ont été déçues : le projet d'union a échoué par l'opposition persistante de ces provinces maritimes qui dès lors semblaient froidement l'accueillir. Aussi le parti américain a-t-il relevé la tête et menace-t-il sérieusement l'empire de la métropole.

Montcalm. A droite sont les fossés et l'enceinte d'une citadelle moderne qui domine la ville. Du reste, ni églises, ni palais, ni monumens remarquables; mais la situation est admirable. De la terrasse qui sert de promenade, on a sous les yeux un tableau gracieux et tranquille qui ne lasse jamais : le port qu'on domine, le fleuve, tantôt calme, tantôt tourmenté par la marée, un horizon de promontoires et de montagnes brumeuses, la grande île voisine d'Orléans, les gros navires de guerre mouillés dans la rade, les villages et les forteresses dispersés sur l'autre rive. Il y a le soir une heure charmante : c'est celle où les barques des pêcheurs remontent en louvoyant la rivière et où toute la flottille étend ses ailes blanches autour des gros vaisseaux de la rade; mais je vois tout cela dans une saison pluvieuse et triste. Je commence à me lasser de ces ruelles boueuses, de ces vieux porches croulans, de ces maisons nues comme celles des villages de montagnes et de tous les pays de grande froidure. Toute cette tristesse déteint sur l'esprit. Heureusement l'accueil obligeant que je trouve, la nécessité de faire bon visage à cette bonne vieille société qui met tant d'empressement à recevoir les Français de l'ancienne France, me tirent malgré moi de ma torpeur.

21 octobre.

Je mène une vie fort dissipée : bals, soirées, concerts, ne discontinuent pas. Je m'accommode très bien de cette oisiveté, car tout le monde ici me témoigne une bienveillance extrême, quelques-uns même une véritable amitié. Je ne suis déjà plus un étranger. Dans la famille de M. D..., où j'ai établi mon quartier-général, on me reçoit comme un enfant de la maison; j'y reste des journées entières, j'y dîne, j'y passe agréablement les heures longues et monotones de la soirée d'un voyageur. J'ai à me louer aussi de l'accueil excellent que m'a fait M. Gautier, notre consul-général à Québec. Il a voulu me mener lui-même chez le gouverneur, lord Monck, m'a présenté dans le monde, inscrit au cercle, m'a ouvert enfin sa porte avec une hospitalité tout américaine. A peine arrivé, je songe à repartir; mais en si peu de jours il me semble que je laisserai de vieux amis au Canada.

J'ai dîné hier chez le gouverneur-général. Que vous dirai-je de sa maison? Elle ressemble à celle du vice-roi d'Irlande : appareil de prince quant à l'étiquette, extrême simplicité pour tout le reste. La table est entourée d'officiers anglais en uniforme, tous courtois et distingués. Il n'y a rien à remarquer là que je n'aie vu en Europe : j'aime mieux vous montrer une soirée officielle chez un haut fonctionnaire canadien.

Notre hôte est un homme simple, modeste, familier, sans osten-

tation ni vanité aucune, bien qu'il se promène au milieu du bal avec un uniforme chamarré. Lui-même il donne l'exemple et se mêle aux quadrilles sans rien perdre de son sérieux. La maîtresse de la maison, qui n'est plus jeune, va de groupe en groupe, poussant les récalcitrans à la danse, ou bien danse elle-même par devoir, avec le même flegme imperturbable et le même air résigné. Il y a là toute une foule d'hommes politiques. Causez avec eux, vous les trouvez en général simples, bienveillans, éclairés, et, si j'ose le dire, un peu bourgeois, mais sans l'ombre d'affectation ni de ridicule. Ils ne cherchent pas à vous éblouir de leur mérite; ils n'ont pas l'air de considérer leur position comme une chose qui les élève beaucoup au-dessus de vous. Le gouvernement est pour eux une fonction comme une autre, non pas une distinction qui les oblige à prendre de grands airs.

Je fais la connaissance du premier avocat de la ville. Il a étudié en Europe. Il me dit qu'à Paris le ton ampoulé de nos avocats l'étonne : ici les affaires se plaident tout simplement, à la bonne franquette, sur le ton de la conversation, et je vous jure que si l'avocat ne parle pas plus correctement que le causeur, les audiences de la haute cour doivent ressembler aux séances d'un conseil municipal de campagne. Ces hommes-là ne comptent pour rien la forme; c'est à vous de découvrir sous leurs propos insignifians ou rustiques le bon sens, le mérite solide, la droiture de jugement qui y est cachée.

Il y a dans la société de Québec deux courans distincts, qui, comme le Rhône et la Saône, ne se mêlent qu'à demi. L'un découle immédiatement de source anglaise; renouvelé sans cesse par l'immixtion de l'aristocratie britannique, par le passage continuel du monde militaire, qui y apporte les habitudes et les manières de Londres, il n'est qu'une copie en miniature de la société anglaise : c'est assez vous dire qu'il est froid, décent, formaliste et raide. J'aime mieux la bonhomie de la vieille société franco-canadienne : celle-ci ressemble à nos bourgeoisies de province dans nos villes les plus retirées et les plus patriarcales, peu occupées de choses sérieuses, et ne songeant guère qu'à se divertir, mais à la façon du bon vieux temps. Ainsi dans les bals du monde catholique les *fast dances* (nom effrayant pour les danses tournantes) sont rigoureusement interdites : on ne danse que des quadrilles de neuf heures du soir à deux heures du matin, mais avec un entrain, un acharnement, un air de bonheur indicible. Vieux et jeunes, tout le monde s'en mêle : les grand'mères dansent avec leurs filles, les cheveux blancs et les perruques n'ont pas honte de s'amuser comme des enfans. On mange des pommes, on boit de la bière, préférées souvent à des soupers somptueux; on cause du bal d'hier, du bal de de-

main, de l'influence de la comète et de la lune sur les pluies, et l'on proclame bien haut que le bal est délicieux.

Ce monde aimable et gai commence à aimer le luxe. Ce ne sont tous les soirs que promenades en équipage et cavalcades aux environs. Tout le monde se connaît : on passe le temps à faire Longchamps sur les remparts, à adresser des saluts, à rendre des visites. Les Canadiens disent avoir conservé les manières de l'ancienne France, et le fait est qu'ils en ont au moins gardé la chaude hospitalité. Quand ils me disent que, si je restais longtemps à Québec, je serais ravi de cette société, la plus charmante, la plus distinguée, la plus spirituelle qu'il y ait au monde, ne croiriez-vous pas entendre l'écho d'un de ces cimetières vivans enfouis au fond de nos provinces, où un petit monde vieillot secoue encore les derniers grains de poudre de sa perruque et les derniers grelots de ses habits de cour? Comment pourrait-il en être autrement? C'est le rat qui vit heureux dans son fromage, et qui ne voit rien de mieux au dehors.

J'ai vu l'autre jour les chutes de Montmorency, une imposante rivière qui se précipite d'un bond dans le Saint-Laurent du haut d'un escarpement de deux cent cinquante pieds. C'est la hauteur du Niagara. Elle arrive, bondissant de roche en roche, dans un vallon plein de verdure. Un moulin, une prise d'eau, situés au-dessus de la cascade, brisent le courant limpide, qui glisse follement au bord de l'abîme. Plus bas, un pavillon bâti sur une saillie du rocher, à deux pas de la masse écumante, plonge sur la profondeur où tournoient les eaux éperdues. Tout au fond on aperçoit la nappe verte du grand fleuve à travers les vapeurs blanches soulevées par la cascade; mais il grésillait, je grelottais, et je ne m'y suis pas longtemps attardé. Aujourd'hui le soleil, si longtemps absent du ciel, brille doucement sous des nuages légers. Je n'en jouis guère dans mon réduit sombre de l'hôtel Saint-Louis, au fond d'une cour qui ressemble à un puits. L'hôtel est une baraque branlante, aux corridors étroits, où tous les bruits sont des roulemens de tonnerre. J'y partage d'ailleurs les attentions de l'hôte avec les correspondans des grands journaux anglais, personnages considérables et reçus avec autant d'honneurs qu'un ministre ou un prince. Ils ont en effet l'oreille d'un prince, d'un souverain dont le règne est absolu à Westminster et à Saint-James : je veux dire l'opinion publique anglaise, et c'est à l'Angleterre que les Canadiens témoignent en leur personne tant de déférence et de respect. Quant à moi, le *Journal de Québec* annonçait hier pompeusement mon séjour dans cette ville. Me voilà donc aussi un personnage, et je vais ce soir honorer de ma présence le bal des *bachelors* de Québec.

22 octobre.

Le Canada donne en ce moment l'étrange spectacle d'une métropole qui offre l'indépendance et d'une colonie qui ne la veut pas tout entière. Depuis longtemps, les Anglais ont eu le bon sens de comprendre que le régime du monopole énerve les colonies et oblige ensuite la mère-patrie à des efforts coûteux pour les soutenir. Ils ont donc laissé le commerce du Canada libre, se réservant seulement quelques avantages insignifians et l'influence générale que leur donne ce pied en Amérique; mais cela même ne compense pas l'obligation qu'ils s'imposent de protéger leur colonie. En cas de danger, cette protection deviendrait trop onéreuse, sinon tout à fait impossible. Il s'agit donc pour eux, non de posséder le Canada en maîtres, mais de le fortifier assez pour qu'il puisse se faire respecter tout seul.

Or le projet actuel est un acheminement vers cette situation nouvelle. Les Anglais ne retirent pas leurs troupes, mais ils stipulent qu'ils ne seront chargés, en cas de guerre, que de la défense des forteresses. L'immensité des territoires ne permet pas davantage à une armée de quinze mille hommes, et c'est tout ce que les Anglais veulent laisser au Canada. Que les Canadiens s'organisent eux-mêmes pour tout le reste, qu'ils choisissent le genre de gouvernement qu'ils préfèrent, république élective, ou, comme c'est plus probable, monarchie constitutionnelle sous la forme d'une vice-royauté : les Anglais ne se réservent rien que la position d'alliés, de protecteurs et d'amis. Que cette voie conduise à l'indépendance absolue, cela frappe les yeux de tout le monde. L'Angleterre ne s'en effraie pas, et elle a le bon sens de comprendre que les colonies ne sont pas des esclaves dont on exploite le travail, mais des mineurs qui doivent s'affranchir au jour de leur force et de leur âge mûr. Il ne manque pas au contraire de Canadiens à qui paraît fort dure l'obligation de se défendre eux-mêmes, et qui accorderaient volontiers à l'Angleterre plus de pouvoir en échange d'une protection militaire plus efficace.

La question financière aussi est difficile à résoudre. Le Canada a de grandes ressources, mais une dette; les provinces de l'est ont de faibles revenus, mais point de dettes. Il faut qu'elles acceptent les charges de la dette canadienne en échange des ressources nouvelles que le Canada leur apporte, et il faut que le Canada, à son tour, consacre ses capitaux à des entreprises qui, sans lui, seraient inexécutables. Aujourd'hui la voie de Portland est encore la plus prompte du Saint-Laurent à la Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick; il faut passer par les terres du voisin pour aller de l'un chez l'autre. Et en hiver, quand le Saint-Laurent est bloqué par

les glaces, c'est-à-dire pendant cinq mois de l'année, le commerce des deux Canadas prend tout entier le chemin du sud. Il importe donc à l'union des provinces de l'est qu'un chemin de fer soit ouvert jusqu'au Nouveau-Brunswick à travers des déserts encore inhabités. Une partie de ce chemin est achevée déjà jusqu'à la rivière Saint-Jean. Il faut que le reste soit exécuté au plus tôt avec l'argent du Canada, qui en retour y gagnera un débouché toujours libre. En même temps le Haut-Canada, en demandant le rachat du privilége de la compagnie de la baie d'Hudson, concessionnaire de tous les rivages des grands lacs, parle aussi d'un chemin de fer du Pacifique, qui doit lui ouvrir les solitudes de l'ouest et attirer de son côté le flot de l'immigration européenne. Il n'est pas besoin de dire combien ce projet, qui sera exécuté un jour ou l'autre, serait pour le moment ruineux et prématuré.

Enfin la religion est aussi un obstacle. Dans le Bas-Canada, le clergé catholique lève la dîme (1), tandis que le clergé protestant, par tout le Canada, ne se soutient que par les donations, les contributions volontaires, les héritages et les secours de l'état. Si l'on veut passer sur le Canada un niveau d'uniformité, il faut abolir la dîme et la remplacer par une taxe régulière équitablement répartie entre tous les cultes; mais, outre que la répartition serait difficile, l'institution du clergé catholique au Bas-Canada est une chose ancienne, respectée et respectable, à laquelle il serait dangereux de toucher.

Il est vrai que la difficulté est plus apparente que réelle. La dîme, au Canada, n'est pas cette institution abusive dont l'Irlande montre une si injuste application; le nom a été conservé, la chose même a disparu. Il n'y a rien d'obligatoire dans la taxe de l'église. Les jurisconsultes ont admis, depuis le temps de la conquête anglaise, que le droit inviolable de l'individu faisait fléchir la règle ecclésiastique. Ne paie donc la dîme que qui consent à la payer : le simple refus est admis comme une dispense. La dîme en effet est perçue non point en vertu d'une loi, mais d'un septième commandement de l'église supprimé chez nous, et il est impossible que, dans un pays où règne une parfaite liberté de conscience, on en impose l'exécution à celui qui repousse les enseignemens de l'église. Il suffit donc de dire qu'on n'est pas catholique pour se dispenser de toute redevance; l'action légale que le clergé a contre les réfractaires tombe devant ce désaveu, et le bras séculier ne prête sa force à l'église que pour faire respecter sa loi dans son propre sein. On peut dire que l'église catholique est au Canada une insti-

(1) La dîme au Canada n'est pas du dixième, comme on pourrait le croire, mais du vingt-sixième des produits de la terre. L'*habitant* canadien la paie en nature.

tution privilégiée, et qu'elle n'est pas une institution oppressive. C'est une sorte d'association libre qui impose d'étroites obligations à ses membres, qui exige qu'ils les remplissent tant qu'ils en font partie, mais leur permet toujours de s'y soustraire en reniant ses doctrines.

N'est-ce pas là une transformation remarquable? N'est-il pas curieux de voir comment l'esprit moderne peut conserver les coutumes et les traditions du passé, et la démocratie se mouler dans les formes de la féodalité? Voilà un privilége séculaire qui se trouve, sans révolution violente, sans ruines, sans désordres, par la seule intervention de deux idées nouvelles, celle de l'indépendance individuelle et celle de la liberté de conscience, transformé en usage à peu près semblable au système américain des contributions volontaires. Ainsi, tandis que le nom effraie encore nos préjugés modernes, ce pays jouit en réalité d'une liberté religieuse inconnue chez nous. Chacun y paie, sans contrainte, l'exercice de son propre culte, sans qu'une loi d'oppression uniforme impose également à tous, sous prétexte d'impartialité, l'entretien de cultes indifférens ou hostiles.

L'usage d'ailleurs vaut encore mieux que l'institution. Il est presque sans exemple que jamais action soit intentée par le prêtre pour le paiement du vingt-sixième qui lui est dû. Le prêtre canadien n'est pas, comme le *clergyman* anglais, un *gentleman* raffiné qui a besoin d'un gros revenu pour vivre; c'est un fils de paysan vivant de peu, remettant la taxe aux pauvres qui ne peuvent la payer, consacrant les trois quarts de son revenu à des charités ou à des travaux utiles. Le clergé n'est pas ici une aristocratie oisive qui dépense somptueusement ses dotations, c'est un agent civilisateur actif, aussi occupé de la prospérité matérielle des fidèles que de leur progrès moral. La plupart de ces colonies, qui chaque année reculent la limite des terres habitées en faisant tomber les forêts de quelque canton nouveau, sont fondées, stimulées, soutenues par les prêtres. La civilisation avance non point par trouées hardies dans la solitude, comme à l'ouest des États-Unis, mais par une lente et continuelle inondation. Le colon de la Nouvelle-Angleterre défriche, bâtit, cultive, et s'en va plus loin, après avoir vendu, recommencer son entreprise aventureuse. Celui du Canada meurt la plupart du temps où il a vécu, sur la terre que ses mains ont aplanie; mais à chaque génération nouvelle il se fait un mouvement en avant et un pas de plus vers la conquête agricole qui se poursuit avec les siècles; à chaque génération, il se peuple un *rang* de paroisses nouvelles. Le mot d'ordre du clergé et du parti français est de s'emparer de la terre, d'arrêter l'émigration aux États-Unis, de développer la population canadienne, de grossir en un mot la nationalité menacée

et de la rendre assez forte pour résister à la lente action de la domination étrangère. Le clergé canadien joint donc à son rôle civilisateur un rôle politique; il s'associe aux souvenirs français et s'en fait le représentant fidèle, tout en donnant des exemples de tolérance qui étonneraient les plus libéraux de nos prêtres. On ne se dispute pas ici les âmes avec l'acharnement de brigands sur une même proie : on les laisse venir, et chacun fait sa moisson en respectant le champ du voisin. Le clergé catholique est le premier dans cette joute de libéralisme qui scandaliserait nos fougueux convertisseurs. Je n'en veux pour preuve que cette fondation de l'université Laval, élevée aux frais des catholiques, où l'enseignement est donné sans distinction aux jeunes gens des deux religions aussi bien par des professeurs protestans que par des catholiques. L'établissement a coûté plus de deux millions et absorbe tous les ans un gros revenu. On y enseigne le droit, la médecine, les lettres, les sciences, la théologie, et l'on y délivre des diplômes pour toutes les facultés. La plupart des professeurs ont étudié à Paris; on les envoie tout exprès prendre leurs degrés en Europe. Les études de droit durent trois ans, celles de médecine en durent quatre; les examens sont fréquens et sévères, et j'entendais le recteur, M. l'abbé Taschereau, qui avait la bonté de m'accompagner lui-même dans ma visite, se plaindre du grand tort que font à l'université Laval ces écoles à l'américaine, vraies fabriques de diplômes, où études et examens sont expédiés en quelques mois. Dans ce mouvement rapide de la civilisation américaine, où le succès appartient moins à la science approfondie qu'à la pratique audacieuse, on est moins préoccupé de faire bien que de faire vite, et l'université catholique de Québec est délaissée trop souvent pour l'université protestante de Montréal.

Il en est de même de ce qu'il est convenu d'appeler encore les vestiges de la féodalité au Canada. Quand les Américains parlent des institutions canadiennes, c'est pour crier à l'abomination et à la tyrannie. On croirait, à les entendre, que leurs infortunés voisins du Bas-Canada en sont encore aux seigneuries, aux droits du seigneur, à toutes les barbaries du moyen âge. Il est vrai que le nom s'est maintenu, mais la chose est abolie depuis des années. Il y avait autrefois (et c'était le mode ordinaire de la propriété) des terres concédées moyennant une redevance perpétuelle, qu'on pouvait dire véritablement inféodées. Le seigneur, outre la rente perpétuelle servie par le vassal, percevait à chaque vente un droit de mutation de 12 pour 100. La législature du Canada, après de longues hésitations et de longues disputes, a complétement aboli pour le présent et interdit pour l'avenir cette espèce de tenure féodale. On a indemnisé tant bien que mal les anciens seigneurs,

qui se sont résignés à un gros sacrifice. Comme dans la loi française, on a substitué la rente foncière rachetable à la redevance perpétuelle, et fait du contrat entre le seigneur et le vassal une vente pleine et entière de la propriété. Ainsi, de cette féodalité épouvantable qui indigne si fort les purs démocrates, on n'a gardé aujourd'hui que le nom, qui, comme celui de la dîme, fait illusion à distance, mais n'a plus d'autre valeur que celle des souvenirs.

Je voudrais enfin vous donner quelques détails sur l'organisation de l'instruction publique au Canada, aussi différente du système américain que du nôtre, et qui me semble concilier dans une juste mesure les droits de l'initiative locale et l'intervention souveraine de l'état. Taxe scolaire communale sur la propriété foncière et sur chaque tête d'enfant, qu'il aille ou n'aille pas à l'école, — obligation pour chaque paroisse de nommer elle-même un comité qui fixe et lève l'impôt et choisit l'instituteur, — droit et obligation pour le gouvernement de pourvoir d'autorité à ces divers soins quand les paroisses y manquent, — encouragement et subvention de l'état égale à celle que la paroisse a spontanément ou forcément fournie, — fonds de réserve pour secourir les paroisses pauvres, — tels sont en deux mots les principaux traits de ce système. Ce qui me frappe surtout dans les institutions canadiennes, c'est la *spécialité* et pour ainsi dire la localisation des taxes. Chacun paie pour ses propres besoins, à ses propres députés, la somme qu'il leur a donné mandat d'exiger, ou bien, quand l'impôt est fixe, le produit n'en est pas moins perçu et appliqué dans la localité. Chez nous au contraire, l'état est comme le soleil qui pompe les nuages, les amasse au ciel et les fait également retomber en pluie. Je ne nie pas la beauté apparente du système; mais il a l'inconvénient de cacher aux contribuables l'emploi et la distribution de leurs ressources. Ils voient bien leurs revenus s'en aller en fumée; mais, ne voyant pas d'où vient la pluie qui les féconde, ils s'habituent à considérer les exigences de l'état comme des exactions, et ses bienfaits comme un don naturel.

Je suis allé ce matin voir le village indien de Lorette et acheter au chef de la tribu (qui est un Français aussi blanc que moi) une collection de babioles indigènes. La race rouge a disparu partout où elle s'est trouvée en contact avec la race blanche, s'imprégnant d'une teinture de plus en plus française, jusqu'à ce que l'origine primitive se reconnût à peine à quelques signes obscurs. Les Hurons de Lorette n'en ont pas moins leurs chefs, comme dans le vieux temps, et, chose étrange après deux siècles de civilisation, l'agriculture n'est pas encore leur occupation favorite. A côté du soin de leurs champs, la chasse et les petits ouvrages ingénieux occupent beaucoup de leurs heures : ce sont des canots, paniers,

pelotes, mocassins brodés, éventails de plumes, dont je fais ample provision, et ces grands patins ou traîneaux à marcher sur la neige, faits de cordes tendues dans un cadre de bois dur, espèces de raquettes longues d'un mètre et demi, dont on vend aux voyageurs de charmantes miniatures nouées avec des faveurs roses.

Il y a à Lorette un joli ravin, une jolie cascade; mais les chutes d'eau, si délicieuses en été, m'inspirent plutôt de la répulsion par ce temps froid et sombre. Je reviens sur l'autre bord de la rivière Saint-Charles, traversant les villages semés le long du chemin, où les paysans en bonnets de laine rouge rentrent au logis, la bêche sur l'épaule, d'un pas alourdi par les travaux du jour. Des brouillards flottent dans la vallée, le soleil couchant répand sur les nuages noirs un flot de lumière sanglante dont tout le ciel est embrasé; en face, sur la colline, les clochers de Québec, étincelant à travers la brume, se dressent du sein des vapeurs comme une vision merveilleuse.

24 octobre.

Laissez-moi aujourd'hui vous parler de la nature canadienne, puisque je n'ai rien de mieux à vous dire, et que l'huis-clos des délégués ne laisse pas percer la plus petite indiscrétion. Charles est venu me rejoindre ici depuis deux jours. Nous sommes allés hier à la cascade de la Chaudière malgré le dimanche, qui, en ce pays comme en Amérique, est un jour d'immobilité systématique et d'ennui volontaire. Des voyageurs n'ont pas le droit de perdre ainsi leurs journées. Nous avons donc, bravant le scandale et débauchant un *hackman*, fait cinq lieues de route en plein dimanche, au grand mécontentement de nos voisines de l'hôtel, qui en observaient religieusement l'oisiveté sédentaire, mais comptaient sur nous pour l'égayer. Un *ferry* à vapeur, luttant avec la marée, nous dépose à Pointe-Lévi, sur l'autre bord du fleuve, où passe le chemin de fer de Montréal. Tous ces environs sont rians, peuplés, bien que le sol n'y soit pas riche. En parcourant ces collines inégales, ces champs maigres, ces petites prairies arrosées dans les vallons, je songe que pendant presque une moitié de l'année tout cela est enseveli sous une neige sibérienne, et je m'étonne encore de tant d'aisance et de prospérité. Les maisonnettes sont blanches, soignées, entourées, avec les champs voisins, de barrières de bois. Quelques têtes de bétail, un ou deux chevaux paissent à l'entour de chaque ferme. Enfin les *habitans* endimanchés ont un air de contentement, de propreté, de bonheur, qui le cède à peine à celui des entreprenans colons de la Nouvelle-Angleterre. Il faut avouer que cette humeur sédentaire, qui pour un peuple est un vice, peut être une qualité chez les individus. Un pays grandit moins vite au milieu des lentes et

laborieuses conquêtes du laboureur courbé sur le même sol que parmi les aventures hardies d'une civilisation affamée de richesse. Les longs efforts du fermier canadien ne sont pourtant pas stériles, et si le pays est moins riche dans son ensemble, l'ordre, l'économie, la persévérance, donnent l'aisance aux familles, qui savent vivre aussi heureuses avec moins de ressources.

En revanche, si le pays est pauvre, il est éminemment pittoresque. Le large fleuve épandu entre deux bords élevés et abrupts, des bois de pins et de bouleaux mêlés aux rochers sur ces côtes, à leur pied de petits villages adossés à des pentes rapides, de belles rivières encaissées dans des ravins sauvages qui viennent se noyer dans des baies tranquilles que troublent seulement les courans de la marée, des routes en corniche parmi les forêts ou sur les plateaux sillonnés de vallées humides, au milieu des vastes prairies entourées partout d'une barrière de sapins sombres et bornées au loin par des formes de montagnes bleues, tout ici a un caractère de grandeur, d'immensité triste et sévère, qui n'est pas sans charme. — La Chaudière est une des rivières innombrables qui coulent au Saint-Laurent. Comme le Niagara, dont elle est un peu la miniature, elle déchire brusquement un ravin au milieu des collines et tombe à pic dans l'entonnoir qu'elle a creusé : c'est une gorge des plus sauvages, où elle bondit entre deux barrières d'escarpemens et de forêts. D'en haut, la vue domine toute la scène et embrasse, avec le cours sinueux du torrent, la couronne de montagnes calmes et brumeuses qui trônent à l'horizon. La chute elle-même n'est pas très haute, elle n'a guère qu'une centaine de pieds; mais sa masse d'eau, les vapeurs blanches qui sans doute lui ont valu son nom, surtout la gracieuse disposition des rochers boisés qui l'encadrent, en font de beaucoup la plus belle des environs.

En revenant, nous nous sommes arrêtés dans une maison de paysans pour manger un morceau de pain et boire une tasse de lait. « Êtes-vous Français ou Anglais? ai-je demandé. — Monsieur, je suis Canadien. » La réponse est caractéristique et montre combien sont chimériques nos idées de nationalité opprimée chez nos compatriotes du Canada. Le fait est que les deux races s'unissent de plus en plus, qu'elles se confondent volontiers sous une même dénomination nationale, et qu'aujourd'hui la rivalité n'est plus entre les deux langues, mais entre les intérêts des deux provinces. Le vieux parti français, celui qui rêve l'affranchissement et l'union aux États-Unis, le parti *rouge*, comme on l'appelle ici, bien qu'il soit encore imbu de légitimisme et ennemi de la liberté de la presse, ce parti se sent impuissant et s'en irrite. Il y a quelques jours, on a élu un membre du conseil législatif dans la circonscription des

Laurentides, qui comprend le comté de Québec, Beaufort et tout le bas Saint-Laurent, c'est-à-dire la partie la plus française du Canada. M. Price, Anglais, l'a emporté sur M. Laterrière, Français, à une immense majorité, environ douze contre un. Une centaine de voix tout au plus, voilà ce qu'a pu réunir le parti de l'anglophobie dans un pays où l'on parle français. Et cependant, par une sorte d'inconséquence, tout en servant fidèlement l'Angleterre, quelques Canadiens gardent pour la mère-patrie un amour platonique et persévérant. Ainsi au bal des *bachelors* un jeune homme en uniforme anglais s'approche de moi et me dit : « Vous êtes Français, monsieur? — Oui, monsieur. — Eh bien! monsieur (et il me prit la main avec chaleur), souvenez-vous qu'il y a ici, sous l'uniforme anglais, des cœurs qui battent pour la France. »

Montréal, 28 octobre.

La pluie me poursuit avec une obstination irritante. Parti hier de Québec en nombreuse compagnie, je trouve ici le même déluge qu'il y a quinze jours. Donegana-Hotel a fait faillite, les autres auberges sont pleines; bien heureux de pouvoir trouver quelque part un abri. Il y a ce soir grand bal donné aux délégués, qui, avec les mœurs errantes des Américains, poursuivent leurs délibérations en se promenant de ville en ville et de fête en fête, traînant à leur suite la moitié de la société de Québec.

Il est probable qu'en fondant la monarchie du Canada, les rédacteurs de la constitution imiteront de très près les institutions anglaises. Une des questions épineuses était celle de l'élection de la chambre haute ou *conseil législatif* de la confédération nouvelle, parce qu'elle enveloppe, à vrai dire, le principe même du gouvernement. Le conseil législatif des deux Canadas, qui procédait autrefois de l'élection directe de la couronne, est issu maintenant du suffrage populaire, sauf le droit acquis de quelques anciens membres qui ont été maintenus à vie; mais pour l'union nouvelle une foule de systèmes sont en présence. Le conseil sera-t-il héréditaire, à vie, élu temporairement, nommé par la couronne, par les législatures locales, par le peuple, ou bien adoptera-t-on un système mixte? Quelques-uns soutiennent le système que Stuart Mill a préconisé dans son livre, et que j'appellerai l'*élection de droit*, c'est-à-dire l'aristocratie politique à vie des anciens juges, grands fonctionnaires et ministres désignés par la constitution pour faire partie de la chambre, et promus de droit en sortant de charge, sans que le gouvernement puisse les choisir. C'est assurément une idée féconde, et peut-être ce qu'il y avait de plus sage était-il de combiner ce système avec celui de l'élection, en réservant un certain nombre de siéges à la désignation des législatures provinciales; mais alors les

siéges de la chambre haute ne pouvaient ni être fixes en nombre, ni se répartir toujours également entre les provinces, et ce système avait peu de chance d'être adopté dans une assemblée où se rencontrent des ambitions rivales qui ont besoin de limites précises.

L'hérédité soulève les mêmes objections : elle ne peut d'ailleurs prendre racine dans un pays accoutumé à l'élection populaire. Il y a encore le système américain d'un sénat élu tout entier par les législatures des états, et c'était évidemment le meilleur parti à prendre. Il paraît pourtant que les délégués sont décidés à en confier le choix à la couronne. Reste à savoir quels tempéramens on apportera au principe pour empêcher que la chambre haute ne devienne un corps de domestiques ou un hôpital d'invalides. Il est vrai qu'avec le gouvernement sage, impartial, éclairé de l'Angleterre, un pareil danger n'est guère à craindre; mais ce n'est pas une raison pour faire une constitution boiteuse, dont l'avenir dira peut-être les inconvéniens.

Outre la question politique générale, il y a celle des intérêts locaux. On s'est vite trouvé d'accord pour distribuer, suivant la population des provinces, les siéges de l'assemblée législative ou *chambre d'assemblée*. Elle comptera 194 membres, dont 82 pour le Haut-Canada, 65 pour le Bas-Canada, 39 seulement pour les états maritimes; mais les siéges de la chambre haute seront autrement répartis. Ainsi l'Acadie (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, île du Prince-Édouard) aura droit, dit-on, à 24 députés, Terre-Neuve à 3, le Haut et le Bas-Canada chacun à 24 seulement. Autre question non moins disputée : comment organiserait-on le pouvoir exécutif dans chacun des états formant la confédération nouvelle? Le pouvoir exécutif serait-il aux mains d'un ministère responsable ou d'un gouverneur élu comme aux États-Unis? Si l'on en croit les bruits qui courent, on laisse à chaque province le droit de décider elle-même sur quel patron sera taillé son gouvernement. L'accord s'établit, parce que le pays veut qu'il s'établisse, et que dans ce dessein il a composé la délégation mi-partie de membres du parti anglais, mi-partie de membres de l'ancienne opposition française aujourd'hui au pouvoir. Les *rouges* n'ont pas obtenu une nomination.

C'est que la guerre civile des États-Unis inspire aux Canadiens une crainte salutaire de cette annexion dont leurs terribles voisins les menacent. Elle leur donne en même temps l'audace de résister à ce qu'ils considèrent au fond comme leur destinée, car le danger de l'annexion est ajourné, mais non pas vaincu. Les embarras de l'Amérique, si déplorables à tant d'égards, sont après tout l'unique espoir de salut de la petite nationalité canadienne. Malgré sa pauvreté relative, malgré le déficit annuel de son budget, le Canada

peut encore avec avantage opposer sa dette actuelle de 400 millions aux milliards incalculables de la dette des États-Unis. Il a fait de grosses dépenses pour l'armement de ses milices; mais sous ce rapport les États-Unis n'ont rien, que je sache, à lui envier. Les Canadiens, qui n'ont jamais eu pour la république américaine qu'un zèle douteux et intéressé, font aujourd'hui des vœux pour qu'elle reste divisée; mais, sitôt la guerre achevée, l'Union rétablie, la dette américaine éteinte ou répudiée, ne se laisseront-ils pas de nouveau convaincre qu'ils auraient profit à l'annexion? A vrai dire, sans trop l'avouer à personne, sans peut-être se l'avouer à eux-mêmes, ils en sont convaincus d'avance, et le projet actuel n'est qu'une autre forme du besoin qui les y pousse. Si fort que l'on tienne au maintien de la petite nationalité canadienne, si fort aussi qu'on admire la sagesse du gouvernement britannique dans ses rapports avec ses colonies, on ne peut nier ce qu'il y a d'artificiel dans leur union à une métropole située au-delà des mers, quand elles ont à leur porte, avec un peuple de même race, l'un des plus grands et des plus riches pays du monde.

Autrefois, quand un monopole réciproque enchaînait l'Angleterre aux colonies, elles pouvaient encore s'abuser sur les prétendus bienfaits d'une union qui était leur ruine. Aujourd'hui que le mariage commercial des États-Unis et du Canada est depuis longtemps consommé par le sage libéralisme de la mère-patrie, l'évidence éclate à tous les yeux. Sur 45 millions de dollars, chiffre total des importations pendant l'année 1863, 23 millions venaient des États-Unis, 22 millions seulement de tous les autres pays du monde. Sur 37 millions de dollars, somme des exportations, 20 millions allaient aux états, 17 seulement au reste du monde. La population émigre aussi vite qu'elle se multiplie; elle va chercher aux États-Unis de plus gros salaires, une vie plus large et plus abondante, un plus vaste théâtre pour son activité. La petite colonie française, abandonnée de la mère-patrie, qui a pu, en un siècle et sous la sujétion d'une race étrangère, croître spontanément de soixante-cinq mille à un million d'âmes, n'a pas perdu sa vitalité extraordinaire. Elle déborde dans toute l'Amérique, peuple le Mexique, la Plata, les Antilles, remplit en ce moment les armées du nord et du sud; mais elle ne s'étend plus guère chez elle : le trop-plein coule ailleurs. En 1863, l'émigration a augmenté de 17 pour 100 sur 1862; pour les neuf premiers mois, l'émigration de 1864 dépasse déjà de 32 pour 100 celle de 1863. N'était l'attachement des Franco-Canadiens pour leurs foyers, la population s'éclaircirait plus vite encore. L'agriculture est routinière et se traîne dans les vieux erremens. Aujourd'hui encore, à huit lieues de Québec, on est au bout du monde : il n'y a plus rien au-delà que des déserts.

Les terres n'ont pas de valeur, parce qu'elles manquent de débouchés. Les routes sont rares, mauvaises, obstruées pour la plupart de péages onéreux. Aussi, tandis que les produits du sol surabondent dans les campagnes et qu'il règne dans certains districts écartés un bon marché désastreux, l'Angleterre semble avoir communiqué aux grandes villes quelque chose de sa cherté. Québec même est loin d'avoir aujourd'hui toute son ancienne importance commerciale. Les canaux de l'état de New-York lui enlèvent tout le commerce des grands lacs; les chemins de fer des états de l'est détournent son propre négoce vers les voies toujours ouvertes des ports américains. Plus les moyens de communications deviendront nombreux, rapides et économiques, plus le courant qui écoule les produits du Canada abandonnera les régions septentrionales, qui en étaient jadis la seule issue. On multipliera les canaux, les chemins de fer vers New-York, Boston et Portland; mais on ne fera pas fondre les glaces qui obstruent pendant cinq mois l'embouchure du Saint-Laurent. Le Canada n'aura même plus sa saison d'activité intermittente et temporaire pour racheter son temps annuel d'engourdissement forcé. Chaque année, la navigation du Saint-Laurent diminue : les deux canaux creusés à grands frais pour ouvrir aux lacs l'accès de la mer, le canal Welland, qui tourne les cataractes du Niagara, et celui qui sert à éviter les rapides entre Montréal et Prescott, ne sont plus assez larges et ne rapportent rien. Sur le canal Welland, le transit a diminué de 12 1/3 pour 100 dans les six premiers mois de l'année. Sur les canaux du Saint-Laurent, la décroissance est encore plus inquiétante; elle est de 33 pour 100 sur l'année dernière. Remarquez que la diminution est d'autant plus grande qu'on se rapproche de la mer et qu'on dépasse une à une les voies ouvertes récemment par l'industrie américaine. Sur les canaux de l'état de New-York, il passe aujourd'hui des barques de 210 tonnes, ce qui réduit les frais de transport au point de tuer la marine canadienne et de rapporter chaque année un profit net de 5 millions de dollars. Ainsi le commerce du Saint-Laurent, au lieu d'arriver à la mer grossi du tribut des lacs et d'enrichir les provinces riveraines de son embouchure, semble au contraire rebrousser le courant du fleuve et reléguer au dernier rang les territoires du nord-est.

Je vois donc, en dépit de la confiance que tout le monde ici m'a montrée, le Canada condamné, dans son isolement, à un avenir insignifiant et stationnaire. L'annexion au contraire aurait pour lui mille avantages : elle lui vaudrait un commerce libre, des marchés assurés, des routes, des chemins de fer, des canaux, des transports faciles, l'établissement immédiat d'une foule d'industries attirées par le bon marché de la main-d'œuvre, enfin l'immigration au lieu

de l'émigration. Elle répandrait une vie, un sang nouveau dans ce corps étiolé où la croissance s'arrête. Les Canadiens le sentent et aimeraient mieux le taire; mais les Américains, qui le savent aussi, se chargent de le crier sur les toits.

Le Canada n'est, à vrai dire, qu'une dépendance des États-Unis; sans ce voisin, à la fois bienfaisant et redoutable, ce serait un pays perdu, sans ressources et sans avenir. Il ne peut maintenir son indépendance à côté du colosse aux cent bras qu'à la condition de former une puissance qui tienne la balance égale. Or ceux mêmes qui détestent le plus la république américaine doivent en comprendre la difficulté. L'alliance même ou la protection de l'Angleterre ne serait d'aucun secours au Canada contre un coup de main des États-Unis; tout au plus pourrait-elle y jeter une armée qui serait prise jusqu'au dernier homme. N'est-elle pas forcée l'hiver d'emprunter aux Américains leur rade de Portland pour y faire aborder les paquebots-poste du Canada? Les États-Unis n'ont qu'à vouloir, et le Canada, séparé du monde, investi comme une place assiégée, livré sans défense aux incursions de leurs armées, n'a plus d'autre ressource que de se jeter dans leurs bras. Les Américains se croient bien certains de n'en faire qu'une bouchée. Le projet d'union des provinces les irrite comme une barrière qu'on essaie d'élever contre eux; ils voient d'un mauvais œil la coïncidence malheureuse de l'établissement d'un empire au Mexique et de la formation d'une nation rivale au Canada. Enfin la conduite de l'Angleterre durant leur guerre civile ajoute à ce grief un vif désir de vengeance. Les Canadiens, en ce moment, essaient d'un expédient temporaire pour éluder leur destinée : ils voudraient, s'il était possible, satisfaire aux exigences de leurs intérêts matériels sans renoncer à leurs antipathies et à leurs affections nationales; mais je crains beaucoup qu'ils ne puissent résister à la pente fatale.

En 1849, le parti de l'annexion forma à Montréal une association puissante, dont le chef était M. Benjamin Holmes, membre du parlement canadien. Elle publia un manifeste qui exposait tous les inconvéniens de l'union de la colonie à cette mère-patrie lointaine qui, sans la tenir attachée par aucun lien naturel, la forçait à vivre en antagonisme avec le pays dont tous ses intérêts devaient la rapprocher. Elle y énumérait tous les remèdes à la stérilité et à la décadence dont cette union contre nature avait, disait-elle, frappé les deux provinces. C'étaient : la protection des produits canadiens sur les marchés de la Grande-Bretagne, — la protection locale des manufactures, — une confédération des provinces, — l'établissement d'une république fédérale indépendante, — et en dernier lieu l'annexion aux États-Unis, à son avis seule efficace. Telle est en effet la gradation et la fin probable des tentatives de l'Angleterre pour

consolider ces provinces : elle a renoncé depuis longtemps au système ruineux de la protection ; elle essaie aujourd'hui d'une confédération coloniale. Elle se résignera, s'il le faut, à la république indépendante ; mais de là à l'annexion il n'y aura plus qu'un pas. Le bon sens de l'Angleterre commence, je crois, à le comprendre ; il dénoue peu à peu et rompra un beau jour le lien fragile et artificiel qui la rattache à ses colonies. Le lendemain, les deux Canadas feront partie des États-Unis.

29 octobre.

Je dis adieu au Canada et à ses pompes. De Chicago, où je me dirige, je gagnerai Columbus, Cincinnati, Pittsburg, tout ce que j'ai sauté à pieds joints la dernière fois. L'élection d'ailleurs approche, et l'ouest est le pays le plus curieux à observer au moment de la lutte, parce que les partis y combattent à armes égales. On voulait m'entraîner à Ottawa, où la délégation va terminer sa promenade triomphale. Enfin me voici en route, non pas en chemin de fer (c'est demain dimanche, et tous les trains s'arrêtent à l'heure du service), mais sur le *steamer* de Toronto, remontant depuis trois heures d'écluse en écluse le long canal qui borde les rapides du Saint-Laurent.

Les habitans de Montréal ont offert ce matin aux délégués un banquet, suivi de longues harangues : ceux-ci persistent à envelopper de mystère le résultat de leurs conférences ; ils veulent soumettre leurs résolutions à l'Angleterre avant de les rendre publiques. Leurs discours d'ailleurs respirent un royalisme irréprochable. M. Cartier, du Bas-Canada, a donné l'exemple de la courtoisie en choisissant la langue anglaise pour se mieux faire entendre de ses auditeurs ; il a été jusqu'à dire que les Canadiens dès l'origine avaient compris combien étaient creuses les institutions purement démocratiques (1), et qu'aujourd'hui, bien loin de se démentir, ils souhaitaient plutôt d'augmenter la prérogative royale.

Après le succès de la conférence, le grand événement du jour est le *raid* des confédérés dans l'état de Vermont. Vous avez sans doute entendu parler de cette curieuse expédition, à laquelle les Américains accusent le Canada d'avoir prêté aide, mais qui semblait n'être au fond que le coup de main hardi d'une poignée de brigands. Il y a peu de semaines, le village paisible de Saint-Albans, dans l'état de Vermont, était réveillé la nuit par un bruit de guerre. Une bande d'hommes armés avaient envahi les rues, forcé la porte de la banque, tué le gardien qui tentait de la défendre, volé l'argent, les chevaux, et mis le feu aux maisons. Le lende-

(1) « The hollowness of purely democratic institutions. »

main, ils avaient passé la frontière et cherché l'abri de la neutralité canadienne. Ni la police, ni la loi, ni la main même des habitans, ne pouvaient les atteindre au-delà de cette barrière idéale élevée par la foi des peuples. Leur brigandage s'était préparé sur la terre canadienne : ils y recélaient maintenant leur butin et leur impunité; mais le gouvernement des États-Unis avait le droit de la plainte, et il s'unit aux victimes pour demander justice.

On hésite à la lui rendre. Il paraît maintenant avéré que ces pirates ne sont pas des voleurs vulgaires, que ce sont de véritables *rebelles* envoyés du sud, commandés par des officiers de l'armée confédérée, et agissant d'après leurs ordres officiels. Une lettre récente du fameux émissaire de la rébellion George Saunders, l'ami et le confident intime de l'*archi-rebelle* (comme appellent Jefferson Davis dans leur style biblique les journaux *yankees*), et qui, depuis la comédie pacifique de Niagara, est resté sur la frontière du nord le grand organisateur des conspirations et des pirateries (1), atteste qu'en vérité les prétendus malfaiteurs de Saint-Albans sont de loyaux serviteurs du gouvernement de Richmond. Eux-mêmes se vantent de leur brigandage comme d'un glorieux fait d'armes et d'une juste représaille des dévastations du général Sheridan dans la vallée de la Shenandoah. Une faction nombreuse les soutient et applaudit à leur audace. Il ne manque pas au Canada de gens qui croient faire acte de patriotisme en prenant chaudement leur parti. Ils n'en sont pas moins aux mains de la justice, enfin réveillée de son indulgence, et, quoique défendus par les premiers avocats du pays, ils courent grand risque d'être pendus. La justice canadienne ne pourrait leur faire grâce sans justifier les imputations des Américains et encourir aux yeux de l'Europe un grave soupçon de complicité.

Puisque j'ai prononcé le nom du général Sheridan, laissez-moi vous dire un mot de sa nouvelle victoire. Il a fait l'autre jour une chose que les historiens ne manqueraient pas d'appeler un prodige, si elle était l'œuvre d'Alexandre ou du grand Condé. Son armée était en déroute, lui-même à vingt lieues de là. On l'appelle, il accourt, il entend la canonnade, il arrive haletant, et, pour employer une phrase classique, « par sa seule présence étonne l'ennemi. » Le fait est qu'en une heure il avait retourné la victoire, et que le gouvernement de Washington n'a pas eu moins à se glorifier que celui de Richmond.

Cet héroïque Sheridan, le plus heureux et déjà presque le plus populaire des chefs de l'armée fédérale, n'a pas encore trente ans.

(1) C'est le même M. Saunders, soupçonné depuis de complicité avec les assassins du président Lincoln, et dont l'arrestation, non la *tête* (comme l'ont dit certains déclamateurs plus ou moins naïvement aveugles), a été mise à prix par le président Johnson.

Son armée tout entière est commandée par des jeunes gens comme lui. On cite un de ses généraux à peine âgé de vingt-deux ans, exemple non moins surprenant à notre époque que celui de Pitt ministre à vingt-trois ans dans d'autres temps. C'est peut-être à cette jeunesse des chefs qu'on doit les brillans succès de l'armée.

Le jour baisse, et il faut me taire. Nous avons déjà remonté une douzaine d'écluses, et le canal ne semble pas près de finir. Les rapides du Saint-Laurent sont fort grandioses. Dans une immense plaine, parmi des milliers d'îles, le fleuve roule sur une étendue de plusieurs lieues avec la rapidité d'un torrent de montagne. Ne craignez pas d'ailleurs que je vous décrive longuement le plus grand des fleuves du monde : la corde du pittoresque est rompue, ou du moins rouillée en cette saison. Ce n'est pas devant les horizons dénudés de l'hiver qu'aime à s'éveiller la muse descriptive : elle s'endort, comme une marmotte, à la chute des feuilles.

30 octobre.

Notre navigation se prolonge, et ne finira pas avant demain. Je m'occupe à regarder le Saint-Laurent, qui m'apparaît maintenant sous un aspect nouveau. Les *Thousand-Islands* ne sont pas indignes de leur renommée. Il y a au-dessus des rapides d'étroits passages où l'énorme masse d'eau se déchire un chemin au milieu des îles avec une telle violence que la surface en bouillonne comme une mer agitée et que le bateau s'arrête, avançant à grand'peine, comme un nageur combattu par la marée. Qu'est-ce donc dans la partie voisine du canal, et où le fleuve descend par une sorte d'escalier de cascades submergées avec la largeur d'un bras de mer et une profondeur telle que les plus gros navires y passent en toute saison ! On dirait un lac troublé dans son équilibre et coulant tout entier par-dessus un continent. Les îles, que l'été dernier je vous dépeignais arides et brûlées, se composent de masses de rochers capricieuses et couvertes d'une vaste forêt de pins où paraissent à peine de place en place quelques cabanes. La terre est couverte de buissons rampans, rouges comme du sang, dont la feuille résiste à la gelée. Les forêts, éclaircies par l'hiver, gardent encore des touffes d'un brun roussi qui se mêlent aux verts bouquets des pins et des genévriers.....

Le capitaine nous tient en panne et nous annonce une tempête sur le lac. Kingston, d'où je vous écris, est une vieille ville fortifiée à l'entrée du lac Ontario et à l'extrémité du canal d'Ottawa. Je ne sais s'il y règne pendant la semaine quelque animation; mais son habit des dimanches est, comme toujours, un habit d'enterrement.

Toronto, 1er novembre.

L'orage sur le lac était une hallucination du capitaine. Hier soir, à peine débarqué à Toronto, je suis allé voir mes amis anglais du Lac-Supérieur. La petite coterie de Sault-Sainte-Marie était dispersée aux quatre vents du ciel. Les seuls qui fussent restés au bercail étaient le capitaine et Mme L..., qui m'ont fait le plus gracieux accueil. On m'a mené dans le monde; j'ai entendu un concert, un théâtre de société. Ce ne sont pas les relations agréables qui me manquent ici, et j'y ai le plaisir, rare en voyage, de retrouver des figures connues; mais la ville elle-même n'a rien qui me retienne : c'est une grande cité inachevée, à l'américaine, pleine encore de boue, de terrains vagues et de masures, quoique taillée dans des proportions colossales et ornée de monumens massifs qui lui donnent déjà un grand air. Je reviens à l'Amérique, où les événemens se précipitent et tirent à leur fin. Je pars cette nuit même pour Chicago, et pour faire ma rentrée dans la politique américaine je parcours en attendant les journaux de New-York.

Je passe sur les récits de batailles. Le journalisme américain excelle à servir le *réchauffé*, ou, si vous aimez mieux, le *refroidi*. Quinze jours après une victoire, vous en retrouvez les récits arrangés de telle manière qu'au premier coup d'œil vous pouvez croire à une victoire nouvelle, et que vous achetez le journal sur la foi du titre. Voilà le but et la raison de cette miraculeuse multiplication des nouvelles. Pour le moment, les journaux des deux partis ont pris plus que jamais leurs allures de combat. La *Tribune* est pleine de petits articles courts et exclamatoires, tels qu'on les lance à la dernière heure pour rallier les timides et les conduire à l'assaut. Le *Herald* n'a pas encore fait son choix. Dans sa majesté de journal à l'enchère, il a élevé, lui aussi, sa *plate-forme* en opposition aux deux *plates-formes* officielles, et somme Mac-Clellan ou Lincoln de s'y conformer. Ces airs de législateur sont bien ridicules surtout avec les gros mots et les plaisanteries charivaresques qui accompagnent ces oracles. Il y a quinze jours, il exposait comme quoi le président Lincoln devait indubitablement triompher. Aujourd'hui il fait remarquer que les républicains ont perdu 30,000 voix sur les élections dernières, et dans un article habilement balancé berne les candidats comme une paire de dés dans un gobelet. Quant au *World*, au *Daily News*, au *Chicago Times* et à tout le moindre fretin de l'armée sudiste, je leur croyais la voix éraillée à force d'avoir crié; mais voilà qu'ils élèvent encore le ton de leurs invectives. Lincoln n'était jusqu'à présent qu'*old Abe*, le vieux charlatan, le bouffon sanguinaire, et l'emphase mélodramatique des injures qui lui étaient lancées gardait toujours une nuance de gros rire

brutal de cabaret. A présent le lyrisme échauffé des orateurs et des écrivains démocrates lui a trouvé un nom plus digne de la solennité de leurs derniers appels : on le surnomme l'*arch-fiend*, le roi des démons, comme Jefferson Davis l'*arch-rebel*; mais je laisse ces petits détails et je cours aux faits.

Il n'est question partout que de l'audacieuse fraude électorale commise à Baltimore par les commissaires chargés de recueillir les votes des soldats de l'état de New-York. Vous savez quelle importance a le vote de l'armée. Il y a des états qui, dans leurs élections locales, ont donné la majorité aux démocrates, mais où le vote militaire rendra sans nul doute l'avantage aux républicains. Il paraîtrait que les démocrates ont imaginé de tourner à leur profit cet appoint décisif de la majorité républicaine. La chose est bien simple quand on songe que le vote se divise par états, et que les commissaires chargés d'y présider sont nommés par les gouverneurs, qui peuvent être aussi bien démocrates que républicains. Or un certain Edward Donohue, nommé par le gouverneur Seymour pour ce travail important, a inventé un moyen de falsifier les pièces mêmes du vote. Il s'est procuré les rôles de l'armée, les noms des électeurs, ceux des officiers, ceux des commandans, et avec une audace inouie s'est mis à fabriquer de faux bulletins. Ce n'est pas tout : ressuscitant les anciens cadres, il faisait voter les soldats morts, les déserteurs, les vétérans licenciés, jusqu'à des soldats imaginaires qui n'avaient jamais existé, s'exposant à une découverte certaine le jour où, supputant le nombre des votans, on en aurait trouvé plus que d'électeurs. C'était un faux matériel, car le vote de chaque soldat devait porter, avec son nom, la signature de l'officier, qui en garantit l'authenticité, et celle du quartier-maître, qui répond de l'identité de l'officier lui-même; mais Donohue, Ferry et leurs complices ne sont pas hommes à reculer pour si peu. Peut-être même leur mensonge aurait-il passé inaperçu, s'ils n'avaient compté dans leurs rangs un espion qui les a dénoncés.

Voilà les faits tels qu'on les raconte. Est-ce une invention des républicains, ou, comme les démocrates voudraient nous le faire croire, une comédie de la police? Je ne le pense pas, car il y a des témoignages concluans, et le réquisitoire, demandant la peine de mort, est d'une sévérité qui écarte tout soupçon de complicité entre l'accusé et ses juges. On insinue, non sans raison, que la fraude ne pouvait réussir qu'avec la complicité du gouverneur, et qu'il serait bien juste de faire remonter la responsabilité du crime de l'agent à l'instigateur, de la créature du gouverneur à ce haut personnage lui-même. En attendant, les prévenus ont été traduits devant un conseil de guerre au lieu d'être livrés à la justice ordinaire de leur état, et la raison qu'on en donne montre bien le côté faible des

institutions américaines. Le crime ne tombe, dit-on, ni sous le coup des lois des états, ni sous le coup des lois de l'Union; il y a du reste conflit de juridiction entre les tribunaux de l'état de New-York, auquel les accusés appartiennent, et ceux de l'état du Maryland, où le crime a été commis. L'autorité militaire, ce grand *deus ex machinâ* qui tranche avec le sabre toutes les difficultés politiques, devait donc s'en emparer. La vérité est que, le gouverneur ayant trempé dans le complot, le président ne pouvait s'en remettre à lui de la poursuite; l'affaire, abandonnée à l'état de New-York, tombait entre les mains de juges démocrates qui auraient acquitté les yeux fermés.

Tout en s'indignant contre ces expédiens criminels, les journaux républicains tonnent contre le pacifique Canada, qu'ils accusent d'entretenir à la fois une pépinière de voleurs rebelles et une armée de votans illégitimes, prêts à envahir le pays à la veille de l'élection. Les magistrats locaux reçoivent l'ordre de surveiller strictement les listes électorales et d'exiger des électeurs des certificats de notoriété. Enfin la lutte est si vive, si pressante, qu'on craint que le moindre cheveu ne change les poids de la balance. L'or remonte, ce qui n'indique pas grande confiance. Il court des bruits fâcheux aux armes fédérales. De leur côté, les gens du sud trouvent des ressources nouvelles dans un effort inattendu. On dit que, pour résister plus longtemps, ils sacrifieront jusqu'à leur *institution sainte*. Les gouverneurs des états de Virginie, des deux Carolines, de la Georgie, de l'Alabama et du Mississipi se sont réunis en convention le 17 octobre pour signer ensemble une proclamation solennelle d'union obstinée jusqu'au dernier sou et jusqu'au dernier homme. Ils offrent de mettre les esclaves de leurs états respectifs à la disposition du gouvernement confédéré pour en faire des soldats. On donnerait aux survivans seize acres de terre et la liberté. Cinq cent mille nègres seraient ainsi armés, comme ces esclaves et ces prisonniers que les Romains envoyaient à la boucherie en leur promettant la liberté. On recommande aux planteurs de ne pas laisser leurs esclaves s'enfuir aux armées fédérales, afin de les garder en réserve pour la dernière effusion de sang. « Après avoir épuisé nos blancs, nous ferons, dit un journal de Richmond, tuer nos nègres jusqu'au dernier. » L'enrôlement des nègres tue à la fois et l'esclavage, dont c'est le coup de grâce, et cette malheureuse race noire, qu'on extermine en l'émancipant.

Chicago, 3 novembre.

Je suis à l'heure qu'il est dans un dénûment complet. Arrivés à Détroit avec un long retard, on nous embarque sans nos bagages,

qui arriveront Dieu sait quand. La locomotive siffle, le train s'ébranle, le facteur court après le mécanicien. « John! il en reste, ce n'est pas tout. — *All right, never mind!* » Et nous voilà partis. Si je m'en plains, l'agent s'offense; il va me répondre comme on a répondu un jour à l'un de mes amis : « Mon garçon, c'est votre faute, je n'y puis rien. » Les *cars* sont pleins de monde. A chaque station, un flot de passagers se précipite et se promène piteusement sans trouver place; mais le conducteur nous dit : « Restez debout. » C'est traiter le voyageur avec un peu trop de sans-façon.

J'ai peu de chose à vous dire de la route; c'est la monotonie habituelle du paysage américain : des plaines et encore des plaines, des forêts et toujours des forêts, çà et là des villages, des fermes, une bande de terres défrichées sur les deux bords du chemin de fer. J'ai cependant pu observer combien le Haut-Canada était encore sauvage, combien l'état de Michigan était encore peu habité, sauf dans la partie sud qui touche à l'Illinois et à l'Indiana. Il y a place pour une immense population; cette uniformité même, qui ennuie le voyageur, favorise le progrès de l'agriculture. Vous savez qu'en Amérique la colonisation suit les chemins de fer : encore deux ou trois percemens de la péninsule isolée entre les trois lacs, et les populations vont s'y abattre en foule. Cette Amérique est vraiment destinée par la nature à servir l'ambition démesurée de ses habitans. Pas de variété naturelle, pas d'obstacles au mouvement des peuples, pas de pittoresque inutile et gênant. De la Nouvelle-Orléans jusquaux grands lacs, des Alleghanys jusqu'aux Montagnes-Rocheuses, le continent tout entier n'est qu'une vaste plaine. Jamais terre n'a été mieux faite pour recevoir une civilisation improvisée et multiplier en peu d'années les peuples. Les divisions, les particularités nationales n'y peuvent guère prendre racine. L'unité de la nation américaine est nécessaire au mouvement continuel de ses populations nomades, et ce mouvement, ce mélange même, la ramèneront toujours à l'unité.

Mais je m'égare bien loin de mon itinéraire. De Toronto à Port-Sarnia, au-dessus du lac Saint-Clair, j'ai suivi le *Grand-Trunck railway*, de mauvaise renommée. Le lac Huron se déverse là tout entier par un canal étroit, qui n'est pas deux fois aussi large que la Seine, mais dont la profondeur énorme et la prodigieuse rapidité disent la masse d'eau qui s'y écoule. On le traverse sur un bateau à vapeur qui, pour lutter contre le courant, doit se tenir dans une direction presque parallèle au rivage. De là on se rend à Détroit ou plutôt à la *jonction*, car je n'ai rien vu de la ville, puis par le Michigan central, autour du lac Michigan, jusqu'à Chicago. La ville me paraît immense et bien plus taillée dans le grand que New-York elle-même. Plus les villes américaines sont récentes, et plus

elles sont colossales. Un Français qui a vécu à San-Francisco me disait que la cité californienne est de beaucoup la plus vaste, la plus riche et la plus luxueuse des États-Unis.

La querelle s'aigrit entre le Canada et l'Amérique. Ceux mêmes qui chez eux font des vœux pour les rebelles ne pardonnent pas à une terre anglaise de servir de refuge aux pirates du sud. Ceux-ci deviennent plus audacieux que jamais. Ils viennent de saisir en mer le *Roanoke*, un paquebot qui revenait de la Havane; ils ont failli l'autre jour tenter un coup hardi sur Buffalo, et n'en ont été détournés que par l'avis donné à temps aux magistrats de la ville par les autorités anglaises. Vous voyez que le Canada fait son devoir, et qu'il serait injuste d'exiger plus; mais c'est pour la haine des deux peuples une occasion de se déployer. Il paraît qu'à Montréal, où s'instruit le procès des brigands sudistes, l'opinion est toujours très vive en leur faveur : folie non moins grande que celle des provocations américaines. Ce n'est ni pour l'un ni pour l'autre peuple le moment d'entamer des disputes d'où la guerre peut naître.

Il est vrai que l'Angleterre s'y prend mal pour les apaiser. Ne riez-vous pas de l'admonition paternelle que l'Anglais sir H. Houghton et ses trois cent mille compatriotes adressent, au nom de l'humanité, à leurs frères cadets d'Amérique pour les décider à cesser une guerre fratricide et à se donner le baiser de paix? Cette pièce est un chef-d'œuvre de sotte maladresse et de naïve infatuation. Comme ces airs de bon apôtre conviennent bien au peuple anglais! Quelle sollicitude, et combien doivent en être touchés les Américains, qui savent toute la sympathie qu'on a pour eux chez nos voisins, tous les efforts qu'a faits le cabinet de Londres pour mettre à la raison les corsaires audacieux qui viennent s'équiper dans les ports neutres de la Grande-Bretagne! Il est vrai que les principaux signataires de l'adresse internationale sont connus pour des partisans déclarés de la sécession; ils l'ont publiquement assistée jusqu'à ce jour de leur influence, de leur parole et de leur argent. Ils ne pouvaient d'ailleurs imaginer rien de mieux pour stimuler l'humeur guerrière de leurs bons cousins.

4 novembre.

Tout le monde sait l'histoire de Chicago. Ce n'était, il y a trente ans, qu'un hameau de huttes indiennes. Il y a dix ans, elle n'avait que 34,000 habitans; au dernier recensement de 1860, elle en comptait près de 110,000. Aujourd'hui enfin on évalue sa population à 175,000 âmes. Elle est la métropole de l'ouest, la grande étape de l'émigration sur le chemin de la prairie, le centre d'un réseau immense de chemins de fer et de canaux, l'entrepôt du com-

mercé des lacs, la rivale heureuse de Saint-Louis et de Cincinnati. Elle exporte du charbon, du fer, des bois de construction, des peaux, des viandes salées, des grains surtout: on l'a surnommée l'Odessa de l'Amérique. Elle commande la navigation des grands lacs, comme New-York commande celle de l'Océan. Comme New-York aussi, elle est le creuset où viennent se fondre et s'assimiler toutes les nations du monde. On est presque effrayé lorsqu'on se figure ce que Chicago sera devenu dans cinquante ans.

Je viens de me promener dans cette grande agglomération de carrés séparés par des rues immenses où règne plus à l'aise une activité aussi grande que celle de New-York. A New-York, le quartier des affaires est un égout encombré de marchandises. Ici les tonneaux, les caisses s'entassent au bord de la chaussée, et un large espace reste ouvert aux piétons. Les maisons sont monumentales et majestueuses, dans ce genre bazar et boutique qui est celui du génie américain. On sent bien pourtant que la ville est nouvelle et improvisée; elle est pleine de disparates choquantes : on y voit des pavés défoncés, des trottoirs de bois, à côté de magnifiques dallages de granit. Les habitans aussi laissent à désirer : on dirait des ouvriers ou des campagnards endimanchés; c'est le type ordinaire de l'ouest. On voit des hommes grossièrement vêtus conduire d'élégans attelages. Enfin, à deux pas des grandes rues, on entre dans des cloaques de chemins boueux et de maisons de bois clairsemées, où rôde une population germanique et irlandaise d'aspect encore très rustique: voilà la vraie ville de Chicago.

Un ami fait l'été dernier à Saratoga, en une demi-heure, me mène dans ces tristes faubourgs visiter les grandes boucheries qui font aujourd'hui concurrence à celles de Cincinnati. On les a assez décrites pour que je me dispense de vous y promener longtemps parmi les chairs palpitantes et les cuves pleines de sang. — En une minute, l'animal est saisi, assommé, échaudé dans de grandes chaudières, éventré, râclé avec de grands couteaux par mille mains actives, et suspendu sous un hangar à des crochets de fer au bout d'une file innombrable de cadavres. C'est par la division du travail qu'on arrive à cette promptitude et à cette perfection. Les équarrisseurs ont du sang jusqu'aux épaules, — leurs vêtemens en sont imprégnés. Je vois sans beaucoup de pitié les porcs tomber sous le maillet de l'exécuteur, leurs hurlemens affreux ne m'inspirent que du dégoût; mais je ne puis entendre le beuglement d'angoisse des grands bœufs terrassés sous le marteau qui leur enfonce un coin d'acier dans la tête. Ailleurs des nègres de taille athlétique découpent à grands coups de hache les carcasses saignantes dont les quartiers roulent par une trappe à l'étage infé-

rieur : c'est là qu'on les sale et qu'on les prépare. Cette horrible industrie est une des grandes richesses de Chicago.

En revenant, nous parcourons *Michigan avenue*, une longue allée qui s'étend au bord du lac, entre une grande plage sablonneuse où les vagues déferlent et une rangée irrégulière de belles habitations entourées de serres et de jardins. Des troupeaux de vaches nomades y errent en liberté, broutant l'herbe maigre qui croît dans les fossés. C'est là pourtant, et dans *Wabash avenue*, que demeure le monde riche et élégant de la ville. Encore un pas, et nous sommes dans *Lake street*, le *Broadway* de Chicago, au milieu du bruyant tumulte de la cité commerçante. Ce noyau central est entouré de trois côtés par le lac et par les deux branches de la rivière Chicago : des ponts tournans le rejoignent aux faubourgs du nord. Les grands bateaux à vapeur des lacs vont et viennent sans cesse dans la rivière, qui forme un port naturel sur une longueur de cinq milles au-dessus de son embouchure. Tout le long se dressent les hautes tours de bois de ces *élévateurs* où passent, dit-on, chaque année vingt millions de boisseaux de blé.

C'est dans quatre jours qu'a lieu l'élection. Il me semble que le parti républicain, sans être sérieusement compromis, commence un peu à s'affaiblir. Les dernières victoires, qu'on a tant célébrées, n'ont servi qu'à verser du sang. Grant, de qui on attendait quelque prochain coup de tonnerre, se contente de fortifier sa position, sans avoir toujours l'avantage dans les combats quotidiens des avant-postes. Il a fait tuer en une seule campagne plus d'hommes qu'il n'en fallait il y a cinquante ans pour soumettre tout un empire. Il a payé chaque pouce de terrain d'une vie humaine. On l'accuse maintenant d'être un *sluggard*, un de ces généraux dont tout l'art consiste à sacrifier obstinément les hommes, et qui pour franchir une rivière y font une jetée de cadavres. Sans doute le président Lincoln souhaite ardemment de pouvoir jeter dans la balance, à la veille de l'élection, le nom d'une victoire nouvelle; mais la bonne volonté ne suffit pas contre les triples et quadruples lignes dont les rebelles ont environné leur capitale. Meade a livré la semaine dernière à contre-cœur, et pour obéir à des ordres positifs, un assaut funeste à l'armée fédérale. Les journaux démocrates savent bien qu'ils mentent lorsqu'ils menacent le général Sherman d'une déroute : je n'ajoute foi ni à leurs bruits de défaites dans l'Arkansas, d'invasions dans le Kentucky et dans le Tennessee, ni à leur comptes apocryphes d'ennemis innombrables. Toujours est-il que Grant matériellement n'avance pas, tandis que Sherman a beaucoup à faire de tenir ses communications libres contre les bandes armées qui harcèlent ses derrières.

Quant aux finances, l'or monte, la dette fait boule de neige, le

papier-monnaie, dont la source avait dû être tarie, coule aussi abondamment que jamais sous la forme des billets des *banques nationales*, dont la réserve est déposée à Washington en bons de l'emprunt des États-Unis, et sous celle de ces obligations portant intérêt, ingénieux, mais ruineux déguisement du papier-monnaie. On calcule d'après les pièces officielles que la dette augmente de 11 millions par jour, déduction faite des énormes emprunts contractés par les états et les localités pour satisfaire aux exigences du gouvernement central et lui fournir les millions d'hommes qu'il a dévorés.

Vous pensez quel parti les démocrates tirent de ces dangers, quelle joie leur inspirent toutes ces inquiétudes, et combien, il faut le dire, à ce dernier moment de la lutte les préoccupations nationales sont noyées dans les rivalités politiques. Je sais que c'est le sort inévitable des oppositions, en temps de guerre, que de se trouver en fait, et souvent malgré elles, alliées à l'ennemi public; mais il faut être bien endurci à la brutalité de la presse américaine pour ne pas frémir en lisant certaines feuilles démocrates, qui ne sont au fond que des feuilles rebelles. Écoutez ces titres significatifs mis en tête du *Chicago Times :* « Inaction de Sheridan. — Condition véritable de l'armée *en déroute* d'Early. — Grant fait une nouvelle tentative, et échoue *comme de raison.* — Hancock et Meade refusent de conduire leurs hommes à un carnage inutile. » Ne croirait-on pas lire les journaux de Richmond? Le *Times* n'est pourtant que le disciple fidèle et l'organe favori des héros de la convention démocratique. En août dernier, les ardens du parti lui donnaient des ovations et des sérénades pour le récompenser de son courage *patriotique*. Que penser d'un parti qui met sa gloire dans l'humiliation nationale? Les mêmes hommes, je le sais encore, font des protestations hypocrites : tandis que la main droite trempe dans la trahison, la main gauche fait des charités pompeuses aux blessés et aux veuves. La semaine dernière, au *meeting* démocratique de Joliet (Illinois), au milieu des oripeaux, des mascarades, des chars attelés de dix chevaux, chargés, comme la voiture du bœuf gras, de groupes allégoriques et d'orchestres ambulans, on a promené quelques charretées de bois de chauffage et quelques tonneaux de farine pour les familles des soldats blessés; mais je me défie d'une bienfaisance qui fait ainsi parade d'elle-même. Si le parti démocrate tient à prouver son patriotisme, qu'il se soumette à la conscription, qu'il paie sans murmurer les impôts, plutôt que d'acheter des ornemens d'or et des bannières de soie pour les déesses de la Liberté qu'il promène dans ses mascarades. « Qu'on dise, s'écrie le *Chicago Times* avec une indignation burlesque, que nous ne sommes pas dévoués à l'Union! Vit-on jamais

plus de drapeaux des États-Unis que dans le *meeting* de Joliet? Il y avait vingt mille personnes présentes; la procession avait cinq milles de long. » Voilà, en vérité, une manifestation bien imposante! mais ces porteurs de bannières nationales n'en veulent pas moins abaisser leur pays devant une minorité rebelle et déchirer en lambeaux le « glorieux emblème des *stars and stripes!* »

Ils font cependant la cour à l'armée. Ceux mêmes qui voudraient la voir exterminée par les rebelles professent pour elle une sorte de culte hypocrite et intéressé. Ils publient tous les jours par douzaines des lettres de soldats supposés qui annoncent l'unanimité de leurs corps pour Mac-Clellan et se plaignent de la pression qu'on exerce sur leurs votes. L'armée d'ailleurs est l'oracle infaillible qu'invoquent tous les partis. Ils trouvent commode de mettre dans la bouche d'un soldat leurs calomnies et leurs injures. Veut-on donner au président Lincoln un *satisfecit* populaire, on suscite un soldat écrivain qui, dans son éloquence militaire, envoie poliment Mac-Clellan *to hell*. Veut-on dénoncer au peuple de l'Illinois l'ivrognerie et l'incapacité de son futur gouverneur O***, vite le *Chicago Times* forge un vétéran qui a servi sous ses ordres et adjure ses concitoyens de ne pas nommer ce « damné lâche! » Veut-on reprocher au président Lincoln son refus d'échanger les prisonniers, mesure terrible dont son cœur a dû saigner plus que tout autre, mais rendue nécessaire par la barbarie des confédérés (1), voici la lettre d'un de ces prisonniers « qui a perdu un poumon et un œil, » et fulmine contre le tyran dans un style ampoulé et théâtral qui n'est pas assurément sorti du fond d'un cachot. Tel est en ce moment le prestige du sabre : tout le monde le flatte et l'adore, et il n'y a pas de vérité qui obtienne autant de crédit qu'un mensonge revêtu de l'uniforme des *boys in blue*.

Vallandigham et ses amis suivent le courant. Ils se sont un peu relâchés de leur vertu farouche, et se contentent d'un *copperheadisme* mitigé à l'usage des gens timides. Pendleton, leur créature et leur âme damnée, a enfin rompu son obstiné silence. Ils

(1) On a osé dire que le président Lincoln était seul coupable des tortures infligées à ses soldats dans les prisons du sud, puisqu'il avait refusé l'échange des prisonniers. On s'est même indigné bruyamment de la cruauté savante d'un gouvernement qui abusait de l'avantage du nombre, et laissait périr des milliers de vies humaines pour épuiser plus vite les armées du sud. C'est une audacieuse et indigne calomnie. Tout le monde sait l'auteur véritable de cette nécessité cruelle : ce sont les confédérés qui, les premiers, se sont mis à massacrer systématiquement tous les prisonniers qu'ils faisaient aux troupes de couleur engagées dans l'armée fédérale. Le président Davis (dont je voudrais pouvoir respecter l'infortune) a déclaré que les prisonniers noirs seraient passés par les armes, et leurs officiers mêmes traduits en conseil de guerre pour être punis suivant les lois des états du sud. C'est alors que le président Lincoln a dû rompre à son tour la convention d'échange, jusqu'au jour où les prisonniers de couleur seraient traités comme les prisonniers blancs.

se disent tous aujourd'hui unionistes fidèles; ils se diront tout ce qu'on voudra, pourvu qu'ils fassent triompher la politique de désarmement qui anéantira le gain de quatre années de guerre et mettra le nord aux pieds du sud : la foule malheureusement n'en voit pas si long. On lui promet la paix avec l'Union, on lui dit que ce but tant désiré, pour lequel on a fait tant de sacrifices, est sous sa main, et qu'après avoir combattu les états rebelles, elle n'a qu'à s'avouer vaincue pour les ramener dociles et repentans. Elle aime mieux écouter le charlatan qui promet l'impossible que l'honnête homme qui dit la vérité. Je crois que le président Lincoln sera élu, parce que l'Union est le premier, l'unique vœu de la majorité du peuple; mais parmi les électeurs mêmes de Mac-Clellan il y en aura beaucoup qui croiront, en le nommant, sauver l'Union.

5 novembre.

J'ai faim d'une autre nourriture que ces grossiers journaux que je dépouille consciencieusement tous les matins, et qui, malgré leur poivre et leur eau-de-vie, paraissent maintenant insipides à mon palais blasé. Pour se plaire en ce pays, il faut y être né, en avoir reçu l'éducation sèche et sommaire, s'être proposé le gain pour unique affaire et la spéculation pour unique plaisir. Si vous voulez vivre en Illinois, retranchez d'abord de votre esprit toutes ces branches superflues que développe l'éducation européenne, et qui ne peuvent fleurir au vent froid du positivisme américain. Soyez tout matière et arithmétique, mais encore plus arithmétique que matière, car votre vie sera partagée entre le comptoir, le cabaret et le *meeting* politique. Heureux peut-être les hommes qui peuvent réduire leur vie à ces termes simples!

Ce serait un reproche banal que d'accuser les Américains d'aimer l'argent : il en est de même dans tous les pays. Ce que je leur reproche, c'est l'unité fatigante de leur point de vue mercantile. S'agit-il de vanter un monument, une œuvre d'art, on vous dit ce qu'elle a coûté; un roman, ce qu'il a été vendu à l'éditeur. Le dollar est l'unité de valeur, la commune mesure, le pivot autour duquel tout gravite : coutume qui simplifie bien des choses, qui peut-être a ses avantages, mais qui indique, sinon une corruption du sens moral, au moins l'absence de certaines idées. L'esprit des Américains est comme un clavier où plusieurs touches manquent. Ils ne connaissent qu'un emploi de leur vie, et ils s'y jettent tête baissée, avec la fureur sérieuse du joueur endurci.

Le hasard m'a mis en rapports avec un des commerçans les plus estimés de Chicago : c'est un homme grand, maigre, anguleux, avec un front grave et soucieux, des traits durs, un regard sombre et calculateur, un visage qui ne sourit jamais, courtois d'ailleurs

et hospitalier, mais si froid, si rigide, qu'il ressemble plus à une statue qu'à un homme. Mon nouvel ami s'habille de noir tous les dimanches, et assiste régulièrement au prêche dans le temple qu'il a contribué à bâtir. On le dit fort généreux : il a donné de grosses sommes pour le rachat des conscrits lors des derniers appels du président. Hier à dîner, il me racontait que dans la spéculation, c'est-à-dire dans les affaires, qui ne sont pas autre chose, on perdait de temps en temps tout son avoir. « Pour ma part, dit-il, j'ai fait trois fois faillite, j'ai été trois fois jeté sur le pavé sans ressources. Eh bien! — et il se versait à boire, — je n'étais pas plus troublé qu'en buvant ce verre de champagne. — Et ce jeu périlleux, lui dis-je, n'en êtes-vous pas fatigué? A présent que vous voilà au sommet de la vague, ne mettrez-vous rien en réserve pour le prochain plongeon? — Peut-être; je me fais vieux. Après tout, s'il faut recommencer, je n'ai peur de rien. Il faut de l'esprit, du courage et de l'*impudence;* avec cela, on remonte sur l'eau. »

Voilà qui est parler tout droit, sans modestie ni fausse honte : le jeu, vous le voyez, s'appelle ici franchement par son nom, et la spéculation passe pour un des arts libéraux, le seul, à vrai dire, que l'on connaisse. Tandis que chez nous le banqueroutier est un homme perdu, il n'y a presque pas un seul négociant, un seul banquier à Chicago qui n'ait traversé deux ou trois faillites. Le plus honorable des banquiers de la ville, un certain M. S..., ne s'est pas, dit-on, enrichi autrement. On me cite des compagnies de chemins de fer qui font de gros bénéfices, et dont les actionnaires ne touchent pas un sou de dividende. Parfois même les administrateurs savent faire de ces faillites habiles qui leur laissent les mains pleines. On me citait un chemin de fer qui avait ruiné trois compagnies d'actionnaires et enrichi trois administrations successives. Ces duperies continuelles ne lassent pas la confiance du souscripteur, qui fournit toujours et imperturbablement des capitaux. Habitués aux fortunes et aux ruines rapides, les Américains envisagent ces catastrophes avec un sang-froid singulier. Ils ne s'affligent guère de l'argent perdu, et ne s'arrêtent pas pour le ramasser. A chacun son tour : on passe à une autre affaire où l'on espère être plus heureux, parfois même on s'allie de nouveau au tricheur adroit par qui l'on vient d'être dépouillé, en se promettant de s'y mieux prendre et d'avoir part cette fois à ses bénéfices.

Vous savez qu'il n'y a pas aux États-Unis de loi générale sur les faillites, bien que la constitution réserve au congrès le droit d'en faire une. Elles sont régies en attendant par des législations locales, qui varient d'un état à l'autre, plus sévères dans le Massachusetts et dans les anciens états de l'est, plus imparfaites et plus indulgentes dans ces nouveaux états de l'ouest, où règne encore une

sorte d'anarchie. On n'y voit pas, à proprement dire, de *banqueroutes*. Quand un négociant est au-dessous de ses affaires et qu'il a résolu de les liquider, il nomme un *trustee*, un fondé de pouvoirs, entre les mains duquel il consigne sa maison. Ce dernier a pendant un an contrôle exclusif et disposition absolue des biens à lui confiés. Il liquide comme il peut les affaires de son commettant, et les créanciers n'ont pas le droit de contrarier sa gestion jusqu'au jour où il leur paie en tout ou en partie ce qui leur est dû. On a vu de grandes maisons se soustraire ainsi à une ruine certaine, et reprendre ensuite avec honneur leurs affaires, interrompues par une gêne momentanée; mais les conséquences habituelles de cette législation sautent aux yeux : quand le failli est malhonnête, le *trustee* n'est qu'un compère qui prend sa part des bénéfices de la fraude. Cependant le banqueroutier se prélasse, va aux eaux, voyage en Europe ou se repose dans sa famille; ses créanciers le rencontrent, l'abordent comme autrefois, lui demandent poliment des nouvelles de son affaire, si toutefois il condescend à satisfaire leur indiscrète curiosité. Ces scandales sont quotidiens. Et pourtant n'y aurait-il pas dans cette législation singulière un bon exemple à suivre? Que de commerçans tombent par suite d'embarras momentanés, d'insolvabilités passagères, qui le lendemain auraient fait honneur à tous leurs engagemens! S'il suffit pour faire banqueroute de ne pas avoir sous la main de quoi liquider, est-ce que les institutions de banque ne sont pas en faillite perpétuelle? Que deviendrait la Banque de France, si demain tous les porteurs de ses billets venaient en exiger le remboursement? Quant aux fraudes, rien de plus simple que de les éviter : au lieu d'un agent du failli, il suffit de confier ces fonctions de gérant liquidateur à un arbitre choisi de l'agrément de tous; ceci d'ailleurs soit dit en passant.

Ce n'est pas seulement aux banqueroutiers frauduleux que les lois américaines se montrent indulgentes. Il y a d'autres négoces où la honte lucrative est souvent le chemin de la richesse estimée. Je ne puis vous taire certains procès scandaleux que les lois encouragent, et qui s'étalent dans les journaux avec une impudence et une crudité tout américaines, je veux parler des procès en séduction. On a tout dit des formes défectueuses et sommaires de ce mariage américain qui peut, suivant les caprices d'une législation irrégulière, être contracté devant le premier *clergyman* ou le premier magistrat venu, ou même devant témoins, être tenu secret jusqu'au jour où on le conteste et où l'on fait comparaître les témoins, être suppléé enfin tant bien que mal par une possession d'état contestable; on sait aussi les facilités singulières que ce chaos donne à la bigamie, et le grand nombre de doubles, triples et quadruples mariages découverts chaque année par la jalousie féminine.

Ce qu'on ne sait pas assez, ce sont les droits exorbitans que l'usage et la loi confèrent aux ingénues qui se plaignent qu'on ait surpris leur vertu. On ne leur répond pas par l'axiome légal : *nemo auditur turpitudinem suam allegans.* Au contraire on leur fait gloire d'un aveu qui, dit-on, relève leur honnêteté, et qui certainement prouve leur sagesse; on n'exige d'elles aucune réserve hypocrite, aucune pudeur fausse et outrée. Si elles ont été faibles, au moins ont-elles le courage et le bon sens de tirer parti de leur faiblesse. Tantôt c'est un riche habitant de Chicago traduit en justice par une jeune et entreprenante *lady* qui lui demande, le couteau sur la gorge, le mariage ou vingt mille dollars. Elle raconte que le roman s'est passé dans un *sleeping-car* du chemin de fer de Chicago à Détroit. On rencontre çà et là sur les chemins, dans les bateaux, dans les auberges, de ces voyageuses hardies qui cherchent fortune : manière comme une autre de chasser au mari. Tantôt c'est un pauvre ouvrier allemand qui dans un bal de barrière s'est montré d'une galanterie un peu trop vive pour une des dames *patronnesses* de l'endroit. Le lendemain, arrêté, accusé par cette fille, condamné enfin pour séduction à une grosse amende, il ne se tire d'affaire qu'en promettant de remplacer les dommages-intérêts qu'il ne peut payer par une rente prélevée sur son salaire. Tantôt c'est une vaillante et innocente héroïne qui, trompée, trahie, délaissée pour une autre, donne un dernier rendez-vous à son séducteur, et le tue d'un coup de pistolet à bout portant : son procès n'est qu'un long triomphe; elle est acquittée, acclamée, célébrée partout.

Rien n'est si frappant dans tout l'ouest que ces immunités, cette hautaine domination des femmes. Le voyageur, dans les auberges, peut encore donner des ordres aux serviteurs mâles : quand leur fierté démocratique se révolte, le dollar les apaise vite; mais qu'il se garde bien de rien demander aux servantes : ce sont des *ladies*, et elles le lui font rudement sentir. Il y a quinze ans, dans ces colonies nouvelles, les femmes étaient encore, comme à présent en Australie ou dans les territoires récemment peuplés du Pacifique, des objets rares et disputés (1) : on faisait tout pour les obtenir, on avait pour elles une sorte de culte grossier et farouche. Elles en profitaient, comme de raison, et mettaient à haut prix leur conquête. Aujourd'hui le progrès de la population, la guerre surtout,

(1) Dans la Nouvelle-Angleterre, la population féminine surpasse au contraire la population mâle. Tout dernièrement, le gouverneur du territoire de Washington, dans la région du Pacifique (qu'il ne faut pas confondre avec le district de Colombie), envoya deux délégués à Boston négocier avec le gouverneur Andrew l'importation sur le territoire de six cents femmes et filles du Massachusetts destinées aux travaux domestiques. Un bateau à vapeur frété par le territoire devait les prendre sur le quai de Boston : on leur promettait de gros salaires et des maris assurés.

qui dévore tant d'hommes, ont rétabli une plus juste proportion. Les femmes pourtant n'ont rien rabattu de leur morgue, ni rien perdu de leurs priviléges : ce sont des êtres dangereux et tyranniques qui tiennent notre liberté et notre vie même à leur discrétion.

La loi veut qu'un seul témoignage oblige le juge, et que l'accusateur puisse en même temps être témoin. Vous sentez l'immense pouvoir qu'elle donne aux imposteurs de tout genre qui veulent vous perdre. Si ce droit n'est pas réservé, comme ailleurs, aux seuls agens du pouvoir et appartient indifféremment au premier venu, ce n'est là, vous me l'avouerez, qu'une bien maigre consolation. Enfin, si l'on sondait une à une toutes les plaies morales de la société américaine, on les trouverait aussi laides que les nôtres; mais nous sommes un corps vieux et malingre que les maladies épuisent; l'Amérique au contraire est pleine de jeunesse et de séve, et sa robuste nourriture l'entretient dans un état de vigueur et de santé générales en dépit de ses corruptions.

En somme, les Américains ont de grandes vertus que je ne veux pas méconnaître. Laborieux, inventifs, intrépides, ils n'ont aucun des vices qu'engendrent la misère et l'oisiveté. Ils n'ont rien du petit voleur mendiant à l'occasion, qui tantôt dit des patenôtres, tantôt prend le mouchoir dans les poches. Ils ont un souverain mépris pour les petits moyens, les petits mensonges et les petites lâchetés. Cela tient surtout aux circonstances où la nature les a placés. L'Amérique est le seul pays moderne où, dans tous les sens, au propre et au figuré, l'homme ait de l'espace devant lui, le seul où il n'ait pas besoin, comme dans nos sociétés anciennes et encombrées, de vivre en parasite sur la richesse d'autrui. On y respecte la propriété, parce qu'elle y est à la portée de tous ; avant de songer à dépouiller le voisin, il y a des conquêtes plus faciles et plus fécondes à faire sur le domaine de la nature inoccupée. On y est généreux, parce qu'au lieu de tourner dans un cercle étroit et de s'épuiser à des luttes stériles, on pousse en avant sans prendre garde à ce qu'on laisse tomber derrière soi. Quand je compare les habitudes si larges des Américains à nos mœurs défiantes et chicanières, il me semble voir d'un côté un coureur hardi qui s'allége pour atteindre plus vite le but désiré, de l'autre un flâneur qui s'arrête pour ramasser tous les cailloux de la route. L'un est affairé, taciturne, tendu vers son unique pensée ; s'il ne vous renverse au passage, il vous repoussera brusquement de son chemin; l'autre est sans contredit plus aimable, et tous ces petits cailloux inutiles qu'il aime à ramasser sont les plaisirs et les ornemens de la vie.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

L'EXÉGÈSE BIBLIQUE

ET

L'ESPRIT FRANÇAIS

Les amis de la critique savante apprendront sans doute avec plaisir la prochaine publication d'un ouvrage destiné à remplir une lacune que toutes les personnes éclairées regrettaient de voir en notre littérature : je veux parler de la traduction de l'ouvrage du professeur hollandais M. Kuenen intitulé *Recherches historiques et critiques sur la formation et la réunion des livres de l'Ancien Testament*. Ce livre important est une histoire complète des écrits composant l'ancienne littérature hébraïque. Nous ne doutons pas qu'il ne soit accueilli avec la même faveur que les autres essais qui ont introduit parmi nous cette branche d'études, jusqu'à ce jour si négligée.

« La littérature hébraïque, dit M. Kuenen, aujourd'hui réunie dans un seul volume auquel on a donné le nom d'Ancien Testament, fait partie des livres sacrés en usage dans l'église chrétienne. A ce titre, c'est une littérature d'édification où le fidèle puise des consolations et des principes de foi et de morale. A ce titre encore, elle forme simplement un tout collectif. Le lecteur ne se demande pas qui peut être l'auteur de tel livre particulier, ou dans quelle époque de l'histoire d'Israël tel autre livre a pu être composé; il s'attache uniquement à saisir la tendance générale et l'esprit, sans se préoccuper de la forme littéraire. Toutefois, si la piété ne voit dans l'Ancien Testament qu'un recueil sacré, il est permis à la science d'y voir autre chose encore. Pour la science, notamment pour la philologie, ce recueil représente avant tout une partie importante de la littérature d'un peuple, savoir de la littérature sa-

crée des Hébreux avant Jésus-Christ; mais aussitôt qu'on se place à ce point de vue purement scientifique, on voit se poser une foule de questions plus graves les unes que les autres. Cette littérature est nécessairement l'image de la nation où elle a pris naissance. Jusqu'à quel point l'est-elle? Fruit de plusieurs siècles, cette littérature a dû se développer lentement, graduellement. Quelle a été son histoire depuis ses premiers rudimens jusqu'à ses jours de décadence? OEuvre de Dieu en tant qu'elle porte l'empreinte de son esprit, elle n'est pas moins une œuvre humaine, soumise aux lois, aux conditions générales qui président à la vie littéraire et religieuse d'un peuple. De quelle façon, dans quelle mesure l'action de ces lois s'est-elle fait sentir ici? »

L'ouvrage où M. Kuenen a essayé de répondre à ces questions n'a pas besoin d'une autre recommandation que le nom de l'auteur (1). M. Kuenen est professeur d'Écriture sainte à la faculté de théologie de l'université de Leyde. Il est l'une des gloires de cette grande école, à la fois si savante et si chrétienne, qui a pour chef le profond théologien M. Scholten (2). La publication qu'il a faite de la version arabe du Pentateuque samaritain, ses essais antérieurs de critique et d'herméneutique sacrées, l'avaient placé parmi les plus habiles connaisseurs de l'Ancien Testament. Ses *Recherches historiques et critiques* sont sûrement l'ouvrage le plus complet, le plus méthodique, le plus judicieux de tous ceux qui aspirent à présenter l'ensemble des recherches sur l'ancienne littérature hébraïque. Esprit ferme et sévère, M. Kuenen vise moins à l'originalité des hypothèses qu'à donner la mesure exacte de ce qu'il est permis d'affirmer. Il sait ignorer; il se résigne à ne pas entendre l'herbe germer, à ne pas saisir l'insaisissable. Dans l'état actuel des études d'exégèse biblique, c'est là peut-être la première qualité. La critique de l'Ancien Testament est ce qu'on peut appeler une science close. On ne trouvera pas d'autres textes hébreux; on n'a guère de moyens pour améliorer les textes connus. Sans doute la découverte de nouvelles inscriptions phéniciennes, le progrès des études relatives à l'Égypte, à l'Assyrie, à la Perse, jetteraient sur plusieurs points de grandes lumières; mais le champ même de ce qu'il est permis d'espérer en ce genre est assez limité. Peut-on du moins compter sur les résultats qu'amènerait un redoublement d'efforts et de sagacité? Qu'on ne l'oublie pas : des générations de savans ont consumé leur vie sur ces textes; presque toutes les combinaisons possibles ont été essayées. Une idée neuve en pareille matière a beaucoup de chance

(1) Ces pages doivent servir d'introduction à la traduction du livre de M. Kuenen, qui paraîtra chez Michel Lévy.

(2) Voyez sur les travaux et les idées de cette école l'intéressante étude de M. Albert Réville dans la *Revue* du 15 juin 1860.

d'être un paradoxe. Inventer de nouvelles hypothèses est chose périlleuse quand depuis des années la science tourne dans un cercle battu, et qu'aucune donnée nouvelle n'y a été introduite. Ce qui est plus dangereux encore, c'est la tentation qu'éprouvent les esprits faux et sophistiques, quand il n'y a plus rien de nouveau à trouver, de défaire ce qui a été bien fait. La science repose sur la liberté, et la liberté consiste à pouvoir toujours mettre en doute les résultats acquis; mais de là sortent de très graves inconvéniens, je veux dire ces stériles agitations d'esprits inquiets, ces pas en arrière sous prétexte de progrès, ces thèses bizarres où l'on voit remettre en question ce que le génie des grands maîtres avait prouvé. M. Kuenen échappe à ces défauts, qui malheureusement en Allemagne ne sont point rares depuis quelque temps. Il expose toutes les opinions, les pèse avec une sagacité admirable, trace avec sûreté la limite de ce qui est probable, douteux, certain, impossible à savoir. La grande solidité de l'esprit hollandais, à laquelle ces études durent au XVIIIe siècle de si grands progrès, s'est heureusement retrouvée au moment de leur maturité pour les résumer, en juger les résultats et en tirer les conclusions.

On a pensé que, dans l'état actuel des études savantes parmi nous, une traduction de l'ouvrage de M. Kuenen serait un grand service. L'ouvrage entier se compose de trois volumes, — le premier consacré aux livres historiques, le second aux livres prophétiques, le troisième aux livres poétiques et à l'histoire du canon. M. Pierson, ancien pasteur de l'église wallonne de Rotterdam, a consacré à la traduction de longs efforts, une profonde connaissance des sujets traités dans le livre, et un vif amour de ces études, où il est lui-même un maître autorisé.

On espère que cette traduction lèvera un des principaux obstacles qui s'opposaient au progrès des études hébraïques parmi nous. Un des livres les plus désirés des personnes avides de s'instruire qui ne peuvent lire l'allemand était une de ces *introductions* qui présentent en résumé les discussions sur l'authenticité, l'intégrité, la date de chaque livre de la Bible. L'ouvrage de M. Kuenen atteint parfaitement ce but. C'est la dernière des grandes compositions de ce genre et le plus au courant de l'état des connaissances. Il ne doit pas nous en coûter de recevoir un tel livre de l'étranger. Ces grandes études de critique, nous les avions fondées; puis l'intolérance, la victoire de l'esprit étroit et superficiel, l'invasion des gens du monde dans le domaine de la science, détruisirent ces beaux commencemens. A part quelques illustres exceptions, les essais de l'érudition française dans le champ des études de philologie hébraïque eurent quelque chose d'incomplet, parfois de puéril. Cette histoire est curieuse; elle vaut la peine d'être racontée.

Les questions de critique biblique ne commencèrent à se poser, en France du moins, qu'au XVIIe siècle. Le XVIe siècle eut bien assez à faire d'étudier les textes, de les établir, de les comprendre, de les traduire. Regretter de ne pas trouver chez les Vatable et les Mercier des vues saines sur les questions de critique biblique serait aussi déplacé que si l'on reprochait aux savans anglais de la Société de Calcutta de n'avoir pas aperçu la véritable chronologie de la littérature sanscrite et la valeur des Védas. Quelques esprits dépassant leur siècle, tels que Sébastien Castalion, arrivèrent, il est vrai, à des idées très avancées. Luther, dont la grande âme contenait le germe, obscur encore, de tout le génie allemand, fut parfois éclairé comme d'illuminations anticipées; mais le calvinisme se montra plutôt contraire que favorable à ces études en mettant à la place de l'idée de l'église cette idée exaltée de la Bible qui a dominé et domine encore le protestantisme français orthodoxe. A ce point de vue, la Bible dut paraître un livre homogène, où tout fut divin jusqu'au dernier iota. Les consonnes et les voyelles furent tenues pour également inspirées, et peu s'en fallut qu'on n'érigeât en dogmes la divinité des points massorétiques et des accens. Tel était pourtant le principe de libre examen inhérent à la réforme que des pensées plus éclairées ne tardèrent pas à se faire jour. Les écoles de Sedan et de Saumur eurent de solides études d'hébreu. De ces écoles sortirent, dans la première moitié du XVIIe siècle, deux des hommes à qui la philologie hébraïque doit le plus de reconnaissance, Louis Cappel et Samuel Bochart.

Cappel se borna presque aux questions de lettres et d'alphabet; mais ces questions étaient capitales. Le premier, il réduisit les points-voyelles à leur juste valeur. L'histoire des alphabets qui ont servi à écrire la Bible fut tracée par lui avec une parfaite sagacité. Ces thèses, aujourd'hui élémentaires, soulevèrent des colères inouies. Cappel fut traité de scélérat; je ne sais quel théologien protestant appela sa *Critica sacra* la trompette de l'athéisme, *atheismi buccina, Alcorani fulcimentum, publica flamma abolendum.* Continuant malgré les anathèmes ses recherches excellentes, Cappel posa des principes féconds sur la comparaison du texte hébreu et des versions, sur le choix des variantes, sur la valeur de la lecture massorétique. Chose singulière, les protestans lui furent plus hostiles que les catholiques; quelques-uns de ses travaux furent publiés par les soins de théologiens de l'église romaine. Dans la lutte des orthodoxies, on aimait mieux voir les hardiesses venir des adversaires. Nous verrons bientôt, à l'inverse, Richard Simon beaucoup mieux accueilli des protestans que des catholiques, et ses écrits, repoussés par ses coreligionnaires, publiés avec empressement par des théologiens réformés.

Les ouvrages de Cappel, qui roulent pour la plupart sur des problèmes bien limités et susceptibles d'une solution précise, gardent aujourd'hui toute leur valeur. Si l'on n'en peut dire autant de ceux de Bochart, c'est que les questions qu'il attaqua étaient d'un ordre bien plus délicat, et supposaient des principes généraux de critique et de philologie qui n'étaient pas encore découverts. Plusieurs mauvaises étymologies et quelques naïvetés ne doivent pas faire oublier que Bochart posait vers 1650 les bases de la science comparative des antiquités sémitiques. Le temps était aux grands travaux; un éveil extraordinaire régnait dans les esprits. La rivalité féconde des catholiques et des protestans entretenait un merveilleux zèle pour les études savantes. La fondation définitive de l'exégèse biblique fut le fruit de cette émulation. L'un des deux partis n'aurait pu la produire à lui seul. Les catholiques se seraient endormis sous le poids de l'autorité traditionnelle; les protestans se seraient oubliés dans l'adoration superstitieuse de la lettre. Mis en présence les uns des autres, au sein d'une société sérieuse et que le despotisme de Versailles n'avait pas encore gâtée, ils produisirent les plus beaux fruits. On vit, à cet âge brillant de l'esprit français, ce que peut la liberté quand l'état est à la fois large et fort, quand il s'impose pour unique tâche de maintenir les divers élémens de la société en possession de leurs droits, quand il se contente de présider aux débats intellectuels avec une impassible sérénité.

Si, dans un sens général, l'exégèse biblique fut l'œuvre commune des catholiques et des protestans, on ne saurait nier cependant que l'homme qui donna à cette science son cadre et sa forme arrêtée n'ait été un catholique. Ce fut le Dieppois Richard Simon, prêtre de l'Oratoire. L'*Histoire critique du Vieux Testament*, publiée pour la première fois en 1678, est un traité complet d'exégèse en avance de près de cent cinquante ans sur les autres ouvrages du même genre. Une nouvelle édition de ce livre, annotée et complétée sur certains points, serait encore un livre précieux, pouvant être consulté avec fruit sur toutes les questions difficiles relatives aux écrits hébreux.

La méthode de Richard Simon est la vraie; c'est celle de la raison pénétrante, aidée par un immense savoir. On a pu appliquer cette méthode avec plus de suite et de rigueur; on ne la changera pas tant que le bon sens présidera à ces études. La profonde connaissance des langues orientales que possédait le père Simon lui donnait d'immenses avantages sur tous ses émules. Son analyse du Pentateuque est un chef-d'œuvre. Le principe fondamental de la critique des textes sacrés anonymes, principe applicable à presque toutes les littératures de l'Orient, est chez lui parfaitement déve-

loppé. L'idée de la retouche des textes, des incorporations successives, est substituée aux vieilles discussions d'authenticité. Le texte n'est plus dans cette manière de voir quelque chose de fixe, qu'il faut tenir pour authentique ou apocryphe, admettre ou rejeter en bloc. C'est un corps organique qui s'accroît selon certaines lois, et de temps en temps se métamorphose, sans cesser d'être lui-même. Si quelques-unes des explications de Simon paraissent pénibles et contournées, il faut songer aux difficultés de sa situation. Le moment où il commença de publier était celui où le gouvernement de Louis XIV devint décidément une tyrannie mesquine et tracassière, s'occupant de tout, intervenant dans toutes les discussions, érigeant tout en affaire d'état. Malgré sa réserve, le savant auteur n'évita pas la persécution. Ce qu'il y a de singulier, c'est que la gêne le porte parfois à une critique en quelque sorte trop radicale. L'importance exagérée qu'il attribue à Esdras et à la « grande synagogue, » le privilége bizarre qu'il confère aux prophètes « d'ajouter ou de diminuer aux livres sacrés, » sont des singularités qui lui étaient imposées par les exigences théologiques du temps. Nous autres, libres penseurs, il nous est permis d'être moins embarrassés. En ces matières, plus on est libre, plus on est respectueux; mais les quelques taches qu'on peut signaler dans l'ouvrage de Simon ne doivent rien enlever à l'admiration qu'il mérite. On citerait difficilement un livre qui ait aussi immensément dépassé son siècle que l'*Histoire critique du Vieux Testament*. Certes Richard Simon n'était pas le seul qui, dans la seconde moitié du XVIIe siècle, appliquât la critique aux écrits hébreux. Spinoza en particulier, dans le *Traité théologico-politique*, arrivait sur le Pentateuque aux résultats les plus importans; mais Simon lui est bien supérieur sous le rapport de la méthode, et de fait la science exégétique, telle que l'Allemagne l'a créée, ressemble beaucoup plus au livre de Simon qu'à celui de Spinoza. Le *Traité théologico-politique* est de 1670, antérieur de huit années par conséquent à l'*Histoire critique*. Je ne sais si Richard Simon avait lu l'ouvrage de Spinoza; en tout cas, il n'en relève pas. Spinoza fut le Bacon de l'exégèse, il entrevit une méthode qu'il ne pratiqua pas avec suite; Simon en fut le Galilée, il mit résolûment la main à l'œuvre, et avec un surprenant génie éleva d'un seul coup l'édifice de la science sur des bases qui n'ont pas été ébranlées.

On sait la triste destinée de ce livre extraordinaire; il succomba pour un temps sous la conjuration de toutes les routines ameutées contre lui. Le volume allait paraître quand Arnauld fit parvenir à Bossuet un exemplaire de la préface et de la table des matières. C'était le jeudi saint de l'an 1678. Bossuet, en quelques minutes, vit, avec son habileté ordinaire, que c'était ici un dangereux ennemi. La

rage du rhéteur contre l'investigateur qui vient déranger ses belles phrases éclata comme un tonnerre. Esprit absolu, ennemi de l'instruction qui gênait ses partis-pris, rempli de cette prétention déplacée qu'a l'esprit français de suppléer à la science par le talent (1), indifférent aux recherches positives et aux progrès de la critique, Bossuet en était toujours resté, en fait d'érudition biblique, à ses cahiers de Sorbonne. Le savant incommode qui venait troubler son repos lui causa une vive impatience. A l'instant même, sans s'arrêter à la solennité du jour, Bossuet courut chez le chancelier Le Tellier (2), et quelques heures après M. de La Reynie, lieutenant de police, saisissait chez l'imprimeur tous les exemplaires de l'*Histoire critique*. On essaya un arrangement; mais que pouvait un simple prêtre, qui n'avait pour lui que son savoir et sa sincérité? La Reynie reçut l'ordre de brûler tous les exemplaires, au nombre de treize cents. Il ne s'en sauva que six ou sept. Sur l'un d'eux fut faite l'édition de Rotterdam (1685) (3). A partir de ce moment, Richard Simon eut un persécuteur vigilant et acharné, toujours prêt à entraver ses recherches. Le chancelier Pontchartrain aurait désiré lui être favorable. « Il est singulier, disait Bossuet, que, dans un si grand bruit contre ce livre, M. le chancelier ne fasse rien. Veut-il se le faire dire et s'y faire contraindre par une autorité supérieure? Il faudra bien y venir, s'il ne le fait lui-même. » Pour être juste, on doit ajouter que Bossuet n'était en tout ceci que le représentant de l'église de France, et en quelque sorte le fondé de pouvoirs de tous les défauts de l'esprit français. L'église gallicane donna en cette occasion la mesure de sa médiocrité intellectuelle, de sa paresse pour la recherche, de son incurable pesanteur.

Le coup fut décisif. Bossuet, assisté par La Reynie, tua les études bibliques en France pour plusieurs générations. La révocation de l'édit de Nantes acheva l'œuvre en enlevant le seul aiguillon qui donnât quelque activité au clergé catholique. La lutte des deux partis produisait de fortes études. Désormais la paresse l'emporte. La France verse absolument du côté de la littérature. L'Académie française et les gens du monde font la loi; la science perd toute

(1) C'était l'impression de son secrétaire. « Il craint furieusement la peine. Cet ouvrage est un ouvrage de détail et de discussion; c'est ce qu'il n'aime pas, cela l'embarrasse. Il ne veut que du raisonnement; c'est pour lui le plus aisé et le plus court; qu'il raisonne donc tant qu'il lui plaira! Il croit que c'est là sa gloire, que personne ne lui peut ravir, et son fort, où personne ne peut atteindre ni le suivre. » (*Journal de l'abbé Le Dieu*, t. II, p. 22; — Paris, Didier, 1856-57.)

(2) *Histoire de Bossuet*, par le cardinal de Bausset, t. IV, p. 273 et suiv.

(3) L'édition d'Amsterdam 1680 est tout à fait fautive, ayant été faite sur une copie. La traduction latine (Amsterdam 1681) est plus défectueuse encore.

autorité. La France devient une nation composée de conservateurs aveugles et de spirituels étourdis. Rien n'égale la nullité où tombèrent à cette époque les études dont nous parlons. La Sorbonne continuait ses traditions séculaires d'hostilité contre les études historiques et philologiques. La chaire d'hébreu au Collége de France ne compte pas un seul titulaire de quelque mérite. Jean Goudouin, le seul qui paraisse avoir été habile, se garda de rien publier (1). L'école janséniste, qui compta dans son sein tant d'hommes laborieux, n'aimait pas la Bible et fut toujours médiocre en philologie. La sotte ingérence de l'état dans les questions les plus purement scientifiques amenait de ridicules incidens. Quand Fourmont défendit les rabbins injustement attaqués par dom Calmet, Louis XIV, qui se laissait dire que *nycticorax* fut un roi d'Israël, et le cardinal de Noailles, qui sûrement ne savait pas un mot d'hébreu, intervinrent dans la question et imposèrent silence à Fourmont. Le jésuite Hardouin, l'évêque Huet, appliquaient à la Bible, l'un ses niaises et paradoxales chimères, l'autre son érudition dénuée de discernement et même de sincérité. La pitoyable méthode de Masclef et d'Houbigant corrompait jusqu'à la grammaire hébraïque, et rendait impossible toute étude sérieuse du texte hébreu. La grande autorité en exégèse de cette triste époque est dom Calmet. Il est difficile de concevoir plus de puérilité chez un savant homme. Calmet ignore précisément ce qu'il importait de connaître, c'est-à-dire les langues orientales et les rabbins, que Simon possédait si bien, et qui, à cette époque, étaient indispensables à étudier. Sa crédulité dépasse toutes les bornes. Ses dissertations sur les démons, les vampires, les revenans, les dragons volans, comptent parmi les ouvrages les plus extravagans qui aient jamais été écrits.

Richard Simon ne laissa pas un seul élève. Dom Calmet en eut un, ce fut Voltaire. Je ne plaisante pas. Voltaire puisa toutes ses connaissances bibliques dans dom Calmet. Il fit un quatrain pour son portrait (2), et contribua beaucoup à sa réputation imméritée. Dieu nous garde de médire de l'homme prodigieux auquel nous devons tant de reconnaissance! Voltaire n'est pas plus un savant et un critique qu'un philosophe et un artiste. Il est un homme d'action, un homme de guerre : tout devient arme entre ses mains; mais on ne fait pas de bonne science, pas plus qu'on ne fait de grand art, avec la polémique. La polémique est bonne et nécessaire quand

(1) L'abbé Goujet, *Mémoire historique et littéraire sur le Collége royal de France*, t. Ier, p. 356 et suiv.

(2) La pièce vaut la peine d'être citée :

Des oracles sacrés que Dieu daigna nous rendre,
Son travail assidu perça l'obscurité;
Il fit plus, *il les crut avec simplicité*,
Et fut, par ses vertus, digne de les entendre.

la religion est intolérante et constitue un obstacle pour la science; elle n'a pas de valeur absolue en elle-même. Ce qu'elle poursuit, ce n'est pas la vérité, c'est la victoire. Quand on veut vaincre à tout prix, on ne regarde pas beaucoup à la qualité des argumens. Les études hébraïques d'ailleurs sont des études de haute antiquité. Or Voltaire, qui traite des époques pleinement historiques avec tant de pénétration, n'entend rien à la haute antiquité. Toute l'école philosophique du XVIIIe siècle, si brillante dans l'ordre des sciences exactes, avait peu le sentiment de ces sortes d'études, qui supposent des qualités fort opposées à l'esprit mathématique. Je ne dis pas qu'au milieu de tout ce verbiage, étincelant d'esprit, qui remplit le *Dictionnaire philosophique*, l'*Essai sur les mœurs*, il n'y ait des détails traités avec bon sens; mais rien n'est déduit d'une manière savante, les questions sont mal posées : ce sont des à-peu-près de conversation, des vues rapides d'homme du monde, parfois justes, parfois hasardées, jamais fondées sur de solides recherches. L'auteur a raison fort souvent; mais le ton général est mauvais. Hâtons-nous d'ajouter que ces fades plaisanteries, ce ton narquois, ces hypocrites protestations, ces traits à la dérobée, étaient les suites de l'intolérance du temps. Les seuls qui n'aient pas le droit de s'en plaindre sont les orthodoxes. On avait rendu la franchise et le sérieux impossibles; on récoltait ce qu'on avait semé.

Après tout, ce n'est pas à nous qu'il appartient ici d'être sévères. Si Voltaire a fait de la pauvre exégèse, c'est grâce à lui que nous avons le droit d'en faire de bonne. En revendiquant la liberté de penser, il rendit en un sens plus de services à la science qu'en avançant la solution de telle question de détail. On fait rarement deux choses à la fois. Ceux qui fondent la liberté ne sont pas toujours ceux qui en usent le mieux. Ces hommes à qui nous devons le repos de notre vie et la paix de nos travaux ne firent faire aux études savantes aucun progrès. Le succès de Voltaire tua l'érudition en France; les bénédictins arrêtèrent leurs publications faute de lecteurs. Dans l'ordre de recherches qui nous occupe en particulier, l'école philosophique ne fit pas de travaux sérieux, et par malheur n'en provoqua pas chez ses adversaires. On répondit à des enfantillages par des enfantillages. L'abbé Guénée a plus de savoir solide que Voltaire, mais aussi peu de critique. Formé à la chétive école des apologistes anglais, il ne sort pas des vétilles matérielles. Il prouve par des renseignemens pris chez un fondeur de Paris que Moïse put couler le veau d'or dans le désert! Les questions capitales, l'âge des textes, le mode de rédaction, l'origine des renseignemens qui y sont consignés, ne se présentent jamais à lui.

Seule en France au XVIIIe siècle, l'Académie des inscriptions et belles-lettres aurait pu s'élever au-dessus de cette science mes-

quine et avortée. Malheureusement les études bibliques furent le côté le plus faible de cette savante compagnie. Les essais de Boivin l'aîné, de Fourmont l'aîné, de l'abbé Banier, qui se lisent dans les premiers volumes des *Mémoires*, sont erronés ou même charlatanesques. Peu à peu cependant le niveau des études s'éleva. Trois hommes éminens, qui furent la gloire la plus solide de cette Académie, Fréret, Burigny, l'abbé Barthélemy, touchèrent aux antiquités hébraïques d'une façon indirecte il est vrai, mais suffisante pour montrer ce qu'ils auraient pu faire, s'ils avaient été libres ou portés de ce côté par l'esprit du temps. L'abbé Barthélemy, en donnant définitivement la clé de l'écriture et de la langue phéniciennes, fournit à la philologie hébraïque un de ses secours les plus efficaces. Fréret et Burigny sont déjà des savans laïques complets, se servant des textes sacrés comme de tous les autres textes anciens, leur appliquant les mêmes règles de critique, ne cherchant ni à combattre la religion ni à la défendre. Malheureusement on était sous le joug d'un pouvoir capricieux, qui n'était tolérant que par négligence et oubli. Tout ce qui tenait de près ou de loin à la religion était régi par un code terrible, exposant à la prison et à la mort l'honnête homme qui osait dire le résultat de ses recherches. Croirait-on, si un document positif ne nous l'apprenait (1), que Montfaucon eut à solliciter ses amis de Rome pour mettre l'inoffensif dom Calmet à l'abri des poursuites de l'inquisition?

Mais la France est un pays de ressources infinies. En presque toute chose, elle dit le premier mot, et souvent aussi elle dit le dernier. Par un hasard singulier, la France, qui avait eu la gloire de fonder ces études, qui ensuite sembla prendre à tâche de les détruire et de les fausser, eut encore l'honneur d'une tentative isolée, qu'on ne peut placer bien haut, puisqu'elle ne se rattachait pas à une méthode suivie, mais où l'auteur fit preuve d'un rare esprit d'observation. Je veux parler de l'essai que Jean Astruc, médecin et physiologiste habile de l'école de Montpellier, publia en 1753 sous ce titre : *Conjectures sur les mémoires originaux dont il paraît que Moïse s'est servi pour composer le livre de la Genèse* (2). Astruc n'était pas un hébraïsant; c'était un esprit curieux, qui avait lu la Genèse avec soin. Il remarqua les sutures et le mélange d'élémens hétérogènes qui frappe à chaque page en ce livre le lecteur attentif. Il essaya de montrer que Moïse, en composant la Genèse, n'a fait que partager par morceaux les mémoires anciens qu'il avait entre les mains et les mettre bout à bout. Il prouva sa thèse par

(1) *Correspondance inédite de Mabillon et de Montfaucon avec l'Italie*, publiée par Valery, t. III, p. 206.

(2) L'ouvrage porte l'indication de Bruxelles; mais il fut imprimé à Paris. Il en a paru une seconde édition, in-12, — Bruxelles (Paris), 1755.

les répétitions, par l'alternance des noms de *Jéhovah* et *Élohim*, par les dates interverties. Tout cela est déduit avec beaucoup de justesse. Astruc va même plus loin; il cherche à décomposer la Genèse en plusieurs colonnes et à retrouver les documens originaux d'une façon qui ne diffère pas beaucoup de celle des critiques modernes. Les documens empruntés aux peuples voisins d'Israël sont bien reconnus; mais tout le livre est gâté par une contradiction qui met l'ouvrage d'Astruc fort au-dessous de ceux de Simon et de Spinoza. Quand on admet en effet que Moïse est l'auteur de la Genèse, soutenir que cet écrit n'est qu'un ajustage de documens antérieurs est une invraisemblance de plus. Les mêmes observations qui fondent l'hypothèse d'Astruc ruinent l'opinion, toute gratuite du reste, d'après laquelle Moïse aurait écrit le Pentateuque. Astruc était-il sincère, et le système qu'il proposait avait-il réellement pour but, comme il le disait, de défendre la Bible contre les « esprits forts? » Ou bien, en proclamant hautement son adhésion à l'opinion traditionnelle sur un point, voulait-il se donner le droit d'énoncer sur un autre point une opinion nouvelle, qui pouvait paraître hardie? On ne saurait le dire. Le manque total de liberté dont jouissaient alors les sciences historiques obligeait ceux qui ne voulaient pas se taire à des mensonges perpétuels.

Du reste, ce déplorable régime, qui ne permettait de franchise à la science qu'à la condition qu'elle fût libertine, avait porté ses fruits. Les études sérieuses étaient tuées en France. La Hollande d'abord, l'Allemagne ensuite, prirent la direction des grandes études critiques appliquées à l'antiquité. La France devint étrangère à la science qu'elle avait fondée, et se consola de son ignorance en dédaignant ce qu'elle ignorait. Si l'on excepte Silvestre de Sacy, il n'y avait pas en France, vers 1800, un seul homme qui entendît quelque chose à la philologie hébraïque; encore Silvestre de Sacy ne publia-t-il rien sur ces matières. De là l'extrême faiblesse de tous les travaux d'érudition à cette époque, ce quelque chose de gauche et d'écolier qui caractérise les premiers mémoires de l'Institut. La religion y avait-elle beaucoup gagné? L'exploit de La Reynie sauva-t-il la Bible des atteintes de la critique? On sait ce qu'il en fut. Bossuet, en persécutant Richard Simon, avait cru délivrer l'église de France d'un grand danger. Il préparait Voltaire. On n'avait pas voulu de la science sérieuse, libre et grave; on eut la bouffonnerie, l'incrédulité railleuse et superficielle. Le succès de Voltaire vengea Richard Simon. Si l'expérience comptait pour quelque chose dans la conduite des choses humaines, cette leçon-là serait bien digne d'être méditée.

ERNEST RENAN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 octobre 1865.

Si nous devons, comme tout le monde, parler du grand événement de ces derniers jours et payer notre tribut à celui dont la mort fait un si grand vide dans la politique anglaise, nous savons bien que le moment n'est pas plus arrivé pour nous que pour les autres de porter un jugement définitif sur le vieux ministre dont les restes sont maintenant ensevelis dans les cryptes de Westminster. Ce siècle-ci est pressé dans la célébration des morts illustres comme en tout le reste. On est hâtif à la louange pour être prompt à l'oubli. — Les Fléchier et les Thomas de notre temps servent aux grands cadavres leurs improvisations toutes chaudes, et à l'heure qu'il est les oraisons funèbres en toute langue et en tout pays ont été prodiguées par centaines à la mémoire de lord Palmerston. Il s'agit simplement pour nous de faire nos adieux à cette vieille figure familière. On l'avait vue, cette figure curieuse, présente à tous les grands événemens de notre époque; elle était toujours là pour animer les uns, troubler les autres, inquiéter, passionner, rassurer ou amuser la galerie; elle semblait avoir acquis en face de ses contemporains le double don de l'éternité et de l'ubiquité; elle avait fini par se confondre à nos yeux avec le masque souriant de la fortune politique; sa vie était une ère : on est bien excusable de lui adresser quelques mots encore au moment où elle s'enfuit dans l'éternel oubli.

La carrière de lord Palmerston présente deux caractères qui ont manqué à celle de la plupart des hommes d'état anglais. Aucun grand homme politique anglais n'est mort en possession d'un pouvoir aussi universellement accepté et en jouissance d'une aussi complète popularité. Aucun ministre britannique n'a été aussi connu des autres peuples et n'a occupé une aussi grande place dans l'opinion et l'imagination du monde hors des limites anglaises. Le pouvoir exercé avec un si rare assentiment de tous, l'honneur et la faveur de la renommée cosmopolite sont les deux traits qui donnent à lord Palmerston une physionomie particulière parmi ses devanciers et ses

compatriotes. Dans ces deux traits se résume le bonheur de la vie politique de cet homme éminent. On voudrait interroger les fées à qui lord Palmerston dut cette insolite et finale bonne chance.

Les Anglais sont devenus amoureux du bonheur qui a conduit et accompagné lord Palmerston au pouvoir suprême; ce bonheur est un des principaux motifs de l'admiration qu'ils professent pour le ministre qui vient de mourir; ils éprouvent aussi, c'est une justice à leur rendre, une satisfaction cordiale à songer que ce vétéran des affaires publiques a été heureux jusqu'à son dernier souffle. Il est étrange qu'ils ne recherchent point le secret de ce phénomène : ils le trouveraient aisément dans leur histoire contemporaine, dans les aptitudes et le caractère de lord Palmerston; mais peut-être la découverte ne tournerait-elle point à la plus grande gloire de leur idole disparue. Le pouvoir depuis un siècle n'avait point été un lit de roses pour les politiques d'Angleterre. Une sorte d'austère mélancolie est mêlée à la destinée des plus grands de ces hommes d'état. Pitt meurt en apprenant Austerlitz; à peine Fox a-t-il le pouvoir que la mort le lui ravit. L'homme médiocre sous lequel triomphe la politique étrangère de Pitt, lord Liverpool, s'éteint naturellement et obscurément à son poste de premier ministre; mais celui de ses collègues qui avait le travail, le souci et la responsabilité des grandes affaires européennes, lord Castlereagh, se dérobe tristement par le suicide. Puis vient Canning : celui-là porte au front le rayon du génie; il a formé le dessein de pousser l'Angleterre aux initiatives généreuses, il prête l'oreille aux plaintes de la liberté opprimée dans le monde, il veut émanciper les catholiques. Ses compatriotes nous le montrent succombant à la lutte, périssant à la peine, « traqué jusqu'à la mort » par une opposition conservatrice impitoyable. Sir Robert Peel accomplit avec une résolution intrépide la réforme commerciale à laquelle aujourd'hui l'Angleterre unanime se proclame redevable de sa prospérité et de sa concorde sociale. Quel est son salaire? Son propre parti, dont il a bravé les préjugés, le renverse du pouvoir. Il végète quelque temps isolé, et le lendemain du jour où, à propos de l'affaire Pacifico, il a combattu dans un discours plein de probité et de sagesse la politique étrangère de lord Palmerston, il finit, sous les pieds de son cheval, dans une rue de Londres.

C'est, nous l'avouons, vers ce côté mélancolique des destinées politiques que la mort de lord Palmerston, comblé des faveurs de la fortune et comme bercé dans sa douce agonie par la sympathie de tout un peuple, a, par le contraste, appelé notre pensée. Les grands ouvriers meurent à la peine; c'est au moment où ils ont rendu les plus vastes services qu'ils ont été souvent abreuvés des plus amères douleurs, et la mort même n'a pas toujours pu faire la paix des partis sur leur tombe. Il serait malséant et injuste de tirer de ce retour vers le passé une conclusion contraire à lord Palmerston; mais, pour expliquer la bonne fortune de ce ministre privilégié et le bonheur même que l'Angleterre a aimé à partager avec lui, il

n'était pas inutile de songer aux épreuves qu'ont dû traverser ses devanciers.

Le demi-siècle où s'est écoulée la carrière officielle de lord Palmerston a été pour l'Angleterre une époque de profonde régénération intérieure. Nous ne pouvons point avoir la pensée de comparer l'Angleterre à la France. Les procédés des deux peuples sont radicalement différens : le progrès anglais s'accomplit par réformes, le progrès français par révolutions. Nous avons, nous, dans l'esprit le droit abstrait; les Anglais ne regardent qu'au droit acquis, au privilége, et le progrès pour eux n'est que le développement plus raisonnable et plus équitable des priviléges. Cependant, si nous voulions rendre plus sensible le grand travail intérieur, politique et social accompli en Angleterre depuis 1815, nous serions conduits à le comparer en quelque sorte à l'œuvre que la révolution a produite chez nous. L'Angleterre, dans ses plus mauvais jours, au temps des guerres de l'empire, avait conservé la liberté, la liberté de la presse et la liberté parlementaire, — par conséquent les énergies individuelles et les énergies nationales que nourrit et développe la liberté de penser, de parler et d'écrire: mais les institutions intérieures de l'Angleterre, au point de vue religieux, politique, municipal, économique, demeuraient encore, à la fin des guerres impériales, encombrées d'anomalies iniques, absurdes, incompatibles avec ce que notre siècle comporte de bon sens et d'esprit de justice. Il n'y avait partout que priviléges insensés et exclusions insupportables : priviléges religieux, qui excluaient de la vie politique les dissidens et les catholiques; priviléges politiques qui, au profit des vieilles influences aristocratiques, excluaient de la représentation parlementaire la masse des classes moyennes et de vastes cités créées par la puissance de l'industrie et du commerce; priviléges municipaux, qui livraient les administrations locales à d'antiques corporations fondées par les Stuarts; priviléges économiques, qui assuraient des prix de monopole à diverses industries, et surtout à la propriété foncière, concentrée en un petit nombre de mains. Quand la liberté anglaise, la liberté de penser, d'écrire, de parler, de s'associer, de se réunir, fut affranchie de la diversion des guerres impériales, elle se mit à faire aux priviléges absurdes et aux monopoles iniques une guerre opiniâtre où le bon sens et la justice ont fini par triompher. Un jour on obtenait l'abolition du *test*, de l'exclusion qui frappait les dissidens; un autre jour on emportait l'émancipation des catholiques; une fois, et nous pouvons dire sans fausse gloire que notre révolution de juillet n'a point nui à ce triomphe, on faisait la réforme parlementaire; une autre fois on réorganisait les corporations municipales; on combinait dans le sens de ce mouvement tout un ensemble de lois non moins libérales, quoique moins retentissantes; on remaniait les impôts contre le privilége, en faveur des classes laborieuses. Enfin on abolissait les *corn-laws* et l'on fondait la liberté du commerce.

De tout ce travail, terminé à peine depuis quelques années, est résultée

l'Angleterre actuelle, avec cette rénovation sociale et cette vivace activité d'esprit, de commerce et d'industrie où elle se complaît de plus en plus. Un grand cycle de près d'un demi-siècle a été ainsi parcouru. Au bout de cette œuvre, les griefs graves, ceux qui excitent les protestations passionnées des grands esprits et des grands cœurs, ceux qui vont allumer au sein des masses les soulèvemens irrésistibles, ont fait défaut aux défenseurs des causes populaires. Il fallait une halte, et c'est lord Russell qui donnait, il y a deux ans, la formule de cette situation, dominée par une lassitude satisfaite, avec les mots : *Rest and be thankful* (reposez-vous et soyez reconnaissans). C'est dans cet intervalle de repos et de satisfaction mutuelle que lord Palmerston et l'Angleterre s'étaient rencontrés et unis du merveilleux accord que nous avons vu.

Ainsi vont les choses humaines, ainsi revient sans cesse la vieille ritournelle : *sic vos non vobis*. Certes le nom de lord Palmerston n'apparaît dans aucune de ces grandes batailles de la politique intérieure dont l'heureuse issue a procuré à l'Angleterre les loisirs qu'elle savoure depuis quelques années avec tant de délices. Pendant cinquante ans, lord Palmerston a toujours été présent aux accidens de cette guerre : il les a vus d'une bonne place, et il a suivi d'un trot gracieux la phalange victorieuse; mais jamais dans la lutte il n'a joué le grand jeu, jamais il n'a conduit la charge, jamais il ne s'est jeté à corps perdu dans la mêlée en ces grandes journées qui ont décidé des progrès politiques de l'Angleterre. Qui a gagné l'abolition du *test* pour les dissidens? C'est lord John Russell. Qui a emporté l'émancipation des catholiques après les grands efforts de Pitt, de Grattan, de la forte école des whigs, de Canning? Ce sont sir Robert Peel et le duc de Wellington. Qui a fait la réforme électorale? C'est lord Grey et lord John Russell. Qui a opéré la réforme des corporations municipales? C'est lord John Russell. Qui a accompli l'abolition des lois céréales? C'est la persévérance et l'énergie de Cobden et de Bright, c'est l'*unadorned eloquence* de Cobden, c'est le coup de tête de lord John Russell annonçant à la nouvelle de la famine de l'Irlande qu'il abandonnait la politique de demi-mesures de son parti, le système du petit droit fixe sur l'importation des blés; c'est la résolution héroïque de sir Robert Peel sacrifiant toute sa fortune politique à l'intérêt de la paix sociale de son pays. Qui a depuis développé et achevé la politique financière et économique de sir Robert Peel avec un éclat et un bonheur qui ont mis le comble aux jouissances intimes de la nation anglaise? C'est M. Gladstone. Parmi les auteurs de ce bonheur domestique que l'Angleterre a partagé si complaisamment avec son dernier chef, jamais on ne voit en première ligne le nom de lord Palmerston.

Et pourtant il ne faudrait point être injuste envers lord Palmerston; il était préparé par de rares aptitudes et une singulière habileté de conduite aux bonnes fortunes qui attendaient la fin de sa longue carrière. Qui eût dit au temps où les grandes luttes passionnaient les esprits que lord Palmerston serait jamais premier ministre et deviendrait l'homme de l'An-

gleterre entière eût excité un rire universel d'incrédulité. Lord Palmerston pouvait être l'auxiliaire utile et à demi effacé, l'ornement d'un parti, si l'on veut : il n'en pouvait être la force et le chef. Mais s'il n'était point ardent à la lutte, il ne s'y compromettait point; s'il ne se mettait point d'un élan à la tête des combattans, il ne se faisait point d'ennemis même parmi ses adversaires. Les victoires auxquelles il s'associait d'un air dégagé, en amateur, ne laissaient point de ressentiment contre lui au cœur des vaincus. C'est ici qu'il faut dire, à la louange de cet homme heureux, que ses bonnes fortunes n'ont point été le résultat cherché d'une conduite calculée, qu'elles ont été l'effet naturel de son aimable caractère. Ceci aura beau paraître un paradoxe aux lecteurs du continent, c'est la vérité : lord Palmerston n'a jamais été un ambitieux. Il était de ceux qui sont contens du sort que chaque jour leur procure, qui aiment mieux jouir de ce qu'ils ont que d'envier et de poursuivre ce qu'ils n'ont pas; il était aussi de ces esprits doués par le bonheur qui trouvent leur satisfaction à bien faire leur tâche, quelle qu'elle soit. Lord Palmerston restait donc avec agrément et honneur à la place où le mettait la fortune, et ne la dépassait ni par les aspirations impatientes de l'esprit ni par les inquiètes cupidités de l'ambition. Chose curieuse, il avait été quelques années, dans sa première jeunesse, à l'école de ce bon Dugald-Stewart, le philosophe écossais, dont nos professeurs de philosophie, au temps où la psychologie était en honneur, ont tant rebattu le nom à nos jeunes oreilles; Dieu le pardonne aux ombres de Royer-Collard et de Jouffroy! Palmerston n'apprit sans doute à cette honnête école que cette sorte de philosophie négative qui sied à l'homme du monde. Il n'en garda aucun vestige de ce pédantisme qui est resté aux esprits élevés du vieux parti whig. Investi tout jeune encore du titre de sa famille, il entra à la chambre des communes et fut introduit dans l'administration par un de ces postes politiques qui étaient à cette époque des espèces de dotations aristocratiques. Il fut secrétaire de la guerre; mais cette place n'était qu'un office bureaucratique, et ne lui donnait nul accès dans le cabinet, nulle autorité sur les opérations de l'armée anglaise, alors si occupée. Lord Palmerston resta vingt ans à ce poste obscur sans avoir l'air d'aspirer à autre chose; il remplissait si bien les devoirs techniques de sa charge qu'il mérita la qualification de *red-tapist*, que les Anglais donnent un peu dédaigneusement aux fonctionnaires assidus et corrects qui ne paraissent point capables de dépasser la sphère de l'honnête médiocrité. Dans cet intervalle, le jeune lord bureaucrate n'avait guère laissé voir sa bonne humeur et son esprit que dans les commerces mondains et par ces articles de petit journal, ces espiègles satires politiques, ces *squibs*, comme disent les Anglais, innocentes facéties qu'on se permet en riant en Angleterre dans la guerre des partis. Dans ses années de jeunesse, il paraît que Palmerston s'amusait à ces satires en compagnie de Robert Peel, jeune alors lui aussi, et de Croker, que nous n'avons guère connu bien plus tard que par ses rabâchages politiques et littéraires de la *Quarterly Review*. L'en-

thousiasme de Canning, devenu premier ministre, sembla éveiller l'esprit sensé et alerte de lord Palmerston et le convier à la vie politique active. Lord Palmerston était appelé à être l'un des membres les plus brillans de la petite phalange d'élite dévouée à Canning. Ce fut alors qu'il entra dans le cabinet et annonça une vocation plus haute que celle qu'on lui avait attribuée jusque-là. Canning mort, il fit naturellement partie du court ministère des amis de Canning présidé par lord Ripon. Il entra aussi dans le cabinet du duc de Wellington, mais il en sortit bientôt avec M. Huskisson. Les avisés, et lord Palmerston en était, sentaient dès lors que le vieux système électoral n'était plus tenable. On était forcé d'enlever la franchise parlementaire à quelques bourgs pourris, et les libéraux voulaient que l'on transportât aux grandes cités industrielles la prérogative retirée aux bourgs devenus indignes. Les *canningites* qui faisaient partie du cabinet votèrent avec l'opposition. Cette démarche força M. Huskisson et à sa suite lord Palmerston de sortir du ministère. Dès ce moment fut posée la candidature de lord Palmerston à des fonctions plus hautes que celles où il s'était jusqu'alors renfermé. Dans l'héritage libéral de Canning, ce fut la politique étrangère qu'il choisit. Les affaires extérieures étaient une sorte de terrain neutre qui convenait bien à un homme politique qui rompait ses liaisons avec les tories pour contracter une prochaine alliance avec les whigs. Du temps de Canning, cette alliance des tories à l'esprit ouvert et aux tendances modernes avec le libéralisme whig s'était déjà préparée, et eût été consommée peut-être sans l'obstination hautaine de lord Grey. Lord Palmerston, incliné par son bon sens à cette union, vivait d'ailleurs dans le milieu social le plus favorable au rapprochement de l'élite des deux partis. Il était l'ami de M. Lamb, le lord Melbourne des années suivantes, dont il devait plus tard épouser la sœur, la comtesse Cowper, un politique qui, ministre, n'a point donné la mesure d'une grande valeur, mais qui, homme du monde et caractère propre à concilier les partis dans une époque de transition, a laissé après lui à la société anglaise comme un parfum d'exquise aménité d'esprit. A cette époque, le ton de lord Palmerston dans les débats parlementaires s'élève. Ceux qui ne connaissent que son éloquence récente, toute pratique, familière et joviale, seraient surpris à la lecture des discours cadencés qu'il prononçait en menant sa barque du rivage tory au port whig. Il y a des modes de discours comme d'habits. La politique était alors un peu solennelle dans son langage, elle ne dédaignait pas la rhétorique et s'accommodait même d'une pointe de métaphysique. Il ne fut point inutile à lord Palmerston d'avoir été l'insouciant élève de Dugald-Stewart. Qu'on en juge par cette phrase d'un discours prononcé à la fin de la session de 1829, discours qui le désigna comme un futur ministre des affaires étrangères. La phrase, toute doctrinaire qu'elle est, n'a rien perdu de son utile enseignement. « Il y a deux grands partis en Europe, disait Palmerston, un qui s'efforce de dominer par la puissance de l'opinion publique, un autre qui s'efforce de dominer par

la puissance de la force br utale, et l'opinion presque unanime de l'Europe nous donne ce dernier parti pour allié. Le système sur lequel ce parti est fondé est, suivant moi, essentiellement erroné. Il n'y a dans la nature de force motrice que l'esprit; tout le reste est passif et inerte. Dans les affaires humaines, cette force est l'opinion; dans les affaires politiques, c'est l'opinion publique. Quiconque mettra la main sur cette force subjuguera le bras de chair de la force physique et le contraindra à exécuter ses volontés. » Cette profession de spiritualisme politique fit de lord Palmerston le ministre des affaires étrangères du parti whig. Sauf de courts intervalles, de 1831 à 1852 la politique étrangère de l'Angleterre, sous la sanction de cette profession de foi, fut abandonnée à lord Palmerston comme une sorte de vice-royauté lointaine où son goût des affaires et son activité purent se donner libre carrière. L'Angleterre pendant ce temps, sous d'autres chefs, poursuivait le travail de sa réorganisation intérieure. Les autres, dans cette lutte, portaient et recevaient les grands coups. Lord Palmerston, confiné pour ainsi dire à sa mission extérieure, assistait à ce vaste et long débat sans infliger et sans subir de blessures, comme un neutre qui au besoin pourrait devenir un médiateur. A mesure que la tâche réformatrice approchait de la fin, la grande organisation des partis en Angleterre se dissolvait, comme les armées fondent à la guerre. Les partis se détraquaient, leurs chefs tombaient ou s'usaient. L'heure approchait où l'homme politique, qui, en étant toujours resté en évidence, avait été le moins compromis dans la lutte, devait acquérir l'influence prépondérante. Ce moment, lord Palmerston ne fit rien pour le précipiter. On ne saurait trop insister sur ce point et trop l'en louer, lord Palmerston ne courut point au-devant des choses; il les laissa venir à lui avec une complaisante patience et une spirituelle modération. On est en 1853; on sort d'une courte administration tory, qui a fait craindre un recul dans le mouvement intérieur; l'Angleterre croit qu'elle n'a qu'à se préoccuper du dedans, qu'à mettre en sûreté les conquêtes intérieures. Elle appelle au pouvoir tous les bons ouvriers qui ont contribué au grand ouvrage; elle prend les whigs, elle prend les amis de Peel; on fait le ministère de lord Aberdeen, et on se garde de laisser à l'écart un homme de l'importance de lord Palmerston. Celui-ci se prête à tout, il a le bon goût de se faire aussi petit que l'on veut; il laisse à lord Russell le département des affaires étrangères et prend pour lui l'intérieur. Survient l'imprévu, la question d'Orient, la guerre. Les Anglais, depuis si longtemps occupés de leur ménage, n'étaient plus outillés pour ces échauffourées extérieures. Ils n'aiment point et ne comprennent guère ce qu'on appelle la politique du continent, le bavardage diplomatique, les mesquines intrigues de cour, les convoitises territoriales de nos potentats, les lamentations querelleuses de nos nationalités. Il leur faut un homme qui se charge de débrouiller pour eux ce chaos et de conduire tant bien que mal à travers ce vacarme le vaisseau britannique. En 1855 dans les soucis de la guerre d'Orient, en

1859 dans l'appréhension des complications italiennes, il faut un tel homme à l'Angleterre, qui au dedans ne compromette rien par des mouvemens en avant ou en arrière, qui au dehors serve de paravent à sa nation et lui compose une attitude. Cet homme de la halte intérieure et de l'alerte extérieure, il est là, dispos encore malgré son grand âge, vif, souriant, affable, n'exigeant rien et prêt à tout, merveilleusement préparé pour son rôle, *the right man in the right place,* l'homme prédestiné à exercer avec popularité la dictature de l'immobilité satisfaite. Tous les regards le désignent, toutes les voix l'appellent : c'est lord Palmerston. Ainsi s'accomplit entre l'Angleterre et son premier ministre cette union sans exemple qui excite l'étonnement et qui est peut-être digne de toucher la sympathie du monde.

Le philosophe, l'historien, trouveront sans doute que l'Angleterre a été plus grande à d'autres époques, sous la conduite d'hommes d'état d'une autre trempe; nous croyons cependant que la nation anglaise reportera longtemps ses regards avec un affectueux regret vers les six années d'activité prospère, de tranquille contentement qu'elle a passées sous le dernier ministère de lord Palmerston. Nous croyons que la politique extérieure pratiquée par cet homme d'état vis-à-vis de l'Europe laissera sur le continent un souvenir moins heureux. En dépit de sa belle déclaration de 1829, lord Palmerston a médiocrement servi, s'il l'a servie, la cause libérale européenne. Redisons-le : ce n'est ni le moment ni le lieu de juger une politique qui a été mêlée depuis trente-cinq ans à tous les événemens contemporains. On peut seulement indiquer en termes généraux les fautes, les lacunes, les contradictions, qui ont en définitive frappé cette politique de stérilité. Il est impossible, et à nos yeux l'exemple de lord Palmerston en est la preuve, de faire quelque chose de grand et d'utile dans nos affaires collectives d'Europe, si l'on n'a pas dans l'âme une certaine élévation qui touche à la philosophie, si on ne se lie pas fidèlement soi-même à l'observation de certains principes. Lord Palmerston, dans sa politique étrangère, n'a pas eu de principes, ou, s'il en a mis parfois en avant, il y a manqué avec une funeste étourderie. On comprend une direction de la politique anglaise qui pourrait coïncider avec l'intérêt général de l'Europe. L'Angleterre n'a aucun avantage territorial à obtenir en Europe; elle est donc naturellement contraire aux combinaisons qui peuvent changer les arrangemens territoriaux existans. La force extérieure de l'Angleterre ne peut être qu'une force de prestige, une force morale, celle que lui donnent aux yeux du monde l'exercice et les riches fruits de ses libertés intérieures; son intérêt est donc, nous ne dirons pas d'encourager, mais de respecter et de ménager au sein des états européens les tendances qui placent l'intérêt du développement des libertés intérieures au-dessus de l'intérêt des extensions de territoires. Tout gouvernement autocratique et absolutiste a nécessairement une politique étrangère annexioniste; tout gouvernement fondé sur l'exercice des libertés intérieures est nécessairement indifférent aux extensions matérielles, et cherche dans les influences morales les élé-

mens de sa puissance et de sa gloire légitime. A ce compte, c'est l'intérêt bien entendu de l'Angleterre, son intérêt conforme aux intérêts du monde, que les gouvernemens libres soient plus nombreux et plus forts en Europe que les gouvernemens autocratiques. C'est sur ce point que s'est méprise non peut-être l'intelligence, mais la conduite de lord Palmerston. Avons-nous besoin de rappeler ici les puériles et mesquines tracasseries que lord Palmerston a suscitées à la France en 1840 et 1847? La politique de cette époque, vue maintenant à la lumière des événemens qui ont suivi, a de quoi faire hausser les épaules à de véritables hommes d'état anglais. Lord Palmerston n'avait pas cette hauteur d'esprit et cette délicatesse morale qui font la véritable profondeur et la dignité certaine de la politique d'un grand homme d'état. On lui a reporté parfois l'honneur d'actes dont il n'était point le véritable auteur, de la constitution de la Belgique, qui a été bien plus l'œuvre, pour ce qui concerne l'Angleterre, du ferme et grave comte Grey. On a fait le silence sur des velléités imprudentes qui auraient gravement compromis sa réputation et les intérêts de son pays. On assure par exemple qu'il avait été d'avis de reconnaître les états confédérés, et que ce caprice échoua contre la résistance énergique de sir George Lewis, un homme qui avait, lui, de la philosophie et des principes dans la tête, et qui a laissé un vide aujourd'hui cruellement senti en Angleterre. Ce défaut de principes s'aggravait chez lord Palmerston précisément parce qu'il rencontrait en lui un prodigieux entrain pour les affaires et d'extraordinaires facultés d'homme d'action. Lord Palmerston aimait les affaires, il les aimait isolément, l'une après l'autre, et voulait passionnément réussir dans chacune sans trop distinguer les petites des grandes. De là l'importance qu'il donnait souvent aux petites choses et les grosses conséquences qu'il en tirait. De là plus d'une de ses mésaventures en diplomatie. Au surplus il n'avait pas autant d'énergie dans le caractère qu'il avait d'ardeur dans l'action. Il cédait à une résistance inflexible. La France en fit l'épreuve dans la fameuse affaire Pacifico, une de ces tempêtes dans un verre d'eau qu'aimait à souffler l'Éole du *foreign office*. Quand la France, outrée des licences que lord Palmerston prenait envers la Grèce, rappela son ministre de Londres, il y avait ici des gens qui s'écriaient : Au nom de Dieu, ne nous brouillez pas avec lord Palmerston! On tint bon, lord Palmerston céda, et il n'y eut point de brouillerie. Cet homme remarquable était en effet plus docile qu'on ne l'a cru sur le continent à la devise de ses armes, *flecti non frangi*. Il savait plier avec la bonne grâce qui était inséparable de toute sa personne. C'est dans une de ces occasions où il jouait finement le rôle du roseau qu'il nous fut donné de le rencontrer pour la première fois. C'était dans l'hiver de 1847. Quelques mois avant, un ministère whig n'avait pu se former, lord Grey ne voulant pas siéger avec lord Palmerston à cause du trouble que celui-ci avait jeté dans l'alliance anglo-française. Lord Palmerston ne prit point avec une fierté tragique l'exclusion qu'entendait lui donner le grand seigneur whig rébarbatif. Il était

suspect de n'être pas aimé des Français; qu'à cela ne tînt, il vint à la bonne franquette chercher son portefeuille à Paris. Il nous semble le voir encore entrer dans le salon de notre ministre des affaires étrangères, svelte, léger, avec son habit bleu à boutons d'or finement ajusté : il avait gardé ce sautillement sur la pointe du pied qui était une des grâces de l'ancien dandysme; l'âge avait à peine jeté un œil de poudre sur ses cheveux bruns; le visage éclairé d'un spirituel sourire, il échangeait avec M. Guizot un serrement de main cordial que celui-ci ne dut guère songer à lui rendre lorsqu'un an après une révolution l'envoyait à Londres. Cette révolution et ses suites ont montré si la politique de lord Palmerston a été prévoyante. Tout avant cette époque tendait en Europe au progrès des institutions libérales; lord Palmerston laisse en mourant une Europe livrée aux préoccupations annexionistes et aux ambitions territoriales.

La tâche de ses successeurs sera difficile assurément. Le ministère actuel, avec lord Russell à sa tête, reste tel qu'il était : il n'y a, comme l'a dit naïvement un journal, que lord Palmerston de *moins*. Ce simple moins est un profond changement de situation. La trêve des partis, des ambitions d'idées et des émulations personnelles est terminée. Sans doute, en l'absence du parlement et d'une chambre des communes récemment élue et qui n'a pu faire connaître encore son esprit et ses allures, il fallait conserver ce qui était en donnant à lord Russell le poste de *premier*, en confiant les affaires étrangères à lord Clarendon et en investissant M. Gladstone de la direction de la chambre des communes. Le premier trait de la situation nouvelle est l'essor que va prendre enfin M. Gladstone. L'éloquent chancelier de l'échiquier cesse d'être un ministre attaché à une spécialité; il devient l'organe général du ministère au sein d'une chambre où se concentre le gouvernenemeut du pays. Il ne manque à M. Gladstone que le nom de premier ministre, il en a le véritable pouvoir. L'avenir des questions intérieures en Angleterre va dépendre de l'attitude de M. Gladstone et du degré d'habileté qu'il montrera dans le maniement de la chambre des communes. Aussi est-ce vers ce merveilleux orateur que se tournent en ce moment toutes les espérances et toutes les craintes. M. Gladstone n'a peut-être pas encore de parti parlementaire. Les tories le signalent aux défiances des conservateurs comme un enthousiaste épris des innovations les plus dangereuses. Les vieux whigs ne redoutent pas moins ses velléités de réforme électorale, et ils ne sont guère capables de ressentir une grande tendresse pour un homme de ce talent qui n'est point sorti de leur giron. Des esprits impartiaux ont regretté que M. Gladstone ait perdu le siége d'Oxford et ait été obligé de solliciter le mandat d'un corps électoral nombreux et démocratique comme celui du Lancashire. La représentation d'Oxford ne lie point à un *credo* politique trop étroit : c'est surtout un grand honneur universitaire qui laisse à celui qui en est l'objet une large liberté intellectuelle; ces conservateurs craignent qu'associé à un autre corps électoral, M. Gladstone ne soit obligé de souscrire à des engage-

mens plus précis et à plus courte échéance envers le libéralisme avancé. M. Gladstone se trouvera placé dans la chambre entre les sarcasmes des tories, les invitations caressantes des radicaux, la défiance des whigs et au besoin les attaques des libéraux conservateurs, qui ont pour orateurs des hommes d'un vrai talent, tels que MM. Lowe et Horsman. L'inconnu de l'avenir, c'est la marche que suivra M. Gladstone : il nous paraîtrait étrange en tout cas que l'on exigeât de M. Gladstone la continuation de la politique temporisatrice et stagnante qui a été celle de lord Palmerston. Un homme doué comme l'est le nouveau *leader* des communes est fait pour le mouvement, non pour l'inaction. La politique étrangère ne peut non plus rester stationnaire. Si dans les circonstances actuelles l'Angleterre répugne à toutes les alliances, si elle ne veut rien faire en participation avec qui que ce soit, qu'elle proclame du moins ses principes libéraux, et qu'elle les maintienne de telle sorte que cette action morale puisse être de quelque profit aux causes libérales du continent.

L'opinion publique en France, avec une réserve décente, se demande depuis quelque temps si nous allons faire un pas en avant et dans quel sens. Nous avons noté au passage ces symptômes de l'opinion sans être en état d'éclairer les timides impatiences qu'ils révèlent. Cependant on nous annonce aujourd'hui un progrès qui, pour n'être point de l'ordre politique le plus relevé, n'en aurait pas moins une certaine importance. Il paraît que les grands débats auxquels la conduite de nos finances a donné lieu au sein du corps législatif, au commencement de cette année, n'auraient point été négligés par l'esprit attentif de l'empereur. Nous l'avons répété maintes fois quant à nous : réduire les dépenses, se ménager des excédans de revenus, voilà où est aujourd'hui le point d'honneur gouvernemental. Henri IV avait une réserve d'écus, Napoléon entassait des millions dans les caves des Tuileries; la plus sûre, la plus efficace, la plus utile des tirelires, c'est maintenant de se réserver chaque année dans son budget un surplus des revenus sur les dépenses; c'est ainsi qu'au point de vue intérieur, comme au point de vue extérieur, la politique acquiert sa véritable liberté d'action. L'empereur aurait donc engagé les ministres à présenter leurs budgets avec des réalisations d'économies. On estime que les dépenses pourraient être ainsi réduites d'environ 30 millions. Les économies notables porteraient sur les budgets de l'armée et de la marine, et uniraient par conséquent un heureux caractère politique à l'avantage financier. La pensée du ministre des finances, approuvée par l'empereur, irait plus loin : on voudrait, en établissant le principe d'un excédant disponible du budget, revenir, sous une autre forme que l'ancienne, au rachat de la dette par annuités variables, à l'amortissement. Les mesures dont on parle sont à coup sûr dignes d'attention et d'éloges : on nous affirme qu'elles sont très sérieusement décidées, que l'emereur en a l'exécution à cœur. Le ministre des finances a préludé à cette économie par l'annonce, plutôt encore que par la réalisation, d'un changement important dans l'organisation

de notre service de trésorerie. Il voudrait opérer progressivement la substitution d'un autre rouage au service des receveurs-généraux. Les recettes générales sont le dernier vestige qui reste parmi nous des places de finance de l'ancien régime. On ne s'explique point la durée de cette institution, créée pour les besoins d'une autre époque. Il est clair que la Banque de France, avec son réseau de comptoirs départementaux, peut faire chez nous ce que la Banque d'Angleterre fait chez nos voisins, et doit pouvoir effectuer avec la plus grande économie possible le service de la trésorerie. Il serait à souhaiter que M. Fould, puisqu'il a mis la main à cette réforme, la complétât le plus promptement possible. Des mesures destinées à faire disparaître une fonction et une classe de fonctionnaires ne peuvent guère s'exécuter à moitié : on ne peut pas longtemps laisser les hommes, pas plus que les choses, entre la vie et la mort. Ce qu'il y a de plus remarquable peut-être dans cette mesure de la suppression des receveurs-généraux, c'est l'esprit de désintéressement dont elle témoigne. Le pouvoir avait là un nombre considérable de places qui représentaient la fortune, places enviées, recherchées, avidement sollicitées. Il n'est pas commun, nous en convenons, de voir un gouvernement renoncer de lui-même à un si riche patronage. Les projets d'économies dont nous parlons ne sauraient être dérangés par les légers troubles qui ont recommencé dans le sud de l'Algérie. Les idées politiques de l'empereur sur l'Algérie s'accordent d'ailleurs avec un système d'économies financières; on en verra la preuve dans la brochure que l'empereur a écrite sur l'Algérie. Ce curieux mémoire, dont la première édition n'avait point été livrée à la publicité, sera enfin sous peu de jours mis à la disposition de tous ceux qui auraient le désir de le consulter. Ignorant si des corrections seront introduites dans la prochaine édition, nous n'osons point entrer dans l'appréciation détaillée de cette étude consciencieuse. Nous nous contenterons de dire que l'empereur nous y donne l'exemple de la plus entière franchise dans la critique : c'est une belle et bonne leçon d'opposition dont nous aimerions à faire notre profit. L'empereur donne d'ailleurs ici une autre preuve de son désintéressement, car le système si résolûment combattu par lui n'est après tout que celui que son gouvernement a pratiqué pendant quatorze ans de règne.

Les choses en Italie ne touchent point assurément à une solution finale : elles marchent pourtant dans tous les sens suivant leurs voies naturelles. Les élections générales sont terminées; l'opération de l'évacuation de Rome par nos troupes est réglée, et les échéances successives en sont fixées d'avance. Enfin la cour de Rome se prépare à sa façon aux événemens en renonçant au concours d'un homme, M. de Mérode, qui s'était depuis longtemps dévoué à elle avec éclat. Il est difficile d'apprécier la portée des élections italiennes. Naturellement le parti qui a le plus contribué au succès du transfert de la capitale et de la convention du 15 septembre, la *consorteria*, comme l'appellent les Italiens, devait recueillir immédiatement

sa moisson d'ingratitude populaire. Ce parti sort des élections légèrement décimé. Cette besogne électorale achevée, la tâche gouvernementale commence enfin. On va voir si le ministère ira au plus pressé et inaugurera une politique financière vigoureuse; on va voir si les négociations avec Rome seront reprises. La disgrâce de cour qui a subitement frappé M. de Mérode ne nous afflige ni ne nous surprend. M. de Mérode, il faut le reconnaître, s'était consacré au service du saint-siége avec une chevalerie qui n'est plus guère de mode, mais dont la sincérité et le désintéressement étaient respectables. Il n'avait point recherché l'action politique qu'on lui a vu exercer. Il était au siége de Rome, soignant nos soldats malades, lorsque le pape le choisit pour un de ses camériers. Avant que l'unité italienne fût prononcée, et tandis que la France voulait mettre un terme à l'occupation, lorsque l'on eut l'idée de faire garder le pape à Rome par une petite armée cosmopolite, on fit de M. de Mérode un ministre des armes. Peut-être eût-il été logique de supprimer ce ministère après le malheur de Castelfidardo; mais l'expérience n'était point achevée : tout en essayant de réorganiser une petite troupe, M. de Mérode poursuivit avec l'impétuosité de son caractère la pensée de galvaniser la vieille abbaye romaine, d'obtenir la correction d'abus séculaires, de simuler la vie d'une cité moderne en prenant des mesures de salubrité publique, en perçant des rues, en construisant des maisons, etc. M. de Mérode, en portant ainsi à sa façon un peu d'esprit occidental, belge ou français, dans la cour de Rome, commettait, sans s'en douter, un crime irrémissible contre la cléricature, la prélature, le sacré collége romains. De quoi se mêlait cet ultramontain, ce Batave, ce barbare? Pourquoi allait-il troubler dans son goût innocent pour les gemmes l'élégant et discret cardinal Antonelli? pourquoi ne voulait-il pas que les choses allassent comme elles sont toujours allées? L'indigénat s'est à la fin révolté contre l'externat. La vieille Rome veut mourir en paix et rester italienne. Nos amis catholiques disent en manière de figure oratoire que Rome appartient, non à l'Italie, mais au catholicisme. On a bien fait voir à M. de Mérode si la Rome ecclésiastique est douée de cet esprit de cosmopolitisme que rêvent pour elle nos innocens ultramontains. Il a bien fallu que le pape, cédant après tout aux siens, relevât M. de Mérode de ses fonctions. La portée de ce petit incident est remarquable en ce sens, qu'il prouve aux plus incrédules l'incapacité radicale du pouvoir des papes à gouverner aux conditions que nos plus fervens catholiques exigent eux-mêmes dans l'ordre des relations civiles.

Ce n'est point à nous qu'il appartient de faire un digne accueil au beau volume de vers que M. Victor Hugo vient de publier; nous ne voulons ici payer qu'une dette de reconnaissance en donnant à cette œuvre du grand poète nos applaudissemens les plus sympathiques. Le livre s'appelle *les Chansons des Rues et des Bois;* on s'en ferait une idée incomplète si l'on s'en tenait à la lecture de quelques pièces détachées. C'est une œuvre qui a son unité, ses proportions voulues, sa large et charmante harmonie. Ja-

mais peut-être Victor Hugo ne s'est montré plus jeune, plus riche de séve, animé d'une volonté d'artiste plus énergique et plus puissante. Nos lecteurs connaissent le fier exorde de cette symphonie pastorale, ce cheval des inspirations lyriques au mors duquel se pend le poète comme un cavalier que Michel-Ange aurait sculpté. Victor Hugo mène bien au vert ce Pégase du délire poétique. Quels sons, quels parfums, quels caprices, quelles fantaisies dans ces heures données à la nature et aux émotions d'amour! Nous ne citerons que deux pièces, *les Étoiles filantes,* ravissant nocturne, *andante* suave et magnifique qui est comme le point culminant de la symphonie, et le chant hardi, agreste, plein de mâle bonhomie, que M. Hugo a nommé *le Chêne du Parc détruit.* Mais le poète ne laisse point au pâturage son terrible cheval. Dans l'ode superbe adressée au cheval à la fin du volume, le poète renvoie le monstre à la lutte, à l'abîme, à l'idéal. C'est là que M. Hugo trouve des accens qui n'appartiennent qu'à lui; c'est la véritable fureur poétique dans le sens antique et grandiose du mot; on ne peut entendre sans tressaillir cette voix de titan. On est fier, en vérité, des miracles que M. Hugo fait accomplir à notre langue poétique, et on voudrait le remercier, comme d'un service rendu à la patrie, des grandes et nobles choses qu'il envoie à nos âmes avec cet élan héroïque et sous cette forme incomparable. E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Mme ÉLISABETH D'APRÈS SA CORRESPONDANCE.

Si la plupart des natures sont, comme le dit Montaigne, « ondoyantes et diverses, » il existe en revanche des caractères tout d'une pièce qui frappent l'esprit par leur harmonieuse unité : telle fut la sœur de Louis XVI, Mme Élisabeth, dont les correspondances récemment publiées ont fait connaître la vie et l'âme tout entière. L'Évangile, la *Vie des Saints,* l'*Imitation de Jésus-Christ,* sont le pain quotidien de cette âme essentiellement chrétienne et catholique. Persuadée que hors de l'église et de la royauté légitime il ne peut y avoir de salut ni dans le temps ni dans l'éternité, elle regarde la révolution comme une suite de sacriléges et de blasphèmes. C'est à la religion qu'elle subordonne toutes ses idées, tous ses jugemens. Elle se sent le courage de tout supporter, excepté les persécutions contre la foi, et, plutôt que d'en être témoin, elle demande au ciel la grâce de la retirer de ce monde. Au moment de la mort de Mirabeau, n'écrit-elle point que « les aristocrates le regrettent beaucoup, » mais que pour elle, « quoique très aristocrate, » elle ne peut s'empêcher de regarder cette mort comme un trait de la Providence! « Je ne crois pas, ajoute-t-elle, que ce soit par des gens sans principes et sans mœurs que Dieu veuille nous sauver. » Royaliste et réactionnaire dans l'âme, elle considère comme le plus grand des maux l'absence d'une religion d'état. Lorsque

l'assemblée donne aux juifs la possibilité d'être admis à toutes les fonctions publiques, la princesse se désole d'un semblable décret. « Il était réservé à notre siècle, s'écrie-t-elle avec amertume, de recevoir comme amie la seule nation que Dieu ait marquée d'un signe de réprobation! » Ainsi donc, on ne le voit que trop bien, il ne faut point demander à Mme Élisabeth l'intelligence des idées nouvelles. La sœur de Louis XVI n'en est pas moins une figure aussi touchante que sympathique. Bien que n'ayant pas au même degré que Marie-Antoinette le charme de la mélancolie et le prestige de la majesté, elle attache par sa modestie, sa douceur, son caractère simple et naïf. Montrant sur les marches du trône toutes les vertus privées et tous les sentimens de famille, elle a plus qu'aucune autre femme la qualité suprême, la bonté. Marie-Antoinette est une Allemande à l'imagination rêveuse et poétique; Mme Élisabeth, nature prosaïquement vertueuse, est une Française, unissant parfois la gaîté au calme et au courage. Sans avoir les élans sublimes, la fierté d'attitude et de langage de la fille de Marie-Thérèse, elle exerce sur l'âme un charme réel, et, placée au second plan, dans le demi-jour, elle y brille d'un éclat qui, pour ne point éblouir les yeux, ne les pénètre pas moins d'une douce lumière.

Mme Élisabeth, née le 3 mai 1764, n'avait que six ans à l'époque de l'arrivée de Marie-Antoinette en France. La première fois qu'elle vit sa jeune belle-sœur, la dauphine s'attachait à cette nature un peu sauvage, qu'elle espérait apprivoiser. Elle lui trouva « un air déterminé et doux en même temps. » On ne pouvait mieux juger; ce mélange de détermination et de douceur sera en effet le trait caractéristique de l'âme de la princesse. La dauphine avait vu du premier coup d'œil que cette enfant « brusque, emportée, volontaire à faire peur, indocile à toutes les remontrances, » deviendrait une femme accomplie. C'est à la religion que Mme Élisabeth fut redevable du changement qui se produisit en elle. En 1778, elle voulait se faire carmélite. Depuis le départ de sa sœur Clotilde, qui venait d'épouser le prince de Piémont (devenu plus tard roi de Sardaigne), elle se sentait comme isolée au milieu du tumulte de la cour. Sombre, retirée en elle-même, ne cessant de pleurer, elle ne désirait plus que les austérités du cloître, et, sans la vive opposition de son frère et de la reine, elle aurait certainement pris le voile.

Son cœur aimant et tendre chercha des consolations dans l'amitié. Elle en comprenait tout le charme et toutes les saintes délicatesses. Bienfaitrice de ses deux meilleures amies, Mlle de Causan et Mlle de Mackau, devenues, l'une marquise de Raigecourt, l'autre marquise de Bombelles, elle leur savait gré à toutes deux du bien qu'elle leur avait fait. Pour doter Mlle de Causan, elle se fit avancer pour cinq ans par le roi les 30,000 livres d'étrennes qu'elle en recevait annuellement; grâce à cette somme de 150,000 livres, son amie, bien mariée, put rester auprès d'elle. Et quand, au retour de chaque année, on parlait d'étrennes : « Moi, je n'en ai pas encore, s'écriait gaîment la princesse, mais j'ai ma Raigecourt! » Lorsque

Mlle de Mackau épousa le marquis de Bombelles (1), Mme Élisabeth, lui ayant obtenu du roi une dot et une pension, la garda également auprès d'elle et la fit nommer dame pour accompagner. « Voici donc mes vœux remplis, lui disait-elle. Qu'il est doux de penser que c'est un lien de plus entre nous, et d'espérer que rien ne pourra le rompre! » Quoi de plus touchant que cette lettre écrite en 1786 par la princesse à Mme de Bombelles : « Je possède au monde deux amies, et elles sont toutes deux loin de moi! Cela est trop pénible; il faut absolument que l'une de vous revienne. Si vous ne revenez pas, j'irai à Saint-Cyr sans vous, et je me vengerai encore en mariant notre protégée sans vous. Mon cœur est plein du bonheur de cette pauvre enfant qui pleure de joie, et vous n'êtes pas là! J'ai visité deux autres pauvres familles sans vous! J'ai prié Dieu sans vous; mais j'ai prié pour vous, car j'ai besoin de sa grâce, et j'ai besoin qu'il vous touche, vous qui m'abandonnez! » Où trouver une plus tendre sollicitude que dans cette autre lettre de 1787 : « tiens bien la parole que tu me donnes de te ménager?... Pense beaucoup à tes amies, cela te donnera le courage de t'occuper de toi. L'amitié, vois-tu, ma chère Bombelles, est une seconde vie qui nous soutient en ce monde. » Quand l'heure des dangers arriva, Mme Élisabeth fut privée de ses deux compagnes d'enfance, qui partirent pour l'émigration. La princesse, restée seule, se consolait de leur absence en leur écrivant, et dans les temps d'orage comme aux jours de splendeur c'est toujours vers l'amitié que se tournaient les pensées de son âme.

Nous qui savons d'avance le dénoûment du drame, nous ne voyons dans les péripéties que ténèbres et sang. L'idée de la catastrophe finale nous poursuit, nous obsède. L'échafaud ne cesse pas un instant d'être sous nos yeux. Heureusement la réalité ne fut pas toujours aussi horrible. On venait de prier Dieu avec tant de ferveur qu'on se flattait d'avoir apaisé sa colère. Tant de personnes pieuses élevaient leurs mains au ciel! « Il ne pourra résister, » disait Mme Élisabeth. Le souvenir de Charles Ier se dressait, il est vrai, dans l'ombre; mais on pensait que de pareils crimes ne se renouvellent pas, et que rarement dans l'histoire des situations analogues ont des conclusions identiques. Il y avait donc des heures de calme, d'apaisement. Soutenue par sa jeunesse et par son innocence, Mme Élisabeth renaissait alors à la vie. Les ombrages de Saint-Cloud lui faisaient oublier les spectacles horribles dont elle avait été témoin. Il est intéressant d'étudier ces alternatives pathétiques de consolations et de tristesses, d'espoir et de découragement. Au lendemain des journées d'octobre, la princesse écrivait des Tuileries à Mme de Bombelles : « Tout est tranquille ici. La cour est établie presque comme autrefois. On voit du monde tous les jours. Tout cela, mon cœur, ne me déplaît point; vous savez que je suis aisée à m'ac-

(1) M. de Bombelles, alors diplomate, puis maréchal de camp dans l'armée de Condé, perdit sa femme en 1800. Il se fit prêtre et devint évêque d'Amiens en 1819. Son troisième fils fut le dernier mari de l'impératrice Marie-Louise.

commoder de tout. » Et le 29 janvier 1790 : « Je te dirai en abrégé que je ne suis point malheureuse. Il est des momens où je sens plus vivement que d'autres ma position; mais au total Dieu me fait la grâce de la supporter fort bien. » Mme Élisabeth est-elle tentée de se plaindre des gens qui l'espionnent et qui la tiennent comme « dans une cage, » aussitôt la pensée de Dieu l'empêche de murmurer. « S'il veut se venger de nous, dit-elle, nous aurons beau faire, il sera toujours le maître. » Aussi, dans les plus cruelles épreuves, n'abandonne-t-elle pas sa quiétude accoutumée.

C'est qu'au milieu de toutes les agitations d'une époque fébrile et sanglante elle garde le plus grand des biens, la paix du cœur. Conscience sans reproche, elle n'a peur ni de la souffrance ni de la mort. Plus l'heure des catastrophes approche, plus son courage grandit. De la manière la plus simple et la plus naturelle du monde, elle pense et dit des choses sublimes. « Je n'ai point de goût pour le martyre, écrivait-elle à Mme de Raigecourt en 1791, mais je sens que si j'y suis destinée, Dieu m'en donnera la force. Il est si bon, si bon ! » Bénissant la douleur et recevant l'adversité comme un bienfait, elle se réjouit sincèrement « de faire sur terre son purgatoire. » Convaincue que les calamités qui accablent la France sont un juste châtiment du ciel, elle s'humilie profondément sous la main qui la frappe. Sa nature, d'ordinaire assez prosaïque, s'élève jusqu'à la poésie du mysticisme quand elle écrit à Mme de Bombelles : « Pensons que le cœur de Dieu souffre plus encore que sa colère n'est irritée. Il dépend de nous de le consoler. Ah! que cette idée doit animer la ferveur des âmes assez heureuses pour avoir de la foi ! Fais prier tes petits enfans. Dieu nous dit que leur prière lui est agréable. » N'y a-t-il pas dans ce langage des accens dignes d'une sainte Thérèse? C'est la loi de l'Évangile, ce sont les doctrines de l'*Imitation de Jésus-Christ* pratiquées sur les degrés du trône.

Chose bien digne de remarque, cette princesse si pieuse et si bonne n'était jamais contente d'elle-même. « Je ne sais pas, disait-elle, comment le bon Dieu fera pour me sauver, car je ne m'y prête guère. » Elle ne se trouvait jamais assez de résignation et de ferveur. Ses lettres ressemblent souvent à des examens de conscience. Elle y exprimait des idées toutes mystiques, et cela dans un style familier, trivial même. « Je suis dans mes veines de maussaderie vis-à-vis de Dieu, écrivait-elle à Mme de Raigecourt... J'aurais dû me piquer de dévotion aujourd'hui pour au moins réparer un peu tout ce qu'on fait contre Dieu... Au lieu de cela, j'ai été pis qu'une bûche... Je suis plus sèche, plus bête que ceux qui n'ont jamais connu la douceur du joug qui m'est imposé. » S'accusant « de ne savoir profiter ni des biens ni des maux de ce monde, » de vivre dans l'agitation, de n'être pas « maîtresse de sa tête, » de ne pas trouver encore ce calme dont elle faisait tant de cas et qu'elle sentait, disait-elle, si rarement, elle avait ces incessans scrupules, ces inquiétudes secrètes qui sont l'exagération de la vertu. C'est à sa conscience timorée que se serait appliquée cette phrase d'une de ses lettres à Mme de Raigecourt : « oui, ton âme est trop délicate;

la plus petite chose la blesse... Ne te charge pas l'esprit de scrupules, tu offenserais Dieu qui t'a fait tant de grâces et qui mérite bien que tu ailles à lui avec la confiance d'un enfant. »

Plus occupée des choses du ciel que des choses de la terre, Mme Élisabeth avait cependant en politique des idées ou, pour mieux dire, des convictions fort arrêtées. Caractère énergique, elle souffrait en silence de la faiblesse de son frère, et, sans jamais se permettre contre lui la plus légère critique, elle s'apercevait de toutes les fautes que ce prince malheureux commettait par excès de bonté. Elle écrivait à Mme de Bombelles le 1er mai 1790 : « Tu crains la guerre civile; moi, je t'avoue que je la regarde comme nécessaire... Jamais l'anarchie ne finira sans cela, et je crois que plus on retardera, plus il y aura de sang répandu. Voilà mon principe. Il peut être faux. Cependant, si j'étais roi, il serait mon guide, et peut-être éviterait-il de grands malheurs. » Elle voyait avec peine qu'on avait laissé échapper les occasions d'agir, et qu'il était trop tard pour regagner le temps perdu. « Si nous avions su profiter du moment, disait-elle dans la même lettre, croyez que nous aurions fait beaucoup de bien; mais il fallait avoir de la fermeté;... il fallait affronter les dangers, nous en serions sortis vainqueurs. » Elle s'affligeait de voir le roi tomber dans un découragement, dans une torpeur qui allait jusqu'à l'abattement physique, jusqu'à une complète atonie. La reine elle-même, la reine si héroïque, si digne, par son courage, de sa mère Marie-Thérèse, avait des momens où elle succombait à la douleur. « Ma fille pleure souvent avec moi, écrivait-elle à la duchesse de Polignac en 1790. Je dévore mes larmes pour cette pauvre petite, et la sérénité d'Élisabeth nous soutient et nous relève tous. »

Le dévouement de Mme Élisabeth était d'autant plus digne d'éloges qu'il était purement volontaire. Quand Mesdames, tantes du roi, partirent de Bellevue, au commencement de 1791, pour aller se réfugier à Rome, elles voulurent emmener leur nièce. La vie de Rome eût convenu parfaitement aux goûts de la princesse, qui y aurait trouvé, avec la société de ses tantes, qu'elle aimait tendrement, un asile calme et religieux. Il lui aurait été non moins facile de suivre dans l'émigration ses frères les comtes d'Artois et de Provence. Elle ne s'arrêta pas un seul instant à cette pensée; elle voulut rester près du roi, comme au poste de l'honneur, du danger, du devoir. Cette résolution, si conforme à son caractère courageux et dévoué, lui paraissait toute naturelle. Partir serait à ses yeux « une barbarie et en même temps une platitude dont elle serait bien fâchée qu'on la crût capable. »

Associée à toutes les angoisses de l'agonie de la royauté, elle ne montre jamais plus de calme, plus de présence d'esprit qu'au milieu des plus grands périls. Dans la journée du 5 octobre 1789, elle sauve plusieurs gardes du corps. A Varennes, elle conserve toute sa fermeté d'âme dans ce fatal moment où l'arrestation du roi fugitif est le signal de la chute de la monarchie. Barnave s'est assis dans le fond de la voiture du roi, entre Louis XVI et la reine, Mme Élisabeth est sur le devant avec Pétion et Madame Royale.

Le jeune dauphin passe alternativement des genoux de ses parens à ceux des deux commissaires de l'assemblée. Mme Élisabeth sert à boire à Pétion. Sans même la remercier, le député républicain hausse son verre pour indiquer qu'il ne veut plus de vin. Il jette les os de volaille par la portière au risque de les envoyer sur le visage du roi. Nature plus délicate et plus élevée, Barnave rougit de cette rudesse intentionnellement outrageante, et il accorde de respectueux égards à l'immense infortune dont il est le témoin ému. Lui qui avait si souvent tonné contre l'ancien régime, lui, le tribun ardent et terrible, qui avait fait pâlir la popularité de Mirabeau, quand Mirabeau s'était rapproché du trône vacillant, lui qui, en arrivant à Varennes, s'était sans doute juré d'étouffer tout sentiment de compassion dans son cœur, il ne peut résister à un subit attendrissement. Ses vieilles haines sont vaincues par la triste et douloureuse majesté de la reine, par la douceur de Mme Élisabeth, qui parle des maux de la France en termes si touchans et si nobles. Voici qu'un vieux prêtre s'approche des roues de la voiture, et d'une voix tremblante d'émotion pousse le cri de « vive le roi! » Aussitôt il est entouré d'une centaine de furieux. Il va être massacré. Barnave passe la tête hors de la portière. « Tigres, s'écrie-t-il, avez-vous cessé d'être Français? Nation de braves, êtes-vous devenus un peuple d'assassins? » Ces seules paroles sauvent de la mort le prêtre déjà terrassé. Mme Élisabeth n'oubliera pas ce généreux élan du jeune député de Grenoble. « Cet homme a bien du talent et de l'esprit, écrit-elle quelque temps après : il aurait pu être un grand homme, s'il l'avait voulu; il le pourrait encore, mais la colère du ciel n'est pas apaisée. » Barnave, l'ennemi du trône, en est devenu le défenseur. Pendant tout l'hiver de 1791, il essaiera de rapprocher de la cour le parti constitutionnel, et à la veille de la journée du 10 août il dira à Marie-Antoinette, en la voyant pour la dernière fois : « Bien sûr de payer un jour de ma tête l'intérêt que vos malheurs m'avaient inspiré, je vous demande pour toute récompense l'honneur de baiser votre main. »

Depuis longtemps déjà, Mme Élisabeth s'est habituée à l'idée du martyre. Elle ne ressemble pas à tant d'âmes qui attendent l'agonie pour se préparer à la mort. Elle écrivait, dès l'année 1790, à Mme de Bombelles : « Comme je viens, ma petite *Bombe*, de relire mon testament et de voir que je t'y recommande aux bontés du roi, et que je te laisse mes cheveux, il faut bien que je te le dise moi-même, que je me recommande à tes prières, et puis que je te dise encore une petite fois que je t'aime bien... Ne va pas me regretter assez pour te rendre un peu malheureuse. Adieu. Sais-tu bien que les idées que tout cela laisse ne sont pas gaies? Il faudrait pourtant s'en occuper, surtout dans ce moment. » Même avant d'avoir été sanctifiée par le malheur, aux jours de calme et de prospérité, elle écrivait : « Plus on voit le monde, plus on le voit dangereux, ou plus digne de mépris que de regret, lorsqu'il faudra le quitter. » Une femme d'un pareil caractère ne devait être surprise par aucun événement. Elle

savait bien qu'elle « ne serait jamais capable de trahir ni son devoir ni sa religion. » Comprenant bien toute l'étendue des catastrophes imminentes : « Bon Dieu! s'écriait-elle, dans quel temps nous avez-vous fait naître? Moi qui, il y a quelques années, me réjouissais de n'être pas née dans le siècle passé! Ah! si nous avons bien péché, Dieu nous punit bien! »

Et pourtant la princesse, qui avait un si juste pressentiment de l'avenir, conservait au milieu des crises les plus terribles deux qualités essentiellement françaises, la gaîté et le patriotisme. Comme l'oiseau captif qui dans sa cage chante encore, elle oubliait parfois l'amertume de sa destinée. Si les atteintes portées à la religion la plongeaient dans le chagrin, elle supportait tout le reste, non-seulement avec calme, mais avec une sorte d'entrain, de verve, de bonne humeur. L'assemblée venait de supprimer la noblesse héréditaire et les titres héraldiques. Mme Élisabeth écrivait à Mme de Bombelles : « Pour moi, j'espère bien m'appeler Mlle Capet, ou Hugues, ou Robert, car je ne crois pas que je puisse prendre le véritable nom, celui de France. Cela m'amuse beaucoup, ajoute-t-elle, et si ces messieurs voulaient ne rendre que de ces décrets-là, je joindrais l'amour au profond respect dont je suis pénétrée pour eux. Tu trouveras mon style un peu léger vu la circonstance; mais comme il ne contient pas de contre-révolution, tu me le pardonneras... Il faut bien rire un peu. »

Mme Élisabeth garde avec la gaîté l'amour de la patrie. En 1791, le roi et la reine viennent de recevoir quelques marques de respect. « Ah! mon cœur, s'écrie-t-elle, le sang français est toujours le même. On lui a donné une dose d'opium bien forte, mais il n'est point glacé, et l'on aura beau faire, il ne changera jamais. Pour moi, je sens que depuis trois jours j'aime ma patrie mille fois davantage. » Quand les armées étrangères menacent le sol français, la princesse parle-t-elle le langage des émigrés? Non, elle a des accens patriotes; on reconnaît que le sang de Henri IV coule dans ses veines. Elle écrit à Mme de Bombelles le 5 août 1791 : « La Russie, la Prusse, la Suède, l'Allemagne, doivent tomber sur nous; l'Espagne ne sait pas trop ce qu'elle fera, et l'Angleterre reste nulle; mais tranquillise-toi, ma Bombe : ton pays acquerra de la gloire, et puis voilà tout. Trois cent mille gardes nationaux, parfaitement organisés, et tous braves par nature, bordent les frontières, et ne laisseront pas approcher un seul houlan. Les mauvaises langues disent que du côté de Maubeuge huit houlans ont fait demander pardon à cinq cents gardes nationaux et à trois canons. Il faut les laisser dire, cela les amuse : nous aurons notre tour pour nous moquer d'eux. »

N'avons-nous pas raison de constater que Mme Élisabeth est une nature essentiellement française? Elle le prouva par son courage. Le 20 juin 1792, lorsqu'une foule furieuse se précipite dans les Tuileries, elle s'attache à l'habit du roi et déclare qu'elle ne se séparera pas de son frère. Des assassins armés de piques la prennent pour Marie-Antoinette et veulent la percer de leur fer. « Arrêtez, s'écrie-t-on, c'est Mme Élisabeth. — Pour-

quoi les détromper? dit la princesse impassible. Cette erreur peut sauver la reine. » Le 10 août, Mme Élisabeth assiste encore avec un calme qui ne se dément pas aux funérailles de la monarchie. Elle suit le roi dans ce triste cortége qui va des Tuileries à l'assemblée. La princesse est l'ange de la prison, comme elle avait été l'ange de la cour. Tant que la famille royale est réunie, il y a encore des momens de douceur, de consolation. Mme Élisabeth donne au petit dauphin et à Madame Royale des leçons de musique. On entend quelquefois résonner des chants sous les fenêtres du Temple. C'est la voix des deux pauvres enfans captifs. Dans son livre sur Louis XVII, M. de Beauchesne a raconté tous les détails de cette captivité si touchante et cette scène du 20 janvier, cette heure d'angoisse où le monarque infortuné embrasse sa femme, sa sœur, ses enfans pour la dernière fois. La convention ne laissera pas à la reine et à Mme Élisabeth l'adoucissement d'une même prison; mais dans sa cruelle solitude c'est encore à sa vertueuse belle-sœur que s'adressent les pensées de Marie-Antoinette. C'est à elle qu'elle écrit, le 16 octobre 1793, à quatre heures et demie du matin, quelques heures avant de monter à l'échafaud, cette lettre admirable où elle lui disait : « Et vous, ma bonne et tendre sœur, vous qui avez par votre amitié tout sacrifié pour être avec nous, dans quelle position je vous laisse!... »

Un instant l'on put croire que les terroristes avaient oublié la sœur de Louis XVI. Depuis qu'elle avait été séparée de la reine le 2 août 1793, elle était restée au Temple avec Madame Royale (la future duchesse d'Angoulême). On lui avait caché la mort de Marie-Antoinette, dont la lettre d'adieux ne lui était point parvenue. Tenue au secret et vivant dans une ignorance absolue de tout ce qui se passait au dehors (elle ne savait de nouvelles que celles qu'elle entendait crier dans la rue par les colporteurs), Mme Élisabeth s'occupait de l'éducation de sa nièce, dont elle était devenue la seconde mère. Jamais elle n'avait été plus calme, plus résignée, plus douce dans le malheur. C'est alors qu'elle composa la prière du matin qui commence par ces mots : « Que m'arrivera-t-il aujourd'hui, ô mon Dieu? Je n'en sais rien; tout ce que je sais, c'est qu'il ne m'arrivera rien que vous n'ayez prévu, réglé, voulu et ordonné de toute éternité. » Dans la soirée du 9 mai 1794, les deux princesses venaient de s'endormir, avec la consolation d'avoir offert un jour de plus leurs souffrances à Dieu, quand elles entendirent ouvrir les verrous de leur prison. Mme Élisabeth se hâtait de passer sa robe. « Citoyenne, lui dit-on, descends tout de suite, on a besoin de toi. — Ma nièce reste-t-elle ici? s'écria-t-elle alors. — Cela ne te regarde pas, on s'en occupera. » Mme Élisabeth, se jetant au cou de Madame Royale, essayait de la rassurer en lui disant : « Soyez tranquille, je vais remonter. » Menée en fiacre à la Conciergerie, le lendemain, elle subissait un simulacre de jugement. On affecta de la conduire au supplice sans aucune distinction, en la plaçant sur le même tombereau que vingt-trois autres victimes. Pendant le trajet funèbre, l'une des condamnées, la marquise de

Crussol-d'Uzez, témoigna hautement le respect que lui inspirait la princesse. Arrivée au pied de la guillotine, Mme Élisabeth la remercia en exprimant le regret de ne pouvoir lui témoigner sa gratitude. « Ah! madame, répliqua la marquise de Crussol, si votre altesse royale daignait m'embrasser, je serais au comble de mes vœux. — Bien volontiers, lui répondit la princesse, bien volontiers, et de tout mon cœur. » On avait ordonné que Mme Élisabeth périt la dernière, dans l'espérance que vingt-trois têtes tombant sous ses yeux la feraient peut-être manquer de courage. On se trompait : l'âme de la sainte n'était déjà plus sur la terre.

Madame Royale, restée seule dans sa prison, n'eut pas plus de nouvelles de sa tante que de sa mère. Elle ne fut instruite de leur sort qu'un an plus tard. Comme elle parlait de ses parens avec des larmes d'inquiétude, une femme lui dit, touchée de sa douleur : « Madame n'a plus de parens! — Eh quoi! s'écria l'orpheline, Élisabeth aussi! Et qu'ont-ils pu lui reprocher? »

IMBERT DE SAINT-AMAND.

DE L'EXTRACTION CROISSANTE
ET DE L'ÉPUISEMENT DE LA HOUILLE.

Chaque année, le comité des houillères françaises publie sur l'état de l'industrie des houilles un livre plein de curieuses informations. Jusqu'ici les industriels, les ingénieurs et les économistes ont seuls suivi avec une attention marquée ces publications spéciales, qui semblent au premier abord avoir en elles quelque chose de trop technique. A mesure cependant qu'elles se sont ainsi succédé, l'intérêt en est devenu plus vif. Il faut ajouter aussi que les derniers documens publiés par le secrétaire du comité des houillères, M. Amédée Burat (1), donnent des détails d'une importance toute particulière sur une production qui tient une si grande place aujourd'hui dans la vie sociale des peuples policés. On le sait, la houille intervient dans la défense des états, et c'est depuis quelques années l'agent moteur de notre flotte militaire. Comme source de mouvement mécanique, la houille est de même employée dans toutes nos usines, sur une bonne portion de nos navires marchands, sur tous nos chemins de fer. Elle fournit à la marine un fret avantageux au lieu de lest. C'est le grand réducteur de tous les minerais métalliques. Comme agent de calorique, c'est elle qui chauffe tous les fours de nos fabriques, de nos manufactures, et ceux des plus vastes comme des plus modestes ateliers. On la voit aussi au foyer domestique, à celui du pauvre comme à celui du riche; mais elle sert surtout au chauffage du pauvre depuis que le prix toujours plus élevé du bois a fait remplacer par la houille le combustible végétal. Agent lumineux, elle éclaire nos villes et nos maisons. Enfin l'on en retire depuis quelques années les plus vives et les plus solides couleurs, et si une femme élégante peut ignorer ce que sont le violet et le bleu d'aniline, que l'on extrait du goudron de houille, elle connaît bien les gracieuses couleurs qui,

(1) *Situation de l'industrie houillère en 1863 et 1864*, Paris 1864, 1865, 2 vol. — *Le Matériel des houillères*, 2 vol. avec atlas, Paris, Noblet et Baudry, 1861-1865.

sous les noms de *Magenta, Solferino, Havane,* que la mode a rendus célèbres, ont fait le tour du monde avec les *nouveautés* de Lyon et de Paris.

On a appliqué à la houille une expression devenue banale à force d'être redite, et que nous répéterons cependant encore une fois, car elle peint bien le rôle que joue le combustible minéral à notre époque travailleuse. La houille, a-t-on dit, est le *pain quotidien* de l'industrie. On pourrait ajouter que la quantité de houille produite ou consommée par un pays peut donner, comme le fer, une idée de l'importance politique de ce pays. Autrefois M. Dumas recourait à l'acide sulfurique pour tracer cette espèce d'échelle de la puissance des états. Aujourd'hui c'est à la houille et au fer qu'il faut s'adresser, et l'exemple de l'Angleterre le prouve surabondamment. Quel pays trouverait-on à opposer sur les mers au royaume-uni? Quelle nation industrielle peut marcher de pair avec lui pour tous les travaux mécaniques, pour toutes les opérations de la science appliquée?

Ainsi il est bien démontré que tant vaut la quantité de houille extraite ou consommée par un pays, tant vaut ce pays lui-même; mais ici naît un double phénomène économique jusque-là sans exemple et sur lequel il convient de s'arrêter. Ce phénomène est celui de l'extraction toujours croissante du combustible dans tous les grands pays producteurs, extraction qui augmente chaque année dans des proportions inusitées. Or cette progression a lieu devant l'épuisement certain des houillères à une époque qu'il faut maintenant rapprocher de beaucoup de celle que des géologues trop confians, ou négligeant de tenir compte d'un accroissement dont on n'avait pas encore fixé la loi, avaient reportée à des milliers d'années. La question prend dès lors de telles proportions et elle devient en quelque sorte si pressante, qu'elle intéresse non-seulement l'art technique, mais encore la science dans ses plus hautes spéculations et le progrès même de toutes les nations civilisées.

Il a été démontré, par des états statistiques officiels, que la production des houillères françaises double environ tous les quinze ans. Depuis 1815, c'est-à-dire depuis l'époque où la grande industrie s'est établie en France, la loi de cette progression ne s'est jamais démentie, ainsi qu'on peut le voir par les chiffres suivans :

Années.	Chiffres de l'extraction en quintaux de 100 kilogrammes.
1815.....	9,500,000
1830.....	18,000,000
1843.....	37,000,000
1859.....	75,000,000

Et déjà le dernier *Exposé de la situation de l'empire* nous apprend qu'en 1864 la production a dépassé 111 millions de quintaux.

On constate le même phénomène économique dans tous les grands pays producteurs, les îles britanniques, l'Amérique du Nord, la Belgique, la Prusse, etc. Ainsi dans les îles britanniques la production était, en 1852, de 500 millions de quintaux; en 1864, elle atteignait le chiffre énorme de 927 millions. La Belgique, en 1845, produisait 36 millions 700,000 quintaux, et 75 millions en 1860; en 1863, cette production a dépassé 100 millions de quintaux. Il serait facile de répéter la même progression ascen-

dante pour les États-Unis, la Prusse, etc. Si cette progression suit son cours, et rien ne prouve depuis cinquante ans qu'il ne doive pas en être ainsi, on peut donc rationnellement se demander quel combustible remplacera la houille après l'épuisement des mines de charbon, et à quelle époque ces mines elles-mêmes seront tout à fait épuisées.

La science est jusqu'ici à peu près muette sur la solution du premier de ces problèmes; il n'en est pas de même pour la réponse au second. La durée de l'exploitation des houillères, que les géologues, on le sait, avaient d'abord fixée à des milliers d'années pour des productions qui n'étaient pas le quart de celles dont il s'agit aujourd'hui, ne dépassera peut-être pas cinq ou six cents ans. On peut même affirmer hautement que dans des pays incessamment fouillés, comme la France, la Belgique, l'Angleterre, la Prusse, l'extraction souterraine du combustible minéral n'ira certainement pas jusqu'à la moitié de cette durée. Ainsi, en septembre 1863, sir William Armstrong, président annuel de l'*Association britannique*, prononçant à l'hôtel de ville de Newcastle le discours d'inauguration des séances de cette société, démontrait que dans deux siècles toutes les couches de houille du royaume-uni seraient entièrement épuisées. Sir Roderick Murchison, présidant à son tour l'association, et rappelant cette année les calculs de son prédécesseur, en a confirmé les résultats.

Tout au plus pourrait-on porter ce chiffre au double ou au triple pour des états comme l'Amérique du Nord, où d'immenses gisemens restent presque encore vierges. En Afrique, le combustible minéral est loin d'être abondamment répandu, hormis sur la côte ouest de la grande île de Madagascar. Dans l'Inde, la Birmanie, la Chine, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Nouvelle-Calédonie, le Chili, où il a été également découvert, souvent sur une très longue étendue, il ne pourra jamais suffire, sauf des cas tout exceptionnels, qu'aux consommations locales. D'ailleurs la houille, du moins quand on veut l'appliquer aux grandes opérations industrielles, n'est pas matière de si grand prix qu'elle puisse supporter de très longs transports, même par mer.

Faut-il admettre que le chiffre de la consommation dans la plupart des états européens finira par diminuer quelque jour, quand tous les réseaux de chemins de fer, partout achevés, exigeront la fermeture de quelques-unes de nos usines sidérurgiques, quand on aura suppléé par une autre matière au charbon minéral pour la fabrication du gaz d'éclairage? Mais cette diminution dans la consommation ne peut être bien notable, et le surplus du combustible exigé par le plus grand nombre de locomotives et de bateaux à vapeur ne viendra-t-il pas détruire en partie d'un côté l'économie produite de l'autre? Qu'on ne parle pas d'ailleurs du reboisement des forêts, ni du combustible végétal pour remplacer un jour la houille, comme celle-ci avait remplacé le bois. Le monde ne recule pas. Peut-être suppléera-t-on dans quelques cas à la houille par le pétrole, dont on a découvert de si vastes gisemens aux États-Unis. Cette matière ne sera jamais néanmoins aussi abondante que le charbon, et l'extraction n'en sera pas non plus d'aussi longue durée.

Il y a donc dans l'épuisement certain de nos houillères, — épuisement qu'un calcul mathématique dont nous avons maintenant tous les élémens

permettrait presque d'indiquer à jour fixe pour chaque localité, et auquel rien ne semble jusqu'ici pouvoir parer, — une question à la fois des plus graves et des plus curieuses. Cette question, sans être précisément menaçante pour la génération actuelle et quelques-unes de celles qui la suivront, ne mérite pas moins de fixer dès aujourd'hui l'attention et appelle le plus sérieux examen. Dans toutes les houillères, la question est déjà même à l'ordre du jour : on s'inquiète des moyens d'extraire le précieux minéral jusqu'à mille mètres et plus de profondeur, et de minces couches de combustible, des qualités de houille médiocres, dont on ne faisait nul cas il y a vingt ou trente ans, sont aujourd'hui considérées comme parfaitement aptes à l'exploitation et à la vente. On tire parti de tout pour mourir le plus tard possible. On fait les plus grandes économies, on a recours aux mécanismes les plus ingénieux, pour réduire le prix de revient au minimum.

La machine à vapeur, pour laquelle on exploite surtout le charbon, ne saurait elle-même être avantageusement remplacée. Cet admirable et merveilleux engin, tel qu'il est sorti tout entier de la tête de Watt, un des plus grands génies dont s'honore l'humanité, reste, sauf le perfectionnement des détails, auquel on travaille tous les jours, le dernier mot de la mécanique moderne. Les recherches récentes entreprises par tant de savans sur l'équivalent mécanique de la chaleur ne démontrent-elles pas du reste que la force que restitue le combustible à la machine à vapeur n'est que le produit de la chaleur solaire condensée dans le carbone qui a formé la houille à l'époque des temps géologiques? Ces mêmes recherches ne prouvent-elles pas que ces trois agens, lumière, chaleur et force, ne sont que les trois manières d'être d'un seul et même agent, et que par conséquent vouloir substituer quelque chose à la houille dans le chauffage des chaudières à vapeur, ou compter sur la découverte d'un nouvel agent moteur économique, ce serait vouloir substituer le carbone au carbone, ce qui nous conduit à tourner dans un cercle vicieux, à moins de retomber sur une matière carbonée, comme le pétrole, dont nous parlions tout à l'heure? « Ce n'est pas la puissance de la vapeur, — disait le grand ingénieur George Stephenson en voyant s'avancer un convoi, — qui entraîne cette locomotive, c'est la chaleur solaire; c'est elle qui a fixé le carbone dans les plantes, qui à leur tour ont formé la houille il y a des millions d'années. » Ainsi rien ne se crée, rien ne se perd dans la nature, pas plus la force que la matière, et les locomotives, comme le disait encore Stephenson, ne sont que les *chevaux du soleil*.

Il est certainement rationnel de chercher une machine calorifère parfaite pour économiser le plus possible, dans la production de la vapeur, sur la consommation de la houille, dont la plus notable partie va se perdant en fumée. L'économie ainsi réalisée serait notable, car souvent on n'utilise pas plus de 10 pour 100 de la puissance calorifique ou motrice du charbon. En adoptant ce perfectionnement, comme en exploitant mieux, en étudiant mieux les houillères, on retardera, mais on n'empêchera pas la disparition du charbon minéral. Un jour ou l'autre, les bassins houillers fussent-ils dix fois plus étendus, dix fois plus nombreux qu'on ne le suppose aujourd'hui, cette disparition de la houille aura lieu, et ce jour à venir est une seconde dans la durée infinie des siècles. Quant à l'adoption

d'un nouveau moteur destiné à parer à l'épuisement de la houille, l'expédient qu'on a indiqué quelquefois n'est guère consolant, puisqu'on est allé jusqu'à proposer les chutes du Niagara pour faire marcher toutes les manufactures du monde, qu'on voudrait concentrer dans leur voisinage. On se servirait alors de l'eau, soit directement, soit pour comprimer l'air et obtenir de cette dernière façon le plus avantageux et le plus économique des moteurs. Tout cela est très bien en théorie, mais peu applicable en pratique. D'ailleurs imposer aux usines le voisinage d'un cours d'eau, ce n'est pas seulement remonter vers le passé, c'est encore rendre aujourd'hui bien peu d'établissemens possibles. Ce n'est que dans des cas tout particuliers, comme celui par exemple du percement des Alpes, que l'emploi de l'air comprimé devient utilement et économiquement applicable.

On ne saurait non plus opposer aux machines à vapeur les machines électro-motrices, auxquelles on avait pensé un moment il y a quelques années, et qui sont restées et resteront à l'état de jouets mécaniques, non plus que les machines à gaz, à air dilaté, autour desquelles on a récemment fait tant de bruit. Ces dernières ne consomment-elles pas, pour une force donnée, beaucoup plus de combustible, souvent trois et quatre fois plus, que la machine à vapeur ordinaire? Si elles l'emportent sur celle-ci, notamment pour de petites forces, par exemple la machine Lenoir, n'est-ce pas simplement à cause de dispositions particulières, non à cause de l'économie du combustible, qu'elles ne réalisent jamais? Encore moins faut-il songer aux machines par explosion, qui, de leur nature, ne sont guère susceptibles d'application, hormis pour le jet des projectiles. Les machines où l'on voudrait produire la vapeur par frottement consomment plus qu'elles ne donnent; les machines à vapeurs combinées (1), si ingénieuses, si bien agencées, n'ont fourni que des preuves négatives.

Ainsi, en l'état de nos connaissances, on ne saurait opposer à la machine à vapeur rien de plus simple et de plus complet. Où donc puisera-t-on la force mécanique quand la houille aura disparu ou sera devenue trop coûteuse par suite d'une trop grande profondeur au-dessous du sol ou de l'éloignement des derniers gîtes des centres de consommation? Question jusqu'ici insoluble, à moins que l'on n'arrive à utiliser, à condenser l'immense chaleur perdue du soleil, en un mot à *mettre le soleil en bouteilles*, solution que nous indiquait un jour plaisamment un homme familier avec toutes les spéculations de la science. Le charbon, c'est du soleil en cave, disent en ce cas les Anglais. On pourrait aussi revenir aux miroirs d'Archimède et renouveler à ce sujet les étonnantes expériences de combustion qui ont été refaites par Buffon et ses disciples sur la foi du géomètre grec; mais ici encore l'essai ne semble guère tout d'abord applicable en pratique.

(1) On appelle machines à vapeurs combinées celles où l'on emploie la chaleur perdue de la vapeur d'eau, après qu'elle a agi sur le piston du cylindre, à vaporiser un liquide plus volatil que l'eau, tel que l'éther, le chloroforme, etc., qui agit à son tour par sa détente sur un autre cylindre. On économise ainsi jusqu'à 50 et 75 pour 100 de houille. M. Du Tremblay, un de nos plus ingénieux mécaniciens, s'est surtout fait remarquer dans l'invention de ces machines; mais il a lutté contre des difficultés presque insurmontables : la nature explosible des liquides employés et la résistance qu'ils opposent à la condensation dans les températures estivales ou torrides.

Se servir en industrie du soleil comme combustible avec des miroirs réflecteurs qui en concentrent et renvoient les rayons, n'est-ce pas supposer la présence quotidienne, sinon continue, du soleil, ce qui nous reporte à certaines régions du globe où jamais il ne pleut, mais où la vie civilisée n'a guère fait son apparition? Ne sont-ce pas lieux encore moins propices que les chutes du Niagara à la grande industrie moderne?

Quoi qu'il en soit, c'est dans le soleil sans doute que réside le combustible de l'avenir. Les plus récentes découvertes faites en physique sur la chaleur autorisent cette manière de voir. A ce sujet, on a pu lire dans la *Revue* même les intéressantes études de M. Laugel, de M. Saveney, et suivre pour ainsi dire pas à pas les curieuses expériences qui, en Allemagne, en Angleterre et en France, ont illustré les noms de tant de physiciens. Qui vivra verra, et l'on peut dire certainement que l'extinction des houillères ne marquera point la fin du monde, j'entends au moins du monde civilisé. Il y a là comme pour le fer, comme pour tous les métaux, si indispensables aux progrès de la civilisation, une sorte d'*harmonie préétablie* qui a réglé toutes choses bien mieux que celle imaginée par le philosophe allemand. Il faut bien aussi être un peu partisan des causes finales, et si le fer et le charbon, créés pour ainsi dire de tout temps, n'ont réellement été exploités d'une façon active et suivie qu'à notre époque, si bien qu'on peut presqu'en annoncer la disparition prochaine, surtout pour le charbon, qui ne se réemploie, qui ne se retrouve pas comme le fer, on peut assurer aussi qu'après la houille l'éternelle sagesse qui régit le monde nous fera découvrir quelque chose d'équivalent, fût-ce dans le soleil. C'est donc vers cet astre que devront se tourner les futurs chercheurs, et il en naîtra bientôt par centaines, bien qu'on ne puisse dire encore dans quel sens précis les recherches devront être poursuivies. Le germe de chaque grande invention, inerte pendant des siècles, éclôt à son heure, et de même que l'éolipyle de Héron d'Alexandrie a près de deux mille ans attendu que Savery, Newcomen et surtout Watt naquissent pour en tirer la machine à vapeur, de même les miroirs d'Archimède semblent destinés à montrer aux inventeurs futurs la voie dans laquelle ils devront chercher le nouveau combustible de l'industrie. A ceux qui émettraient des doutes à ce sujet, se fondant sur l'impossibilité d'une telle application du soleil, nous répondrons : « Qui eût jamais pensé, en voyant le couvercle d'une marmite se soulever sous la pression de la vapeur d'eau, qu'il y eût là le germe de la force la plus formidable? »

Le soleil sera-t-il donc le combustible de nos petits-fils, et les régions torrides, aujourd'hui presque désertes, verront-elles quelque jour les peuples civilisés émigrer en masse vers elles, comme autrefois les Barbares en Europe? Que ces prévisions paraissent ou non paradoxales, il est certain, on le répète, que le monde ne périra pas faute de charbon, et si jamais une preuve éclatante aura été donnée d'un Créateur ayant pourvu à tout, ce sera certainement le jour où la découverte d'un nouveau combustible, si ce n'est l'application du soleil aux usages calorifiques industriels, aura illustré l'humanité, fière déjà de tant de grandes découvertes.

L. SIMONIN.

V. DE MARS.